

DÉBATS

La guerre du Golfe

Les mauvais calculs de l'OLP

par Alain Dieckhoff

ABBA EBAN, l'ancien ministre des affaires étrangères d'Israël, aurait dit un jour, alors qu'il était particulièrement en verve, que les Palestiniens ne réussiraient jamais une opération de rater une occasion. Vrai ou faux, cet aphorisme a au moins le mérite de souligner une question essentielle : l'OLP n'a-t-elle pas choisi une stratégie contre-productive pour la cause même qu'elle prétend servir, en prenant aussi manifestement fait et cause pour Saddam Hussein ? Ne sera-t-elle pas la première victime politique du conflit ?

D'ores et déjà, l'OLP a subi des contrecoups très sérieux. Financièrement, l'organisation palestinienne a été frappée par des mesures de rétorsion de la part de ses bailleurs de fonds, les pétromonarchies du Golfe. Depuis le mois d'août dernier, les ressources de l'OLP ont été amputées de moitié (perte de plus de deux milliards de dollars), les pays du Golfe ayant réduit ou carrément supprimé (cas du gouvernement koweïtien en exil) leurs contributions. L'infrastructure du mouvement, ses institutions économiques, culturelles, diplomatiques, ont été sérieusement touchées par des coupes budgétaires.

Immaturité politique

Dans les territoires occupés, nombre d'établissements palestiniens auxquels les émirats prodiguaient leurs largesses ont reçu plus un sou. Près de 100 000 personnes qui dépendaient, dans les territoires, des revenus de membres de leurs familles installés au Koweït sont dans le même cas. Ajoutons que les dizaines de milliers de Palestiniens qui sont restés dans l'émirat risquent de se trouver en bien mauvaise posture lorsque les offensives terrestres commenceront. Il est assez ironique de constater que près de 25 000 Palestiniens du Golfe ont cru plus sage de se placer, pendant qu'il en était encore temps, sous la protection de... « l'occupant sioniste ». Titulaires de cartes d'identité israéliennes, ils ont préféré retourner en Cisjordanie plutôt que de se placer sous la férule du maître de Bagdad.

Mais là n'est pas l'essentiel. Les dommages politiques de l'alignement de l'OLP sur l'Irak sont autrement plus sérieux, y compris dans le monde arabe. Personne ne grince dans la péninsule arabique, à l'exception de l'Arabie saoudite, à l'égard de l'OLP qui s'est aligné sur l'Irak. Le fait est que l'OLP a été quasiment contraint d'adopter une position pro-irakienne après la rupture du dialogue arabo-palestinien de Tunis au printemps dernier. Que les dirigeants palestiniens aient été sérieusement une telle idée est

pour le moins affligeant. D'abord, il n'est pas inutile de rappeler à ceux qui auraient la mémoire courte que la suspension des contacts a résulté de la multiplication des actions terroristes contre l'Etat hébreu qui se poursuivaient avec une régularité de météore alors même qu'Arafat clamait, en Europe, qu'il s'était résolument engagé sur la voie de la diplomatie. Ensuite, et surtout, si l'OLP a vraiment choisi de se ranger aux côtés du plus belliqueux des chefs arabes pour avoir été « congédié » par les Américains, cette attitude qui relève davantage du dépit amoureux que du raisonnement logique jette une cruelle lumière sur l'immaturité politique du mouvement palestinien.

Au moment où la crise du Golfe a éclaté, l'alternative était pourtant simple : si l'OLP avait effectivement, comme elle le prétendait sur tous les tons, opté, depuis la proclamation de l'Etat palestinien en 1988, pour une solution négociée, il lui fallait impérativement rester, au minimum, dans une prudente expectative. Dans ce cas elle aurait gagné en crédibilité, ce qui lui aurait permis plus facilement de rentrer en grâce auprès de la superpuissance américaine qui, qu'elle le veuille ou non, est la seule à compter véritablement dans la région. Un soutien aux pays arabes de la coalition alliée aurait été un signe positif pour convaincre les Etats-Unis que l'OLP avait amorcé un changement stratégique et non un simple virage tactique.

La coïncidence avec laquelle l'organisation palestinienne a emboîté le pas à l'Irak qui démontre chaque jour ses intentions homicides envers Israël donne toutefois un poids considérable au second terme de l'alternative. En fait, l'OLP n'avait en rien renoncé à sa volonté de commettre un parricide contre Israël (soit clair, rayer cet Etat de la carte), et toute la précaution modérée n'était qu'un leurre destiné à abuser dirigeants politiques occidentaux et hommes de bonne volonté.

Protéger les civils

La guerre du Golfe a déjà fait des victimes civiles en Israël et en Irak. Les Etats agissant sous le mandat des Nations unies visent des objectifs militaires, mais des destructions plus vastes sont à craindre. A cet égard, une action de police doit être conduite en surveillant les vies et être proportionnée aux actes qui l'ont rendue nécessaire.

L'après-guerre risque d'être difficile pour les Palestiniens qui ont des droits légitimes, mal servis par une direction politique qui a fait faillite de façon manifeste. Comment l'OLP pourra-t-elle valablement légitimer son refus de l'occupation israélienne en Cisjordanie alors qu'elle aura cautionné de facto l'annexion d'un Etat pacifique ?

Comment fera-t-elle en sorte désormais qu'elle se contenterait de la création d'une entité palestinienne aux côtés de l'Etat juif alors qu'elle souscrit aujourd'hui à un panarabisme exclusif et sectaire ? Comment pourra-t-elle espérer éveiller la confiance, même réservée, des Israéliens alors qu'elle aura commis l'erreur impardonnable de s'associer à un tyran qui a fait planer sur des millions de juifs la menace de la mort par les gaz ?

Alain Dieckhoff est chargé de recherches au CNRS et maître de conférences à l'IEP de Paris.

Le chef des armées

par Raphaël Hadas-Label

On a dit de la dissuasion nucléaire qu'elle avait plus fait pour l'enracinement de la primauté présidentielle que bien des articles de la Constitution de 1958 : un simple décret du 14 janvier 1964 n'a-t-il pas donné compétence au président de la République pour donner directement « l'ordre d'engagement » des forces nucléaires ? La guerre du Golfe, qui met heureusement en jeu que des forces classiques, pourrait marquer de façon encore plus profonde le rôle prééminent du chef de l'Etat. Face à la guerre – la première de ce type depuis 1958 – les autres institutions de la République ne sont certes pas inertes, mais leur rôle apparaît aujourd'hui singulièrement cantonné.

La primauté du président de la République trouve son fondement dans le célèbre article 15 : « Le président de la République est le chef des armées. » Mais cette compétence traditionnelle du chef de l'Etat, qui remonte à la Constitution de 1791, n'a longtemps eu qu'une signification symbolique. On l'a vu en 1917 avec Clemenceau – c'est lui et non Poincaré qui « fait la guerre ». On l'a vu en 1940 avec Albert Lebrun. Quant à la Constitution de 1946, elle disposait – subtil distinguo – que le président de la République « prend le titre » de chef des armées.

Qu'il n'en soit plus de même depuis 1958, et surtout depuis l'élection du président au suffrage universel, c'est l'évidence. Mais on aurait pu croire que le rôle du chef de l'Etat, président du conseil de défense, se limite à la définition d'ensemble de la politique de défense. L'expérience des dernières semaines montre que cette primauté va bien au-delà.

C'est François Mitterrand qui, dès les premiers jours d'août, a arrêté la politique française dans la crise du Golfe, président des conseils restreints, multipliant les contacts personnels avec George Bush et les principaux chefs d'Etat et de gouvernement intéressés, s'adressant au Parlement par voie de message, informant directement l'opinion par des allocutions à la nation, mais aussi par une douzaine de « points de presse » sans précédent. On sait maintenant que c'est lui qui, il y a déjà plusieurs semaines, a donné son accord sur le plan d'emploi de nos troupes, arrêté dans le cadre de la planification élaborée au sein de l'état-major des puissances alliées : cette planification, qui précise de façon détaillée les missions confiées aux forces françaises, est maintenant mise en œuvre sous la coordination de l'état-major allié.

Depuis que les hostilités sont ouvertes, le président tient quotidiennement une réunion d'état-major – forme équivalente d'un conseil de défense – regroupant non seulement le premier ministre et les ministres concernés (affaires étrangères, intérieur, défense), mais encore le chef d'état-major général des armées, les chefs d'état-major des trois armes et les principaux collaborateurs des propos qui, sans doute, ne correspondent pas à leur pensée ? A-t-on songé qu'on ajoute à leur souffrance l'humiliation d'être présentés au public dans l'état auquel on les a réduits ?

Parcille attente à la dignité humaine ne peut être justifiée par le souci d'informer. Jusqu'à quel degré d'avilissement n'ira-t-on pas pour rassembler le téléspéctateur ?

GEORGES TRUDELLE
Nagant-sur-Marne

laborateurs de la présidence. En c'est le chef d'état-major particulier du président, l'amiral Lanxade, qui assure la liaison avec le chef d'état-major des armées pour le suivi permanent des opérations. Au point que d'anciens se prennent à considérer que l'amiral Lanxade est aujourd'hui le véritable ministre de la défense.

Dans ces conditions, les autres rouages de l'Etat se trouvent désormais cantonnés dans un rôle certes indispensable, mais limité et subordonné. Le premier ministre, « responsable de la défense nationale » aux termes de l'article 21 de la Constitution et à qui l'ordonnance du 7 janvier 1959 confère en principe « la direction générale et la direction militaire de la défense », se borne surtout – outre sa participation aux réunions présidentielles – à assurer la liaison avec le Parlement. Il a fait avec conviction lors du dernier débat, – à l'informelle chaque semaine les chefs de groupe parlementaire, et coordonne la mise en œuvre de mesures à caractère financier, humanitaire ou touchant à l'ordre public.

Au palais de l'Elysée

Au Quai d'Orsay, la cellule de crise mise en place au soir dernier continue de travailler avec diligence le cas de nos concitoyens vivant dans les zones de danger, tandis que les collaborateurs du ministre d'Etat animent des réunions de réflexion sur l'évolution diplomatique du conflit. Quant au ministère de la Défense, c'est le centre opérationnel des armées qui sont relayées à la fois les informations militaires et les décisions opérationnelles. Mais son rôle de plaque tournante se limite, comme il se doit, à la mise en œuvre d'orientations arrêtées ailleurs.

Cette concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat, détenteur de la responsabilité ultime, n'est rien pour surprendre. Une situation du même type s'observe autour du président Bush, « commandant en chef des armées de terre et de mer des Etats-Unis » et dans une moindre mesure – du premier ministre britannique. C'est la raison des guerres modernes. En approuvant à une forte majorité la déclaration de politique générale du gouvernement Rocard, c'est en fait le président de la République que le Parlement – qui d'ailleurs plus en session – a donné une manière de blanc-seing.

Mais on ne peut s'empêcher de penser que, au-delà des dispositions constitutionnelles qui font du président le « garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire », la situation insolite qui résultait, ces dernières semaines, des états d'âme du ministre de la Défense n'est sans doute pas étrangère au transfert spectaculaire de la conduite de la guerre au palais de l'Elysée.

Raphaël Hadas-Label est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

TRAIT LIBRE



COURRIER

Des images humiliantes

Je suis indigné par la présentation d'images de prisonniers américains parlant devant la télévision irakienne.

A-t-on songé que ce sont des hommes qui, selon toute vraisemblance, ont été battus, torturés, menacés, que l'on nous présente

La quatrième convention de Genève, adoptée après le second conflit mondial, a voulu prévenir les effets d'opérations pouvant atteindre les populations civiles. Cependant, il semble qu'aucune partie au conflit n'ait pris des mesures pour mettre en œuvre les dispositions des articles 14 et 15 de cette convention. Celles-ci prévoient des zones et localités sanitaires et de sécurité (art. 14), notamment pour les malades, les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes et les mères de jeunes enfants. Par ailleurs, des zones neutralisées (art. 15) pour les blessés, les malades et les personnes civiles sont à créer.

Il importe que les instances de l'ONU rappellent à toutes les parties les exigences du droit humanitaire d'aujourd'hui, le respect ne peut que provoquer la cessation des hostilités.

YVES LAURIN
Paris

BIBLIOGRAPHIE

Un village de Palestine

LES ENFANTS DE BÉTHANIE, L'HISTOIRE D'UNE FAMILLE PALESTINIENNE, de Said Aburish, Grasset, 284 p., 98 F.

A force de vouloir relater l'histoire du conflit du Proche-Orient, on finit par oublier celle des protagonistes. En choisissant de parler des Palestiniens, de Said Aburish s'engageait à donner de connaître le cinquième ouvrage sur la « question palestinienne ».

Beaucoup plus utilement, fuyant le « mélo » et privilégiant le picaresque, il retrace les aventures de son village – Béthanie, aujourd'hui une banlieue de Jérusalem – au cours du siècle et celles, non moins mouvementées, de sa famille, le tribu des Aburish. Immense originalité et singularité d'un ouvrage portant sur cette région : c'est écrit

avec humour... et mériterait, pour cette seule raison, d'être primé.

Cela commence avec un grand-père bon en couleur, Kahlil, qui, bon musicien, découvre tout le profit qu'il y a à pouvoir tirer des lieux saints chrétiens du village – le tombeau de Lazare, notamment – et se refuse à boire de l'alcool, sauf « du Black Label avec du lait ».

La saga des « Enfants de Béthanie » va se dérouler sous quatre régimes politiques différents et couvrir trois générations que les conflits, la guerre, la naissance d'Israël, la politique des pays arabes, les choix personnels des uns et des autres, l'Histoire et le vie, en bref, vont disperser aux quatre coins du globe.

Trente-six petits-enfants, vingt-deux pays, des profils qui vont du benquer militant au militant de l'OLP en

Liban, des adresses qui vont de Park Avenue au camp de réfugiés, en passant par Paris et Londres. Plus grand-chose de commun entre eux aujourd'hui les Aburish ? Si, tout de même, dit joliment l'auteur, « il y a l'ombre lointaine du village (qui) continue à habiter en nous ».

C'est cette ombre-là, cet attachement à un morceau de terrain ingrat, qui fonde l'identité palestinienne. Aburish en parle avec pesseion, avec sa vision à lui Palestinien – souvent très personnelle et engagée – de l'histoire du Proche-Orient, mais sans jamais que le récit – fort bien traduit de l'anglais par la journaliste Marlon Scollé – donne dans le cliché militant ou moralisateur.

ALAIN FRACHON

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE

GOLFE
LA GUERRE

36 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publicationAnciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)Directeur de la rédaction :
Daniel VernetAdministrateurs délégués :
Antoine Griez, Nelly PierretRédacteur en chef :
Bruno FrappatJean-Marie Colombani,
Philippe Harvenan,
Robert SoléRÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-29ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94082 IVRY-SUR-SEINE CEDEXTél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Jeudi 31

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Une perche tendue...

Ce que M. Jean-Pierre Chevènement a dit tout haut, mardi 29 janvier, dans sa lettre de démission — « la logique de guerre risque de nous éloigner, chaque jour, des objectifs fixés par les Nations unies » — le porte-parole du président Mikhaïl Gorbatchev l'avait dit, presque aussi nettement, quelques heures plus tôt, en annonçant des « initiatives » pour éviter que les hostilités en cours « ne se transforment en un conflit monstrueux ». Cette déclaration donnait à penser que Moscou et Washington ne partageaient plus tout à fait les mêmes vues sur la manière d'émener Saddam Hussein à l'abandon.

Mais, autant pour satisfaire l'opinion propre de son opinion publique que pour « acheter » le silence de la Maison Blanche sur la question baïte, le Kremlin a, finalement, décidé de signer, mardi, avec les Etats-Unis une déclaration conjointe favorable à l'arrêt des hostilités si la maîtrise de Bagdad s'engage « sans équivoque » à se retirer du Koweït.

Cet engagement doit être suivi immédiatement de mesures concrètes qui conduisent au respect total des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ont précisé le chef de la diplomatie soviétique en visite à Washington et son homologue

américain. Cette perche tendue n'a guère de chances d'être saisie par Saddam Hussein. Dans son discours annuel sur l'état de l'Union, le président George Bush n'a pas donné l'impression de s'engager dans une logique de paix. « Je suis heureux d'annoncer, a-t-il dit devant les deux chambres du Congrès, que nous sommes sur la bonne voie. La capacité de l'Irak à soutenir une guerre est en voie d'effacement. Nos investissements, notre entraînement, nos plans, tout pays... »

« Pure vantardise »

Aussi bien les ruses de Saddam Hussein mettant par exemple une partie de sa flotte aérienne à l'abri en Iran (Téhéran vient de nier l'existence d'un « accord secret » avec Bagdad) que les incessantes menaces des médias irakiens promettant aux forces alliées « d'utiliser toutes les armes pour leur casser l'échine de manière décisive », disent clairement que la guerre sera peut-être plus dure et certainement plus longue que prévu.

Faut-il prendre au sérieux les menaces de guerre non conventionnelles, dites, à mots couverts, par Saddam Hussein? Pour le chef adjoint de l'état-major de

l'armée de terre soviétique, le général Norat Ter-Grigoriants, « cette affirmation est une pure vantardise ». Il n'empêche que les forces de la coalition ne s'interdisent pas, en cas de riposte, d'utiliser les mêmes armes que l'ennemi irakien. Si l'attaque chimique à y a, la réponse des alliés serait « essentiellement classique », a indiqué, mardi, le général Gernon, le porte-parole des armées françaises.

« Les alliés » devraient se dépêcher d'aller au contact de l'ennemi afin que l'Irak puisse moins facilement avoir recours aux armes chimiques et bactériologiques », a suggéré le général Ter-Grigoriants. A quand donc l'offensive terrestre? Déjà, les forces de la coalition ont commencé de bombarder, au Koweït, les premières lignes irakiennes. D'autre part, l'aviation alliée a détruit, dans le désert koweïtien, un convoi de 24 chars ennemis et attaqué, dans le Golfe, une flottille de 17 petits pétroliers irakiens.

Simultanément, les forces de la coalition multiplient les raids aériens — 2782 en 24 heures — contre la redoutable garde présidentielle, solidement retranchée dans le sud de l'Irak, sans être, cependant, en mesure d'évaluer la portée des coups qu'elles lui portent, car ces unités d'élite

sont, paraît-il, « très bien enterrées ». Le commandant du contingent britannique a, d'autre part, annoncé que les alliés avaient détruit près de 80 % des capacités irakiennes de raffinage de pétrole en procédant notamment au bombardement de l'usine pétrochimique de Bassorah.

Dompter le fauve

L'Irak n'en a pas moins revendiqué, mardi, la réussite de plusieurs incursions contre des positions alliées en territoire saoudien, qui ont causé à l'ennemi des « pertes énormes ». Citant un porte-parole militaire, l'agence officielle de presse INA, qui a annoncé avec une célérité à peine surprenante la démission de M. Chevènement, a affirmé, mardi, qu'« un avion étranger fait prisonnier » (dont la nationalité n'a pas été précisée) avait été tué lors d'un raid aérien des forces de la coalition contre Bagdad. Ce pilote avait été placé, comme « bouclier humain », dans les bâtiments du ministère de l'Industrie.

Le premier ministre israélien a, en outre, « très intéressé par une participation active à la lutte contre l'Irak », mais, a ajouté M. Itzhak Shamir, « la composition de la coalition nous empêche de

le faire sans une coordination préalable avec les Etats-Unis ». En attendant, l'Etat hébreu a immédiatement répliqué à des tirs de roquettes qui se sont abattus, mardi, sur le « zone de sécurité » qu'il occupe dans le sud du Liban. Au moins trois Palestiniens ont été tués et huit autres blessés dans le bombardement du camp de réfugiés de Rachidiyeh, auquel ont participé la marine, l'artillerie et un hélicoptère.

« En raison de la sévère menace qui pèse sur l'existence de l'Etat d'Israël », l'Allemagne, qui a accueilli 5,5 milliards de dollars sa participation à l'opération « Tempête du désert » pour le premier trimestre de 1991, a promis d'honorer les demandes de Jérusalem et de lui livrer « des équipements et du matériel pour la protection de son territoire ».

« Nous pensons qu'il ne s'agit pas d'une guerre entre fidèles et infidèles mais d'une question de pouvoir et de domination », a jugé l'ambassadeur iranien à l'ONU. Dans un langage plus imagé, le primat de l'Eglise d'Angleterre a estimé que « cette guerre est nécessaire au sens où il est nécessaire de résister à un fauve en liberté... »

JACQUES DE BARRIN

Le message sur l'état de l'Union

M. George Bush : « Nous gagnerons... »

Voici les principaux extraits du traditionnel message sur l'état de l'Union, prononcé, mardi 29 janvier, par le président George Bush devant le Congrès. Un discours qui a été consacré pour l'essentiel à la guerre du Golfe.

« En tant qu'Américains, nous savons qu'il y a des moments où nous devons nous avancer et accepter nos responsabilités pour mener le monde loin du chaos sombre des dictateurs, vers une promesse plus lumineuse de jours meilleurs. La guerre du Golfe n'est pas une guerre que nous avons voulue. Nous avons travaillé dur pour éviter la guerre. Nous sommes sur la voie prévue. La capacité de l'Irak à soutenir une guerre est en train d'être détruite. Le temps ne sera pas le salut de Saddam. »

« Notre objectif dans le Golfe demeure inchangé : chasser l'Irak du Koweït, restaurer le gouvernement légitime du Koweït et assurer la stabilité et la sécurité de cette

région critique. [...] Laissez-moi dire clairement ce que j'entends par la sécurité et la stabilité de la région. Nous ne voulons pas la destruction de l'Irak, de sa culture ou de son peuple. Au contraire, nous voulons un Irak qui utilise ses grandes ressources non pour détruire, non pour servir les ambitions d'un tyran, mais pour bâtir une vie meilleure pour lui-même et ses voisins. Nous voulons un Golfe où le conflit ne soit plus la règle, où les forces ne soient ni tentées ni capables d'immiser les faibles. »

« Ce dictateur brutal... »

« La plupart des Américains savent d'instinct pourquoi nous sommes dans le Golfe. Ils savent que nous devons arrêter Saddam maintenant, pas plus tard. Ils savent que ce dictateur brutal fera n'importe quoi, utilisera n'importe quelle arme, commettra n'importe quel abus, quoi que doivent souffrir de nombreux innocents. [...] Ils savent que nous devons nous assurer que le contrôle des ressources

mondiales de pétrole ne tombe pas entre les mains uniquement pour financer de nouvelles agressions. »

« Le courage et le succès des pilotes de la RAF, des Koweïtiens, des Saoudiens, des Français, des Canadiens, des Italiens, des pilotes du Qatar et de Bahreïn sont la preuve que pour la première fois depuis la seconde Guerre mondiale la communauté internationale est unie. Le chef dirigeant des Nations unies, jadis, uniquement un idéal espéré, confirme maintenant la vision de leurs fondateurs. »

« Le monde doit se demander ce que pense le dictateur d'Irak. S'il croit qu'en visant des civils innocents en Israël et en Arabie saoudite il gagnera un avantage, il se trompe complètement. S'il croit qu'il fera progresser sa cause par un terrorisme écologique tragique et méprisable, il se trompe complètement. [...] Et s'il croit qu'en maltraitant les prisonniers de guerre de la coalition il gagnera des bénéfices, il se trompe complètement. Nous gagnerons dans le Golfe. Et quand nous le ferons, la communauté mondiale aura envoyé un

avertissement durable à tout dictateur ou despote, présent ou à venir, envisageant une agression hors la loi. Le monde peut donc saisir cette chance pour remplir la promesse tant attendue d'un nouvel ordre mondial où la brutalité sera sans récompense et où l'agression rencontrera une résistance collective. »

Aider les Baltes

« Oui, les Etats-Unis supportent une part majeure dans la direction de cet effort. Seuls parmi les nations du monde, les Etats-Unis ont eu à la fois la stature morale et les moyens de la soutenir. Nous sommes le seul pays au monde qui pourrait rassembler les forces de la paix. Cela constitue le fardeau de

la liberté — et la force qui a fait des Etats-Unis le phare de la liberté dans un monde en doute. »

« Nos relations avec l'Union soviétique sont importantes, non seulement pour nous, mais pour le monde. Ce sont ces relations qui ont contribué à établir des changements historiques. Mais comme beaucoup d'autres nations, nous nous sommes sentis gravement concernés par la violence dans les pays baltes, et nous avons fait part de cette inquiétude aux dirigeants soviétiques. »

« Le principe qui nous a guidés est très simple : notre objectif est d'aider les Baltes, pas de punir l'Union soviétique. Dans nos récentes discussions avec les dirigeants soviétiques, il nous a été donné des indications qui si elles sont suivies, pourraient amener à

un retrait de certaines forces soviétiques, une réouverture du dialogue avec les Républiques et une certaine prise de distance avec la violence. »

« Nous suivrons avec attention les développements de la situation, et nous maintiendrons nos contacts avec le leadership soviétique pour l'encourager à poursuivre ses engagements en faveur de la démocratie et des réformes. »

« Si c'est possible, je désire contribuer à jeter les bases solides d'une coopération soviéto-américaine, pour un avenir porteur de davantage de paix pour l'ensemble de l'humanité. »

Lire page également page 31 l'article de notre correspondant à New York, Serge Maréchal, sur les déclarations de M. George Bush consacrées à la situation économique.

Sécurité renforcée à la Maison Blanche et au Congrès

Le « bunker » du président

WASHINGTON
correspondance

Des canons antiaériens sur les toits des bâtiments officiels et de la Maison Blanche... Ce n'est pas une première : avant même les mesures de sécurité exceptionnelles nécessitées par le conflit du Golfe, ce spectacle était monnaie courante pendant la seconde guerre mondiale, même si, comme le précise l'éditorialiste David Brinkley dans ses Mémoires, le plupart de ces canons étaient en bois.

Cette fois, à la différence des années de guerre du Vietnam, où personne n'envisageait d'être un jour victime d'un attentat du Vietcong, le menace du terrorisme est prise très au sérieux. Des tirailleurs d'élite sont en permanence aux aguets sur le toit de la Maison Blanche. Leur présence, ainsi que celle des policiers, l'arme en évidence, quadrillant Penneylvan Avenue, tandis que les vitres publiques de la Maison Blanche sont épurées, donnent ainsi à la demeure des présidents améri-

cains un léger caractère de bunker qui ne serait pas pour déplaire à M. Saddam Hussein.

Mais un bunker très confortable. Et les adjoints du président passent leur temps au sous-sol dans la « situation room », une pièce sans fenêtre, « austère, inconfortable, exigüe, essentiellement accablante », selon cet ancien habitué des lieux qu'est Henry Kissinger, où sont installés les téléscripteurs et ordinateurs perfectionnés qui transmettent vingt-quatre heures sur vingt-quatre les informations des services de renseignement, des agences de presse, etc. Le président n'a d'ailleurs même pas besoin d'y descendre, la grande fête médiatique qu'est devenue cette guerre du Golfe lui apporte les nouvelles plus vite sur l'écran de son récepteur installé à côté du bureau Ovale.

Encore faut-il de temps à autre que George Bush se résigne lui aussi à sortir de son bunker. Son message sur l'état de l'Union, prononcé dans un Capitole transformé en champ d'exercice militaire, aura fourni aux services de

sécurité l'occasion de se surpasser. Jamais autant de précautions n'avaient été prises sur le parcours emprunté par le président pour se rendre au Congrès. Le nombre des limousines officielles avait été augmenté pour « servir de leurre » et dérouter ainsi tout terroriste ambusqué. Les rues, dans un vaste quadrilatère menant au Capitole, avaient été fermées plusieurs heures avant le départ du convoi de la Maison Blanche, et des appareils spéciaux propres à détecter un matériel explosif en « reniflant l'air » avaient été installés. Quant aux agents des services secrets attachés à la personne du président, ils portaient des petits sacs verts de l'armée, contenant des masques à gaz. En principe, ces masques étaient destinés à les protéger en cas d'utilisation de gaz lacrymogènes contre des protestataires trop audacieux. Mais on s'inquiétait aussi d'une éventuelle tentative d'émission de gaz toxiques dans l'air ouest de la Maison Blanche...

HENRI PIERRE

La proposition commune américano-soviétique sur la paix dans la région

La guerre peut prendre fin si l'Irak

« s'engage sans équivoque » à se retirer du Koweït

Voici les principaux extraits de la déclaration, rendue publique mardi 29 janvier, à l'issue de trois jours de discussions à Washington entre le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker et le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh.

« Les deux ministres ont rappelé l'adhésion de leurs pays aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU relatives à l'agression irakienne contre le Koweït. Ils ont exprimé le regret que les nombreux efforts des Nations unies, d'autres organisations internationales et les efforts de certains pays aient tous été découragés par l'Irak (...). Le secrétaire d'Etat Baker a insisté sur le fait que les Etats-Unis et la coalition alliée s'efforcent d'obtenir la libération du Koweït, non la destruction de l'Irak. Il a répété que les Etats-Unis n'ont aucun grief à l'encon-

tre du peuple irakien, et ne menacent pas l'intégrité territoriale de l'Irak (...). » Le ministre des affaires étrangères Bessmertnykh a pris note de la position américaine et exprimé son accord sur le fait que le retrait de l'Irak du Koweït doit rester le but de la communauté internationale (...).

« Les ministres continuent à croire que la fin des hostilités est encore possible si l'Irak s'engage de manière non équivoque à se retirer du Koweït. Ils pensent également que cet engagement doit être accompagné par des mesures immédiates, concrètes, débouchant sur l'application intégrale des résolutions du Conseil de sécurité [de l'ONU] (...). » Les dirigeants irakiens doivent respecter la volonté de la communauté internationale. Ce faisant ils auront la possibilité de mettre un terme à la violence et à l'effusion de sang. Les ministres ont estimé qu'établir la sta-

bilité au Proche-Orient serait la priorité des deux gouvernements après la fin du conflit, sur la base d'accords de sécurité solides. Travailler à réduire les risques de guerre et de méfiance sera alors essentiel, en raison notamment de l'équilibre fragile d'une région où la spirale de la violence ne peut qu'engendrer l'extrémisme (...).

Une réaction de M. Shamir. — Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, a « regretté » mercredi 30 janvier que son pays n'ait pas été consulté par Washington avant la déclaration américano-soviétique. « A première vue, cette déclaration ne constitue pas un changement de la politique américaine et n'établit pas un lien entre la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe », a cependant précisé M. Shamir à la radio israélienne.

GLOBE la guerre en face réflexions
spécial

Minc • Adler • Gallo • Léotard • Bergé • Guattari • Wolton • Kepel • Lipovetski • Halter • De Beaucé • Konopnicki • Stéphane • Lévy • Mermet • Ory • Miller • Geremek

LA GUERRE DU GOLFE

Le message sur l'état de l'Union du président George Bush

Si l'Irak s'engageait à se retirer du Koweït...

Suite de la première page

« Un processus de paix significatif [...] y compris entre Israël, les pays arabes et les Palestiniens » est-il écrit dans cette déclaration. Il n'est pas, bien entendu, question d'établir un « lien » formel entre ce « processus de paix » et l'évacuation du Koweït, et il n'est pas non plus question d'une conférence internationale. Mais Washington et Moscou conviennent tout de même que les divers problèmes de la région ne sont pas tout à fait indépendants les uns des autres : « Au lendemain de la crise du Golfe, les efforts américains et soviétiques pour promouvoir la paix entre Arabes et Israéliens et la stabilité dans la région, en consultation avec d'autres parties, seront grandement facilités et accélérés ». C'est infiniment moins que ce que réclamait Saddam Hussein, mais c'est tout de même, de la part des États-Unis, un petit geste.

S'agit-il pour autant d'une ouverture, d'une « perche » tendue à l'Irak ? Le texte en lui-même pourrait prêter à cette interprétation — mais le contexte semble impliquer le contraire. D'abord, c'est le ministre soviétique, et lui seul, qui a donné lecture de cette déclaration « commune », le secrétaire d'État américain brillant par son absence. Ensuite, les fonctionnaires de la Maison Blanche se sont immédiatement employés à minimiser l'importance de ce texte, à souligner qu'il ne contenait en fait rien de neuf.

Concession formelle à l'URSS

Enfin, riez dans le discours de M. Bush lui-même d'où vient l'écho à cette proposition de cessez-le-feu, et encore moins à une quelconque solution des autres problèmes de la région, le président

américain se contentant de répéter que son intention n'était pas de « détruire l'Irak ».

Dans le même temps, aussi bien la conduite des opérations sur le terrain que les déclarations des porte-parole du Pentagone ou des pilotes en retour de mission indiquent que les États-Unis sont déterminés à poursuivre leur entreprise de liquidation systématique de l'armée irakienne, désormais grandement facilitée par l'affaiblissement considérable de ses défenses anti-aériennes.

La déclaration commune revêt donc toutes les apparences d'une concession formelle à l'URSS, — vraisemblablement destinée à rendre plus aisée pour M. Gorbatchev la poursuite de son soutien à la politique de la coalition anti-irakienne et donc des États-Unis.

Dans son message sur l'état de l'Union, M. Bush a d'ailleurs évoqué les relations soviéto-américaines (c'est le seul sujet de politique étrangère qu'il ait abordé, en dehors du Golfe), et il l'a fait en termes positifs, mais voilés de prudence. Ainsi a-t-il exprimé son désir « de poursuivre l'édification d'une base solide à la coopération américano-soviétique », mais en faisant précéder ses phrases d'un « si c'est possible », qui en dit long sur les doutes qui assaillent désormais l'administration.

M. Bush a aussi fait état de sa « profonde inquiétude » devant « la violence dans les pays baltes ». S'adressant à des congressistes qui ont manifesté leur soutien aux indépendantistes baltes de manière beaucoup plus ostensible que la Maison Blanche, M. Bush a exposé « le principe simple » qui l'a guidé : « Notre objectif est d'aider les peuples baltes à réaliser leurs aspirations, pas de punir l'Union soviétique » — ce qui paraît exclure, à ce stade, des mesures de rétorsion

économique. Le président américain a aussi évoqué l'impression que ses efforts n'étaient pas tout à fait vains : « Dans nos récentes discussions avec la direction soviétique, on nous a donné des indications qui, si elles sont suivies d'effet, aboutiraient au retrait de certaines forces soviétiques, à une réouverture du dialogue avec les Républiques et à une renonciation à la violence ». Cependant, selon les précisions fournies par un responsable de l'administration américaine, M. Bessmertnykh se serait en fait borné à des assurances de caractère « très général », guère différentes des déclarations publiques de M. Gorbatchev.



Bien entendu, M. Bush a consacré l'essentiel de son discours à la guerre du Golfe, et à la glorification d'une Amérique qui, aujourd'hui, est devenue la plus grande puissance du monde. Mais il a aussi, en passant, évoqué la « liberté », une Amérique dont « le leadership est indispensable », et qui « seule parmi les nations du monde, avait à la fois la stature morale et les moyens de rassembler les forces de la paix ». ... Aucun doute possible, « notre cause est juste, notre cause est morale », et « nous allons l'emporter » contre le « brutal dictateur ».

M. Bush a été longuement et chaleureusement applaudi sur tous les bancs (c'est la tradition). Mais c'est lorsqu'il a évoqué « les hommes et les femmes qui servent dans le Golfe » que les élus se sont levés pour une interminable ovation, tandis que le président saluait ces soldats qui « luttent bravement pour apporter à l'Amérique, au monde et aux générations futures une paix juste et durable ». Signe des temps, M. Barbara Bush, à la tribune des invités, était entourée de l'épouse du commandant en chef des troupes alliées dans le Golfe, M. Schwarzkopf, et de l'épouse du chef d'état-major, M. Powell, et l'une et l'autre ont été applaudies comme il se doit.

Ce discours « de guerre » était aussi celui d'un président parvenu à mi-chemin de son mandat, un mandat qu'il avait entamé en annonçant une Amérique « plus douce et plus gentille ». Et M. Bush — dont la popularité a rebondi avec le conflit après avoir notablement chuté au moment de l'impasse budgétaire de l'automne — ne s'est pas contenté d'évoquer les succès remportés sur le front extérieur. Il a aussi tenu à parler, assez longuement, de ce qu'il entend faire pour « renouveler » l'Amérique de l'intérieur. Mais on n'a rien entendu de bien neuf, de la part de ce président réputé s'intéresser essentiellement à la politique étrangère, et dont le bilan économique et social est généralement jugé très maigre. M. Bush, qui s'est voulu un « président de l'éducation » et a déjà organisé un « sommet de l'éducation » dont les effets ne se sont guère

manifestés pour l'instant, a annoncé son intention de réunir « un sommet du crime », c'est-à-dire de la lutte contre le crime.

Il a aussi annoncé l'élaboration d'une « stratégie de l'énergie » — mais cette promesse est vieille de deux ans. Plus concrètement, M. Bush a promis une réforme du système bancaire (Lire, page 31, l'article de Serge Maré), un effort pour le réseau routier. Sur le plan politique, il s'est engagé à favoriser une « élimination totale des comités d'action politique », — ces groupes de pression qui, de plus en plus, assurent le financement des campagnes électorales et sont en cooptation sur l'action du

Congrès, et il a, bien entendu, été applaudi à tout rompre par des élus qui dans leur grande majorité dépendent largement des contributions des « comités ». M. Bush a également enfoncé une nouvelle fois son cheval de bataille préféré, celui d'une réduction des impôts sur les plus-values en capital — un projet rejeté à l'autonomie par les démocrates. Pour le reste, on a retrouvé quelques échos réagissants sur le « moins d'État », et quelques réfrains plus particuliers à l'actuel président — notamment sa foi dans l'action bénévole des individus, ces « milliers de points de lumière » : « Si vous savez lire, trouvez quelqu'un qui ne sait pas » (M. Bush est connu pour ses efforts d'alphabétisation), « Si vous trouvez un marteau, trouvez un clou ».

Conformément à la tradition, l'adresse présidentielle a été suivie d'une « réponse » du pays qui n'occupe pas la Maison Blanche, co-occurrence le Parti démocrate. Le sénateur Mitchell, leader de la majorité à la Chambre haute, ne l'a cédé en rien au président pour ce qui est des professions de foi patriotiques et des proclamations de soutien aux troupes dans le Golfe : c'est le thème commun de tous les élus, depuis que le conflit a commencé. Mais M. Mitchell, qui, comme la plupart des dirigeants démocrates, avait voté contre la résolution autorisant M. Bush à entrer en guerre, a tout de même ajouté que « personne ne saura jamais si l'outre-voile » (celle des sanctions) aurait été couronnée de succès.

Il a aussi fait valoir que toute la violence du monde n'était pas le fait du seul Irak, et qu'on ne pouvait « fermer les yeux » sur ce qui se passe ailleurs, que ce soit en Chine, en Amérique centrale ou en Lituanie. M. Mitchell a oser que, puisque les États-Unis pouvaient fabriquer « le monde le plus intelligent du monde », ils devraient aussi être capables de fabriquer « le meilleur magnétoscope ». En somme, ouvrir sa « nouvelle ordre mondial », ce doit pas empêcher de « remettre en ordre sa propre maison ».

JAN KRAUZE

La Maison Blanche dénonce la « nature amorale » de M. Saddam Hussein

La Maison Blanche s'est déclarée, mardi 29 janvier, préoccupée par les déclarations du président Saddam Hussein selon lesquelles les missiles irakiens « peuvent être équipés de têtes chimiques, biologiques et nucléaires ».

Réagissant à une interview accordée lundi par le président irakien à la chaîne de télévision CNN, M. Fitzwater a d'autre part estimé qu'il s'agissait de la « même vieille propagande », ajoutant : « De notre point de vue, la seule vérité réelle qui en ressort est qu'il faut lui faire échouer ». Selon le correspondant de CNN à Bagdad, Peter Arnett, Saddam Hussein a notamment affirmé que les missiles Scud irakiens avaient des capacités nucléaires, chi-

miques et bactériologiques. Cela « démontre une nouvelle fois (...) la nature amorale de ses efforts dans cette guerre », a déclaré M. Fitzwater.

Le département d'État a d'autre part convoqué mardi le chargé d'affaires irakien à Washington, M. Khalil Shewayish, pour protester contre le traitement « barbare » des prisonniers de guerre par l'Irak. Le porte-parole du département, M. Margaret Tutwiler, a toutefois déclaré ne posséder aucune preuve que des prisonniers placés sur des sites stratégiques aient été blessés ou tués par les bombardements alliés, comme l'ont annoncé les médias officiels irakiens. — (AFP)

La situation

« Il n'y a pas de marché secret entre Téhéran et Bagdad »

affirme l'ambassadeur d'Iran à l'ONU à propos de l'exode d'avions irakiens vers son pays

Le général américain Tom Kelly a démenti mardi 29 janvier que tous les appareils irakiens de type Sukhoï-24 soient passés en Iran, comme l'avait affirmé le ministre irakien de la défense, M. Moïse Arans, en estimant que cet exode réduisait d'autant la menace qui pèse sur Israël. L'ambassadeur d'Iran à Paris a réaffirmé que son pays s'en tenait à la neutralité et a démenti tout accord secret à propos de ces avions entre Téhéran et Bagdad. Mardi, le *Tehran Times*, quotidien proche du gouvernement, avait lui aussi réaffirmé la neutralité de l'Iran. L'ambassadeur de ce pays aux Nations unies a fait de même, notamment dans une lettre à M. Perez de Cuellar.

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Assailli par les journalistes, l'ambassadeur iranien à l'ONU s'est catégorique, mardi 29 janvier : « Je vous assure, il n'y a pas de marché secret entre Téhéran et Bagdad ». M. Kamal Kharrazi n'a pas écarté l'hypothèse d'une défection : « Il est normal que les pilotes veulent sauvegarder leur vie et leurs avions ». Mais il n'a pas exclu non plus que ces pilotes aient obtenu en

Iran à la demande de Bagdad. Ce n'est pas la première fois, rappelle un diplomate pakistais, que les appareils de pays voisins en guerre atterrissent en Iran. En 1965 et en 1971, pendant la guerre indo-pakistanaise, les avions pakistais s'étaient réfugiés en Iran. Les appareils ont-ils atterri en Iran sans permission de ce pays ? « Ils ont demandé l'autorisation pour un atterrissage d'urgence », répond M. Kharrazi.

Des rumeurs — dont la chaîne de télévision américaine ABC s'est faite l'écho — indiquaient qu'un pacte avait été conclu entre Téhéran et Bagdad pour que l'Iran autorise l'utilisation des appareils réfugiés sur son territoire si Israël s'engageait dans la guerre. Les rumeurs, l'ambassadeur iranien n'a pas mâché ses mots : « Ce n'est pas une guerre des infidèles contre les croyants et la libération de la Palestine ne justifie pas l'invasion du Koweït ».

M. Kharrazi s'est réaffirmé que son gouvernement ne redoutait « en aucun cas » les avions irakiens à Bagdad avant la fin de la guerre. Il a d'ailleurs adressé une lettre en ce sens au secrétaire général. D'autre part, pour la première fois, l'ambassadeur iranien a « protesté officiellement » contre le refus du Conseil de sécurité de tenir une réunion formelle sur le conflit. Plusieurs pays, dont le Yémen, Cuba, le Soudan, ainsi que les cinq pays du Maghreb, ont demandé une telle réunion.

AFSANE BASSIR POUR

Inquiétude croissante sur le sort de l'équipe disparue de CBS

DHAIRAN

de notre envoyé spécial

Ob est passée l'équipe de la télévision américaine CBS disparue depuis maintenant dix jours ? Une semaine après qu'une patrouille saoudienne a retrouvé à 5 ou 6 kilomètres de Raïd, à la jonction des frontières saoudo-irakienne-iranienne, le véhicule de CBS, on est toujours sans nouvelles de Bob Simon, quarante-neuf ans, américain, chef du bureau de CBS pour le Proche-Orient, de Peter Bluff, quarante-sept ans, britannique, producteur, de Roberto Alvarez, trente-sept ans, américain, cameraman, et de Juan Caldera, trente et un ans, nicaraguayen, ingénieur du son.

L'inquiétude grandit d'autant plus que beaucoup de points d'interrogation demeurent à ce que les autorités saoudiennes, qui ont dit tout ce qu'elles savaient, « semblaient affirmer la vice-présidente de CBS, Don De Cesare, arrivée à Dhaïran, ne pas comprendre pourquoi nous voulions plus de détails. Elles croient que nous ne leur faisons pas confiance, nous a-t-il affirmé, mardi 29 janvier, mais ce n'est pas la problème. Nous voudrions qu'une vraie enquête soit menée et qu'on y ait accès, par exemple en rencontrant la patrouille qui a retrouvé le véhicule, en allant sur place nous-mêmes, etc. Autant de choses qui nous sont refusées. » Après qu'un correspondant irakien a affirmé lundi avoir vu quatre Occidentaux dans un poste irakien, j'ai demandé à lui parler, ou à lui soumettre des questions écrites, ou à lire la compte rendu de son interrogatoire, mais j'ai reçu trois

réponses négatives », ajoute-

CBS attend toujours l'opinion et les dirigeants saoudiens de faire quelque chose, pour obtenir des nouvelles. L'Irak, premier pays contacté, a affirmé ignorer tout de cette affaire. « L'ambassadeur de France à l'ONU nous a permis de contacter les délégués de pays tiers ayant de bonnes relations avec l'Irak », ajoute M. De Cesare, qui souligne aussi le bon accueil qu'il a reçu des officiers de liaison français en Arabie saoudite. CBS a alerté l'ancien président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, qui s'est rendu deux fois à Bagdad depuis le début de la crise, la prenant en son de l'équipe étant de nationalité nicaraguayenne. L'ambassade des États-Unis en Arabie saoudite affirme pour sa part interroger chaque jour les autorités, mais sans recevoir de réponse intéressante.

A Dhaïran, un comité de soutien créé à l'initiative d'un ancien de CBS, aujourd'hui producteur à la Cinq, M. Alain Debos, a été créé pour mobiliser l'ensemble des sept cent cinquante-huit journalistes présents et, à tous les briefings qui ont lieu en Arabie saoudite, une question est posée sur la sort de nos confrères.

F. C.

Un journaliste britannique porté disparu à Bagdad a été retrouvé. — Bruce Cheesman, un journaliste britannique indépendant, considéré comme disparu depuis le début des bombardements sur Bagdad, a été retrouvé. Il serait en route pour le Jordanie, a annoncé son associé.

L'INFORMATION

24 heures sur 24

36 - 15

LE MONDE

Journal 50

LA GUERRE DU GOLFE

militaire

Les activités militaires se sont sensiblement intensifiées au cours des dernières quarante-huit heures aux abords de la frontière saoudo-koweïtienne (voir ci-dessous l'article de Françoise Chipaux).

En mer, les hélicoptères des forces alliées ont attaqué mardi après-midi un groupe de dix-sept vedettes irakiennes, a annoncé un porte-parole de la marine britannique. Les navires irakiens ont cependant disparu, a-t-il dit, « cherchant refuge dans une petite baie de la côte koweïtienne ».

Outre les nouvelles missions effectuées mardi matin par les appareils français et italiens contre des installations situées en territoire irakien, d'intenses bombardements se sont poursuivis sur la ville de Bassorah. Le porte-parole américain a déclaré que, depuis le début

de la guerre, vingt-sept avions irakiens (dix-huit Mig de différents types et neuf Mirage F-1) avaient été abattus.

Les combats autour de la ville-frontière saoudienne de Khafji, attaquée par les irakiens dans la nuit de mardi à mercredi, se poursuivaient encore mercredi après-midi. Le Pentagone a reconnu que des soldats américains avaient trouvé la mort au cours des engagements. Huit à dix Marines auraient été tués et deux chars détruits tandis que les assaillants auraient subi de « lourdes pertes », tant en hommes qu'en blindés, au cours d'affrontements qualifiés d'« infernaux ».

Un responsable militaire irakien, cité par l'agence officielle irakienne reçue à Nicosie, a précisé que « les forces ennemies ont tiré lundi soir trois missiles contre

la capitale irakienne et mené au même temps une série de raids aériens sur la ville ». « L'une de ces attaques, a-t-il poursuivi, a visé un bâtiment du ministère de l'Industrie, provoquant la mort d'un des pilotes étrangers faits prisonniers et qui avaient été évacués vers ce bâtiment ». Il n'a pas précisé la nationalité du pilote tué.

L'Irak, qui avait annoncé avoir placé sur des sites stratégiques vingt avions alliés pour servir de boucliers humains, a d'autre part affirmé lundi que certains d'entre eux ont été blessés au cours de raids alliés menés dimanche et lundi sur des objectifs « civils », sans préciser leur nombre ni leur nationalité.

C'est la première fois que l'Irak annonce la mort

d'un de ses prisonniers. Le porte-parole irakien a accusé, en outre, « les Etats-Unis et leurs alliés attentifs de poursuivre leurs crimes en bombardant les zones résidentielles et les installations économiques de l'Irak ». « Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, assument à eux seuls la responsabilité de ces crimes odieux contre nos concitoyens et contre les aviateurs prisonniers hébergés par l'Irak ». « Nous avions à maintes reprises, a encore dit le porte-parole, mis en garde contre les retombées des attaques visant des objectifs civils et humains, non seulement afin d'épargner les vies de ceux que la barbarie de Bush et des gouvernements alliés a poussés à nous agresser. »

(AFP, Reuters.)

Les bombardements intensifs des alliés préparent la troisième phase de l'opération « Tempête du désert »

CHAHARRAN
de notre envoyée spéciale

Les forces alliées ont amorcé, mardi 29 janvier, la troisième phase de leur opération aérienne en vue de détruire le maximum du potentiel militaire irakien avant une offensive terrestre en bombardant intensivement les troupes irakiennes massées le long de la frontière saoudienne.

Ces trois phases, qui sont en fait la poursuite logique d'une même opération et qui vont se dérouler simultanément, peuvent être grossièrement distinguées en une première qui consistait essentiellement à détruire les centres de commandement, les terrains d'aviation, les objectifs stratégiques, l'usine chimique bactériologique nucléaire, etc.; une deuxième qui se concentrait sur la garde républicaine en sautée dans le sud de l'Irak et qui a reçu le nom de B-52 plus de 8 000 tonnes de bombes depuis le 20 janvier; et une troisième qui a démarré avec l'attaque des troupes de première ligne. Ceci laisse à penser que l'offensive terrestre pourrait peut-être démarrer plus vite que certains l'annonçaient.

La journée de mardi, avec 2 782 sorties aériennes en vingt-quatre heures, a marqué un record. A entendre toute la nuit, le grondement des chasseurs ou des bombardiers, aussi constaté à Ryad, il est clair que le rythme s'est maintenu. Cette offensive tous azimuts dont l'un des buts reste de couper l'Irak du Koweït, pour ainsi prendre en tenaille l'Emirat avec sans doute l'espoir de voir se rendre plus vite les unités coupées de leur base, se déroule alors que continuent les bombardements sur les points forts de la défense au Koweït.

Tôt mardi matin, dans la plus importante action terrestre entreprise jusqu'à maintenant, un bataillon de la première division de « marines » avancé à un kilomètre de la frontière koweïtienne, a pénétré à l'artillerie, au mortier et aux missiles Tow au complexe de bunkers et d'avant-postes irakiens qui aurait été détruit. Le bombardement, selon le pool de journalistes américains, s'est déroulé quinze minutes avant que les « marines » qui n'ont essuyé aucun feu en retournant et n'ont pas eu de pertes, regagnant à bord de leurs véhicules blindés légers, leur position.

Les attaques des « marines »

Depuis le début de la guerre les « marines » ont entrepris cinq attaques le long de la frontière koweïto-saoudienne. Dimanche dans la nuit, deux batteries d'artillerie de « marines » équipées de canons de 155 mm et lançant des bombes au phosphore et anti-personnel, avaient aussi réussi, toujours selon les journalistes américains, seuls autorisés à se rendre dans les unités, à détruire un dépôt de munitions situé à dix kilomètres à l'intérieur du Koweït. Alors qu'un avion d'observation OV-10 « maraudier » la cible, des avions d'attaque A-10 et Harrier brouillaient les radars irakiens pour permettre aux « marines » de tirer sans être repérés par l'artillerie adverse. Les officiers américains soulignent toute l'importance de cette combinaison air-terre sur laquelle reposent beaucoup de leurs espoirs quand l'offensive au sol va être déclenchée.

Toujours dimanche, un accrochage a opposé une patrouille d'environ douze irakiens ayant pénétré de plusieurs kilomètres à l'intérieur du territoire saoudien à trois gardes saoudiens qui circulaient à bord d'un pick-up équipé d'une mitrailleuse. Au cours de cet accrochage, un officier irakien a été tué, par erreur et par ses hommes, dans l'échange de feu, ont indiqué les Saoudiens, tandis que les soldats irakiens errant dans le désert étaient récupérés par des soldats américains. Les trois gardes saoudiens ont été légèrement blessés.

Ces incursions irakiennes en territoire saoudien, dans une région désertique où la frontière n'est

bornée que tous les quarante kilomètres, inquiètent depuis longtemps les troupes alliées. Et comme l'a déclaré un officier américain ayant demandé l'anonymat, « cela rend beaucoup plus dangereux le fait de patrouiller ». Outre ces accrochages, ces alliés et venues le long de la frontière augmentent le risque d'attaques contre les positions des troupes qui sont obligées de se garder de toutes part tant il est difficile de faire une distinction claire entre les Bédouins qui continuent à circuler malgré l'interdiction qui leur en est faite au moins du côté saoudien, et les soldats qui peuvent se faire passer pour des Bédouins.

Le premier travail de toutes les unités qui sont déployées de plus en plus près de la frontière est donc, d'une part, de s'enterrer pour se protéger de l'artillerie irakienne plus ou moins concentrée, suivant que l'on est à l'est ou à l'ouest du dispositif, et aussi d'ériger des murs de protection pour se garder des attaques suicides.

Escarrouches

Enfin, appelés par une unité de reconnaissance de « marines » qui opérait juste à l'entrée du territoire saoudien, des avions alliés ont attaqué et détruit lundi dans la nuit un convoi de vingt-quatre chars et véhicules blindés de transport de troupes irakiens. Selon le colonel Ron Richard, des unités blindées irakiennes se déplacent fréquemment le long de la frontière koweïtienne et la présence de ce convoi ne signifie pas que le président Saddam Hussein modifie son dispositif, toujours aussi statique. « La différence, a-t-il dit, est que ce convoi n'est repéré et détruit avant qu'il n'ait eu le temps de se disperser. » Selon les journalistes américains, les véhicules brûlaient toujours mardi matin.

Pour sa part le porte-parole militaire saoudien a annoncé mardi qu'une unité de l'Armée royale avait détruit, à l'aide de seize missiles sol-sol, une compa-

gnie d'artillerie irakienne utilisant des missiles Frog qui s'apprêtaient à l'attaquer.

La multiplication de ces escarmouches, qui n'ont pour l'instant pas fait de blessés graves chez les alliés, prouve en tout cas que les troupes récemment mises en place le long de la frontière sont devenues très opérationnelles. A l'exception du 7^e corps d'armée américain qui vient d'Allemagne et dont le déploiement n'est pas terminé, le reste du dispositif paraît en voie d'achèvement et trois grandes bases logistiques ont été réinstallées beaucoup plus au nord pour réduire la distance avec les premiers éléments. Nombre d'officiers qui opéraient jusqu'à maintenant à partir de Dhahran ont d'autre part quitté la ville pour s'installer dans la région d'Hafar al Batin.

Si les menaces proférées par le président irakien sur l'emploi d'armes plus destructrices les unes que les autres, et notamment les

armes chimiques, continuent d'inquiéter sérieusement les hommes du front, elles n'empêchent pas le commandement de poursuivre inexorablement ses objectifs. Le transfert d'avions irakiens en Iran reste toutefois le point d'interrogation dont débattent le plus les officiers de toutes les armées qui cherchent désespérément quel piège a encore inventé le président Saddam Hussein.

Deux semaines, en tout cas après, le début de la guerre pour la libération du Koweït, qui s'est limitée jusqu'à maintenant à la destruction systématique et programmée des capacités militaires de l'Irak et de tout ce qui est indispensable à leur fonctionnement, l'heure d'entrée en lice des troupes au sol, avec tous les risques que cela comporte, semble quand même beaucoup se rapprocher.

FRANÇOISE CHIPAUX

M. Arafat accuse l'aviation israélienne de participer aux combats

« J'ai des informations montrant qu'Israël est complètement impliqué dans la guerre depuis le début », a affirmé mardi 29 janvier M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, le chef de file du mouvement de libération de la Palestine. « J'ai des informations montrant qu'Israël est complètement impliqué dans la guerre depuis le début », a affirmé mardi 29 janvier M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, le chef de file du mouvement de libération de la Palestine. « J'ai des informations montrant qu'Israël est complètement impliqué dans la guerre depuis le début », a affirmé mardi 29 janvier M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, le chef de file du mouvement de libération de la Palestine.

Selon M. Arafat, « certaines parties des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ont commencé à canneler la femme à cause du couvre-feu » imposé depuis près de deux semaines par l'armée israélienne. « En Europe, aux Etats-Unis, on n'a pas protesté contre ce crime contre l'humanité (...) Pensez aux masses, à la rue arabe, particulièrement vus en Europe, pensez aux masses arabes, surtout cette guerre laissera des traces noires dans le siècle prochain, a-t-il conclu ».

M. Mauroy estime que la position de l'OLP dans le conflit « la déconsidère »

JERUSALEM

de notre envoyé spécial

La délégation du Parti socialiste venue rencontrer les responsables israéliens a été reçue mardi 29 janvier à Jérusalem par le ministre des affaires étrangères M. David Levy et par le premier ministre M. Itzhak Shamir. L'un et l'autre ont réitéré à M. Pierre Mauroy et aux représentants du PS les reproches qu'ils font à la France. Si elle a duré une heure, l'entrevue avec M. Shamir n'a pas apporté à ses interlocuteurs d'éléments nouveaux sur la position du premier ministre quant au règlement de la question palestinienne.

Mardi matin, les socialistes français avaient eu une longue discussion avec M. Itzhak Rabin, ancien ministre travailliste de la défense, qui s'est montré également hostile à toute perspective de conférence internationale. Défendant le principe d'un règlement passant par des élections dans les territoires occupés, M. Rabin a admis, en réponse aux questions de ses interlocuteurs que l'OLP « de l'intérieur » puisse présenter ses candidats, à l'exclusion de tout responsable de « l'extérieur ».

M. Mauroy a répété - mais en corrigeant un peu sa formule de la veille, plus négative - que la position de l'OLP dans le conflit avec l'Irak « le déconsidère et ne lui permet plus de se présenter comme seul interlocuteur au nom du peuple palestinien ». La délégation française reçue par la Fédération travailliste de Ramat Gan dans le banlieue de Tel-Aviv y a visité l'un des sites atteints par un missile Scud irakien. Au cours d'une conférence de presse, M. Mauroy a démenti, une fois encore, toute participation française à l'élaboration de ces missiles d'origine soviétique.

P. J.

Les alliés peuvent-ils riposter à des armes chimiques par des armes chimiques ?

Les forces de la coalition peuvent-elles riposter à une attaque chimique irakienne par des armes chimiques ? Le général Saulnier a déclaré lundi 29 janvier sur Antenne 2 qu'elles doivent « disposer de ce type de menace » et que la convention de Genève « interdit l'emploi de ces armes en premier, mais pas la riposte ».

Ces affirmations, même si elles ne sont pas fausses sur le plan juridique, vont exactement à l'encontre de la politique que mènent depuis plusieurs années certains membres de la coalition, dont la France, en faveur d'une interdiction totale des armes chimiques.

Le protocole de Genève de 1925 est un texte extrêmement bref qui se borne à énoncer l'interdiction de l'emploi des armes chimiques, sans l'assortir d'aucune disposition pénale.

Quand ils y adhèrent, la plupart des pays, en particulier les grandes puissances de 14-19, marquées par le souvenir d'Ypres, assortissent leur signature d'une « réserve » : le droit de riposte.

Cette réserve, qui figure dans les instruments d'adhésion des pays signataires, a donc effectivement toujours valeur juridique, en l'absence pour l'instant de tout autre traité international.

Il n'en est pas moins politiquement paradoxal d'évoquer ce droit de riposte, surtout en ce qui concerne la France, qui affirme ne pas détenir d'armes chimiques et qui est l'un des pères les plus actifs dans les négociations en cours depuis des années à Genève pour l'élaboration d'une nouvelle convention interdisant totalement non seulement l'emploi, mais aussi la fabrication et le stockage de telles armes.

C'est à Paris que s'est tenue, en janvier 1989, la grande conférence internationale qui visait à donner une impulsion à ces négociations.

Pour le général Saulnier, la menace d'une riposte chimique aurait une fonction dissuasive. Les responsables français répètent au contraire depuis des années que, contrairement au nucléaire, l'arme chimique par définition n'est pas une arme de

dissuasion, parce qu'elle est à la fois moins fiable et moins impérable.

Le général Germaine, chef du SIRPA, a d'ailleurs souligné mardi que la meilleure arme en cas d'attaque chimique est la prévention. Les masques à gaz distribués à la population israélienne sont plus dissuasifs qu'une menace de riposte par les gaz. Il en va de même pour les troupes, même si un équipement anti-gaz réduit sensiblement leur capacité de mouvement.

Les Américains, pour leur part, se sont montrés, dans les négociations de ces dernières années, plus attachés au droit de riposte. Tous les débats qui ont eu lieu depuis le début de la crise du Golfe indiquent cependant que dans cette guerre-là ils n'envisagent pas de recourir aux armes chimiques.

Ce serait en effet tomber dans un des pièges que tend Saddam Hussein sur le terrain de la guerre psychologique et accepter de banaliser l'usage de ce type d'armes dont il est jusqu'à présent seul à brandir la menace.

CLAIRE TRÉAN

Deux livres essentiels



464 p.
138 F

pour comprendre

L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS



592 p.
250 F

LES EQUILIBRES MILITAIRES
(THE MILITARY BALANCE, ISS)

Stock

Il n'y a pas de...
entre...
à propos...

17h30
24 heures

LA GUERRE DU GOLFE

La situation en Israël et dans la région

Tsahal a riposté avec vigueur à des tirs de katiouchas venant du sud du Liban

Les forces palestiniennes ont tiré mardi 29 janvier une cinquantaine de roquettes à partir du sud du Liban contre des colonies israéliennes dans le nord de l'Etat hébreu (nos dernières éditions du 30 janvier). Les cibles visées n'ont pas été atteintes, mais la marine et l'artillerie israéliennes ont aussitôt bombardé par représailles des positions palestiniennes et du Hezbollah pro-iranien au sud du Liban.

BEYROUTH

de notre correspondant

L'Etat hébreu profitera-t-il de la guerre du Golfe pour élargir sa «ceinture de sécurité» actuellement profonde de 10 à 15 kilomètres le long

de la frontière? La question est posée avec autant de préoccupation à Beyrouth qu'à Damas. A Beyrouth, car ce serait un pavé dans la mare qui brouillerait les cartes, relancerait les tensions et replongerait le pays dans une atmosphère de guerre. A Damas, parce que ce pourrait être l'occasion pour Israël - s'il veut impliquer la Syrie pour l'empêcher de recueillir les fruits de sa politique anti-iranienne - de la provoquer et de la mettre dans une position intenable.

La «ceinture de sécurité» a été bien utile en tout cas en ce début de semaine à Israël puisqu'elle a absorbé la vingtaine de katiouchas qui lui étaient destinées, tirées par les Palestiniens à partir du sud du Liban, au lendemain des menaces de M. Zeid Wehbi, représentant de M. Arafat au Liban, et du colonel Oumran, membre du commandement militaire de l'OLP, qui avaient déclaré «avoir reçu

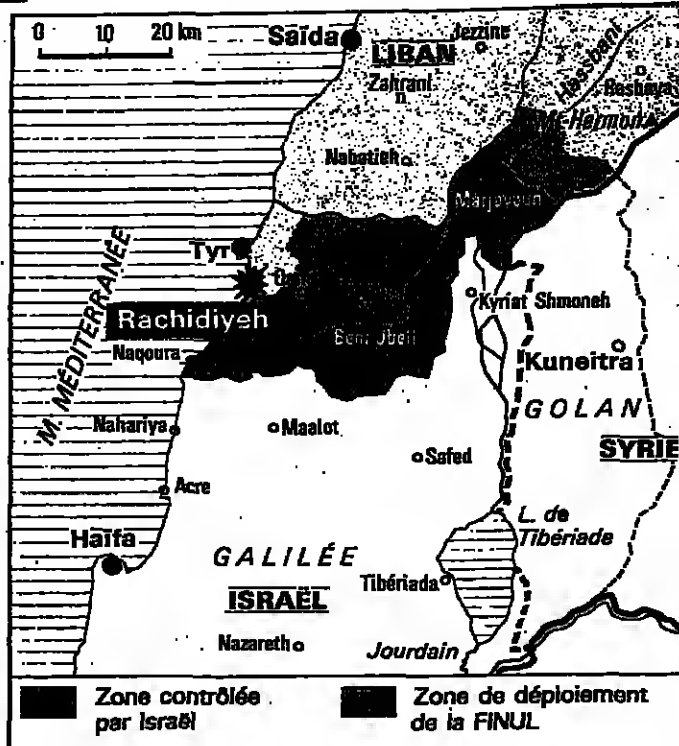
des instructions de M. Arafat pour multiplier les attaques contre Israël».

L'OLP a fermement démenti à partir de Tunis ces propos belliqueux. «Yasser Arafat n'a jamais donné d'instructions en ce sens, a déclaré son conseiller Hassan Abou Chabib. Pour le moment les mots d'ordre de l'OLP sont : intensification de l'intifada et défense des camps palestiniens contre une éventuelle intervention des forces israéliennes». La réaction d'Israël n'en a pas moins été immédiate : «Le Liban du sud n'est pas l'ouest de l'Irak (...). Israël n'entend pas y pratiquer la même politique de retenue (...). Il est inacceptable que nous laissions l'OLP ouvrir un second front au nord d'Israël», a averti M. Lubani, coordinateur des activités israéliennes au Liban. Et les opérations ont aussitôt commencé : bombardement relativement intense du camp palestinien de Rachidiyeh, près de Tyr, et des bases

du Hezbollah dans l'Idkim-el-Touffah par les artilleries terrestre et navale, ainsi que de l'est de Saïda par l'armée du Liban-sud inféodée à Israël. Premiers tués : trois morts et cinq blessés à Rachidiyeh, une panique dans la ville contiguë de Tyr, suivie d'un exode vers Beyrouth.

L'avenir est chargé de menaces et l'on doute qu'Israël se contente de représailles à ce niveau. De plus, des complications rendent encore plus aléatoires le déploiement de l'armée libanaise dans l'Idkim-el-Touffah - zone disputée depuis des années par les deux milices chiites rivales : Amal et le Hezbollah, et que toutes deux ont accepté d'évacuer suite à un arbitrage syro-iranien - ordonné pour le 1^{er} février et qui eût dû lui permettre de reprendre pied au sud de Saïda pour la première fois depuis le début de la guerre du Liban.

LUCIEN GEORGE



Les Palestiniens des territoires occupés entre la crainte et la satisfaction

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Quelques débris de missile irakien venus atterrir alentour d'un village de Cisjordanie, au début de la semaine, ont illustré la situation impossible dans laquelle la guerre du Golfe a placé les Palestiniens des territoires occupés.

Sympathisants, souvent inconditionnels, de Saddam Hussein, à tout le moins admirateurs de la bataille que l'Irak mène contre les Etats-Unis, ils sont aussi menacés par les missiles que le maître de Bagdad destine aux populations civiles israéliennes. Ils n'applaudissent peut-être pas autant que le dit la presse israélienne aux coups portés à Tel Aviv et à Haïfa, mais ils s'en réjouissent souvent.

Nombre de témoignages directs concordent, et il ne faut pas chercher longtemps pour trouver des adolescents qui tiennent le discours suivant : « Bien sûr, on se réjouit quand un missile atterrit à Tel-Aviv. Est-ce que les Israéliens ne bombardent pas chaque semaine les camps de réfugiés palestiniens au Liban? Saddam est grand, il se bat seul contre le monde. Nous n'avons pas peur, nous ne sommes pas comme les Israéliens, nous n'avons pas de masques à gaz ». Discours qui n'empêche pas, dans le même souffle, de réclamer des masques à gaz. Une partie des dirigeants israéliens - notamment

dans la droite nationaliste aujourd'hui au pouvoir - assurent que le comportement des Palestiniens des territoires justifie les discours qu'ils ont toujours tenus, notamment à l'intention des Européens : les Palestiniens manifesteraient ainsi avec éclat qu'ils n'entendent nullement coexister aux côtés d'un Etat israélien mais soutiennent la cause de celui qui veut « incendier la motte de l'Etat hébreu », pour reprendre une des formules de M. Saddam Hussein.

La droite - le Likoud, le parti du premier ministre Itzhak Shamir - doit, elle aussi, assumer pas mal de contradictions dans cette affaire. Car si, comme elle le prétend, la Cisjordanie et la bande de Gaza font définitivement partie de l'ensemble israélien et ne sauraient échapper à la souveraineté de l'Etat hébreu, alors la responsabilité de la sécurité des populations de ces territoires repose à 100 % sur les épaules du gouvernement, et il est curieux qu'elles soient moins protégées que les autres ressortissants de ce Grand Israël.

Les colons israéliens des implantations de Cisjordanie ont bien évidemment tous reçu des masques à gaz. En début de semaine, seuls trente mille des huit cent mille Palestiniens de cette même Cisjordanie - pourtant soumis aux mêmes menaces que les colons - avaient reçu des masques à gaz. Les Palestiniens de moins de

quinze ans ne reçoivent pas de masques - ce qui crée dans les familles de Cisjordanie des situations pénibles au moment des attaques irakiennes. Les autorités disent que les jeunes Palestiniens vont utiliser les masques pour neutraliser l'effet des grenades lacrymogènes dans les affrontements avec l'armée. Cela s'est déjà vu dans les villes arabes autour de Jérusalem.

Arrestations d'intellectuels

A vrai dire, les autorités paraissent actuellement moins soucieuses d'assurer la protection de populations palestiniennes sympathisantes de Saddam Hussein que de mener une répression accrue contre les nationalistes des territoires occupés. Sans doute le moment a-t-il paru opportun : la presse est occupée ailleurs, les bombardements à coups de missiles sur Haïfa et Tel-Aviv ont suscité un mouvement de sympathie mondial pour Israël, les prises de position de l'OLP, en sens inverse, ont passablement discrédité la centrale palestinienne en Occident.

« Bête noire » de la droite israélienne qui réclame son internement depuis longtemps, le professeur de philosophie Sari Nusseibeh, sympathisant du Fatah, homme de grande culture et de grande modération, ami de nombreux Israéliens, partisan résolu de la coexistence avec l'Etat hébreu, a été arrêté dans la nuit de mardi à mercredi 30 janvier. Des gardes-frontières sont venus le chercher à son domicile d'une banlieue de Jérusalem-Est. Il a immédiatement été condamné à six mois de détention administrative, c'est-à-dire condamné sans procès, sans qu'un avocat ait seulement pu examiner les charges retenues contre lui, sans qu'il ait eu la possibilité de faire appel.

L'opération a été rondement menée, à la sauve, M. Nusseibeh avait récemment écrit dans le quotidien *Al Fajr* un article dénonçant la guerre que les Occidentaux conduisent contre l'Irak. Un communiqué militaire l'accusait « d'avoir collecté des informations pour les services irakiens, notamment après les attaques de missiles contre Israël ». Plusieurs journalistes israéliens ont relevé qu'une accusation aussi énorme devrait valoir un procès retentissant à l'intérieur si elle était un tant soit peu fondée. L'épouse de M. Nusseibeh a fait valoir que cette accusation était passablement « ridicule » quand on sait que la famille vivait depuis deux semaines sous couvre-feu absolu, dans la banlieue de Jérusalem-Est. Difficile, dans ces conditions, de collecter de l'information pour l'Irak.

A Gaza, c'est l'un des meilleurs journalistes palestiniens qui a été arrêté lundi après-midi, en la personne de M. Taher Shritich, correspondant de l'agence Reuter, correspondant occasionnel de grandes chaînes de télévision américaines et de plusieurs quotidiens européens. D'abord accusé d'avoir été condamné à six mois de détention administrative, c'est-à-dire condamné sans procès, sans qu'un avocat ait seulement pu examiner les charges retenues contre lui, sans qu'il ait eu la possibilité de faire appel.

L'opération a été rondement menée, à la sauve, M. Nusseibeh avait récemment écrit dans le quotidien *Al Fajr* un article dénonçant la guerre que les Occidentaux conduisent contre l'Irak. Un communiqué militaire l'accusait « d'avoir collecté des informations pour les services irakiens, notamment après les attaques de missiles contre Israël ». Plusieurs journalistes israéliens ont relevé qu'une accusation aussi énorme devrait valoir un procès retentissant à l'intérieur si elle était un tant soit peu fondée. L'épouse de M. Nusseibeh a fait valoir que cette accusation était passablement « ridicule » quand on sait que la famille vivait depuis deux semaines sous couvre-feu absolu, dans la banlieue de Jérusalem-Est. Difficile, dans ces conditions, de collecter de l'information pour l'Irak.

Dans l'ensemble des territoires, plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées sans que les faibles mécanismes de protection juridique habituels puissent jouer, puis, que la Cisjordanie et la bande de Gaza sont sous couvre-feu et ont été déclarées zones militaires fermées. L'administration territoriale israélienne reconnaît qu'il y a maintenant des problèmes d'approvisionnement à Gaza. Une organisation palestinienne de défense des droits de l'homme, Al Haq, mentionnait encore l'interdiction des services médicaux, de toute vie économique et sociale et le recours systématique à la force contre toute personne se risquant à décrire le couvre-feu.

ALAIN FRACHON

Aux Nations unies

Le Koweït accuse l'Irak d'avoir « frappé les enfants de l'intifada »

GENÈVE

de notre correspondante

Le deuxième jour de la session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (le Monde du 30 janvier) a été marqué par un tumultueux échange d'injures irako-koweïtiennes. Alors qu'il était question de désigner un rapporteur spécial chargé d'examiner les violations des droits de l'homme commis par l'Irak, la délégation de Bagdad a estimé qu'il y aurait lieu parallèlement de s'informer de plus près des exactions commises par « le Koweït impérialiste et sioniste ».

Prénant la parole - mais interrompu à trois reprises par le député irakien - l'ambassadeur koweïtien Salah Al-Othman, a produit un vif impression, en affirmant avec vigueur que l'Irak contribuait à augmenter « le nombre des martyrs en Palestine » et ce « malheureusement au moyen d'une arme arabe » de sorte que « le seul bénéficiaire en serait Israël ».

« Le régime irakien a frappé les enfants de l'intifada » a-t-il dit. Il a ajouté d'autre part, que « diverses formes d'assistance étaient fournies à l'OLP par le gouvernement et le peuple du Koweït » alors que « le régime irakien n'a jamais aidé en rien le peuple palestinien (...). »

ISABELLE VICHNIAC

M. Richard Armitage à Amman

La mission de l'envoyé de M. George Bush en Jordanie se serait soldée par un échec

AMMAN

de notre envoyé spécial

Une semaine après la visite à Amman de l'ancien secrétaire d'Etat adjoint américain M. Richard Armitage, rien n'a transpiré de source officielle jordanienne sur l'objet de la mission de l'ambassadeur de M. Bush. Interrogé à ce sujet au cours de la conférence de presse qu'il avait accordée dimanche 27 janvier aux journalistes français, le roi Hussein avait évité de répondre à la question, en se bornant à des généralités. La presse en langue arabe, la radio et la télévision se sont pour leur part abstenues de tout commentaire pour la bonne raison qu'elles choisissent d'ignorer la visite.

Cependant, selon des informations concordantes circulant à Amman, la mission de M. Richard Armitage se serait soldée par un échec total. Selon certaines sources palestiniennes généralement bien

informées, l'ambassadeur de M. Bush aurait soumis au roi des propositions bien précises. Il aurait notamment demandé au souverain hachémite de ne pas renforcer les mesures de mobilisation populaire et militaire et de mettre une sourdine à la campagne de presse hostile aux Etats-Unis et favorable à l'Irak.

Il aurait également demandé à la Jordanie d'interdire aux Irakiens, en cas de guerre terrestre, l'entrée du territoire jordanien et le survol de son espace aérien. Le roi Hussein a déjà, à plusieurs reprises, affirmé qu'il ne permettrait pas à quiconque d'utiliser le territoire et l'espace aérien de la Jordanie pour faire la guerre. Tout le monde avait compris qu'il s'agissait d'une mise en garde adressée aussi bien à Israël qu'à l'Irak. Mais M. Armitage, dans sa requête, n'aurait parlé que de l'Irak et aurait évité de mentionner le nom d'Israël.

Les requêtes américaines rejetées

L'ambassadeur du président Bush aurait également sondé son interlocuteur sur la possibilité d'accorder certaines facilités, en cas de guerre terrestre, à l'armée américaine et à son aviation pour leur permettre d'utiliser éventuellement le territoire jordanien. En échange, aurait-il assuré, les Etats-Unis s'engageraient à garantir la Jordanie contre les éventuelles attaques israéliennes et à assurer l'intégrité de son territoire. La réponse du souverain hachémite aurait été claire et sans équivoque. Il

aurait rejeté poliment toutes les requêtes de Washington en soulignant une fois de plus la volonté de la Jordanie de demeurer neutre dans le conflit. Il aurait notamment précisé qu'à la suite des mesures de libéralisation prises en Jordanie en 1989, la liberté d'expression de la presse et des individus ne saurait être limitée.

Enfin, il aurait une fois de plus proclamé que son armée s'opposait à toute intrusion de forces étrangères sur son territoire et que, dans ce cas, il serait le premier à participer à la bataille. Les observateurs politiques à Amman estiment cependant que la proposition attribuée à M. Armitage en ce qui concerne l'utilisation du territoire jordanien et le survol de son espace aérien par les Américains est peu vraisemblable car elle signifierait l'alignement de la Jordanie sur les forces alliées en guerre contre l'Irak, une éventualité que le souverain a toujours catégoriquement rejetée et qui est à l'origine de la détérioration des relations entre Washington et Amman.

Recevant au lendemain de la visite de M. Armitage un groupe de journalistes jordanien venus s'enquérir de l'objet de la mission de l'ambassadeur de M. Bush, le roi Hussein aurait, toujours selon ces mêmes sources, rassuré ses interlocuteurs en soulignant que l'attitude officielle restait inchangée et que la Jordanie ne se départirait pas de son attitude amicale à l'égard de l'Irak.

JEAN GUEYRAS

Critiqué pour son engagement réservé dans la coalition anti-irakienne

Le gouvernement belge estime être victime d'un mauvais procès

Pour répondre aux reproches de la presse anglo-saxonne et d'une partie de l'opposition belge quant à la pusillanimité de son gouvernement dans la guerre du Golfe, M. Wilfried Martens fera prochainement, probablement le week-end prochain, une communication gouvernementale télévisée.

BRUXELLES

de notre correspondant

Dans l'entourage du premier ministre, on indignait, mardi 29 janvier, que le but de cette communication était de « clarifier les choses obscures, notamment par les médias britanniques qui ont une polémique de retard par rapport à la réalité d'aujourd'hui, alors même que les relations de gouvernement à gouvernement sont, sauf cas particuliers, sans équivoque ».

Le mécontentement de M. Martens a commencé avec les commentaires de la presse de Londres sur un refus belge de livrer des munitions à la Grande-Bretagne, présenté de façon travestie, assurément à Bruxelles. Puis, il y eut un article du *Sun* sur la construction de bunkers par une entreprise belge pour l'Irak. Vint encore, le 26 janvier, un jugement sévère de l'*International Herald Tribune* sur le « fiasco diplomatique » du royaume. Le plus douloureusement

ressenti fut la déclaration - diffusée par la BBC et reprise par les médias belges - de M. Alan Clark, secrétaire britannique à la Défense, sur la place de la Belgique au palmarès du déshonneur européen : « Ce qui précède dans l'infamie européenne ont dit que nous allions vers une politique étrangère, une politique de défense et une politique monétaire communes. Or, à la première grande épreuve, ils se sont saisis dans leurs coves ».

« Est-ce à cause de notre militantisme européen face à M. Thatcher que certains nous font ce mauvais procès? », demanda-t-on rue de la Loi. « Nous avons fait ce qu'un nous a demandé. Nous avons envoyé des dragueurs de mines, parce que c'est une de nos spécialités reconnues depuis que nous avons nettoyé la mer du Nord après la seconde guerre mondiale. Nous avons fourni une antenne médicale installée à Chypre, des lits de camp, des ambulances, un *Boeing 737* pour le transport des blessés. Nous venons de commander à nos frais, pour la France, pour 80 millions de francs belges d'armes automatiques à la Fabrique nationale d'Herstal. Nous avons déployé en Turquie dix-huit avions en vertu de nos engagements dans le cadre de l'OTAN, et, si nous ne pouvons pas dire ce que nous faisons si la guerre est portée dans ce pays, c'est qu'il est vain de faire des hypothèses et que tous les membres de l'alliance sont dans la même situation ».

Ce plaidoyer répond aux critiques de plusieurs personnalités indépendantes et du Parti libéral (opposition), en les esquivant un peu dans la mesure où elles s'appliquent au refus belge de s'engager de manière offensive, et pas seulement dans l'intendance.

Le trouble et l'indécision régnent en fait dans la plupart des formations politiques, à commencer par celles de la coalition gouvernementale (socialistes, sociaux-chrétiens, nationalistes flamands). Des « nuances » existent entre les différents partis de la majorité, mais aussi entre les courants internes de ces partis.

La règle du consensus dans le cabinet de coalition n'est pas faite pour faciliter les prises de décision. Le 7 février, commencera le « contrôle budgétaire », c'est-à-dire l'exercice gouvernemental par lequel la loi de finances votée en juillet devra être adaptée aux réalités nouvelles. Selon M. Philippe Maystadt, ministre des finances, la poursuite de la guerre du Golfe jusqu'à la fin de l'année coûterait à la Belgique quelque 3,2 milliards de francs belges. Le budget total étant de 200 milliards, l'effort de Bruxelles paraît finalement très relatif. Mais on fait valoir, dans le cabinet de M. Martens, que la Belgique, qui s'est engagée à réduire sa dette publique, n'a pas une grande marge de manœuvre.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

En Turquie, les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

Les attentats contre les intérêts occidentaux de...

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions dans le monde

En Turquie, les attentats contre les intérêts occidentaux se multiplient

Istanbul, Adana, Ankara, puis Izmir... La vague des attentats à la bombe continue dans les grandes villes où sont représentés des intérêts étrangers. Seules Antalya et Diyarbakir ont été jusqu'à présent épargnées.

DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

Mardi matin 29 janvier, le consulat de France, un entrepôt militaire et un centre culturel américain étaient placés dans la ville d'Izmir. L'explosion d'une bombe placée sous une voiture stationnant devant la légation française a fait sauter plusieurs portes, brisé les vitres des bâtiments avoisinants et mis le feu à six véhicules.

Ces attaques désormais régulières - il y en a eu quatre depuis le début de la guerre du Golfe - ne semblent pas avoir pour objectif de faire des victimes. Les dégâts matériels sont importants, mais deux personnes seulement ont été légèrement blessées. La similitude entre les diverses opérations suggère qu'elles ont été coordonnées, et deux mouvements d'extrême gauche - Dev-Sol et Dev-Sol SDB - ont revendiqué ces attentats, selon l'agence Anadolu.

Si ces attaques ont pour but d'effrayer les ressortissants des pays membres de la coalition anti-irakienne, le « message » a été clairement reçu par la communauté étr-

gère de Turquie qui est sérieusement secouée par les récents événements. Les consules et les grandes compagnies ont renforcé les mesures de sécurité, et certaines entreprises envisagent même de suspendre leurs activités si la vague d'attentats devait se poursuivre. L'Ecole internationale d'Istanbul a fermé ses portes pour deux semaines, le temps de mettre au point un plan pour assurer la sécurité des élèves. Certains étrangers ont échangé leurs voitures, facilement reconnaissables grâce à leur plaque d'immatriculation bleue, contre des véhicules de location plus discrets. Profitant des congés scolaires, de nombreuses familles ont quitté le pays avec leurs enfants, abandonnant des mariages inachevés, des mariages de guerre, des mariages de peur. Dans le grand bazar d'Istanbul, où aucun touriste occidental n'était visible samedi, les commerçants se lamentent sur le déclin de l'industrie du tourisme. Même refrain dans les grands hôtels où le taux d'occupation varie entre 5 % et 35 %.

L'inquiétude des Kurdes

Au-delà des conséquences économiques, la population turque, habitée aux attentats politiques et aux attentats communautaires, se sent menacée. Dans la région du conflit à l'est, de nombreux habitants qui avaient fui la région à l'été 1989, ont repris leur travail, mais l'inquiétude demeure.

NICOLE POPE

Les réactions en France

Le CSA condamne le reportage de TF 1 sur les militaires

Le ton monte entre les pouvoirs publics et les chaînes de télévision. M. Michel Rocard qui, dès le début de la crise du Golfe, s'était départi de sa traditionnelle réserve à l'égard des médias, réagit avec de plus en plus de fermeté à ce qu'il considère comme des dérapages dans la couverture du conflit. Le premier ministre a demandé aux services de l'Etat de contrôler les services de presse, de vérifier que l'information télévisée, multipliée les mises en garde, les lettres au Conseil supérieur de l'audiovisuel et les convocations des dirigeants des chaînes.

A la fin de la semaine dernière, la Cinq était sur la sellette. M. Yves Sabourat, PDG de la chaîne, et Patrice Duhamel, directeur de la rédaction, étaient convoqués, le 25 février, à venir s'expliquer à Matignon sur deux incidents : le mélange d'images de militants islamiques libanais avec celle d'une manifestation algérienne ; un reportage effectué à la frontière koweïtienne permettant, aux dires des militaires, de localiser trop facilement les troupes françaises. Depuis, l'envoyé spécial de la Cinq, Patrice Duhamel, a été rappelé à Paris. Mais à Matignon, comme au CSA, on estime que les informations de la Cinq ne sont pas encore irréprochables : les images diffusées ne sont pas toujours sourcées et les commentaires laissent encore échapper des indications trop précises sur la localisation d'actions militaires.

Mais c'est surtout TF 1 qui focalise

aujourd'hui l'attention des pouvoirs publics. Le refus des dirigeants de la Ude de participer à une réflexion commune des médias sur la déontologie organisée par le CSA (le Monde du 29 janvier) est considéré comme « une démonstration d'arrogance inadmissible ». M. Rocard a envoyé le 26 janvier, une seconde lettre au président du CSA pour mettre les points sur les « i » : la convention de Genève sur la dignité des prisonniers de guerre interdit toute exploitation de leur image et elle s'applique à TF 1 comme à l'Irak. Le premier ministre précise que l'Etat, à défaut des autorités militaires, peut poursuivre éventuellement une télévision au titre de l'article 24 de la loi sur les statuts de la fonction militaire.

Le 28 janvier, M. Jack Lang, interrogé sur France-Inter, a enfoncé le clou en affirmant que les télévisions ne devraient pas montrer les prisonniers de guerre, avec ou sans son, sous peine de poursuites pénales. Mais c'est surtout le reportage de la Une sur quatre militaires français interrogés à Doha (le Monde du 30 janvier) qui a mis le feu aux poudres. Ce qu'il apporte, pour la première fois, une vision « contrastée » du moral des troupes. L'état-major considère que TF 1 a trahi la charte signée avec le SIRPA, charte qui interdit tout entretien avec des militaires s'il n'est pas contrôlé par le service d'information des armées. Et l'état-major rappelle que les quatre militaires encourrent des sanctions

pour avoir répondu aux questions des journalistes.

Le CSA reproche aussi à la Une d'avoir essoré le reportage d'un commentateur de Patrick Poivre d'Arvor présentant les déclarations recueillies comme « représentatives de l'état d'esprit des engagés ». La condamnation de TF 1 par les « sages » reste cette fois encore purement verbale, mais on précise au CSA qu'un nouvel incident entraînerait automatiquement des sanctions : lecture d'un communiqué à l'antenne ou même mise à l'amende. Sans préjuger des recours judiciaires que pourrait entamer l'Etat.

A TF 1, comme dans les autres télévisions, on réagit assez mal à cette censure des pouvoirs publics. « Certes, nous avons tous signé une charte avec l'armée », reconnaît M. Michel Cotta, directrice de l'information de TF 1. Mais l'armée ne tient pas ses propres engagements. La censure des journalistes envoyés en Arabie saoudite avait l'assurance de pouvoir sortir tous les jours pour faire des reportages et de se relayer pour aller au front. Ils sont cantonnés dans leurs hôtels sans pouvoir faire leur métier. Et dans toutes les chaînes les responsables de l'information considèrent que les dérapages vont devenir inévitables si l'armée et le SIRPA n'assomplissent pas leurs positions.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Les mesures de sécurité ont été renforcées en Grèce

Face à la multiplication des attentats contre les intérêts des pays de la coalition anti-irakienne, de nouvelles mesures de sécurité ont été adoptées mardi 29 janvier.

Les deux attaques à la roquette anti-char commises dimanche 27 et lundi 28 janvier à Athènes (le Monde du 30 janvier) ont conduit les autorités grecques à renforcer les mesures de sécurité autour des bâtiments qui pourraient être pris pour cible par des groupes terroristes : des policiers armés de fusils automatiques ont pris position autour des ambassades française, américaine et britannique, et les représentations locales des grandes sociétés étrangères sont désormais gardées vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Un millier de policiers grecs ont été appelés en renfort dans la capitale et le ministère de la marine marchande a interdit à tout navire de naviguer sans permission à moins de 300 mètres des côtes proches du Pirée.

Le gouvernement grec a également fait appel à l'armée : des unités mili-

taires ont été affectées à la garde de l'aéroport d'Athènes, des raffineries de pétrole et des principaux ports de la côte. « Nous faisons tout notre possible mais la police ne suffit pas pour garder des milliers de cibles », a expliqué le ministre de l'ordre public, M. Yiannis Vassiliadis. Nous sommes obligés d'utiliser des soldats.

De nouvelles mesures de sécurité ont également été adoptées en Egypte : l'aéroport du Caire et les zones environnantes sont placés sous haute surveillance et le chef de la sécurité de l'aéroport a reçu l'ordre d'interdire l'entrée en Egypte de toute personne « suspecte » sans en référer auparavant au ministère de l'Intérieur. La Tchecoslovaquie, qui a expulsé mardi 29 janvier deux ressortissants pakistanais « figurant sur la liste internationale des terroristes », selon l'agence tchèque CTX, a décidé, elle, de renforcer la sécurité autour des ambassades américaine, française, britannique et israélienne à Prague : des véhicules blindés de transport de troupes seront désormais postés devant ces bâtiments. Quant aux gouvernements britannique et italien, ils ont annoncé mardi

leur volonté d'intensifier leur coopération dans le domaine de la lutte anti-terroriste.

Manifestation à Tunis

Les manifestations contre la guerre du Golfe se sont poursuivies mardi 29 janvier : quelques groupes de jeunes gens ont manifesté dans plusieurs quartiers de Tunis en scandant des slogans pro-irakiens hostiles à l'Occident avant d'être dispersés par la police. Selon l'agence Tunis Afrique Presse, des extrémistes dépassant guère la centaine se seraient attaqués en certains endroits de la ville aux forces de l'ordre et à des biens privés en usant de cocktails Molotov. « Le gouvernement est résolu à réserver à ces agresseurs de l'anarchie et de la violence un juste châtiment conformément à la loi et à l'intérêt supérieur de la nation », écrit l'agence qui indique que quelques arrestations ont été opérées.

Enfin, des milliers de musulmans ont également défilé à Marrakech, en file indienne à majorité musulmane, en brandissant des drapeaux américains. (Correspondant, Reuters, AFP, AP)

La nouvelle contribution financière de l'Allemagne s'élève à 5,5 milliards de dollars

Le gouvernement allemand a décidé, mardi 29 janvier, d'accroître sa contribution financière de 5,5 milliards de dollars pour soutenir l'effort de guerre américain dans le Golfe. Cette somme vient s'ajouter aux 5,3 milliards de dollars déjà transférés à Washington depuis cet été. Le chancelier Kohl a également annoncé l'envoi d'une aide militaire pour Israël et le renforcement du dispositif militaire allemand en Turquie orientale.

BONN

de notre correspondant

En annonçant cet apport financier, le chancelier Kohl veut donner l'impression que l'Allemagne sort de la paralysie qui semblait la frapper depuis la déclaration des hostilités dans le Golfe et qui donnait lieu à des commentaires acides à l'étranger. Sans changer la nature de l'engagement allemand - la RFA ne fait pas partie des vingt-trois pays directement engagés dans la guerre - ces mesures veulent montrer que Bonn ne fait pas cavalier seul et marque sa solidarité active avec les alliés sur le terrain.

Le ministre des finances, M. Theo Waigel, avait enregistré les demandes d'aides financières de Washington lors de la réunion du G7 à New York la semaine dernière. Alors que le Japon avait immédiatement accédé à cette demande, Bonn traînait quelque peu les pieds, espérant qu'une issue rapide du conflit

rende cette demande caduque... Cette perspective d'échec, et la pression alliée se faisant plus forte, il fallait bien s'exécuter et faire un geste à la mesure de la puissance économique du pays.

Autre contentieux à régler, celui qui a mis Bonn en position d'accusé en Israël. Jérusalem reproche à l'Allemagne d'avoir fourni à Bagdad la technique nécessaire à la fabrication d'armes chimiques et à l'augmentation de la portée des missiles Scud qui menacent l'Etat juif. Le « prix du rachat » de ces mauvaises actions est en train de se négocier à Bonn entre les experts du ministère allemand de la Défense et une délégation militaire israélienne dirigée par le général Jaton. Celui-ci demande la livraison et le financement de deux sous-marins, de dix hélicoptères de combat CH 53, d'une batterie de Patriot, de 200 fusées Hawk et de 200 missiles Singer. A cela s'ajoutent des équipements de lutte contre une attaque chimique et des vaccins pour faire face à une éventuelle attaque biologique. Le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, a indiqué mardi que Bonn était disposé à répondre favorablement à ces demandes.

Dernier point de controverse entre Bonn et ses alliés : l'intensité et la crédibilité de son engagement au sein des troupes de l'OTAN placées en position défensive à la frontière turco-irakienne. La participation allemande se limite jusqu'à présent à 18 avions-jets et 250 soldats. Le gouvernement a décidé mardi d'envoyer dans la zone des batteries de missiles servis par 400 soldats.

LUC ROSENZWEIG

Les autorités religieuses du Nord lancent un appel commun à la fraternité

LILLE

de notre correspondant

Pour la première fois en France, les responsables de toutes les communautés religieuses d'une région, le Nord-Pas-de-Calais, ont lancé en commun, jeudi 28 janvier à Lille, un appel à la fraternité et au dialogue entre chrétiens, juifs et musulmans. « Nous sommes conscients qu'il peut y avoir des provocations afin de faire monter les tensions : notre volonté est de montrer que le dialogue n'est pas rompu et qu'il doit même être intensifié ».

Le pasteur David Berly pour la Fédération protestante, MM. Salem Kacel, adjoint au maire de Roubaix, Amar Lasfar, responsable de la Ligue socio-culturelle islamique et membre du Conseil de réflexion sur l'islam en France, Charles Sulman, président régional du Consistoire israélite et Mgr Jean Vitet, évêque de Lille, ont souligné que le conflit du Golfe n'est en aucune façon une guerre religieuse, même si, comme le texte, « ces événements ne peuvent laisser indifférents les croyants ».

La semaine dernière, à l'issue d'une rencontre organisée à la préfecture à l'initiative du préfet de région, M. Jean-Claude Aroussseau, ces personnalités religieuses avaient appelé les différentes communautés à une « prière intense, au respect de la vie humaine, de l'ordre public, de l'ordre dans la différence, des biens d'autrui ».

JEAN-RENE LORE

La CFDT et les manifestations pacifistes

Dans l'article sur la manifestation pacifiste à Paris du samedi 26 janvier, publié dans le Monde du 29 janvier, la CFDT figurait parmi les organisateurs, aux côtés des signataires de l'appel des « 75 ».

Le service de la presse de la CFDT nous a adressé la mise au point suivante : « La CFDT tient à préciser qu'elle n'est pas signataire de l'appel des « 75 » et qu'elle est en désaccord avec les positions affirmées par ceux qui composent ce collectif. En témoigne la réponse publique faite, le 21 janvier, à une demande de rencontre qui lui avait été adressée par M. Denis Langlois : « Une telle initiative ne nous paraît pas s'imposer aujourd'hui tant que sont grandes les différences entre notre démarche et celle de ceux qui manifesteront le 22 janvier ». En témoigne encore la déclaration adoptée par la majorité

ment (85 %) par son conseil national le 24 janvier. Elle affirme notamment : « L'émotion et le refus spontané de la guerre sont compréhensibles. La confédération CFDT est en désaccord avec ceux qui exploitent ces sentiments en appelant à des manifestations qui ne prennent pour cible que les vingt-neuf pays, force coalisée de l'ONU, et éparpillent Saddam Hussein. Ceux-ci, par la confusion, l'équivoque ou le silence sur les responsabilités du régime irakien dans le déclenchement du conflit armé, confarment objectivement l'intransigeance du dictateur de Bagdad. Faut-il rappeler qu'il n'y aura pas de paix tant que le Koweït sera occupé ? »

[La confédération CFDT n'a ni appelé ni participé aux manifestations du 26 janvier. En revanche, certains syndicats locaux et sectoriels de la CFDT étaient présents dans certaines de ces manifestations.]

M. Deprez qu'il ne pouvait, compte tenu des effectifs policiers mobilisés à la suite des événements dans le Golfe, débiter les six cents ou sept cents CRS nécessaires au bon déroulement de cette manifestation sportive qui accueillait chaque année 300 000 spectateurs.

Un dialogue Juifs-Arabes à Suresnes

« Ne nous retranchons pas dans nos ghettos ! »

Il y a six, de part et d'autre d'une table rectangulaire, les Arabes sont assis d'un côté, les juifs de l'autre. Ils sont venus, « en tant que citoyens », se dire leurs quatre vérités et à dépasser l'événement, en donnant l'exemple d'un dialogue qui aujourd'hui ne va pas de soi.

Les Arabes sont de jeunes militants de l'association Franco-Plus, les juifs, d'âge mûr, sont des conseillers municipaux socialistes ou des responsables religieux. Ils vivent côte à côte, dans les immeubles de la cité-jardins à Suresnes (Hauts-de-Seine) et entendent bien continuer. « On n'a pas du tout envie de se retrancher dans nos ghettos respectifs », avouent les uns. « Il faut se rencontrer pour dépasser le débat », rétorquent les autres.

La passion ? On la discerne seulement dans quelques exclamations isolées, lancées par de jeunes bébés qui fascinent le côté Rambo du président irakien. Ils peuvent, à l'occasion, se laisser aller à des provocations verbales anodines : mais ce sont des « élections libres » peu représentatives, estime M. Eliezer Goren, président de l'association culturelle israélite, des « éléments incontrôlés, des victimes de l'échec scolaire et du chômage », précise M. Rachid Kaci, responsable de Franco-Plus.

Mais chacun convient que « les gens sont tendus, pas très rassurés » de part et d'autre. Ce dialogue franc est apparu comme un moyen de préserver cette paix instable. L'exercice est relativement facile lorsqu'il s'agit d'échanger des vérités, un peu générales, sur le droit des juifs et celui des Palestiniens. Il devient plus périlleux dès que l'on reploie dans le vif du sujet, la guerre. Qu'un juif demande qu'on stoppe Saddam Hussein pour le bien de l'humanité, s'il utilise des armes chimiques, et son interlocuteur arabe l'accuse de justifier, par avance, l'emploi par Israël de la bombe atomique sur Bagdad.

La religion, appelée à la rescousse, n'offre qu'un fragile terrain d'entente. Un Juif ne veut pas croire que « Dieu a tracé des frontières sur les cartes du Moyen-Orient » et constate que « les religions compliquent tout ». Néanmoins, on projette d'organiser une prière commune aux chrétiens, aux juifs et aux musulmans. Et de poursuivre ce dialogue, comme une arme contre la peur de l'autre.

PHILIPPE BERNARD

LA DÉMISSION

Les 173 jours qui transformèrent le ministre de la guerre en objet de conscience

La démission, mardi 29 janvier, de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, n'a pas été accueillie avec surprise dans les milieux politiques qui contestent seulement le choix du moment. L'opposition y voit, en général, une clarification de la position française. Le Parti communiste rend hommage au « courage » de M. Chevènement. Le Parti socialiste, qui réunit son comité directeur samedi 2 février, reste discret. M. Mauroy, premier secrétaire du PS, a simplement pris acte de la décision du ministre de la défense. M. Fabius, président de l'Assemblée nationale, a salué « l'ami » qui a pris sa décision « en conscience ».

M. Chevènement a été remplacé par M. Pierre Joxe. La passation des pouvoirs a eu lieu mercredi matin. M. Philippa Marchand, ministre délégué chargé des collectivités territoriales et de la sécurité civile, remplace M. Joxe à la tête du ministère de l'intérieur.

Une démission traduit, le plus souvent, l'échec d'un projet. Celle de Jean-Pierre Chevènement n'échappe pas à cette règle banale. Mais elle est aussi l'histoire d'une longue déchirure politique commencée il y a cent soixante-trois jours, alors que rien ne semblait devoir altérer les relations entre le président de la République, chef des armées, et son ministre de la défense.

Préambule : le retour de vacances

— Jeudi 9 août 1990. L'armée irakienne occupe le Koweït depuis une semaine. François Mitterrand préside à l'Élysée un deuxième Conseil restreint consacré à ce qu'on appelle déjà la crise du Golfe. Comme Michel Rocard, revenu des bords de l'Adriatique, Jean-Pierre Chevènement a interrompu ses vacances en Grèce pour assister à cette réunion. Il n'est pas vraiment surpris par la tournure des événements. Depuis le mois de mars, les services secrets ont attiré l'attention sur la colère croissante de Bagdad à l'égard de l'émir du Koweït et du roi Fahd d'Arabie saoudite. Mais il euvient de

paraître traîner les pieds dans l'application de l'embargo décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle accroît son aide militaire aux pays de la zone qui ont peur d'être envahis à leur tour en dépeçant un escadron de parachutistes à Abou-Dhabi et d'instructeurs en Arabie saoudite. Mais Jean-Pierre Chevènement est inquiet.

Il sait qu'à Washington certains conseillers militaires pressent George Bush de reconstruire sans attendre à la force armée contre les troupes irakiennes qui s'installent au Koweït. Il ne veut surtout pas favoriser une telle aventure et ne doute pas que François Mitterrand soit d'accord avec lui pour « laisser du temps au temps ». Tant pis si Michel Rocard le rappelle à son devoir de réserve. Il y a longtemps que tout le monde sait, au PS, que Jean-Pierre Chevènement n'est pas homme à lâcher sur les excès de langage quand il éprouve le besoin de « montrer ». C'est un mesurant pleinement les conséquences de son propos que le ministre de la défense confie à l'AFP — d'une façon anonyme qui ne trompe personne — sa crainte d'un affrontement militaire avec l'Irak à cause des pertes meurtrières qui en résulteraient sur le terrain (ses experts les évaluent déjà à plus de cent mille morts) et des complications qu'une guerre entraînerait dans tout le Moyen-Orient.

S'il a retenu une chose de son baroud en Algérie, c'est bien que les guerres ne se déroulent jamais comme le croient ceux qui les déclenchent. « Quand on a la responsabilité d'engager des vies humaines », dit-il, « on y regarde à deux fois ». On lui a même dit qu'il visitait à ce moment le bureau de François Mitterrand un ouvrage intitulé *Comment préparer la guerre*, mais cela le fait sourire. Il ne discerne « pas la moindre nuance » entre le chef de l'État et lui et il le dira volontiers si l'on essaie, demain, de l'opposer à lui.

Acte 2 : l'incompréhension

— Samedi 15 septembre. Sur les rives de la mer Rouge, à Yanbu, Jean-Pierre Chevènement inspecte les premières unités françaises arrivées en Arabie saoudite. Depuis quelques heures, il éprouve une gêne. Il ne comprend pas pourquoi François Mitterrand vient de lui annoncer le matin même, au terme d'un nouveau Conseil restreint, un renforcement spectaculaire de la présence militaire de la France dans le Golfe.

Déjà, la nuit précédente, à bord du Falcon 900 qui le transportait vers la péninsule arabique, le ministre de la défense s'était étonné de la hâte manifestée par le président de la République. De Yanbu, où il séjournerait au deuxième jour de sa visite en Tchad, il avait fait parvenir un message pressant par l'intermédiaire de l'état-major des armées : il fallait qu'il soit présent samedi à l'Élysée pour un nouveau Conseil restreint, muni d'un plan pour riposter à l'intrusion irakienne dans la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït marquée par la prise en otage d'un attaché militaire et de deux coopérateurs. En présence du chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, de son propre chef, le cabinet militaire, le général Amédée Monchal, et de son conseiller diplomatique, Bernard Paganon, le ministre de la défense n'avait obtenu qu'à moitié. Il avait manqué que, porteur d'un message présidentiel au roi Fahd, il était lui aussi en mission et ne pouvait donc faire demi-tour vers Paris.

Il n'y avait pas lieu, en douter, de s'exciter outre mesure, à son avis, malgré les déclarations va-t-en-guerre des porte-parole de l'opposition, consécutives à la prise d'otages de Koweït. Pour la bonne raison que cette prise d'otages avait été le fait de militaires et non de militaires irakiens et que tout donnait à penser que Bagdad interviendrait vite pour clore l'incident. On n'allait tout de même pas partir en guerre, se disait-il, pour libérer trois otages qui seraient certainement relâchés très vite alors qu'il avait opté pour une approche circospecte vis-à-vis des cinq cent soixante autres Français retenus en Irak par Saddam Hussein. La proposition de riposte mise au point dans l'aviation et l'armée à l'Élysée via l'ambassade de France à Ryd dans la nuit de vendredi à samedi

préconisait de porter à « quelques milliers » le dispositif français dans le Golfe. Pour des raisons tactiques, il valait mieux, selon le ministre de la défense, cultiver le flou.

Alors, ce samedi après-midi 15 septembre, Jean-Pierre Chevènement se demande pourquoi François Mitterrand entre dans la logique de l'escalade en annonçant l'envoi en Arabie saoudite de quatre mille hommes supplémentaires accompagnés d'équipements lourds. Il sait que ce geste va faire plaisir à George Bush, qui presse depuis plusieurs jours les alliés des États-Unis de participer davantage au déploiement terrestre sur le terrain. Il peste contre les « faucons » américains qui ont tendance à sous-estimer les capacités irakiennes. Mais il ne veut pas croire que le président de la République suive le mouvement. Pour la première fois depuis le début de la crise le position de François Mitterrand lui apparaît ambiguë.

Acte 3 : la fureur

— Dimanche 23 décembre. Eddy Mitchell ne pourra pas jouer les pères Noël auprès des soldats français. Mais si Jean-Pierre Chevènement est de mauvaise humeur, c'est moins à cause de l'intransigence des princes saoudiens, qui ne veulent pas du chanteur, que de la mulesse qu'il ressent à Paris. Personnellement, il se trouve sur la sellette depuis un mois. Il se donne tant de mal pour faire le grand écart entre son devoir de solidarité gouvernementale et ses convictions personnelles que l'opposition ne

Le précédent Gallieni

La démission d'un ministre de la défense pendant une guerre n'est pas sans précédent, nous signale Jacques Fauvet. Le 16 mars 1916, le général Gallieni avait donné sa démission de ministre de la guerre du ministère Briand. Dans son livre sur la Grande Guerre Pierre Miquel rappelle que la nomination de Gallieni avait eu pour but de « calmer les adversaires de Joffre ». En pleine tribune de l'Assemblée, raconte Pierre Miquel, « Gallieni accuse Joffre d'outrepasser ses pouvoirs. Va-t-on se défendre du vainqueur de la Marne ? C'est Gallieni qui s'en va, remplacé par un radical-socialiste ami du généralissime, Roques ».

manque jamais l'occasion de le prendre à partie.

Devant le Sénat, répliquant à Jean Lecanuet, le 6 décembre, le ministre de la défense a confirmé qu'il restait partisan d'une « solution pacifique » bien que la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 29 novembre, autorise le recours à la force pour obtenir le retrait des Irakiens du Koweït. Il s'est ouvert, le vendredi 7 décembre, deux reprises de son trouble à François Mitterrand sans oser lui avouer que sa stratégie vis-à-vis de Washington lui paraît trop opaque. Il lui a même proposé de lui remettre sa démission. Mais François Mitterrand lui a demandé de rester fidèle au poste pour ne pas écumpler les choses au moment où lui-même, avec l'aide de Roland Dumas, essayait, justement, de trouver une issue diplomatique. Il s'agissait d'enfoncer le clou en réclamant *ubi et ubi*, n'en déplaise à George Bush et à Israël.

Les « buts de guerre » n'ont pas changé, affirme M. Dumas

Au cours de son intervention devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, ou en réponse à des questions, mardi 29 janvier, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas s'est employé à démentir qu'il y ait une « crise » d'alignement des objectifs fixés par l'ONU, contrairement à ce que dit M. Chevènement dans sa lettre de démission. A une question sur les « buts de guerre » poursuivis par la France et ses alliés, M. Roland Dumas a réaffirmé qu'ils n'évalent pas



la convocation d'une conférence internationale qui permettrait de débattre de la question palestinienne. Jean-Pierre Chevènement a joué le jeu parce que, dit-il, il ne voulait pas désespérer de voir la raison l'emporter. C'est son dernier espoir. Mais il se sent de plus en plus isolé dans les réunions restreintes quand il souligne les énormes dangers d'une éventuelle guerre. La seule concession concrète faite à ses analyses pessimistes est l'accord obtenu des États-Unis pour un report de l'ultimatum de l'ONU à la mi-janvier.

Acte 4 : la fracture

— Mardi 15 janvier 1991. Sauf miracle, la guerre est inévitable. Devant ses proches, Jean-Pierre Chevènement prédit une « boucherie ». Il a offert pour la deuxième fois sa démission en chef de l'État, le lundi 7 janvier, mais celui-ci ne l'a pas acceptée. Au Palais du Luxembourg, de fort méchante humeur, il rend une nouvelle fois à sa place le sénateur Jean Lecanuet qui l'a traité, le matin, de « ministre de la défausse ». La cause de sa colère réside pourtant ailleurs. Il ne comprend pas pourquoi François Mitterrand a retiré si vite son ultime « plan de paix », devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette question le hante : « Pourquoi n'a-t-on rien fait ? » Il ne veut pas croire qu'il n'existait plus aucune marge de manœuvre et reproche silencieusement au président de la République de n'avoir pas été plus insistant.

Acte 5 : la démission

— Jeudi 24 janvier. Démissionner ? Trop tard. Et ce n'est pas parce que la guerre a commencé qu'elle est fatalement destinée à se terminer en apocalypse. Jean-Pierre Chevènement a retrouvé ses réflexes militaires : toujours faire front. « Défendez-vous ! Battez-vous ! Je vous couvre... » lui a dit François Mitterrand lors de leur dernière entrevue, le 21 janvier, à propos des étiennes qui lui sont adressées de toutes parts depuis le déclenchement des hostilités. Le ministre de la défense a retrouvé sa fougue.

Le titre du *Monde* du 25 janvier lui arrache une exclamation : « Je l'emporte tout de suite à l'Élysée ! » Ce jour-là, *Le Monde* évalue à la « une » ce qui paraît maintenant

une évidence : « Washington se donne désormais pour objectif l'élimination du régime de Bagdad et de son armée. » Pour Jean-Pierre Chevènement, il est donc de responsabilité publique que l'évolution de la guerre dépasse du cadre fixé par la résolution 678 de l'ONU et dans lequel la France a strictement situé son intervention. Il y a là un moyen de relancer la recherche d'une solution diplomatique avant le bataille terrestre qui promet d'être un massacre.

Épilogue : un canard dans la mare

— Mardi 29 janvier. Sa décision est prise. En suivant la prestation télévisée de l'amiral Lanxade à l'émission « d'Anne », Sincclair, dimanche soir, sur TF1, et en attendant le chef d'état-major particulier de l'Élysée justifier à l'avance la poursuite des opérations militaires dans le droit-fil de la volonté américaine, Jean-Pierre Chevènement perd ses dernières illusions. Il s'agit même d'un camouflet. Anecdote mais révélateur. Quoi qu'il en soit, il est clair à ses yeux que la « boucherie » redoutée aura lieu. Sans lui. Il ne sera pas le ministre chargé, dans quelques jours, de dresser devant les Français le bilan des « pertes » annoncées. Il ne veut pas l'être. En son âme et conscience, le citoyen Jean-Pierre Chevènement préfère se retirer de la folle mêlée avec le sentiment douloureux, sans doute, en pensant à François Mitterrand, de mettre fin à une complicité devenue obsole, peut-être trahie.

Sur le coup de 8 heures, le ministre de la défense téléphonera à François Mitterrand pour lui annoncer sa lettre de démission. A 9 heures, il demandera à son secrétaire d'État, Gérard Reun, de venir le rejoindre, puis, à 10 heures, il réunira l'ensemble de son cabinet civil et militaire pour les explications d'usage, sans oublier d'annuler son déjeuner prévu avec Michel Rocard à l'hôtel Matignon avant que le porte-parole de la présidence de la République, Hubert Védrine, n'annonce la nouvelle et donne le nom de son successeur, vers 11 h 45. En fin d'après-midi, il sacrifiera à l'étrange mais pacifique coutume qui veut que tout ministre de la défense sur le départ lâche un canard dans la mare des jardins de l'hôtel de Brienne...

ALAIN ROLLAT

Atatürk plutôt que Hitler

M. Chevènement a mentionné, pour expliquer sa démission, la crainte de voir la France s'aligner, sous la pression américaine, du cadre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU afin de forcer Saddam Hussein à évacuer le Koweït. Ce qu'il ne dit pas publiquement — pas encore en tout cas — mais qu'il déclarait volontiers déjà septembre, en privé, à plusieurs interlocuteurs, c'est qu'il considérait comme une « turpitude » le fait d'invoquer le droit international pour condamner l'annexion du Koweït.

En bon juéhun, il voyait plutôt dans l'occupation d'un émirat hérité du colonialisme britannique, une de ces péripéties sans lesquelles aucune grande nation n'existerait aujourd'hui, à commencer par la France. « Nous avons fait pendant des siècles ce que Saddam Hussein vient de faire », aimait-il rappeler en s'insurgeant contre le fait qu'on puisse établir un parallèle entre le dictateur irakien et Hitler.

JACQUES AMALRIC

M. Chevènement : « Les hommes politiques doivent assumer leurs choix »

Dans le message aux armées qu'il a adressé après son départ, M. Jean-Pierre Chevènement a souligné que le succès de nos armes, relayé par l'audace de notre diplomatie, permettra à la France d'ouvrir pour une paix juste au Moyen-Orient. Après avoir rappelé « l'assise et la confiance » qu'il éprouve pour les hommes de grande qualité qui sont les militaires, l'ancien ministre de la défense écrit notamment : « J'ai une pensée particulière pour les quarante mille des vôtres qui sont engagés au Moyen-Orient, troupes d'élite dont la France peut être fière. Je sais qu'ils s'emploieront avec une détermination leur devoir de soldat et rempliront avec honneur la mission qui leur a été confiée. »

« A travers vous, ma confiance va aussi à la France, que vous avez choisi de servir dans la carrière des armes et que, pour ce qui me concerne, je continuerai à servir selon ma règle : dans la République, les hommes politiques doivent assumer leurs choix, à charge pour eux, conclut M. Chevènement, de ne jamais oublier la solidarité qu'ils vous doivent. »

Acte 1 : l'appréhension

— Mardi 21 août. Nouveau conseil restreint à l'Élysée. La crise s'aggrave. Saddam Hussein retient en otages les étrangers présents en Irak, dont cinq cent soixante Français. Le dictateur irakien mise visiblement sur la division des Occidentaux. La France ne peut pas se permettre de

M. CHEVÈNEMENT

Action évènements militaires

Opérer en Irak

Les réactions

DE M. CHEVÈNEMENT

Instabilité en Europe, menaces dans le Sud

Double prévision de Cassandra

Durant l'année 1990, M. Jean-Pierre Chevènement avait fait deux prévisions, qu'il distillait dans ses nombreux entretiens avec les médias. La première visait l'Europe : un grand vide stratégique menace au cœur même du continent européen, avec les déstabilisations de toutes sortes qui pourraient entraîner le délitement politique, militaire ou social de l'ancien « bloc » de l'Est. La seconde concernait, bien évidemment, le devenir de la mode, ce qu'on nomme, traditionnellement, la « mode », c'est-à-dire la Méditerranée, l'Afrique et le Proche-Orient : d'immenses déséquilibres démographiques, économiques ou culturels s'accumulent à l'horizon, qu'il ne faut pas vouloir régler à coups de canon, au terme de rapports de forces entre les nations.

Ces deux pronostics, auxquels l'actualité confère désormais une certaine consécration, étaient devenus quasi obsessionnels chez un homme qui garde quelques souvenirs de la guerre de 1940.

A ceux qui évoquaient déjà la fin de l'histoire parce que le mur de Berlin était tombé et que es chutes lesesait entravées des années de paix en Europe, le ministre de la défense avait l'habitude de répliquer qu'il faut

savoir regarder les choses en face et que, au contraire, sa lecture personnelle du monde l'incitait plutôt à chercher comment désamorcer des mines prêtées à exploser.

C'est probablement le rôle le plus ingrat d'un ministre de la défense, quel qu'il soit, que de jouer les Cassandra et de lancer, ainsi, des mises en garde à une opinion, voire à des dirigeants, dans son propre pays, qui ont le nez collé à la fugacité de l'actualité quand il doit songer, lui, à préparer un outil militaire bon pour le service pendant les décennies à venir.

La dent dure

Dans ce rôle du responsable politique qui a parfois raison trop tôt, M. Chevènement tenait de l'un des grands anciens du ministère de la défense, M. Michel Debré, dont il a le fil ébra cherché à être un ministre de la défense réformateur, sourcilieux quant à l'autorité autant à l'anticontra du chef de l'Etat et du chef de son gouvernement que vis-à-vis de la hiérarchie militaire. Et, comme M. Debré, encore, il aura entretenu avec ses amis politiques des rapports ombrageux dès lors qu'ils contestaient ses analyses et son action.

Contre certains des socialistes — et non des moins, comme MM. Laurent Fabius ou Pierre Bérégovoy, pour ne citer qu'eux — qui lui reprochaient d'en faire trop en faveur du budget des armées et qui réclamaient de toucher, sans attendre ce qu'on appelle aux Etats-Unis « les dividendes de la paix », le ministre de la défense avait la dent dure. C'est une certaine gauche, disait-il, qui a toujours été sensible aux modes venues d'outre-Atlantique. Expression prémonitrice — juillet 1990 — quand on sait que M. Chevènement reproche aujourd'hui à la politique de M. François Mitterrand au Proche-Orient d'être trop suiviste par rapport aux initiatives de M. George Bush dans le Golfe.

A l'ensemble des socialistes, M. Chevènement, qui, dès les années 70, avait fait ses classes aux côtés de Charles Hernu dans l'ordre de la réflexion stratégique, a fait grief de ne pas lui avoir dispensé les crédits nécessaires pour pouvoir aligner ce qu'il y a de mieux dans le désert saoudien. Les députés du PS se souviennent encore que pas plus tard que la semaine dernière il les a surpris verbalement au moment où certains critiquaient les défaillances ou les insuffisances du dispositif « Daguet ».

Depuis sa nomination au ministère de la défense, en mai 1988, M. Chevènement s'est, en effet, battu pour maintenir aux armées le plus possible de leur pouvoir d'achat, persuadé que, dans un monde promis aux troubles, le temps n'était pas venu de faire des impasses sur la défense du pays. Il assimilait volontiers le budget militaire à une assurance que l'on trouve chère quand tout va bien et que l'on s'en veut de ne pas avoir payé lorsque les nuages s'amoncellent.

Pour protéger son budget, il n'avait même oublié sa célèbre maxime qui veut qu'un ministre « ne fasse pas de la politique » mais « fasse de la guerre ». Lui, il l'avait ouverte largement et en public, depuis 1988, quand il s'était agi d'arracher son gouvernement à quoi financer les investissements prévus dans la gamme des armements nucléaires aussi bien classiques, lors de l'application par un gouvernement de gauche de la programmation militaire conçue du temps où la droite cohabitait avec M. Mitterrand. Et, avant de donner sa démission, il s'apprêtait à continuer sur le même ton pour obtenir du Parlement qu'il adopte la prochaine programmation qui devra couvrir de 1992 à 1996.

Mais c'est à tort qu'on en déduirait que M. Chevènement a

été le gardien du temple de la défense, prisonnier de ses états-majors, voire du « lobby » militaro-industriel, c'est-à-dire un ministre au garde-à-vous devant sa communauté d'administrés.

Un chemin de croix

Il aura été, au contraire, par des aspects discrets de son personnage, un homme d'Etat capable d'imposer à une collectivité quel que soit l'effort. Ainsi du plan Armées 2000, que l'armée de terre — qui en est la principale victime — a eu du mal à digérer parce qu'il réduisait son format, l'obligeant à se réorganiser et à vivre sur un moins grand pied. Ainsi encore des exportations d'armes, dont il n'était pas spécialement fier mais qu'il a assumées en les contrôlant de près avec son secrétaire d'Etat, M. Gérard Renon. Ainsi, enfin, de certaines décisions arrêtées par le chef de l'Etat en personne — comme la réduction du service national à dix mois pour 1992 ou le départ des forces françaises d'Allemagne pour 1994 — qu'il trouvait un peu prématurées mais dont il a accepté d'endosser la paternité pour les dicter à une institution militaire plutôt réfractaire.

Au début, M. Chevènement avait imaginé qu'il pourrait, sans

que les armées aient trop à en souffrir, partager son existence entre le ministère de la défense et sa ville de Belfort, où il aime à se régénérer. Il lui fallait vite déchanter. Les armées, à propos desquelles Charles Hernu disait qu'elles sont tellement réparties dans le monde que le soleil ne se couche jamais sur les garnisons françaises, lui ont dévoté son temps. Quand les gendarmes na protestent plus, c'est au tour des forces françaises au Tchad de requérir son attention avant que des détachements, en plusieurs pays d'Afrique, voire au Cameroun, et maintenant au Proche-Orient, ne le sollicitent.

En fin de compte, c'est le sort du dispositif « Daguet » en Arabie saoudite qui aura été son chemin de croix. Il aura voulu le protéger jusqu'au bout, tout en le préparant au pire. Cruel cas de conscience pour un ministre de la défense qui est convaincu que c'est par la recherche du développement économique — et non dans les ruines de la guerre — qu'on dialogue entre nations. Hélas pour M. Chevènement ! M. Saddam Hussein ne pense pas tout à fait comme lui. L'ancien ministre de l'Industrie, puis de l'éducation nationale se serait-il trompé du ministère en 1988 ?

JACQUES ISNARD

En Arabie saoudite

Satisfaction évidente chez les militaires français

Quelque part en ARABIE SAOUDITE

de notre envoyé spécial

« Il aurait dû le faire depuis longtemps. Cela aurait été plus cohérent. Ce n'est pas une surprise. » Attribue-t-on beaucoup, la démission du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, ne contrarie pas, c'est le moins que l'on puisse dire, les officiers français de l'opération « Daguet » qui n'ignoraient rien des réticences de leur ministre quant à l'ensemble de cette affaire. « Cela nous fait bien plaisir, lâche l'un d'eux, il n'était pas d'accord avec ce que l'on faisait. Il y a longtemps qu'il aurait dû en tirer la conclusion. » De toute façon, ajoute-t-il, c'est Mitterrand qui nous a envoyés ici, et maintenant que la guerre est commencée, c'est de lui que nous dépendons directement.

« Il était, pour commencer, contre notre présence ici. Ensuite contre notre intégration aux forces alliées, c'est-à-dire américaines, ce qui rendait notre mission impossible, et enfin contre notre engagement en Irak. Cela fait beaucoup pour le ministre de la défense », précise un autre qui continue : « C'est un anti-militariste nourri d'un anti-américanisme permanent, deux options difficiles à conjuguer par les temps qui courent. »

Les officiers de l'armée de l'air, en particulier, n'ont pas oublié que, alors que tout était prêt pour leur installation sur la base de Dhahran qui jouit de toutes les commodités possibles, le ministre de la défense avait refusé ce choix pour ne pas qu'ils se trouvent près des Américains. « A Al-Hassa [au sud de Dhahran], nous avons dû nous monter nous-mêmes, ce que nous avons réussi, et cela nous a permis de faire une bonne démonstration de nos capacités », affirme l'un d'eux. Donc les conséquences d'une mauvaise décision ont été positives. Mais militiquement cela n'avait pas de sens. Cela nous a obligés, par exemple, à faire des efforts démesurés pour les transmissions quand nous avons été intégrés. »

Pour ces officiers qui vivent concrètement la mise en place et l'application de l'opération « Tempête du désert », il est clair que la France ne pouvait, comme l'aurait souhaité en moindre mal M. Chevènement, rester en dehors de l'ensemble des forces alliées. « Le ministre aurait dû démissionner depuis au moins début décembre, affirme un officier supérieur, quand le chef de l'Etat a donné son accord au plan de bataille américain qui, comme le montrent tous les jours les événements, prévoyait de détruire les capacités militaires de l'Irak pour obtenir à moindre frais la libération du Koweït. » A partir de ce moment, il était évident que nous ne pouvions pas rester

seuls, à refuser d'aller en Irak », ajoute-t-il. L'intégration des troupes françaises au dispositif américain prend maintenant tous les jours de l'ampleur, et un règlement d'armistice de l'armée américaine et des batteries de missiles Patriot vont carrément combattre au sein de la division « Daguet », donc sous le commandement du général Mouscardes.

Opérer en symbiose avec les Américains

Située à l'ouest du dispositif allié, celle-ci va, en revanche, opérer en symbiose avec l'un des trois grands corps américains qui sont à ses côtés.

Dans une guerre comme celle qui s'annonce au sud, il était impossible de rester en dehors du plan d'offensive dans lequel chacun aura son rôle, mais aura aussi besoin de l'appui des autres.

Si la démission de M. Chevènement a donc été plutôt bien accueillie, son remplacement par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, suscite beaucoup de réserves chez des officiers qui n'ont pas oublié son rôle dans l'affaire du Rainbow Warrior et qui se méfient un peu de cet homme enstère qui passe pour un « perturbateur ». « Certes, il faut attendre, avoue, fataliste, un officier supérieur, mais cela ne va pas être simple. Ce n'est pas gagné. »

Ce qui gêne quand même le plus grand nombre, dans ce changement qui intervient en plein milieu d'une opération militaire, c'est l'image de désordre en France qu'il risque de donner aux alliés. « Certes, c'est plus clair ainsi, avoue un officier, mais cela aurait été mieux pour notre image de régler ce problème avant le début de la guerre. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Les réactions dans les milieux politiques

« M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « Il était très difficile d'avoir au ministère de la défense quelqu'un qui allait à la guerre à reculons. C'est un élément de clarification qui permettra de mieux mobiliser toutes les énergies autour de notre armée et de nos soldats. »

« M. Gérard Longuet, président du groupe PC à l'Assemblée nationale : « Jean-Pierre Chevènement vient d'accomplir un acte courageux. Cet événement important rejoint les positions défendues par les communistes dès le début de la crise du Golfe. »

« M. Philippe Séguin, député RPR, maire d'Epinal : « L'attitude de Jean-Pierre Chevènement était à

la fois intenable et respectable. » M. Chevènement « nous rappelle que nous sommes là-bas pour libérer le Koweït et pour rien d'autre et que nous ne devons pas nous laisser entraîner vers d'autres objectifs que ceux qui ont motivé notre décision. »

« M. André Lajoinie, président du groupe PC à l'Assemblée nationale : « Jean-Pierre Chevènement vient d'accomplir un acte courageux. Cet événement important rejoint les positions défendues par les communistes dès le début de la crise du Golfe. »

« M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire : « Il déserte le terrain de la logique de guerre. Il doit connaître la « busherie » qui s'annonce. »

Selon la Maison Blanche

« Il n'y a jamais eu d'obstacles » entre Paris et Washington

Réagissant à la démission de M. Jean-Pierre Chevènement, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré, mardi 29 janvier, à Washington qu'il n'y a jamais eu d'obstacles dans les relations franco-américaines dans le cadre de la crise du Golfe. Interrogé par les journalistes pour savoir si cette démission « enlevait un obstacle dans les relations bilatérales », M. Martin Fitzwater a répondu : « Les Français ont manifesté leur soutien dès le début (...) Ils ont concrétisé leur soutien par une aide directe dans le conflit, en termes d'hommes et de matériel (...) Ils ont clairement fait connaître leurs engagements. »

Réaction différente, on l'imagine, à Alger, où l'agence APS a écrit mardi que le départ de M. Chevènement est une « suite

logique et conséquente de l'attitude qu'il officie » depuis que Paris a décidé de prendre part à l'engagement militaire allié dans le Golfe. Cette décision « exprime le ras-le-bol du ministre, qui n'a cessé d'arrêter l'attention du chef de l'Etat français sur la dérive que semblait prendre l'engagement français (...) Elle conforte dans son attitude la frange importante du peuple français opposée à la guerre du Golfe. »

L'« un des meilleurs dirigeants du PS »

Pour sa part, M. Rafic Abi Younés, dirigeant du parti Baas irakien au Liban, a estimé que le geste de M. Chevènement était « une occasion pour la France de réviser sa position dans la guerre du Golfe ». Il y voit « un signe avant-

coureur des contradictions qui vont éclater au sein de la coalition antirakienne ». « Un coup porté à Mitterrand et à sa politique agressive. » « Début de la désintégration du camp de l'agression dans le Golfe. » C'est en ces termes que la presse jordanienne a commenté mardi matin la démission de M. Chevènement, nous câble notre envoyé spécial à Amman, Jean Gueryras. L'éditorialiste d'El-Raf saluait le courage du ministre de la défense qualifié de « victime honorable d'une sale guerre ». El Chaab y voit le « premier résultat » de la résistance opposée par l'Irak et de l'échec de l'agression américaine.

Al-Destir souligne que la démission de ce « politicien français propre » sonne le glas de l'ère de l'indépendance de la politique

étrangère de Paris » et ote la « transformation dramatique de l'attitude d'un pays qui s'est toujours enorgueilli, depuis l'époque du grand Charles de Gaulle, d'entretenir des relations privilégiées avec le monde arabe. »

Enfin le Jordan Times (de langue anglaise) rend hommage à la « droiture » de M. Chevènement « l'un des meilleurs dirigeants du Parti socialiste français, qui n'a jamais hésité à dire ce qu'il pensait, même si cela devait lui coûter son poste (...) Il a toujours préféré la diplomatie à la guerre, la négociation à la bataille. Du moment que la France a choisi la mauvaise option, il ne pouvait que démissionner. Il a été droit et honnête comme seuls peuvent l'être les hommes droits et honnêtes. »

Avec le changement à la tête du ministère de la défense

Les Britanniques s'attendent à une participation plus active de la France à l'effort de guerre

LONDRES

de notre correspondant

Les réactions de la politique française à propos du Golfe ont suscité ici une méditation que la seule démission de M. Jean-Pierre Chevènement ne suffira pas à lever. Les Britanniques continuent en effet de poser une question de fond : pourquoi ont-ils trois fois plus de troupes sur place que les Français, alors que leur économie est moins forte et qu'en tant que producteurs, ils n'ont pas, eux, besoin du pétrole du Golfe ?

La presse populaire, toujours prompt à dénoncer le manque de solidarité des Européens en général et des Français en particulier, est étonnamment discrète sur le départ de M. Chevènement. Il est vrai qu'on remarque une certaine lassitude de l'opinion concernant l'abondance de la « couverture » de cette guerre par les médias. La BBC a ainsi réduit, à la demande de téléspectateurs qui se plaignaient de ne plus trouver leurs programmes habituels, les horaires des journaux télévisés qui avaient été prolongés.

La plupart des quotidiens insistent sur le fait que M. Chevènement était l'un des membres fondateurs de l'Association des amis franco-irakiens. Le Times le décrit comme un « politicien socialiste prolétarien, qui avait provoqué l'embarras du gouvernement par son opposition publique à la guerre et son admiration ouverte envers le président Saddam Hussein ». Le quotidien conservateur estime que « les deux semaines de conduite de la guerre par M. Chevènement n'ont pas été loin du désastre. »

Le Daily Telegraph n'est pas tendre non plus pour M. Chevènement. « Un ministre de la défense qui croit à la paix mais est obligé de mener une guerre est un Janus que les hommes politiques de tous bords ont du mal à supporter. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il ait été sujet à des migraines », écrit ce journal. Le Daily Telegraph considère que ces tergiversations nuisaient au moral du corps expéditionnaire français et qu'il était temps de lever une telle hypothèque : « Les pilotes français n'ont pas essayé de pertes jusqu'ici, mais les troupes françaises, y compris les éléments aguerries de la Légion étrangère, devraient participer à des combats cruciaux. Il aurait été extrêmement mauvais pour leur moral de ne pas être entièrement soutenus par leur ministre de la défense. »

Détermination et inquiétudes

The Independent décrit M. Chevènement comme une « personnalité forte mais inclassable ». Ce quotidien s'interroge sur la capacité ou la volonté du ministre démissionnaire de faire une campagne active contre la guerre. « Il attire des socialistes qui, même s'ils ne sont pas totalement d'accord avec lui, estiment que leur parti s'est assoupi pendant ses années d'exercice du pouvoir et a besoin d'une nouvelle injection d'idéalisme. Si les combats dans le Golfe se révèlent longs et difficiles, et si M. Chevènement décide de les condamner publiquement, le gouver-

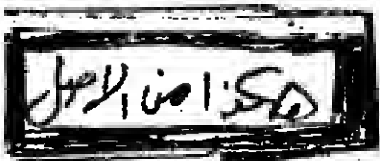
nement aura alors des raisons de s'inquiéter », écrit The Independent. Le Guardian estime aussi que la démission va donner un nouveau souffle au mouvement pacifiste en France et menace l'unité du Parti socialiste.

Ce quotidien considère cependant que son remplacement par M. Pierre Joxe, « qui n'a une réputation de fermeté », est un « signal » de M. Mitterrand à ses alliés que la France est déterminée à mener cette guerre jusqu'à son terme.

Le Financial Times est le seul à affirmer que l'abjection de fond de M. Chevènement, contenue dans sa lettre de démission, selon laquelle la conduite actuelle de la guerre ne correspond plus aux objectifs fixés par les Nations unies, mérite d'être prise au sérieux. « Il y a en effet une incertitude à la fois sur les moyens et les fins de cette guerre », écrit ce quotidien. M. Chevènement « en raison » de rappeler que la résolution 678 du Conseil de sécurité n'autorise l'usage de la force que pour obliger l'Irak à se retirer du Koweït.

La poursuite de la guerre au-delà de la libération du Koweït pourrait apparaître comme une « croisade anti-arabe », et risquerait, en éliminant l'Irak de la scène, de rendre encore plus difficile le retour à l'équilibre dans la région. Le Financial Times conclut que la guerre doit être menée d'une manière qui laisse autant que possible ses chances à la paix.

DOMINIQUE D'HOMBRES



LA DÉMISSION

Le réaménagement

A l'Assemblée nationale « Dans sa tête, ce n'était pas simple »

« La démission de Chevènement ? C'est un sujet tabou ! » lâche un député socialiste, mardi 29 janvier, dans les couloirs de l'Assemblée nationale pour expliquer le quasi-mutisme de ses collègues. Durant la réunion de près de deux heures qui a eu lieu, salle Colbert, pour entendre le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, le sujet n'a pas été évoqué. « L'atmosphère était indéchiffrable. Une sorte de gêne planait, chacun ayant la conviction que toute réaction impromptive viendrait nourrir Radio-Bagdad », souligne un député rocardien.

Ce sentiment est partagé par nombre d'ex-socialistes qui se demandent si le ministre de la défense n'a pas « craqué » physiquement et psychologiquement. Tout le monde était au courant de ses états d'âme, mais sa démission, au milieu du goût, a créé la surprise, y compris chez ses amis. M. Chevènement les avait invités à déjeuner mercredi dernier. « Il ne nous avait pas du tout donné l'impression de vouloir démissionner. La tonalité était plutôt : avant le 17 janvier, j'ai tout fait pour la paix, maintenant je fais la guerre », explique un d'entre eux.

« Je sais que dans sa tête ce n'était pas simple, mais enfin, je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur moment pour partir », affirme M. Jean-Pierre Baumeister (PS-Socialisme et République, Haut-Rhin). M. Jean-Pierre Michel (Haute-Saône), député du même courant, se refuse à tout commentaire, mais se demande ce que le bien pu se passer « par rapport à la

semaine dernière ». Quant à M. Jean-Yves Autebert (Paris), il a tenu à rappeler que M. Chevènement « avait remis ses fonctions à la disposition du président de la République au début décembre ». Également membre du courant Socialisme et République, il a précisé que M. Chevènement « avait laissé la date à l'appréciation du président de la République ». Selon lui, « demain, il faudra des gens qui n'auront pas été trop compromis dans cette aventure... »

M. Michel Coffineau (Val d'Oise), également proche de l'ancien ministre de la défense, a balayé les consignes de silence pour dénoncer « le drapage politique que l'on veut venir » dans la gestion de la guerre du Golfe. Mettant en cause la politique des États-Unis qui entraînerait la France, pas à pas, hors des chemins battus par l'ONU, M. Coffineau a affirmé « son sentiment que, petit à petit, la guerre est en train de changer d'objectif. Il faut savoir si on veut écraser totalement l'Irak ou libérer le Koweït ». Il a toutefois estimé qu'il faudrait attendre la fin du conflit pour que le courant Socialisme et République « dise des choses politiques de fond ».

Au terme de la réunion des socialistes, le président du groupe, M. Jean Auroux, a rappelé que si la France était engagée dans le conflit, elle n'entendait pas pour autant rompre les fils ténus du dialogue avec les pays arabes, notamment ceux du Maghreb. C'est pour cela que le président de la commission des affaires

étrangères, M. Michel Vauzelle était à Tunis le jour même avant de se rendre prochainement en Algérie et au Maroc. « Il ne s'agit pas d'une initiative que la France prendrait, nous a-t-il dit avant de partir. Il s'agit seulement de parler avec le Maghreb pour que le fossé ne se creuse pas plus ».

Pour sa part, M. Auroux se rendra en Égypte dans les prochains jours. « La France est d'ores et déjà disponible pour rechercher une nouvelle paix », après le conflit, a-t-il affirmé. Nous avons appris avec beaucoup de satisfaction, a-t-il dit, que beaucoup de pays attendent de l'action diplomatique française de réussir, après la crise, ce que nous n'avons pas pu faire, à notre corps défendant, avant le 16 janvier.

Quelques étages plus bas avait lieu au même moment une grande première. Réuni sous la présidence de M. Bernard Pons, le groupe RPR a entendu pendant une heure et demie le général Mennu, chef du cabinet militaire du premier ministre, accompagné de M. Guy Carcassonne, conseiller pour les affaires parlementaires de M. Rocard.

Le général Mennu a fait un exposé sur le développement des opérations militaires dans le Golfe et répondu avec M. Carcassonne, aux questions des députés. MM. Jacques Chirac, Alain Juppé et Edouard Balladur assistaient à la réunion. C'est le président du groupe, M. Bernard Pons, qui avait exprimé le souhait qu'un militaire de haut rang vienne faire un exposé de la situation

devant l'ensemble du groupe dans la mesure où les députés qui n'appartiennent pas à la commission de la défense ou des affaires étrangères se trouvent en quelque sorte sous-informés par rapport à leurs collègues. Les députés RPR interrogés à la sortie, ont jugé cette rencontre « très riche et très intéressante ».

A ceux qui reprochent aux militaires d'être trop présents sur les écrans ou ailleurs, M. Carcassonne répond que « si les militaires sont tenus à une stricte obligation de réserve, ils ne sont pas contraints à une obligation de mutisme ». Il nous a précisé que l'amiral Lannuzel, chef de l'état-major particulier du chef de l'État qui s'était exprimé dimanche dernier sur TF1 et le général Mennu, étaient des militaires « hors hiérarchie » qui dépendaient directement de leurs patrons et que, quand ils s'exprimaient, c'était MM. François Mitterrand et Michel Rocard qui en prenaient l'entière responsabilité. « Ce serait inéquitable de ne pas voir les militaires en temps de guerre... » glissait au passage dans un sourire le général Mennu visiblement ravi de cette première. M. Carcassonne, plus habitué à contrer le groupe RPR qu'à le rencontrer, semblait encore tout étonné de cette première expérience de cohabitation... Guerre et paix nationale obligent.

PIERRE SERVENT

Pierre Joxe, en souvenir de Péguy

Celui de l'Horloge, à quelques pas du Palais de Justice de Paris, dans l'île de la Cité, un adolescent des années cinquante aimait flâner le long des rayons de l'immense bibliothèque de l'un des appartements familiaux. Maître des lieux, son grand-père maternel, Daniel Halévy, camarade de Proust et traducteur de Nietzsche, lui indiquait le bon endroit, le livre inattendu, l'orientait et le conseillait. Grand ami de Charles Péguy, il lui faisait partager sa passion pour ce dreyfusard de la première heure, grand pourfendeur de la raison d'État et des raisons d'état-major qui les accompagnent, lui faisait aimer ce libéralisme incessamment devenu sur le tard patriote acharné et

nomme les « technocraties ».

Toutefois la vision qu'eut Pierre Joxe du ministère de la défense depuis son observatoire de la place Beauvau ne l'inclina pas forcément à la mansuétude. En 1989, en pleine fronde de la merchausade, sa réflexion sur la « sécurité intérieure », autrement dit sur la nécessaire coordination, opérationnelle et budgétaire, de la gendarmerie et de la police nationale fut ressentie, à tort, comme une OPA. Nul doute qu'il la poursuivra, d'un ministre à l'autre, d'autant plus que l'actuel directeur de la gendarmerie nationale, Charles Barbeau, est un proche qu'il fit venir auprès de lui, de 1984 à 1986, comme directeur général de l'administration. Enfin, même si le nouveau ministre de la défense n'est pour rien, contrairement à de tenaces rumeurs, dans les révélations qui forcent l'un de ses prédécesseurs, Charles Hernu, à la démission, en septembre 1985, c'est un suprématisme d'affirmer que Pierre Joxe et son entourage jugèrent sévèrement la gestion militaire de l'affaire Greenpeace.



Ce passé sera-t-il un handicap ou un avantage ? Pierre Joxe devra-t-il en rebattre ou, au contraire, imposer-t-il — malgré et dans la guerre — cette primauté du civil sur le militaire que réclamait récemment, pour le RPR, Robert Pandaud, une primauté plutôt mise à mal, en raison des états d'âme et les silences de Jean-Pierre Chevènement ? Ce qui est certain, c'est qu'il se lance dans cette aventure avec impatience. Tant il est vrai qu'il attendait, depuis plusieurs mois, l'occasion de quitter un ministère qui, en lui, n'éveillait d'ailleurs ni passion ni curiosité (le Monde du 4 janvier). Sans cesse sur la sellette, cible de l'opposition, à propos de la profanation non élucidée du cimetière juif de Carpentras et des mystères de l'affaire Doucet, des Renseignements généraux et du dossier corse, il faisait le dos rond, au grand dam de ses proches, l'esprit ailleurs, admirant un signe de l'oracle d'Élysée.

Une œuvre inachevée

Il laisse derrière lui une œuvre importante mais inachevée. L'ère Joxe dans la police aura été celle de la modernisation, des matériels, des locaux, de la formation, sinon des mentalités. Du plan de modernisation 1985-1990 à la création de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), en passant par le code de déontologie promulgué en mars 1988, le mot clé aura été celui de professionnalisation, en d'autres termes d'envisager la police comme un véritable métier et non plus comme un outil politique. Une petite révolution.

Mais, lassitude personnelle ou contrainte gouvernementale, Pierre Joxe n'a pas été jusqu'au bout, nombre de syndicalistes policiers estimant encore que le quantitatif l'emportait sur le qualitatif, toujours en attente d'une véritable réforme des services, des corps et des catégories, bref de l'architecture de leur administration. Sans doute son ancien bras droit, François Roussely, devenu directeur général de la police nationale en 1989, veillera-t-il à parfaire l'œuvre commune.

Ainsi Pierre Joxe poursuit-il un parcours original dans la galaxie socialiste, figure érigée dans la garde rapprochée de François Mitterrand. Une personnalité complexe, à la fois fidèle et indépendante, abrupte et rugueuse mais aussi secrète et timide. « Seul intouchable, le père : Mitterrand », avait écrit à son propos dans son « Journal » l'un de ses plus proches et vieux amis, l'écrivain Mathieu Galey, homosexuel sans honte, décédé en 1988. Mathieu Galey qui disait aussi de lui : « Il a été le seul ami d'adieu pure de ma vie ».

EDWY PLENEL

« Socialisme et République » pourrait rompre avec la direction du PS

TEL-AVIV
de notre envoyé spécial

M. Pierre Mauroy a appris la démission de M. Chevènement dans un restaurant de Tel-Aviv où la délégation de PS en Israël était invitée à dîner par la direction du parti Mapai, petite formation de gauche allée aux travaillistes. Les propos échangés par les représentants des deux partis sur la guerre du Golfe manquaient singulièrement de densité.

Les Israéliens rencontraient chez leurs invités des regards absents, et ils en virent à s'absorber eux aussi dans des réflexions dont on pouvait deviner l'objet : que signifiait le départ de M. Jean-Pierre Chevènement ? Quelle était la gravité de la crise qui pouvait affecter le gouvernement et le parti au pouvoir en France ?

Ces questions muettes sont restées sans réponse. M. Mauroy ne voulant pas se livrer devant des intermédiaires étrangers à des considérations de politique intérieure. Il a fallu attendre la fin de l'après-midi pour que le premier secrétaire, au cours d'une conférence de presse, livre un bref com-

mentaire préparé en accord avec les autres membres de la délégation. « Un ministre, a-t-il déclaré, applique la politique du président de la République et du gouvernement. C'est une de ses raisons d'être. S'il n'est pas d'accord, il s'en va. M. Jean-Pierre Chevènement est parti ».

Pressé de questions, l'ancien premier ministre s'est borné à souligner que le parti socialiste « soutient la politique du président de la République et de son gouvernement » et qu'il « fait bloc comme 30 % des Français » autour de cette politique « de fermeté et de solidarité » qui implique « pour libérer le Koweït » « participer à des opérations contre l'Irak ».

« Décomposition » et « recomposition »

A un journaliste israélien qui lui demandait si le départ de M. Chevènement permettrait que les forces françaises s'engagent plus résolument dans l'entreprise de destruction de la machine de guerre irakienne, M. Mauroy a répondu : « Je ne sais pas. M. Chevènement n'a jamais contri-

bué à la politique du président de la République ».

La délégation socialiste était partagée entre deux sentiments. D'un côté, la décision de M. Chevènement lui paraissait être une clarification inopinée mais fondée, visible et en principe souhaitable. D'un autre côté, certains s'avaient que la démission d'un ministre de la défense en pleine guerre était proprement effarante et risquait d'être sévèrement jugée par les citoyens. On se perdait en conjectures sur les raisons pour lesquelles M. Chevènement, apôtre du service de l'État et l'un de ceux qui avaient converti les socialistes dans les années 70 à la doctrine militaire de la V^e République, avait pu dévier ainsi de son parcours.

La réunion du comité directeur du PS le 2 février devrait être largement occupée par les conséquences du départ de M. Chevènement. Ce départ devrait entraîner logiquement la rupture de son courant Socialisme et République avec la direction du parti et sa constitution en minorité. Dans ce cas, il est probable que les partisans existant parmi les partisans de l'ancien

ministre apparaîtront au grand jour. Ceux d'entre eux qui siègent au gouvernement — M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, M. Georges Sarre secrétaire d'État aux transports, M. Gérard Renon secrétaire d'État à la défense, — ne paraissent pas devoir suivre son exemple en donnant leur démission. Sur les vingt-deux députés du courant, cinq seulement avaient voté contre le déclenchement des opérations militaires le 16 janvier tandis que la suppléante de M. Chevènement s'était abstenue.

Il n'est pas sûr que de longues années de militantisme commun (vingt-six pour les plus anciens) suffisent à préserver l'unité de l'ancien Centre d'étude de recherche et d'éducation socialistes (CERES), réduit à 8,73 % des mandats au congrès de Rennes en mars 1990. Ce serait alors l'un des éléments constitutifs du PS des années 70 qui s'effondrerait et une étape significative de ce que certains appellent sa « décomposition », d'autres sa « recomposition ».

PATRICK JARREAU

Logique de rupture

Suite de la première page.

M. Chevènement méprisait un tel objectif, admis et même revendiqué parce qu'il n'est pas « honnête », disent-ils, par plusieurs dirigeants socialistes. MM. Fabius et Jospin notamment, au risque de choquer une sensibilité traditionnellement méfiante envers toute considération « mercantile ». Le « rang » de la France ? Pour l'ancien ministre de la défense, partisan d'un « nouveau New Deal » en faveur du Maghreb, du Proche-Orient et de l'Afrique, il se situe ailleurs que dans une entreprise douloureuse pour les relations du pays avec le monde arabe ».

Ces divergences entre M. Chevènement et le président de la République ne sont pas nouvelles. Dès le mois d'août, le chef de l'État avait parlé de « logique de guerre », analyse qui lui avait d'ailleurs été reprochée, notamment par M. Valéry Giscard d'Estaing. Le ministre de la défense voulait l'embarquer, pas la guerre dont il redoutait les conséquences, singulièrement le nombre de victimes, crainte exprimée à plusieurs reprises, publiquement, avec une insistance qui avait fait douter de sa volonté d'assumer, jusqu'au bout, ses responsabilités ministérielles.

Il redoutait aussi que la France ne se place à la remorque des États-Unis et ne perde son libre arbitre, perspective désastreuse aux yeux de cet homme qui, avec une belle constance, n'a jamais cessé de militer contre le tentation américaine à l'hégémonie sur le monde occidental. Pour M. Chevènement, dans ses conversations

avec le président de la République, insistait tant sur la nécessité de préserver, voire de restaurer « l'identité de la France » menacée par « l'américanisation des modes de pensée et d'expression » et par l'intégration européenne synonyme, selon lui, de dérive vers une « Europe allemande », la guerre du Golfe confirme et aggrave le danger.

La « gauche américaine »

La référence aux États-Unis considérés comme un modèle fait, pour lui, office de repoussoir, à tel point qu'il n'avait rien trouvé de mieux pour jeter, avant 1981, l'anathème sur M. Rocard et ses idées que de parler à leur propos, injure suprême, de « gauche américaine ». Or M. Mitterrand a plutôt caché son admiration pour les pères fondateurs de la démocratie américaine « décrits, disait-il, quelques mois après sa première élection, dans la mémoire collective où les ont rejoints les idéaux de nos révolutions de 1789 et 1848 », pas plus qu'il ne cherche à dissimuler sa reconnaissance pour l'intervention décisive des États-Unis, lors de la Seconde guerre mondiale, dans la libération de l'Europe. Premier secrétaire de parti socialiste ou chef de l'État, M. Mitterrand a souvent pris à contre-pied ses amis animés par des réflexes anti-américains. Sur ce terrain, M. Chevènement n'a pas été pris par surprise. Il ne l'a pas été non plus, semble-t-il, sur une divergence de fond

exprimée dans sa lettre de démission : « La logique de guerre risque de nous éloigner chaque jour des objectifs fixés par les socialistes ». Ainsi, selon lui, les alliés outrepasseraient le mandat confié par la résolution 678 de l'ONU qui les autorise à libérer le Koweït. Ministre de la défense, M. Chevènement avait bien pour y parvenir, il était nécessaire de lancer des opérations militaires sur le territoire irakien. A cette question, M. Mitterrand avait déjà commencé de répondre publiquement lors de sa conférence de presse du 9 janvier : « Bien entendu, la libération du Koweït, en raison des fortes défenses qui cette région présente du côté irakien, signifie que tout ce qui se trouve alentour, y compris en Irak, court le risque d'être atteint. Ceci est considéré comme des opérations de libération du Koweït ». M. Chevènement ayant dit le contraire le 17 janvier, le chef de l'État avait été encore plus clair le 20 : « Il faut naturellement détruire le potentiel militaire-industriel de l'Irak, avait-il déclaré après que cet objectif ait, compte tenu des opérations menées sur le terrain, fait devenu évident pour chacun.

Une « certaine idée » de la démocratie

M. Chevènement invoque enfin « une certaine idée de la République » pour expliquer son départ. Il paraît ainsi effleurer un débat qui couve parmi ses amis sur « une certaine idée » qu'ils se font de la démocratie. La logique des institutions de la V^e République permet en chef de l'État, « chef des armées » de disposer seul, même s'il s'entoure de conseils, de la conduite de la diplomatie et de la guerre. Exprimer ses convictions,

mais exécutant des décisions prises par un autre que lui, M. Chevènement a été peu à peu marginalisé, si ce n'est écarté dans la communication militaire traditionnelle par l'amiral Lannuzel, chef d'état-major particulier du président de la République. La démocratie, eu moins en France, s'accommodait de la guerre. Le Parlement extérieur puis est renvoyé à ses vacances, le gouvernement exécute et un seul homme décide.

Malgré le maelwaïe mument choisi, le coup d'éclat de M. Chevènement — l'annonce de la démission qu'il avait déjà remise à M. Mitterrand en février 1983 — alors qu'il était ministre de la recherche et de la technologie — n'aura peut-être pas de conséquences graves. Les militaires paraissent s'inquiéter de la démission plutôt que des raisons du départ de son prédécesseur. Les politiques y voient une clarification, même si, à droite, quelques-uns cherchent à exploiter le tohu-bohu ainsi créé. Les communistes en font leurs délices, puisque le démissionnaire renforce le pôle de la gauche anti-guerre qui, jusqu'à présent, avait quelque peine à trouver de puissants relais dans l'opinion. Quant aux alliés, ils n'y verront qu'avantages puisque le doute créé par les prises de position de l'ancien ministre de la défense est levé.

Reste à apprécier le fond de l'affaire. Faut-il ou non faire la guerre et encourir tous les risques militaires et diplomatiques d'un engagement militaire ? Comme disait M. Mitterrand, « il appartient au peuple français de trancher », à l'heure des bilans.

JEAN-YVES LHOMEAU

DE M. CHEVÈNE

Fidèle mais pas

ministre de la

qu'il pouvait

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

ministre de la

DE M. CHEVÈNEMENT

du gouvernement

Fidèle mais pas courtisan

Le nouveau ministre de la défense a montré, à plusieurs reprises, qu'il pouvait résister à M. Mitterrand.

Le jeune lycéen qui, dans les années 50, distribuait des tracts contre la guerre d'Indochine pour avoir imaginé qu'il serait, un jour, chargé de diriger les armées françaises dans une guerre contre un État arabe qui se dit progressiste ? Certainement pas. Et pourtant, le choix de Pierre Joxe pour remplacer Jean-Pierre Chevènement au ministère de la défense paraît évident tant il a le profil de l'emploi. Le Pierre Joxe d'aujourd'hui, bien entendu, car celui d'hier...

Non pas que, comme beaucoup de ses amis, son passage « aux affaires » l'ait beaucoup transformé, mais il a permis d'avoir une vision moins étroite d'un personnage aussi complexe que discret. Pierre Joxe le sectaire est devenu un ministre de la police apprécié même à droite. Pierre Joxe le jacobin propose de donner un statut de quasi-autonomie à la Corse. Pierre Joxe l'idéologue s'est rangé derrière Laurent Fabius accusé d'affaiblir le socialisme. Pierre Joxe le marxiste est entré au gouvernement, en 1984, quand les communistes en sortaient. C'est que, au-delà de toutes ses étiquettes, Pierre Joxe possède le sens de l'État et un profond enracinement à gauche. Un homme lui a permis de concilier ces deux axes, dans lesquels il veut inscrire son action : François Mitterrand.

« Ni au PC ni à la SFIO »

La rencontre entre ces deux hommes n'est pas le fruit du hasard. Longtemps le magistrat de la Cour des comptes n'a eu qu'un parti : l'UNEF, jusqu'à ce qu'il se dise : « c'est là que je suis ». Pierre Joxe ne pouvait militer au premier car il avait trop connu l'Union soviétique, da temps où son père y était ambassadeur, pour croire au communisme ; il ne pouvait adhérer à la seconde puisqu'elle s'était compromise dans la guerre d'Algérie. Il ne pouvait oser plus rejoindre toutes les petites formations qui ont fleuri au début de la V^e République car elles combattaient autant le communisme que le gaullisme. Or, pour lui, il ne pouvait y avoir de mouvement socialiste si l'on rejetait le mouvement porteur des espoirs de la classe ouvrière. La stratégie de conquête du pouvoir du fondateur de la Convention des institutions républicaines ne pouvait donc que lui convenir.

Dès 1965, il va voir François Mitterrand pour l'aider dans son combat. Ils n'étaient pas très nombreux à l'époque, mais avec lui y

avait aussi Charles Hernu et Jean-Pierre Chevènement, les autres futurs titulaires socialistes de ce poste ultra-sensible qu'est le ministère de la défense.

Depuis, Pierre Joxe n'a pas quitté le cercle des intimes politiques de François Mitterrand. S'il ne fait pas partie de ceux qui s'efforcent lors de l'escalade de la roche de Solutré, ou qui se vantent de déjeuner à Latche, c'est qu'il lui suffit d'être de ceux à qui sont confiées les missions délicates, comme la trésorerie du PS avant 1981 ou la surveillance de l'implication de la « Lettre à tous les Français » ; c'est qu'il préfère pouvoir être reçu chaque fois que nécessaire à l'Élysée, même si c'est le plus souvent par une porte dérobée, comme pendant la « cohabitation » lorsqu'il était tout à la fois l'observateur d'un chef de l'État coupé de bien des liens avec l'administration et le chef d'état-major d'un président de la République devenu patron de l'opposition.

Contre le premier secrétaire

Dévoilé mais pas courtisan, Pierre Joxe fait partie de ces rares hommes qui n'hésitent pas à contester les analyses et les décisions de François Mitterrand. Il le fait en privé, mais aussi, si vraiment le différend est trop important, en public. En 1973 - il vient à peine de conquérir son siège de député de Saône-et-Loire -, il trouve que le PS est trop favorable à la construction européenne et oblige, pour contester cette offensive, celui qui en était alors le premier secrétaire à mettre son poste en jeu. Quelques années plus tard, devant une vingtaine de dirigeants socialistes, il conteste séchement la possibilité, évoquée par François Mitterrand, d'un gouvernement sans les communistes. Devenu président du groupe au Palais-Bourbon, il n'hésite pas, à l'automne 1982, à s'opposer à la volonté du président de la République de rendre tous leurs titres et privilèges aux généraux factieux de l'Algérie française, contraignant le gouvernement de Pierre Mauroy à engager sa responsabilité devant l'Assemblée nationale.

Ainsi va Pierre Joxe. Fidèle mais pas servile, il n'attend pas les ordres pour agir et trace son propre chemin, qui peut parfois différer de celui suivi par « Mitterrand », comme il l'appelle simplement. En 1974, il tente de s'opposer aux Assises du socialisme, voulues par Pierre Mauroy pour permettre l'entrée de Michel Rocard au PS ; aujourd'hui encore, il reste un adversaire de la

« deuxième gauche ». En 1983, lors du congrès de Bourg-en-Bresse, il aurait souhaité une alliance avec les chevènementistes plutôt qu'avec les manroystes, à qui il reproche toujours d'être les héritiers de la vieille SFIO et de ne pas être vraiment de la « famille » mitterrandiste. Et à Rennes, en 1990, s'il a fini par se ranger derrière Laurent Fabius, contrairement à nombre de ses amis qui préfèrent Lionel Jospin, longtemps il a rêvé de faire cause commune avec Jean Poperen et Jean-Pierre Chevènement pour constituer un véritable courant de gauche.

Lui aussi s'inquiète de la dissolution de l'État français dans l'union de l'Europe. Lui aussi souhaite que les Douze s'ouvrent véritablement à leurs voisins de l'Est. Lui aussi est très sensible au rôle de la France dans le monde arabe. Lui aussi n'a jamais été en désaccord avec la politique étrangère du général de Gaulle. Lui aussi se sent peu « atlantiste », tout en croyant depuis longtemps à l'importance de l'ONU. Et si, idéologiquement, il n'est pas éloigné de Jean-Pierre Chevènement, il est surtout au service de l'État... et de François Mitterrand.

THIERRY BRÉNIER

Les réactions des syndicats policiers

« M. Joxe rentra, pour la police nationale, l'homme d'un meilleur service public, le ministre respectueux des droits de l'homme, et l'homme politique qui a su donner à notre institution une ambition », a commenté la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire chez les policiers en tenue. L'annonce du départ de M. Joxe de la place Beauvau. La principale organisation policière souligne le « travail en profondeur » accompli sous la houlette de M. Joxe.

De ce bilan, la FASP retient, en particulier, le plan de modernisation de la police, la déconcentration des moyens budgétaires, l'affichage de la Déclaration des droits de l'homme dans les commissariats, l'extension des qualifications judiciaires, la création de l'institut des hautes études sur la sécurité intérieure, l'ouverture des négociations sur la réforme des corps et carrières, sans oublier le projet de création du conseil supérieur de l'activité policière.

L'Union des syndicats catégoriels de la police (USC), près de 30 % des voix aux élections chez les policiers en tenue, tout en rappelant qu'elle a été « amenée à s'opposer et à combattre durement certaines déclarations et décisions » de M. Joxe, « reconnaît » que celui-ci est « un homme courageux et fidèle à son engagement politique ». L'USC souhaite que « les grandes réformes » engagées par le ministre, « notamment celles des corps et carrières et de la départementalisation de la police urbaine, se poursuivent sans relâche ».

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT Le Monde DES LIVRES

EUROPE

URSS

Le Parti communiste relève la tête

Un plénum du Comité central du Parti communiste devait se réunir jeudi 31 janvier, selon le porte-parole du chef de l'État soviétique, M. Vitali Ignatenko. Ce porte-parole a en même temps annoncé, mardi, que le plénum serait suivi d'une réunion vendredi du Conseil de la Fédération, organisme créé pour coordonner la politique entre le Centre et les Républiques soviétiques. Cette annonce inhabituelle est l'un des signes que le PC relève la tête.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Plénum ? Plénum de quoi ? ». Le mot, il est vrai, a aujourd'hui quelque chose d'obscure. On a déjà oublié ici qu'il rythmait en d'autres temps la vie politique de tout régime communiste digne de ce nom. Qui disait alors « plénum » n'avait nul besoin de préciser qu'il s'agissait de la réunion plénière du Comité central du Parti communiste, cette assemblée de notables communistes qui était les instances dirigeantes et approuvait la ligne du parti.

A la source des « comités »

Moscou vit plutôt ces temps-ci au rythme des « oukazes », les décrets quasi quotidiens du président Gorbatchev. A force de parler du « plénum », on a d'ailleurs un peu oublié que M. Mikhaïl Gorbatchev est aussi secrétaire général du Comité central du Parti communiste, et le fait qu'on ait chargé le porte-parole de la présidence, M. Vitali Ignatenko, d'annoncer la tenue jeudi 31 janvier du plénum du Comité central, alors que les affaires du parti et de l'État sont désormais théoriquement séparées, est une manière de le rappeler. En fait, cette annonce confirme ce que de multiples indices laissent apparaître : depuis quelques semaines, le parti revient et ses structures, en sommeil depuis plus d'un an, reprennent de la vitalité. On a vu au cours des dramatiques nuits baltes les fameux « comités de salut national » déclen-

cher prendre le pouvoir, en réalité au nom du Parti communiste. C'est là un cas extrême de la réactivation du parti, et les deux comités lituanien et letton viennent d'ailleurs de suspendre leurs activités. « Mais d'où vient donc l'idée de créer des « comités de salut national » ? », s'interroge cette semaine un lecteur de l'hebdomadaire *Argoumeny* / *Fakty*. D'un plénum, bien sûr, lui a-t-on répondu : l'idée fut exprimée pour la première fois par le premier secrétaire du PC de Russie, M. Ivan Polozkov, au cours du plénum du 15 novembre 1990.

Autre signe, bien que moins spectaculaire, d'un retour du parti : on remarque à nouveau dans les colonnes de la *Pravda* - resté l'organe du Comité central du PC - les communications sur les réunions du bureau politique que le conseil présidentiel de M. Gorbatchev avait relégué au rang de relique ; ou encore, vendredi dernier, du secrétariat du Comité central. Certes, ces instances sont maintenant composées de personnalités de second plan, les « poids lourds » de la politique les ayant abandonnés pour les structures de l'État, comme ce fut le cas par exemple de M. Alexandre Iakovlev.

Mais depuis la dissolution du conseil présidentiel, et en attendant la constitution de la nouvelle équipe de M. Gorbatchev au sein du Conseil de sécurité, il s'est produit une sorte de vacance au sommet que le parti comblerait volontiers. Ainsi, lorsque le secrétariat du Comité central déclare à la une de la *Pravda* qu'il s'est fixé pour tâche « la défense de la perestroïka aujourd'hui inséparable de la défense du président Gorbatchev », le message devient clair : reprenant à leur compte la théorie de la perestroïka, les conservateurs mettront tout leur poids derrière M. Gorbatchev, face aux « attaques parfois délibérées et injurieuses formulées contre le chef de l'État par une partie des médias, dont certaines manifestations organisées à grand bruit et depuis la tribune de certains parlements de Républiques ».

Malgré l'effondrement général du communisme en Europe, le PC soviétique a beaucoup moins souffert que les partis frères des anciens pays socialistes d'Europe

centrale et, en dépit d'une baisse sensible de son activité, ses structures ont survécu. Le projet de démantèlement des organisations du parti sur les lieux de travail et dans l'armée a été repoussé. Le parti n'a pas été dépossédé de ses biens matériels. Dans les administrations importantes les fonctionnaires ne sont plus contraints à des réunions de cellule, mais ils n'ont pas rendu leur carte pour autant.

Le parti reste l'organisation dans laquelle se retrouvent les membres de la nomenclature, et notamment les militaires dont le rôle politique est aujourd'hui particulièrement éclatant. On a pu voir aussi comment, préalablement « chauffés » au cours d'une réunion du parti, les députés communistes au Parlement de Russie ont pu faire échec à la résolution proposée par les amis de M. Boris Eltsine, condamnant le recours à la force dans les pays baltes.

Directive secrète

Si l'on en croit le dernier numéro du journal indépendant *Nezavisimaja Gazeta*, le PC faisait peu de cas de l'abolition de son rôle dirigeant, puisque dans une directive classée « secrète » en date du 29 août 1990, le Comité central, rendant compte d'entretiens avec les organisations du parti en Lituanie qui réclamaient une réactivation du parti, demandait aux « communistes qui dirigent les organes de maintien de l'ordre de faire en sorte que des poursuites judiciaires soient ouvertes contre les chefs des organisations nationalistes et antisoviétiques, les extrémistes et les insoumis, et tous ceux qui enfreignent les lois soviétiques ». Pour cela, le document du Comité central n'hésitait pas à en appeler au parquet d'URSS, au KGB, au ministère de l'Intérieur et au Soviet suprême d'URSS.

Comme l'écrivait mercredi un commentateur des *Nouvelles de Moscou*, Dimitri Kazantsev : « A nouveau, je sens la force du Parti communiste, assuré par son appareil, son armée, son Parlement, son patrimoine, sa presse. Bien sûr, il n'est plus le parti qui j'ai servi pendant trente-deux ans. Mais il est encore fort, capable de vivre et d'agir ».

SYLVIE KAUFFMANN

M. Gorbatchev signe deux nouveaux décrets sur le maintien de l'ordre

Le président Mikhaïl Gorbatchev a signé mardi 29 janvier deux nouveaux décrets sur le maintien de l'ordre en URSS. Le premier semble légitimer a posteriori l'ordre enjoint des ministres de la Défense et de l'Intérieur, signé le 29 décembre mais rendu public la semaine dernière seulement, prévoyant des patrouilles mixtes armée-milice dans les grandes villes du pays dès le 1^{er} février. Ce décret charge en effet ces deux ministres - le maréchal Iazov et M. Boris Pugo - de superviser ces patrouilles, en soulignant qu'elles sont conformes à la Constitution (article 127/3) et à des lois soviétiques (en date des 24 septembre et 23 novembre 1990).

L'autre décret crée un « comité présidentiel » pour « coordonner les activités des organes chargés de faire respecter la loi (c'est-à-dire essentiellement KGB, police et parquets) dans la lutte contre le crime, le sabotage économique, les atteintes à la vie, l'honneur et les biens des citoyens ». Ce nouveau comité sera présidé par un fidèle du président, l'avocat Iouri Golik, qui dirige la commission parlementaire sur la lutte contre le crime. Un décret présidentiel avait octroyé, samedi 26 janvier, au KGB le droit de perquisitionner

dans les locaux commerciaux, y compris à capitaux étrangers, et de geler des comptes.

L'ordre concernant les patrouilles mixtes, déjà critiqué par la municipalité de Moscou et des dirigeants indépendants, a été dénoncé mardi par le gouvernement de la Fédération de Russie, présidé par M. Boris Eltsine. Le gouvernement a demandé, dans un communiqué, la suspension de l'ordre d'envoi de ces patrouilles, qui pourrait selon lui « déstabiliser la situation politique et qui viole en tout état de cause la Constitution et la législation militaire » ainsi que « les droits de l'homme et la souveraineté de la Russie ».

Garde nationale géorgienne

Des protestataires sont déjà entrés en action en Géorgie, dans le Caucase, où des manifestants ont bloqué la ligne de chemin de fer près de la ville de Samtredia, selon Tass. Le Parlement géorgien a en outre approuvé mardi la création d'une « garde nationale » pendant la « période de transition » entamée vers l'indépendance totale de la Géorgie. Une loi de compromis s'était pourtant levée en

début de semaine dans le nord de cette République où des affrontements entre Ossètes, Géorgiens et armée soviétique avaient fait plus de 20 morts depuis trois semaines. Le ministre de l'Intérieur géorgien avait en effet affirmé qu'il acceptait de former des patrouilles conjointes avec l'armée et de retirer une partie de ses propres milices de cette région d'Ossétie du Sud.

Dans les Républiques baltes, des négociations se sont engagées en Lettonie, où le Comité de salut public pro-moscouite a annoncé mardi la suspension de ses activités, avec des députés soviétiques venus en médiateurs. Le président d'Estonie, M. Arnold Ruutel, a rencontré mardi à Moscou l'ambassadeur des États-Unis, M. John Matlock, qui, selon M. Ruutel, a demandé que les trois Républiques organisent des référendums pour appuyer leur déclaration d'indépendance. Le porte-parole de M. Gorbatchev, M. Ignatenko, a de son côté affirmé mardi que le président « est en contact quotidien avec des dirigeants en Estonie et en Lettonie » mais que « le processus est très lent en Lituanie ». (AFP, Reuter, UPI.)

Le Monde EDITIONS

DE GAULLE ET Le Monde

Pierre Sainderichin

D'étranges liens ont existé — 25 ans durant — entre le chef d'État pas comme les autres et le journal différent des autres.

L'histoire croisée des deux « institutions » racontée avec chaleur et sans concession par un témoin attentif.

EN VENTE EN LIBRAIRIE



EUROPE

ALLEMAGNE

Ouverture du procès
du chef des syndicats de l'ancienne RDA

Le procès de l'ex-patron du syndicat unique ex-allemand, M. Harry Tisch, s'est ouvert mardi 29 janvier à Berlin. Agé de soixante-trois ans, ce tenant de la « ligne dure » de l'ancien régime communiste est accusé d'avoir détourné l'équivalent de plus de 350 millions de francs

BERLIN

de notre correspondant

Il y a un an, en pleine décomposition du régime communiste déchu, l'événement aurait fait sensation. Mais trois mois après la réunification allemande, l'ouverture du premier procès d'un des anciens dirigeants communistes, mardi 29 janvier, devant la dix-neuvième chambre d'accusation du tribunal de Berlin, n'est plus qu'une péripétie. L'accusé, M. Harry Tisch, soixante-trois ans, ancien patron des syndicats ex-allemands, n'était même pas l'un des « grands » du régime communiste. Membre du bureau politique du Parti socialiste unifié (SED) de 1975 à 1989, il faisait surtout figure d'homme lige de M. Erich Honecker.

L'acte d'accusation est presque caricatural. Il est reproché à M. Tisch, dans ses fonctions de président du FDGB, l'ancienne organisation centrale des syndicats en RDA, d'avoir ordonné des travaux, d'un montant de 4,5 millions de marks-est, entre 1985 et 1989, pour l'aménagement d'une maison

forestière qu'il était seul à utiliser, près de Rostock; d'avoir, pendant la même période, fait régler par sa secrétaire, sur la caisse noire de la direction du FDGB, des factures d'un montant de 83 000 marks pour des vacances privées de sa famille et de celle de M. Günter Mittag, tout-puissant trésorier du SED; et d'avoir enfin, en 1984, remis 100 millions de marks du fonds de solidarité des syndicats à l'organisation des jeunes communistes pour financer son festival annuel.

Après quarante ans de dictature communiste en RDA, sous la haute surveillance de Moscou, on aurait pu imaginer quelques procès spectaculaires de M. Erich Honecker et ses pairs pour « haute trahison ». Mais manifestement personne n'est prêt à se lancer dans une telle aventure. Au moment où les poursuites étaient engagées contre les anciens dirigeants, peu après leur chute à l'automne 1989, on ne parlait que de corruption et d'abus de pouvoir. C'était l'époque où l'opinion publique s'indignait des « révélations » concernant le train de vie de ses anciens dirigeants.

Trois dirigeants
en état d'arrestation

Il a fallu attendre la réunification allemande pour que le tribunal de Berlin inculpe M. Erich Honecker, en décembre dernier, pour meurtre, en raison de l'ordre donné de tirer sur les personnes qui tentaient de franchir illégalement le rideau de fer entre les deux

Etats allemands. Jugée criminelle dans l'ancienne RFA, qui a toujours considéré que sa Constitution valait pour « toute l'Allemagne », cette directive était considérée en RDA comme une mesure tout à fait normale de défense de l'Etat. M. Honecker est toujours sous la protection des Soviétiques. Il vit dans un hôpital militaire, à Berlin, au sud de Berlin, au milieu d'une forêt occupée par l'armée rouge. Son inculpation a surtout été un geste politique et personne ne semble très pressé de pousser la procédure.

M. Tisch est le seul ancien dirigeant communiste encore en état d'arrestation, avec M. Erich Mielke, l'ancien patron de la Stasi, responsable avec M. Erich Honecker de la répression sous l'ancien régime. Les deux hommes avaient été transférés, le 4 octobre dernier, dans l'hôpital pénitentiaire de Plötzensee, situé dans la partie ouest de Berlin.

L'un des grands problèmes du tribunal dans le procès de M. Harry Tisch qui va servir de test, va être de déterminer quel droit s'applique pour juger les anciens dirigeants. Celui de l'ancienne RDA, qui n'a plus cours maintenant. Celui de l'ancienne RFA, dont la législation s'applique maintenant sur toute l'Allemagne, mais pas au moment des faits. La procédure, personne n'en doute, va être extrêmement compliquée, les avocats de la défense ayant bien l'intention de recourir, en dernier lieu, à la Cour constitutionnelle...

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE : deux rapports sur les événements de juin

L'opposition récuse fermement
la thèse de la « tentative de coup d'Etat »

Deux rapports définitifs et contradictoires, l'un du parti au pouvoir, l'autre de l'opposition, sur les événements du 13 au 15 juin dernier à Bucarest (6 morts, 542 blessés) ont été présentés, lundi 28 et mardi 29 janvier, par la commission d'enquête parlementaire aux députés et aux sénateurs roumains.

BUCAREST

correspondant

Etait-ce une tentative de coup d'Etat « organisé par certains groupes d'opposition » et contrée, avec de regrettables « bavures », par « la population », comme l'a toujours affirmé la thèse officielle? Ou une brutale répression de l'opposition après les émeutes qui avaient suivi l'évacuation, le 13 juin dernier, des manifestations antigouvernementales de la place de l'Université?

Les membres de la commission d'enquête, adhérents au proche du parti au pouvoir, le Front de salut national (FSN), ont estimé que les émeutes du 13 juin, qui avaient suivi l'évacuation « légitime » de la place de l'Université, de laquelle « des méthodes policières ont dû être utilisées car certains manifestants n'ont résisté », ont été le fait de « groupes politiques qui voulaient s'emparer du pouvoir par des moyens non démocratiques ».

« En appelant des civils à venir

défendre la démocratie » menacée par ces émeutes, le président Ion Iliescu a fait face à ces circonstances exceptionnelles, mais « il est faux qu'il ait fait appeler et ensuite, remercié les mineurs », venus « rétablir l'ordre » dans la capitale « à l'initiative des syndicats et des organes locaux du pouvoir », affirme le rapport du FSN, dont les conclusions, ainsi que celles de l'opposition, ont été remises au Conseil de l'Europe et au Parlement européen, qui avaient pris des sanctions contre la Roumanie après ces événements.

L'opposition affirme que l'évacuation de la place, menée selon « un plan clairement répressif », a été la cause des troubles. Elle rappelle les paroles adressées aux mineurs par M. Iliescu : « Je vous remercie pour tout ce que vous avez fait ». De plus, ce rapport affirme que M. Adrian Serbu, conseiller du premier ministre, a téléphoné au ministre des transports pour obtenir des trains spéciaux pour les mineurs.

Attaques menées
par des « groupes compacts »

Le FSN estime que l'origine du mal réside dans « le blocage de la circulation », place de l'Université, par des « extrémistes » qui étaient « payés entre 200 et 300 lei par jour », et dont « le but était d'instaurer avec des méthodes non démocratiques un autre gouvernement ». Les chefs du mouvement « avaient décidé d'acheter des armes » pour déclencher « une offensive ». Le gouvernement avait envisagé le

12 juin, révèle le rapport du FSN, la participation de civils à l'évacuation. Pour le FSN, il est faux d'interpréter les émeutes qui ont suivi l'évacuation de la place comme un coup monté par le pouvoir, car « la conversation (enregistrée clandestinement par une radio libre) entre le chef de la police et le ministre de l'Intérieur » (où le chef de la police demandait notamment d'informer le président que le feu allait être mis à tous les autobus selon le plan prévu) « a été dénaturée pour discréditer M. Iliescu et la police roumaine ». L'opposition affirme, quant à elle, que, lors de ces émeutes, la police a déserté, en bon ordre, la place de l'Université, que les attaques contre le ministre de l'Intérieur et la télévision ont été menées par des « groupes compacts », « professionnels » et parfois motorisés.

Lors de l'intervention, le 14 juin, de « la population et des mineurs », des actes « répressifs » ont été commis, admet le FSN (chasse à l'homme dans les rues de Bucarest, tabassages, destruction des sièges des partis et des journaux d'opposition). « Le contrôle de certains groupes de mineurs a été perdu », explique le FSN, mais la police « esquivée sur ces infractions ». L'opposition souligne qu'aucune des personnes qui guidaient les mineurs n'a encore été identifiée par la police, bien que certaines d'entre elles soient connues et que le premier ministre ait admis qu'il y avait parmi elles des anciens membres de la Securitate.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

« Touristes consommateurs »
en Tchécoslovaquie

Suite de la première page

L'alerte a été chaotique, même si elle a permis de constater que tous ces frontaliers retournaient chez eux, sachant qu'ils n'avaient aucune chance de trouver du travail sur place.

Moscou a réagi aux plaintes de ses voisins en supprimant cette procédure « simplifiée » pour les frontaliers, dans l'attente de l'adoption de la fameuse loi qui doit donner un passeport à tous les Soviétiques. Le régime actuel, outre les « tours urgents » en nombre limité, est celui de l'invitation, nécessaire pour obtenir un passeport et un visa soviétiques. La Tchécoslovaquie, de son côté, a instauré des limites aux achats et aux exportations pour les Soviétiques, avec fouilles à la frontière. Enfin, elle vient d'annoncer qu'elle allait introduire, en plus de l'invitation qui commence à donner lieu à des trafics, l'obligation pour les Soviétiques d'obtenir un visa.

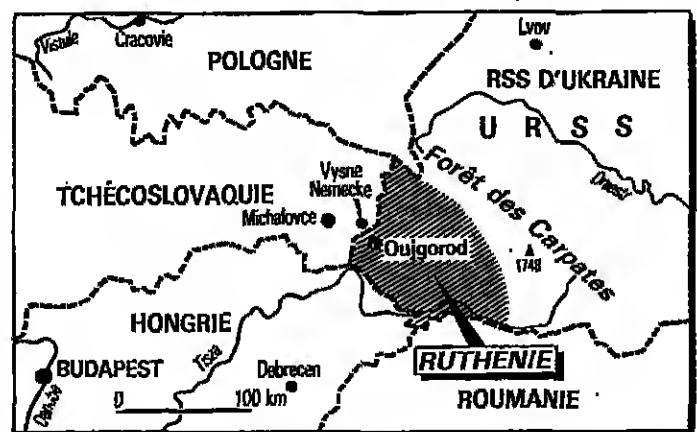
Frontière
verte

Cette annonce a été longtemps retardée, même si chacun sentait que la mesure, à contre-courant des droits de l'homme, était inévitable et qu'en la matière, le pays de Václav Havel ne ferait pas plus que l'Occident, qui n'envisage pas une seconde de supprimer le régime des visas aux Soviétiques. Mais ces visas, de séjour ou de transit, ne servaient qu'à contrôler l'immigration légale. Or ce qui hante les esprits, c'est, comme le dit M. Vladimír Mečiar, le premier ministre slovaque, la perspective de mouvements de population incontrôlés. « Les migrations internes en URSS ont déjà commencé, avec les réfugiés tatars arméniens, ce n'est qu'une question de temps pour qu'elles passent à l'extérieur », dit-il. Pour s'exécuter, la Tchécoslovaquie vient de renforcer, de cinq cents hommes pour l'instant, son maigre effectif de gardes frontières le long des 96 kilomètres qui la séparent de l'URSS.

A Vyšec-Nemecké, on parle de « frontière verte », c'est-à-dire perméable. Aucun barbelé n'est visible de part et d'autre de la petite route de campagne qui s'élargit au niveau du vaste bâtiment qui sert de douane commune aux Soviétiques, manifestement maîtres des lieux, et aux Tchécoslovaques. Ces derniers affirment qu'aucun barbelé n'existe de leur côté et qu'ils ne savent pas s'il y a des mines ou des barbelés du côté soviétique. « On était deux pays frères, le rideau de fer, c'était à l'ouest », disent-ils. C'est un Soviétique qui garde la barrière de bois à la sortie de la Slovaquie, comme son homologues, 300 mètres plus loin à l'entrée de l'Ukraine. Leurs « clients »

sont tous ou presque soviétiques : outre le flot des acheteurs, il y a celui, à sens unique, des troupes soviétiques qui quittent la Tchécoslovaquie depuis février dernier. Elles ont totalement évacué la Slovaquie le 22 décembre et doivent avoir quitté les régions tchèques en juin 1991.

Certains soirs, on peut assister au spectacle d'une centaine de camions-citernes militaires manœuvrant pour passer la frontière. Les chars et le gros des effectifs sortent en train, plus au sud. Mais sur les deux voies, route et chemin de fer, l'armée est prioritaire et aggrave les engagements.



A Vyšec-Nemecké, des douaniers de camions-citernes et de camions réfrigérés fabriqués en Tchécoslovaquie, attendent, garés des deux

côtés de la route, que des conducteurs soviétiques trouvent le moyen de venir en prendre livraison. Un camion d'huile buisson-

Le casse-tête de la Ruthénie

OUJGOROD (Ukraine)

de notre envoyée spéciale

D'où viennent ces Soviétiques qui affluent aux postes-frontières pour s'approprier en Pologne, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie? Logiquement, ceux qui arrivent par la route (dont l'état en URSS est bien connu...) ne viennent pas de loin. On a pu constater, par exemple, qu'à Vyšec-Nemecké beaucoup étaient des habitants d'Oujgorod, chef-lieu de l'ex-Ruthénie, devenue la région soviétique ukrainienne subcarpatique. Située à 5 kilomètres de la frontière, c'est une de ces villes d'Europe centrale qui, pour avoir souvent changé de maître, ont une population mélangée, avec beaucoup de parents de l'autre côté des frontières qui envoient les invitations nécessaires pour les traverser. Ces populations ont donc aussi des problèmes d'identité qui se résument au moment où l'URSS se décompose et qui font rêver aux anciennes frontières. La Ruthénie en donne un exemple frappant.

Dans la cuvée 1990 des histoires tchécoslovaques, il y avait le programme en trois points du parti « numéro 25 » (vingt-cinq étaient officiellement en lice aux élections de juin...) : rattachement de la Ruthénie à la Tchécoslovaquie, transfert des Tziganes en Ruthénie, détachement de la Ruthénie. Si elle traduit fidèlement les sentiments les plus courants portés à l'omniprésente minorité tzigane, elle montre aussi la relative indifférence des Tchécoslovaques envers cette région, grande comme un département français, qui fut leur

province orientale entre les deux guerres. Taur à tour polonaise et austro-hongroise, elle se déclara « indépendante » en 1939 et fut immédiatement envahie par les Hongrois, puis par l'armée rouge, devenant ainsi un avant-poste soviétique aux frontières de la Slovaquie et de la Hongrie.

Les Ruthènes, peuple slave qui se dit parent des Croates, y vivent donc aux côtés d'Ukrainiens et de Hongrois, de Tchèques, de Slovaques, de Russes et d'autres nombreuses nationalités soviétiques attirées dans cette zone de passage stratégique. La vitalité du Roukh - le mouvement indépendantiste ukrainien, - déjà au pouvoir dans les autres régions d'Ukraine occidentale, a provoqué des rumeurs au pied des Carpates, et celui-ci est entré au conseil régional, encore dominé par les communistes. Il y eut des contre-manifestations du mouvement ruthène, qui ne veut « ni de Kiev ni de Moscou » et s'appuie sur les nostalgiques de l'avant-guerre tchécoslovaque, voire de l'Empire austro-hongrois.

L'envie de pouvoir
aller ailleurs

« Tout cela s'est un peu calmé maintenant », dit un vieux Ruthène, vite contredit par deux jeunes, qui estiment que leur région finira par rejoindre la future Ukraine indépendante, « quand cessera le règne des Tchèques et des Hongrois ».

De fait, la Ruthénie est revendiquée par certains partis nationalistes à Prague comme à Budapest. Un dirigeant tchèque d'un de ces partis, M. Václav Sládek, s'est rendu récemment à Oujgorod, où il eut un meeting.

Les autorités de Prague ignorent nettement le problème, mais c'est avec une satisfaction non dissimulée qu'un maire de Slovaquie raconte comment des visiteurs récents venus d'Oujgorod, membres du Parti communiste, demandaient à mi-voix « ce qu'il est possible de faire pour que la Ruthénie retourne à la Tchécoslovaquie ». Les villages entièrement hongrois du sud de la Ruthénie ne seraient sans doute pas convoités dans ce cas de figure. Et, à l'inverse, certains Ukrainiens ripostent en rappelant qu'ils pourraient aussi bien revendiquer une partie de la Slovaquie orientale, où vivent des Ukrainiens, reconnus comme minorité nationale, et des Ruthènes, qui n'ont préféré après la guerre se déclarer slovaques...

Si l'on ajoute à cela l'important facteur religieux, avec une Eglise uniate prédominante, le casse-tête est tel que les habitants d'Ukraine subcarpatique, à défaut d'accord pour savoir s'ils veulent rester soviétiques ou devenir ukrainiens, tchèques ou hongrois, s'unissent pour le moment autour d'un objectif : faire de leur région une « zone libre ». Un rêve qui recouvre surtout l'envie de pouvoir aller ailleurs et qui est partagé par tous les Soviétiques qui ne vivent pas trop loin d'une frontière, voire d'un aéroport. Cela fait beaucoup de monde, d'où les angoisses des pays « de première ligne » - Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, - qui n'en seraient pas fâchés s'ils ne s'agissaient que d'y retrouver les siens.

S. Sh.

taire à l'URSS se faufille entre les camions-citernes de l'armée. Il apporte peut-être quelques-uns de ces produits qui pourrissent dans des entrepôts en Union soviétique faute de camions réfrigérés, eux-mêmes bloqués à la frontière...

Fuir un diable
pour un autre.

Selon M. Milan Pichanic, administrateur de la région de Michalovec, « il y aura des tentatives de franchir la frontière verte, mais les passages clandestins ont plutôt diminué ces dernières années ». Il reçoit avec empressement les journalistes étrangers pour leur parler des mesures prévues pour les futurs réfugiés d'URSS, comme la reconversion en camps de transit de cinq casernes évacuées par l'armée soviétique en la récente administration par la Tchécoslovaquie d'un statut de réfugié politique. Il finit pourtant par avouer qu'à son avis, « ce ne sera peut-être pas si terrible », car, dit-il, « même si un ne peut exclure de graves désordres, les Russes tiennent à leur patrie. Ils savent que nous n'avons pas de travail à leur offrir et que l'Occident ne veut pas d'eux non plus, alors pourquoi fuir un diable pour un autre? ».

La situation est différente pour les minorités soviétiques déjà déracinées, ou pour celles qui peuvent se réclamer d'un pays ne pouvant moralement refuser de les accueillir : Juifs, Allemands, Polonais, Hongrois ou Tchèques. Des milliers de ces Tchèques ont ainsi annoncé leur intention de vivre en Tchécoslovaquie. De même que les survivants des dizaines de milliers de Slovaques, déportés à la chute du nazisme et de la République slovaque « clerico-fasciste ».

M. Pichanic est l'ex-numéro deux du Parti communiste de la région frontalière de Michalovec, où, de même que dans toute la Slovaquie orientale, les communistes ont fait d'assez bons scores aux élections locales de novembre. M. Pichanic est donc devenu « coordinateur » de la réorganisation administrative en cours. La situation est à peu de chose près la même de l'autre côté de la frontière, en Ruthénie soviétique. Les communistes ont gardé le pouvoir dans cette région subcarpatique d'Ukraine occidentale - dont la capitale est Oujgorod, à 5 kilomètres de la frontière - et M. Pichanic est devenu l'ami, dit-il, des autorités civiles de cette ville. Les premiers contacts remontent à l'été et ils se multiplient, depuis, autour de ces questions d'émigration. « Les autorités d'Oujgorod disent qu'il ne faut pas s'affoler, mais il vaut mieux être prêts », déclare M. Pichanic. Fin décembre, la Tchécoslovaquie comptait mille cent réfugiés, dont une quarantaine de Soviétiques et une majorité de Roumains.

SOPHIE SHIHAB

EN BREF

o ANGOLA : nouvelles négociations de paix. - Les autorités angolaises ont donné leur accord pour la tenue, les 6 et 7 février prochain au Portugal, de la sixième série des négociations, a indiqué mardi 29 janvier, l'agence ANGOP. Selon l'agence, Loanda souhaite que les rebelles de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) « adoptent une position plus constructive et patriotique à la table des négociations de façon à ce que les obstacles qui existent, encore soient franchis ». - (AFP.)

o GRÈCE : plus de 5 000 Albanais renvoyés dans leur pays. - Plus de cinq mille Albanais qui « avaient franchi illégalement la frontière », ont été renvoyés « ces derniers jours » dans leur pays par les autorités grecques, a indiqué le porte-parole du ministère albanais de l'Intérieur, M. Isuf Baca. Ce dernier a laissé entendre qu'aucune sanction n'était prise à leur encontre. En dix semaines, près de 18 000 Albanais s'étaient réfugiés en Grèce, 14 500 d'entre eux avaient franchi clandestinement la frontière et 2 900 avaient choisi de rester en Grèce après avoir bénéficié d'un visa temporaire. - (AFP.)

o LIBÉRIA : les Etats-Unis ont mis un terme à l'évacuation des étrangers. - Les Etats-Unis ont décidé d'arrêter l'évacuation des ressortissants américains et étrangers, a indiqué, mardi 29 janvier, un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis à Freetown. Plus de 2 400 ressortissants étrangers, parmi lesquels 226 Américains, ont été évacués de Monrovia vers la Sierra Leone par la marine américaine au cours d'une opération baptisée « Sharp Edge », qui a duré sept mois. - (AFP.)

o MALI : arrestation d'un dirigeant étudiant. - Le secrétaire général de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), M. Oumar Mariko, a été interpellé, lundi 28 janvier, par la police, a-t-on appris à Bamako. La rumeur de l'arrestation de ce dirigeant avait été à l'origine des violentes manifestations qui avaient éclaté en début de semaine dernière. Selon l'Association malienne des droits de l'homme (AMDH), des nouvelles « rassurantes » sur une relâche « imminente » de M. Mariko auraient cependant été données au ministère de l'Éducation nationale. - (AFP.)

o POLOGNE : le président Walesa au Vatican le 5 février. - M. Lech Walesa consacra au pape Jean Paul II sa première visite à l'étranger en tant que président polonais, le 5 février, a annoncé mardi 29 janvier le Vatican. Cette rencontre, déjà prévue pour le 22 janvier mais remise en raison de la tension internationale, sera la sixième entre les deux hommes depuis 1981. - (AFP.)

30/01/1991

(Publicité)

J'EXISTE



Alertes permanentes. Bruit et fureur des sirènes et des bombardements incessants. Morts et blessés malgré le souci de *précision chirurgicale* des tirs alliés. Claustrophobie de longues heures, de longs jours, dans des abris de fortune. Peur chronique. Incompréhension. Désespoir. Traumatisme. Combien de temps cette nuit va-t-elle durer? Quelle sauvagerie se joue à l'extérieur?

Aujourd'hui, par dessus le tollé, les larmes, le sang, un cri parvient si nous savons entendre; le cri des enfants du Golfe, de l'Irak jusqu'à Israël: "J'existe".

Le même cri qu'avant eux ont poussé des enfants du Vietnam, du Cambodge, du Bangladesh ou du Liban. Le cri de l'innocence meurtrie. Des enfants dans la guerre. Des petits morts par négligence...

Pourtant, le 30 septembre dernier, après des années de négociations, un espoir était né: la Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant était adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. "Les états parties prennent toutes les mesures voulues pour faciliter la réadaptation

physique et psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant victime de toute forme de négligence, d'exploitation ou de sévices, de torture ou de toute autre forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou de conflit armé. Cette réadaptation et cette réinsertion se déroulent dans des conditions qui favorisent la santé, le respect de soi et la dignité de l'enfant." ARTICLE 39.

Ni l'Irak, ni les Etats Unis n'ont accepté de signer cette convention. (1)

Depuis 1973, PARTAGE AVEC LES ENFANTS DU TIERS MONDE s'est engagé concrètement à défendre les enfants victimes de catastrophes naturelles, d'injustices ou de guerres. Aujourd'hui, il est du devoir de PARTAGE de demander aux pays signataires de faire appliquer cette convention: que soit assurée la protection des enfants conformément à l'article 38, qu'à défaut soit permis et facilité l'exode vers les frontières; que soient mises en place des structures d'accueil équipées pour venir en aide immédiatement aux enfants nouveaux-nés, en bas âge ou à naître, aux enfants dénutris, blessés, traumatisés.

Dans la guerre propre qui se mène aujourd'hui, les médias ont trop tendance à laisser croire que les enfants sont absolument à l'abri des bombes, et des gaz toxiques s'échappant des usines détruites: on ne parle pas d'eux, on les ignore. Et cette négligence doit cesser.

Bien sûr nous voulons tous la paix. Bien sûr nous condamnons tous les tyrannies. Mais force nous est de constater que nous sommes à l'heure des paradoxes: Au nom d'un même droit les résolutions de l'ONU visant à déclarer la guerre sont mieux respectées que celles visant à instaurer la paix... Nous sommes alliés à des dictateurs qui étaient nos ennemis contre un dictateur qui fut notre allié... On parle de *miracle de l'électronique* pour qualifier la nouvelle barbarie technologique... Le *théâtre des opérations* est devenu un spectacle en direct... On dépense cinq milliards de francs par jour au moment où la misère s'accroît partout, à Harlem (2), à Moscou ou dans l'Afrique qui s'effondre... Qui sait qu'aujourd'hui 250000 enfants meurent par négligence chaque semaine, faute d'argent?

Dans cette guerre née de tant de méprises, de mensonges et d'orgueils, bienheureux ceux qui sont sûrs à cent pour cent de savoir où se trouve le droit.

A tous ceux que cette guerre déchire de regrets et d'incertitudes, à tous ceux qui trouvent ignoble d'exposer les enfants, nous demandons de faire un geste: signer, pour soutenir la seule cause dont personne ne douterait jamais qu'elle soit juste: la cause des enfants de la guerre, quelles que soient leur origine, leur couleur, leur religion...

Notre démarche n'aura de poids que si se crée autour de ces enfants un très vaste courant de sympathie. Ne croyez surtout pas que votre signature au bas de cette page ne changera rien. Il y a trois ans, PARTAGE avait déjà lancé une pétition pour sauver 72 enfants du Bangladesh en péril de mort. Des dizaines de milliers de signatures, célèbres autant qu'anonymes, nous étaient parvenues, grâce auxquelles nous avons pu influencer le comportement des Etats. Ces enfants, aujourd'hui sauvés, portent le regard sur leur passé fait de combats armés, de tortures et de dénuement (Orphelins de Terre. Ed. Laffont); témoignage accablant qui nous incite à plus encore de vigilance et de fermeté face aux desseins des chefs de guerre.

PIERRE MARCHAND. Fondateur de PARTAGE.

(1). Il aurait fallu modifier la loi américaine qui autorise l'application de la peine de mort aux moins de dix huit ans.

(2). Dans le quartier de Harlem, à New York, le taux de mortalité infantile est le même qu'en Malaisie.

Appel international. "JE DEMANDE SOLENNELLEMENT AUX AUTORITES DES PAYS SIGNATAIRES DE LA CONVENTION DES DROITS DE L'ENFANT DE RESPECTER ET DE FAIRE RESPECTER CES DROITS, CONFORMEMENT AUX ARTICLES 38 ET 39, AFIN QUE TOUT SOIT MIS EN OEUVRE POUR VENIR EN AIDE AUX ENFANTS VICTIMES DU CONFLIT DU GOLFE."

Nom:

Prénom:

Profession:

Adresse:

Ville:

Code

Pays

Signature:

Merci de faire circuler cette pétition dans votre quartier, votre entreprise, parmi vos proches. Vos dons nous seront extrêmement utiles pour poursuivre cette campagne et assurer concrètement sur le terrain la protection et les soins des enfants. Adressez vos chèques libellés à l'ordre de PARTAGE AVEC LES ENFANTS DU TIERS MONDE - 6 rue d'Humières B.P. 311 60203 COMPIEGNE CEDEX - N° CCP 33 066 56 G LA SOURCE (mention: "urgence").

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la rencontre entre M. Mandela et M. Buthelezi

La coexistence entre l'ANC et l'Inkatha s'annonce difficile en dépit d'un appel commun au calme

La quatrième tentative a été la bonne. Après trois rendez-vous manqués l'ennemi dernière, MM. Nelson Mandela et Mangosuthu Buthelezi se sont enfin rencontrés, mardi 29 janvier, à Durban, dans la Natal. Les deux hommes, qui ne s'étaient pas vus depuis la fin des années 50, incarnent deux organisations et deux visions du futur de l'Afrique du Sud fondamentalement différentes. Dans un communiqué commun, les deux leaders ont cependant appelé à la cessation des violences.

DURBAN

de notre envoyé spécial

M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC) est le chef charismatique et sage d'un mouvement, autrefois interdit mais engagé depuis un an dans un processus de négociations avec le gouver-

nement devant conduire à l'abandon de l'apartheid et à une nouvelle Constitution. M. Mangosuthu Buthelezi est à la fois le chef-ministre du KwaZulu, un bantoustan autonome, et le président de l'Inkatha Freedom Party (IFP), un mouvement à dominante zoulou converti en parti politique il y a quelques mois. Sur le terrain, les militants des deux clans s'entre-tuent depuis plusieurs années, dans le Natal et plus récemment dans le Transvaal, où les affrontements ont fait près d'un millier de morts en août et septembre derniers, dans les ghettos noirs de la région de Johannesburg.

Les contentieux sont nombreux entre les deux organisations. M. Buthelezi n'a pas hésité, dans une allocution prononcée au début des entretiens, à faire une longue énumération des propos peu amènes tenus à son égard par divers responsables de l'ANC. M. Mandela en tête. Le président de l'Inkatha n'a pas digéré la façon dont il a été traité au cours de ces dernières années. « Je demande à M. John Nkomo, ici présent, de dire au monde qu'il n'a eu tort de me

traiter de serpent qui mérite un coup sur la tête, dans une émission radiodiffusée depuis Addis-Abeba, le 21 novembre 1986 », a déclaré par exemple M. Buthelezi, dont six des seize pages de l'intervention liminaire étaient consacrées à régler des comptes parfois vieux de vingt ans.

« Ni vainqueur ni vaincu »

L'ANC et Nelson Mandela ont donc finalement accepté d'en passer par où le souhaitait M. Buthelezi, avide d'une reconnaissance et d'un rôle qui lui étaient refusés jusqu'à présent. « Nous avons besoin aujourd'hui d'une déclaration sans équivoque de l'ANC reconnaissant la légitimité politique de l'Inkatha et son droit de siéger à la table des négociations », a expliqué M. Buthelezi avant de réaffirmer son opposition à l'idée d'Assemblée constituante et de gouvernement intérimaire chère à l'ANC.

Le ton vif et lourd de rancœur de Mangosuthu Buthelezi n'a pas trouvé d'écho dans les propos de Nelson

Mandela, qui a publiquement remercié le chef zoulou et la direction de l'Inkatha de leur action en faveur de sa libération alors qu'il était encore incarcéré. « Nous n'avons d'autre possibilité que de coexister, ne serait-ce qu'en tant que citoyens sud-africains », a souligné Nelson Mandela, appelant au culte de la « tolérance » et de l'« engagement politique pacifique ». Il ne saurait y avoir « ni vainqueur ni vaincu » entre l'ANC et l'Inkatha, « les seuls perdants sont ceux dont les intérêts politiques sont servis par les carnages au sein de la communauté noire », a encore affirmé M. Mandela.

Les deux hommes ont souvent exprimé leur volonté d'en finir avec les combats fratricides qui ont fait plus de 5 000 victimes depuis 1986. Mais leurs déclarations sont restées lettre morte. Cette rencontre, déjà qualifiée d'« historique » par la presse sud-africaine, est le point de passage obligé qui pourrait conduire à un retour à la normale. Tout le monde y trouve son compte. M. Buthelezi a parlé sur un pied d'égalité avec Nelson Mandela. L'Inkatha est consacré

parti politique incontournable dans le processus de négociations sur la future Constitution. Le gouvernement, qui poussait à la roue pour donner suffisamment d'épaisseur politique à M. Buthelezi afin que l'ANC ne demeure pas le seul interlocuteur représentatif de la communauté noire, a tout bien d'être satisfait.

Bien sûr, l'ANC, de son côté, donne l'impression d'avoir beaucoup concédé au pouvoir en place. Mangosuthu Buthelezi et l'opinion nationale et internationale qui commençait à s'inquiéter de trop de rigidité. Le 1^{er} février va servir au Cap une session parlementaire qui devrait voir s'écrouler d'autres piliers de l'apartheid. Une prochaine rencontre avec le gouvernement est attendue au cours du premier semestre 1991, et l'ANC, qui a lancé l'idée d'un « Congrès pour tous les partis politiques », devrait à terme sortir grand de l'entreprise.

Reste à savoir si les engagements pris mardi à Durban seront suivis d'effet. Dans une déclaration commune, l'ANC et l'Inkatha appellent

leurs militants à mettre fin aux violences dans le Natal et le Transvaal et réaffirment leur attachement à la tolérance et à la liberté d'expression. Ils pressent les jeunes de retourner à l'école et s'engagent à veiller à ce que personne ne soit exclu du système scolaire pour des raisons politiques. Ils estiment également qu'un programme de reconstruction et de développement contribuerait à réduire la violence latente.

Les structures de consultation existant entre les deux partis sont chargées de mettre en application ces décisions. Ces « comités » devront également encourager les initiatives et les accords locaux. Le communiqué commun souligne que M. Mandela et M. Buthelezi devront se rendre ensemble dans les zones les plus touchées. Ce qui n'est pas sans importance. La poignée de main échangée, mardi matin, dans les salons d'un hôtel de luxe de Durban a une valeur symbolique bien plus significative pour les militants de base, ceux qui se battent sur le terrain, que n'importe quel accord écrit.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

SOMALIE

« Mon titre n'est que provisoire »

déclare le nouveau chef de l'Etat, M. Ali Mahdi Mohamed

M. Ali Mahdi Mohamed, nouveau président de la Somalie, nommé mardi 29 janvier par le Congrès de la Somalie unifiée (USC), a prêté serment au quartier général de la police de Mogadiscio. La main sur le Coran, devant une foule de rebelles en armes qui criaient « Allah Akbar » (Dieu est grand), M. Ali Mahdi Mohamed a déclaré : « ma première tâche sera de former un nouveau gouvernement. Mon titre n'est que provisoire. Mais je voudrais promettre d'utiliser avec justice cette brève période où je serai à la tête de l'Etat ».

Détenteur de tous les pouvoirs exécutifs, M. Ali Mahdi Mohamed remplira ses fonctions en attendant la formation d'un gouvernement démocratique regroupant l'ensemble des mouvements d'opposition somaliens, qu'ils soient à l'intérieur du pays ou en exil. « On nous a indiqué de passer proche de l'USC à Nairobi. « Tout le pays est en crise », a dit M. Ali Mahdi. « Nous lançons un appel international pour y remédier le plus vite possible (...). Notre priorité est d'organiser des élections libres le plus tôt possible », a-t-il ajouté.

L'ancien président Siyad Barre tentait toujours de rejoindre le Kenya. Selon le Mouvement patriotique somalien (MPS), il aurait fait croire aux habitants de la ville côtière de Kisumu qu'il avait déjà

atteint la petite île de Lamu, en territoire kenyan. En fait, il se dirigeait alors, semble-t-il, en voiture vers sa ville natale de Garba-Harre, à 380 kilomètres de Mogadiscio et à 80 kilomètres de la ville-frontière de Mandera (Kenya), à dit un porte-parole du MPS. Les rebelles du MPS, alliés à ceux de l'USC, essayent de pousser M. Siyad Barre avant qu'il franchisse la frontière. Le Kenya avait annoncé lundi qu'il accueillait l'ancien président somalien si celui-ci cherchait refuge sur son territoire.

Dans la capitale, des fosses communes, fraîchement creusées, témoignent de la violence des combats qui ont opposé pendant plus de quatre semaines forces gouvernementales et rebelles. « Nous avons eu en moyenne 150 blessés et de 20 à 30 morts par jour », a déclaré le Dr Wilhelm Wilhelm, directeur de l'hôpital SOS Kindergraben. La maternité a été transformée en hôpital de campagne dès le début des combats. « La plupart des victimes étaient des femmes, des enfants et des vieillards. Aucun d'entre eux n'avait l'air de combattant », a précisé le Dr Wilhelm.

Les habitants de Mogadiscio qui ont commencé cette semaine à rentrer chez eux ont découvert une ville en ruines. Les rues sont jonchées de cadavres et de carcasses de voitures et de chars calcinés. De la cathédrale, il ne subsiste que la structure. Selon les rebelles, elle a d'abord été bombardée à la grenade puis incendiée par des membres de la garde présidentielle. Tous les bâtiments officiels ont été mis à sac. — (Reuters)

Un homme d'affaires

Le nouveau président de la Somalie nommé par le Congrès de la Somalie unifiée (USC), M. Ali Mahdi Mohamed, âgé de cinquante-deux ans, est un homme d'affaires de la capitale où il est notamment propriétaire de l'hôtel Maka, l'un des deux principaux établissements de Mogadiscio. M. Ali Mahdi détiend, depuis le 28 janvier, tous les pouvoirs. Ancien parlementaire, cet homme, dont on sait peu de choses, est membre du groupe du « Manifesto », des intellectuels devenus opposants au régime de l'ancien président Siyad Barre.

Depuis le début des combats dans la capitale somalienne il y a un mois, il était le chef du comité exécutif du mouvement rebelle auquel il a apporté son soutien financier. Il avait été contraint d'abandonner son siège de député en 1989 lorsque M. Siyad Barre a été empêché de pouvoir par un coup d'Etat. Membre du clan Hawiye, sa nomination avait, selon le porte-parole de l'USC, rapu l'appro-

bation de quatre autres mouvements rebelles. Mais le puissant mouvement national somalien (SNM), le plus ancien des groupes en lutte contre le régime de Siyad Barre, a déclaré que cette nomination était contraire à l'accord passé le 2 octobre 1990 entre les trois principaux mouvements insurgés.

M. Ali Mahdi aurait confirmé dans ses fonctions de premier ministre, M. Omar Arteh Ghaleb, nommé le 21 janvier par M. Siyad Barre. M. Arteh Ghaleb serait prêt à former un gouvernement composé d'une vingtaine de membres dont huit hawiyé, cinq isaaq, la communauté qui forme le gros des rangs du SNM et huit autres personnalités des autres ethnies. Cette nomination qui fait figure d'« autopromotion » ve-t-elle permettre de réconcilier les différentes factions notamment le SNM qui a déclaré en 1988 la révolte armée dans le Nord du pays et le mouvement patriotique somalien (MPS) qui menait la lutte dans le Sud? — (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

CANADA : le débat constitutionnel sur l'avenir du Québec

Le premier ministre québécois met Ottawa au pied du mur

Après le Parti québécois, c'est le Parti libéral au pouvoir à Québec qui presse les autorités fédérales de trancher un débat constitutionnel sur l'avenir de la Belle Province qui n'a que trop duré. Les propositions du « modéré » qu'est M. Bourassa, premier ministre du Québec, ont surpris : autonomie complète tout de suite ou référendum avant la fin de l'automne 1992.

MONTREAL

de notre correspondant

Deux jours après que le Parti québécois (opposition) ait arrêté le sien, le Parti libéral du premier ministre Robert Bourassa a présenté, mardi 29 janvier, à Québec, un nouveau programme constitutionnel qui place le reste du Canada devant un cruel dilemme. L'alternative se résume ainsi : ou bien Ottawa — seul interlocuteur désormais reconnu par M. Bourassa — accorde au Québec « une autonomie politique complète », ou bien un référendum est organisé avant la fin de l'automne 1992 sur la souveraineté de la province. Souveraineté qui serait assortie d'une pro-

position d'union économique avec le reste du Canada.

Autrement dit, le Parti libéral réclame pour le Québec une séparation de corps, mais accepte de continuer à vivre sous le toit de la maison canadienne, à condition qu'elle soit renforcée de fond en comble. A défaut d'obtenir ce nouveau statut par une négociation à l'amiable, le Québec s'en remettra au verdict des urnes.

Les dirigeants du Parti libéral ne sont guère étonnés par ce dernier recours. D'abord parce que leur chef a toujours été à la fois nationaliste et fédéraliste, comme la moitié de ses troupes, et qu'il réagisse par nature aux ruptures, surtout lorsque les intérêts économiques de sa province sont en jeu. Ensuite, parce que l'option d'une « souveraineté-association » ressemble à s'y méprendre à celle que défend depuis des lustres le Parti québécois. Elle avait d'ailleurs été repoussée par 60 % des Québécois lors du référendum de 1980. Depuis, les « péquistes » sont, quant à eux, résistants à revenir au pouvoir, à se contenter de consulter la population sur la Constitution d'un Québec souverain, que le reste du Canada ait ou non accepté l'union économique proposée (le Monde du 29 janvier).

Les tenants du Parti libéral ont en

revanche été plus discrets sur les tenants et les aboutissants d'une autonomie politique. A cet égard, l'échec de l'accord du lac Meech (1), en juin dernier, n'est, aux yeux de M. Bourassa, « qu'une preuve supplémentaire de l'impossibilité pour le Québec d'obtenir, à l'intérieur du cadre fédéral actuel, les pouvoirs indispensables à sa survie en tant que société bilingue et biculturelle d'Amérique du Nord ».

Les pleins pouvoirs dans vingt-deux domaines

Le Parti libéral revendique depuis, pour le Québec, les pleins pouvoirs dans vingt-deux domaines, dont la culture, la langue, l'éducation, les affaires sociales, l'agriculture, l'industrie et l'énergie. Il propose que le gouvernement fédéral garde des compétences exclusives sur la monnaie, les douanes et les tarifs, la défense, la sécurité du territoire et la gestion de la dette canadienne. Il demande enfin des « pouvoirs partagés » dans les autres secteurs, notamment la justice et la politique étrangère.

Consentent que ces requêtes supposent une « profonde transformation » des institutions actuelles du Canada, le Parti libéral prône, outre l'abolition de Sénat d'Ottawa, une nouvelle

Constitution qui permettrait aux provinces du Canada de « redéfinir certains pouvoirs aux instances centrales par voie d'ententes qui s'ajouteraient au Québec ». Un fédéralisme « à la carte » en quelque sorte, où un Québec autonome aurait en outre droit de veto sur tout amendement constitutionnel.

... Ces propositions ont été reçues comme une douche glacée par les Canadiens des autres provinces, surpris de voir un parti connu pour sa modération opter pour un tel « chamboulement » en se permettant de mettre de leur côté « un couteau sous la gorge ».

Les militants du Parti libéral du Québec, qui se réuniront en congrès les 9 et 10 mars prochains, doivent en outre expliquer ce menu de choix, qui a toutes les chances de satisfaire les deux grands courants de cette formation : les « fédéralistes » de plus en plus âgés, mais néanmoins désireux de « laisser une dernière chance au reste du Canada », et les « nouveaux souverainistes » convertis depuis juin dernier.

MARTINE JACOT

(1) Cet accord, qui prévoyait un statut de « province distincte » pour le Québec, a été rejeté au raison de l'opposition de deux provinces anglophones.

ARGENTINE : face à la chute brutale de l'austral

M. Menem remanie complètement son équipe économique

Le président argentin, M. Carlos Menem, a procédé, mardi 29 janvier, à un nouveau remaniement ministériel. Dix jours après le départ de MM. Alberto Kohan (santé) et Roberto Dromi (travaux publics), c'est le cabinet économique qui est, cette fois, entièrement renouvelé.

BUENOS AIRES

de nos envoyés spéciaux

Le ministre de l'économie, M. Erman Gonzalez, et le directeur de la Banque centrale, M. Gonzalez Fraga, ont donné leur démission à la suite de fortes tensions sur le marché des changes, le dollar subissant une hausse de 30 % en quatre jours, alors que les prix de certains produits de base augmentaient dans des proportions considérables, jusqu'à 40 % en un seul jour pour la viande.

C'est l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, qui remplacera M. Erman Gonzalez, ce dernier devenant ministre de la défense. Le président Menem, M. Guido Di Tella — comme il y a quinze jours — prend le ministère des affaires étrangères et M. Roberto Alemán, la Banque centrale. Dans sa première conférence de presse,

M. Cavallo a annoncé la réouverture des banques, fermées mardi pour vingt-quatre heures, et l'adoption de nouvelles mesures économiques dans un délai d'une semaine.

Ce remaniement fait suite à la crise provoquée par les accusations de corruption lancées par l'ambassadeur américain, M. Terence Todman, et une persistance mécontente au sein de l'équipe gouvernementale. Il survient aussi alors que le gouvernement est engagé dans une politique de restriction de privatisations, réduction du déficit budgétaire et tentative de contrôle de l'inflation. Malgré un certain succès dans chacun de ces domaines (1), l'approche d'une rentrée sociale difficile et la tenue d'élections provinciales en septembre — qui s'annoncent difficiles pour le parti périste — ont poussé le gouvernement à la tâche de celui qui sera, depuis l'accession au pouvoir de M. Menem en juillet 1989, son quatrième ministre de l'économie.

DENIS HAUTIN-GIRAUD et CHRISTINE LEGRAND

(1) Depuis le mois d'avril, le taux d'inflation a été maintenu en moyenne à 10 % par mois.

La visite du président haïtien à Paris

Le Père Aristide en quête de coopération

Le prêtre des bidonvilles au verbe inépuisable est aussi un homme posé, d'une grande finesse d'esprit, d'une voix aussi douce que possible pour exprimer ses convictions. Telle est du moins l'image qu'a donnée le Père Jean-Bertrand Aristide lors de sa visite officielle à Paris, qui devait se terminer mercredi 30 janvier. Visite qui constitue une première, selon le président élu de Haïti, qui prendra ses fonctions le 7 février : « C'est la première fois qu'un président haïtien vient en France. Ceux qui étaient au pouvoir, dans le passé, n'osaient pas s'éloigner, tant ils avaient peur qu'on leur prenne la place ».

Alors que Haïti est indépendant depuis près de deux siècles, c'est son passé de pays colonisé que le Père Aristide a constamment évoqué avec ses interlocuteurs français. Au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, il a même dit que ce passé l'incitait à demander une aide à l'ancienne puissance coloniale.

Il ne s'agit pas pour autant de « remplacer une tutelle par une autre » (la France à la place des Etats-Unis) mais de mettre en route une véritable coopération, surtout dans les domaines (agriculture, équipement électrique, routes, éducation) où les besoins sont criants. Paris fournit actuellement une aide non négligeable : l'an dernier, 37 millions de francs sous forme de dons du Fonds d'aide et de coopération, 90 millions de francs d'aide technique et culturelle, et 100 millions de francs de crédits de la Caisse centrale

de coopération. La France pourrait également aider Haïti à mettre sur pied une police indépendante de l'armée (ce qu'elle n'est pas actuellement) : une façon comme une autre de réduire le rôle politique des militaires.

Les « tontons macoutes » restent, évidemment, une préoccupation : ce sont des « terroristes », dit-il, qui ont des moyens, de l'argent (notamment grâce au trafic de drogue). Mais ni les macoutes ni d'éventuels putschistes militaires ne peuvent prétendre s'imposer : les Haïtiens ont montré qu'ils ne le permettraient pas. Chaque fois, la population s'est mobilisée, pour rendre irréversible le tournant démocratique.

Une fois en fonction, le Père Aristide devra nommer un premier ministre et gouverner avec les partis, encore balbutiants. « On verra alors si je suis un démocrate », dit-il : son choix sera conforme aux nécessités de l'« union patriotique ». Parmi les dossiers qu'il se propose d'ouvrir — ou plutôt de rouvrir — durant sa présidence : celui de Jean-Claude Duvalier, le dictateur chassé en 1986 et installé depuis en France. « Baby Doc » a quitté le pays « avec 800 millions de dollars ». « Il finance les macoutes et a appuyé les tentatives de coup d'Etat ». Le Père Aristide ne précise pas quelle requête il pourrait adresser à Paris, mais l'un de ses collaborateurs s'étonne que la France garde sur son territoire un homme « dont le statut n'est même pas défini », et qui « a violé chez lui toutes les règles démocratiques ».

Ch. Va.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Aux Etats-Unis

Deux malades atteints d'un cancer ont subi une thérapie génique

Deux patients atteints d'un cancer de la peau (mélanome) avancé ont participé, mardi 29 janvier au National Institute of Health de Bethesda (Etats-Unis), à la première expérimentation de thérapie génique dans le traitement du cancer. Selon un porte-parole du NIH, les malades, deux hommes âgés respectivement de vingt-neuf et quarante-neuf ans, ont bien supporté le traitement qui consistait en l'injection de cellules sanguines dont le patrimoine génétique avait été, au préalable, modifié.

Plus précisément, dans un premier temps, des cellules très particulières appelées lymphocytes infiltrateurs de tumeurs ou TIL (pour tumor infiltrator lymphocytes) avaient été prélevées sur les deux patients. Deux géos - l'un appelé TNE (pour tumor necrosis factor) destiné à favoriser la sécrétion d'un puissant agent anticancéreux et l'autre utilisé pour servir de marqueur afin de suivre l'évolution du traitement - avaient été insérées dans le patrimoine génétique de ces cellules, avant que celles-ci ne soient réinjectées.

La Food and Drug Administration (FDA) des Etats-Unis avait autorisé, le 13 novembre 1990, la mise en œuvre de cette expérimentation confiée au docteur Steven Rosenberg (du National Cancer Institute de Bethesda). Cette autorisation faisait elle-même suite à celle accordée, le 11 septembre, au docteur French Anderson pour la mise en œuvre d'une thérapie génique chez une fillette de quatre ans atteinte d'un déficit en adénosine déaminase (le Monde du 15 septembre 1990). Aux dernières nouvelles, cette petite fille a parfaitement supporté son traitement qui, selon les premières analyses, semble avoir eu une certaine efficacité sur son déficit immunitaire.

A propos de la première expérimentation sur des cancéreux menée par le docteur Rosenberg, ce dernier a déclaré qu'il faudrait attendre « au moins deux mois » avant de juger de l'efficacité de la thérapie. « Si cette thérapie se révèle efficace, a-t-il ajouté, elle pourrait être appliquée à d'autres types de cancers ».

F. N.

SCIENCES

Le rapport annuel d'EDF

Permanence du risque humain dans les centrales nucléaires

Bien, mais peut mieux faire : tel est le diagnostic sur l'état de la sûreté en 1990 dans le parc électronucléaire français, porté par M. Pierre Tanguy, inspecteur général pour la sûreté nucléaire à EDF, dans son rapport annuel rendu public mercredi 30 janvier.

1989 fut une « année chaude » pour le nucléaire français, même si aucun incident n'a eu de conséquences pour le public ou l'environnement (le Monde du 9 mars 1990). L'année dernière a, heureusement, été plus calme. Aucun incident supérieur au niveau 2 dans l'échelle de gravité (qui en compte six), n'a été enregistré alors qu'il y en avait eu un de niveau 3 en 1989.

En revanche, si le nombre des incidents de niveau 2 est passé de cinq à quatre, celui des incidents de niveau 1 montre une baisse assez sensible : 91 contre 77 en 1989. Il s'agit évidemment de problèmes mineurs. Cependant, reconnaît M. Tanguy, les incidents les plus significatifs concernaient, comme les années précédentes, des erreurs humaines ou des négligences dans les tâches d'entretien ou de construction.

Ce fut notamment le cas des défauts constatés sur tous les circuits de filtration des nouvelles

centrales l'été dernier. « La volonté des chefs de Paris ne suffit pas pour changer du jour au lendemain le comportement des hommes sur le terrain », constate l'inspecteur général pour la sûreté, et nous n'avons pas progressé autant que nous l'espérions ».

Pour maintenir la mobilisation, il suggère dans son rapport que « les responsables opérationnels rendent compte tous les six mois au directeur général des résultats obtenus dans ce domaine ».

Malgré ces ombres au tableau, le niveau de sûreté des centrales françaises est « plutôt bon », même si il faut s'efforcer de le rendre encore meilleur, estime M. Tanguy. EDF, ajoute-t-il dans son rapport, doit poursuivre son effort pour améliorer les opérations de maintenance et de contrôle, mais aussi se lancer résolument dans la mise au point de « réacteurs du futur » plus sûrs, en collaboration avec les autres pays nucléaires.

L'inspecteur général de la sûreté met l'accent sur l'importance d'une ouverture internationale en matière de sûreté nucléaire, au travers d'organisations comme l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, ou de coopérations directes avec, par exemple, les pays d'Europe de l'Est.

J.-P. D.

SPORTS

AUTOMOBILISME : Victoire surprise de l'Espagnol Sainz au Rallye de Monte-Carlo

Le crève-cœur de François Delecour

L'Espagnol Carlos Sainz (Toyota Celica), champion du monde en titre, a remporté, mercredi 30 janvier, son premier Rallye de Monte-Carlo en battant, dans l'ultime épreuve chronométrée, d'un incident mécanique survenu à la voiture de François Delecour (Ford Sierra Cosworth), révélation de la course. Cette victoire inespérée du champion du monde est aussi celle de Toyota, première firme japonaise à gagner ainsi le plus prestigieux des rallyes.

MONACO

de notre envoyé spécial

La nuit du Turini fait partie de la légende du Monte-Carlo. Depuis 1987, année où le pouvoir sportif a supprimé, pour des raisons de sécurité, les épreuves de nuit au championnat du monde des rallyes, elle est devenue unique. Combien de fois le doyen (1911) des rallyes n'a-t-il pas réservé des coups de théâtre au cours de cette nuit magique où les rescapés duvent, par trois fois au cours des neuf derniers secteurs chronométrés, escalader le Turini !

Trois cent soixante-quatre jours par an, ce col, situé à moins de trente kilomètres à vol d'oiseau au nord de Monaco, sur la départementale 2566 entre Moulinet et La Bollène-Véran, peut paraître banal. Les lacets, élargis et décaissés, sont d'un revêtement digne d'une nationale, permettent de passer, en vingt-cinq virages, de 827 à 1 607 mètres d'altitude. Sur son col, les concurrents pourraient se permettre d'enchâsser les dernières courbes en cinquième, à près de 200 km/h, mais, même en gommant les difficultés, les Ponts et Chaussées n'ont pas réussi à convaincre les colonies de supporteurs français, italiens et, désormais, espagnols de renoncer au rendez-vous du Turini.

Pour courser un peu plus le spectacle, ce public avide de sensations

fortes n'avait pas manqué de se répandre sur la chaussée la neige encore présente sur les bas côtés. Sur ce parcours où chaque virage pouvait cacher un piège, François Delecour se révélait le plus audacieux au premier passage. Grâce aux 11 secondes ainsi gagnées sur Carlos Sainz, le jeune Nordiste au palmarès encore vierge de toute victoire au niveau national n'interrompait, se retrouvait, à l'orée de cette nuit magique, en tête du Monte-Carlo avec 2 secondes d'avance sur le champion du monde.

La réplique de Carlos Sainz était immédiate. Transcendé par leur duel, les deux hommes se battaient à coups de secondes, partageant les meilleurs temps des épreuves chronométrées, loin devant tous les autres concurrents. A minuit, juste après le deuxième passage du Turini, l'Espagnol rejoignait le parc fermé de Saint-Martin-Vésubie avec 4 secondes d'avance sur le Français. Jamais les constructeurs japonais, qui ont investi le championnat du monde depuis 1987 avec Toyota, Mazda, Mitsubishi, Subaru, n'avaient été aussi près de signer un premier succès dans le plus prestigieux des rallyes.

Une voiture nouvelle

Cette heure de répit allait pourtant casser le rythme de Carlos Sainz sans troubler l'état de grâce de son adversaire. « Ce que François et sa coéquipière ont réussi depuis le départ est incroyable », avouait Peter Aschroft, le team manager britannique de Ford. Obligé par les nouveaux règlements d'effectuer les reconnaissances avec un modèle de série, François Delecour avait, en effet, dû attendre le départ de l'étape de concentration de Sainz pour découvrir sa nouvelle voiture.

L'apprentissage n'était pas évident pour un pilote qui n'avait jamais conduit de voiture aussi puissante. Mais le plus surprenant était que la Sierra Cosworth à quatre roues motrices, apparue en

compétition en août 1990 au Rallye des 1000 lacs, est encore dans sa première phase d'évolution. Ainsi ne devrait-elle pas toucher sa boîte automatique à sept vitesses avant plusieurs mois. Engagé, grâce au soutien financier de Ford-France, pour un programme a priori limité à cinq rallyes du championnat du monde, François Delecour devait faire ses preuves sans tarder.

A quatre épreuves chronométrées de l'arrivée, l'occasion qui se présentait de battre le champion du monde valait bien de prendre tous les risques. Trois temps scratch consécutifs traduisaient la capitulation de Carlos Sainz, relégué à 41 secondes. Il ne restait plus alors à François Delecour qu'à entreprendre une troisième montée, présumée triomphale, du Turini avant le retour en Principauté. Parti en tête, l'Espagnol, démobilisé, allait se contenter du sixième temps de la spéciale. Sans se douter du petit drame qui se jouait derrière lui.

« Je montais doucement, expliquait François Delecour. Après quatre ou cinq kilomètres, j'ai senti que ma roue arrière gauche levait. Je me suis arrêté et j'ai constaté que le bras de suspension était dévissé. La roue me semblait serrée mais j'ai crevé en repartant. J'ai voulu attaquer pour ne pas perdre trop de temps, mais dès le début de la descente j'ai tiré tout droit sur la neige des spectateurs. Je n'avais plus de direction. » Le pilote ordiste allait perdre environ six minutes et le rallye. La nuit du Turini était restée fidèle à sa légende de bêtise de réves.

GÉRARD ALBOUY

Classement final : 1. Sainz-Moya (Esp. Toyota Celica) 6 h 57 min 21 sec ; 2. Sainz-Silveira (Ita. Lancia Integral) à 4 min 59 sec ; 3. Delecour-Pauwels (Fra. Ford Sierra Cosworth) à 5 min 12 sec ; 4. Schwarz-Herz (All. Toyota Celica) à 6 min 31 sec ; 5. Kankkunen-Piironen (Fin. Lancia Integral) à 7 min 46 sec.

SKI ALPIN

Ulrike Maier, la maman championne du monde

Une troisième médaille d'or est tombée dans l'escarcelle du ski autrichien, mardi 29 janvier à Seefeld, à l'occasion de l'épreuve du super-G féminin des championnats du monde de ski alpin. Ulrike Maier a su conserver le titre qu'elle avait gagné il y a deux ans à Vail (Etats-Unis). Carole Merle, le skieuse de Super-Sauze, en se classant à la deuxième place, estotemps quelque peu sa mauvaise prestation du 26 janvier, lors de l'épreuve de descente.

SAALBACH

de notre envoyé spécial

Sur la piste qui descend du sommet de Zwölferkogel, les membres du fan-club de Petra Kronberger avaient dressé leurs calicots. Ils attendaient leur idole, persuadés que la jeune Autrichienne ne se contenterait pas de sa couronne de meilleure descendue, dans ces championnats dont elle devait être la reine. L'enfant du pays n'a pu répondre à leur désir. Une « grosse faute » dans la première partie de parcours et une chute à quelques mètres de la ligne d'arrivée ont éliminé la championne de la course au titre. Une rupture des ligaments croisés a même nécessité son évacuation sanitaire sur un hôpital de Seefeld.

Dans cette espèce laissée libre, des jeunes femmes aux dents longues se sont précipitées. A commencer par Ulrike Maier la mère de famille dont personne ne prévoyait le retour sur le podium. Pensez donc, déjà à Vail en 1989, acquies Autrichienne se misait un schilling sur les chances d'une skieuse encante de deux mois. Ses commanditaires l'avaient abandonnée et l'équipe nationale lui refusait la médaille olympique Sigrid Wolf. Déjouant les pronostics, Ulrike s'était néanmoins imposée.

La naissance de Mélanie, 20 mois d'âge de la même année, aurait pu entraîner le retrait de la championne. Mais Ulrike a refusé cette logique. Peu lui importe d'être la seule mère de famille à fréquenter le cirque blanc, elle souhaite poursuivre. Avec l'aide de

son ami Hubert, un ancien skieur de l'équipe autrichienne, elle choisit de mener de front sa carrière sportive et ses obligations familiales. Dès le mois de novembre, elle chausse ses skis pour retrouver des sensations de glisse qui, « depuis l'âge de quatre ans font partie de ma vie ».

Une blessure au méoisque, en janvier 1990, l'éloignait de l'ouverture des champs de neige. Mais Ulrike ne s'avoue pas pour autant vaincue. Huit mois plus tard elle reprend sa place dans le circuit de la Coupe du monde. A Méribel, il y a quelques semaines, elle se classe douzième du super-G, ce qui lui permet d'affirmer : « Je ne suis pas une favorite pour les championnats du monde, mais en skiant décontracté je m'approche des meilleurs de la discipline ».

Assurer l'argent

Sa couronne de Vail lui ouvre, de droit, une place dans la compétition de Saalbach. Une chance pour elle, car ses entraîneurs ne lui accordent pas une grande attention. Et pourtant, une nouvelle fois, Ulrike Maier administre la preuve qu'elle est la plus rapide. « La présence de ma fille dans l'air d'arrivée m'a sans doute motivé, assure la jeune femme, moi qui balance toujours entre l'envie d'arrêter et la nostalgie de la compétition, j'ai créé la surprise ».

Une surprise qui a relégué Carole Merle à la seconde place. Mais, comme l'explique la skieuse de vingt-sept ans, « lors de championnats du monde il ne faut pas prendre trop de risques, mieux vaut assurer une médaille, même d'argent ». Au terme de quinze ans de présence en équipe nationale, elle laisse échapper des soupirs de lassitude. Elle n'a plus envie de vivre « comme une collégienne » onze mois sur douze, la discipline de groupe lui pèse et la fréquentation des petites benjamines de l'équipe ne lui apporte pas de satisfaction. « J'ai envie de skier, mais aussi d'être une femme. Je rêve d'amour... »

SERGE BOLLOCH

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléfax : 261.311 F

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Francis Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : 45-55-91-82
Téléfax : 45-55-91-82
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LEM

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-99

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez nous indiquer d'où vous êtes : _____

SOTHEBY'S

FOUNDED 1744

Le numéro un mondial des ventes aux enchères
Ventes de Mai à Genève



Bouilloire aux armes
du Maréchal Ney,
par Marc Jacquart,
Paris 1797-1809.

Vendue à Genève en
novembre 1990 :
52.800 FF (soit 211.200 FF).

Argenterie,
Objets d'Art Russe et Fabergé,
Miniatures, Boîtes en Or
et Objets de Vitrine.

Nos spécialistes seront à Paris
lundi 11 et mardi 12 février

Les personnes désirant leur soumettre
des objets en vue des ventes de mai à Genève
sont priées de contacter :

Agnes Léger, Sotheby's Paris,
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris - Tél. : (1) 42 66 40 60.

Jeudi 31.01.1991

Le Monde

Le Monde • Jeudi 31 janvier 1991 17

EDUCATION

La guerre au programme

Ils croyaient à « un truc de bouquins d'histoire ». Les lycéens découvrent un conflit grandeur nature, qui ne les épargne pas, surtout s'ils sont béars.

SOUS les préaux, dans les coursives, les cantines et les salles de professeurs, on ne parle, on ne pense, que de la guerre. Sans crier gare, elle a envahi les esprits, prenant de court une jeunesse qui avait cru pouvoir résister le mot « guerre » au magasin des antiquités. « Jamais on avait cru voir un jour la guerre. C'était un truc de bouquins d'histoire, c'est tout », lancent les lycéens qui, jusqu'au bout, avaient refusé d'y croire. Mais la réalité s'est rapidement imposée. Avec leur gravité d'adolescents, ils vivent la guerre du Golfe en direct, écoutent rires aux oreilles, le cartable alourdi de journaux. Animés parfois d'une curieuse hantise : ne pas ressembler à ces aînés qui racontent leurs histoires d'anciens combattants. « Quand on rencontrait Joffin, raconte Delphine Batho, animatrice du mouvement lycéen, il nous rappelait que lui aussi avait manifesté contre la guerre d'Algérie. Il nous faisait rire à nous ressortir toujours des « Quand j'étais votre âge... ».

«Peace and love»

Nul étonnement à voir collégiens et lycéens soutenir la cause de la paix. La guerre leur inspire une profonde angoisse. Jamais, depuis les années 60, les graffiti « peace and love » n'avaient autant fleuri sur les murs et les tables des lycées. « On charriait les gars sur leur service militaire jusqu'au jour où on s'est demandé : et s'ils partaient ? », s'interroge Muriel, quinze ans, élève au lycée Voltaire à Paris. La guerre est technologique, mais il va y avoir des morts.

Une pluie de questions inquiètes s'est abattue sur les professeurs. Impossible de résister à une si soudaine soif de connaître. Les enseignants d'histoire et de géographie et ceux d'économie ont sorti les cartes du Moyen-Orient, décrivant les forces en présence, rappelant les précédents conflits et le rôle du pétrole, démontrant que les missiles irakiens ne pouvaient pas toucher la France, expliquant le rôle des Nations unies.

Dans tel lycée catholique à Bouffon (Paris), on a regardé CNN pendant le cours d'anglais ; ailleurs on a, disséqué un édito du Monde. Le nouveau programme d'histoire de terminale, bâti autour des enjeux actuels de la géostratégie, a été sollicité. La plupart des enseignants se sont contentés d'un exposé le plus équilibré possible. Les plus militants d'entre eux ont fait étudier des chansons contre la guerre

du Vietnam (en anglais) ou le poème *Rappelle-toi Barbara* de Prévert, où le Parti communiste a extrait le thème de sa campagne, « *Quelle connerie la guerre !* ». Certains professeurs, cependant, ont préféré rester cois, par souci de neutralité ou par crainte d'un conflit dans leur classe. Une attitude fort mal comprise par les élèves qui, au début de la guerre, n'avaient pas la tête au travail. « *Bagdad était couvert de bombes et notre prof de maths nous a dit : ouvrez vos livres page tant, comme si de rien n'était. Je ne lui demandais pas d'arrêter son cours, mais simplement de dire quelques mots, par décence* », commente un élève de Seine-Saint-Denis.

Plutôt que d'exprimer leur opinion, des professeurs ont préféré garder le silence : « *Je ne pourrais pas discuter de façon neutre, affirme un professeur d'histoire, militant chez les Verts. Cette guerre n'est pas la mienne et je n'ai pas envie de planter des petits drapeaux sur une carte comme à la télé* ». Mais beaucoup d'enseignants ne cachent pas leur trouble, voire leur inquiétude. Bouleversé, tel professeur d'histoire retrace les guerres passées, tel autre, d'allemand, se montre indolgent à l'égard de ses élèves, « *étant données les circonstances* ».

Les événements marquent en premier lieu les établissements qui accueillent une proportion importante de jeunes d'origine arabe et juive. Si l'ambiance reste généralement sereine, l'heure est à l'évidence au repli et aux interrogations essentielles. De Sarcelles à Marseille et du Marais à Saint-Denis, les communautés d'habitants imperceptibles, se reforment. On arbore une étoile de David ou un keffiyeh palestinien que l'on portait discrètement jusque-là. « *On se regarde bizarrement, sans vraiment savoir ce que l'autre pense* », résume Léo, élève au lycée de Montmorency.

Repli communautaire

Le malaise semble présent, spécialement dans les villes et leurs banlieues. Rien de très spectaculaire, mais à part plusieurs fausses alertes à la bombe ou l'arrestation, près de Lyon, de quatre jeunes lycéens béars qui s'apparentaient à fabriquer des explosifs afin de « *soutenir Saddam Hussein* » (le Monde du 25 janvier). De même, on relève des comportements et des incidents symptomatiques. A Paris, des élèves d'une école élémentaire jouent à la guerre, la classe de perfectionnement endossant le rôle de l'armée irakienne. A Beauvais, des

beurs du lycée professionnel traitent de « *sales Français* » leurs camarades du lycée classique.

La cohabitation entre Juifs et Arabes survit tant bien que mal, au rythme des Soud et des Patriotes. Surpris et inquiets par l'annonce d'une victoire éclair des Américains, des élèves béars se sententagaillardis lorsque les missiles de Saddam Hussein tombent sur Israël, et ils le font

cent la tension. Le zèle des chefs d'établissement, alarmés par la menace terroriste, ne favorise pas le dialogue et l'expression. Un paradoxe, au moment où doit paraître le décret sur les droits et devoirs des lycéens, conquête des manifestations de novembre.

Les élèves d'origine arabe sont en première ligne. De gré, lorsqu'ils déclament leur solidarité avec Saddam

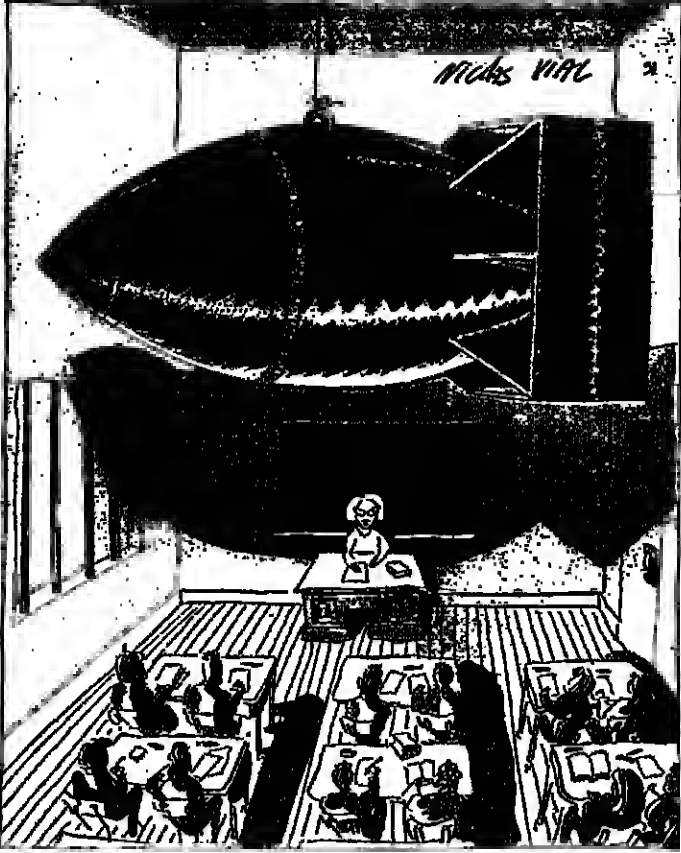
tiraillés entre sa famille pro-Saddam et son professeur, qui, en plein cours de français, s'est effondré en pleurs.

Les salles de professeurs ne sont pas épargnées. Fleuries d'affiches contre la guerre et bruisantes de débats politiques, elles sont cependant loin d'être unanimes. Une majorité semble estimer que la guerre était inévitable et nécessaire. Mais les clivages ne correspondent pas aux découpages politiques et syndicaux traditionnels. Là aussi, la guerre a brouillé les cartes. Des enseignants, parmi lesquels certains avaient huié contre le port du « foulard islamique » par des élèves, arborent le badge diffusé par le PCF, y compris pendant leurs cours. Mais le SNES, dirigé nationalement par des communistes, s'est rapproché du comité « *La paix maintenant* », lancé par SOS-Racisme. Quant aux socialistes de la FEN, ils sont divisés, une minorité souhaitant le retrait des troupes françaises. D'anciens militants contre la guerre du Vietnam se rangent... dans le camp américain, au grand dam de leurs amis restés fidèles à un « *anti-impérialisme* » traditionnel. « *Autrefois, les enseignants considéraient qu'un Américain était forcément un suspect et un militaire un salaud. C'est bien fini* », constate un nostalgique.

Si le tumulte de la guerre se fait entendre aux portes de l'école, on ne peut surestimer les tensions. Soucieux de préserver la paix civile dans les établissements, le ministre de l'Éducation nationale a demandé aux enseignants de ne pas esquiver le débat sur le Golfe, de tolérer l'expression de leurs élèves, mais de ne pas porter de badge en classe.

L'équilibre, cependant, est instable et nombre de professeurs craignent d'être impuissants à calmer les esprits si la guerre s'étend, s'éternise, ou prend d'autres formes. Allusion au terrorisme, mais aussi aux contrôles policiers renforcés dont font l'objet les lycéens. Un professeur de français a eu le souffle coupé en découvrant plusieurs de ses élèves alignés, les mains en l'air contre le mur du centre commercial Rosny-2, « *dans une ambiance de rafle* », tandis que d'autres tentaient de se réfugier dans un magasin. Ouverts sur le monde, lycéens et collégiens vibrent ces jours-ci à chaque salve de la guerre. Rien ne dit que leurs classes demeureront éternellement à l'abri des vagues du Golfe.

PHILIPPE BERNARD



savoir. Réciproquement, des élèves juifs et sionistes menacent leurs voisins arabes des foudres de Tshahal. « *Les élèves se sentent brinquebalés, impuissants. La guerre crée au lycée un climat délétère. Mais peut-être transmettons-nous notre propre malaise* », s'interroge un professeur de Bordy (Seine-Saint-Denis).

Les élèves à la bombe, la distribution de cartes d'identité scolaires, le contrôle des allées et venues, même s'il est loin d'être draconien, renfor-

cent la tension. Le zèle des chefs d'établissement, alarmés par la menace terroriste, ne favorise pas le dialogue et l'expression. Un paradoxe, au moment où doit paraître le décret sur les droits et devoirs des lycéens, conquête des manifestations de novembre.

Les élèves d'origine arabe sont en première ligne. De gré, lorsqu'ils déclament leur solidarité avec Saddam

Les étudiants perdus dans le désert

Quinze jours après le début de la guerre du Golfe la perplexité règne sur les campus

UNE afflie blanche, appo- sée à hauteur d'homme sur un mur de l'université Paris-III-Censier, porte quatre mots écrits à la main : « *Poutez-nous la paix !* ». Cette inscription dans son embellie résume bien l'ambiance actuelle sur les campus. Passée la fièvre des premiers jours de conflit, la majorité des étudiants se trouvent prisonniers de sentiments contradictoires et d'une certaine lassitude qui coïncide, en outre, avec la haute saison des partiels. Beaucoup désirent la paix, bien sûr, mais quelle paix ?

Le dernier carré des combattants pour la paix s'écrit encore à sensibiliser les troupes. Mais la dispersion des mots d'ordre et les divisions internes ont apparemment miné le terrain de l'extrême gauche étudiante. Ceux qui souhaitent porter bien haut le flambeau du pacifisme font aujourd'hui leur chemin sous des bannières séparées. Le Collectif interfac des étudiants contre la guerre, né lors d'une « *veillée pour la paix* » à Paris-VIII-Saint-Denis, s'essouffie à vue d'œil. Principaux animateurs de ce mouvement qui compte aussi des anars et des dissidents de l'Union des étudiants communistes (UEC), les militants de la ligue communiste révolutionnaire de Jussieu le déplorent. « *Nous essayons de trouver une base commune minimale pour surmonter les divisions* », explique ainsi Rebecca Houzel. D'autres, plus pessimistes,

estiment, comme cet étudiant de Toulouse, qu'il devient impossible de réconcilier « *les gens qui ne sont ni pour Bush ni pour Saddam* » et ceux qui soutiennent carrément l'Irak, les étudiants qui réclament un cessez-le-feu général et ceux qui militent pour le retrait unilatéral des troupes occidentales et l'impérialisme.

Le fossé est profond entre l'UNEF-Solidarité étudiante (proche du PC), dont le local de Paris-VIII arbore un vaste drapeau palestinien, et ceux de l'UNEF indépendante et démocratique (proche du PS), qui prône l'arrêt de la guerre par le « *respect du droit et de la raison* ». « *Pour sortir du conflit, il faut que Saddam Hussein se retire du Koweït et que soit organisée une conférence internationale* », explique Christophe Bogel, président de l'UNEF-ID. Sans compter la création, par SOS-Racisme, d'un comité « *La paix maintenant* ». Le puzzle ne serait pas complet sans les appels au calme et au dialogue de l'Union des étudiants juifs. Ou sans le soutien apporté aux troupes françaises par l'Union nationale interuniversitaire (UNI) syndicat anar à droite.

Déprime dans les facs

A mesure que l'horizon se brouille dans le Golfe, les prises de position des uns et des autres s'accroissent jusqu'à former un échecaveau inextricable. Pris dans ce

tourbillon, saisis de vertige face à une guerre aux enjeux confus, les étudiants « *inorganisés* » ne savent plus à quel saint se vouer.

Pour beaucoup, l'absence de mobilisation et la relative déprime qui règne dans les facs s'expliquent par l'incertitude et l'impression d'être manipulés. La critique, parfois virulente, des informations données par les médias, et notamment par la télévision, y est pour beaucoup. Ainsi Renaud, inscrit en maîtrise de philosophie à la Sorbonne, explique qu'il a du mal à se sentir concerné. « *J'ai l'impression que tout m'échappe, soupire-t-il. Je trouve bien que des gens manifestent pour la paix, mais je pense aussi que le pacifisme n'est pas une théorie politique tenable jusqu'au bout* ». Le journal étudiant dont il s'occupe n'a reçu, depuis décembre, qu'une seule contribution ayant trait aux événements du Golfe.

C'est que le Koweït est « *tellement loin* », explique Alette, étudiante en DEUG. « *Et puis notre génération n'a jamais connu la guerre*... ». Ils sont nombreux à penser, comme elle, que « *les choses ne sont ni toutes blanches ni toutes noires. Tout le monde a tort, dans les deux camps* ». Les contrôles et les fouilles instaurés, depuis le 16 janvier, aux portes de certaines universités viennent bien leur rappeler que l'air sent la poudre, mais sans les inciter à bouger pour autant. Si les conversations de couloirs tournent souvent autour des

bruits de bottes et de missiles, rares sont ceux qui se souviennent avoir débattu du sujet en cours. « *Les profs font des allusions, tout le monde sourit, parce que c'est de mise, et ça s'arrête là* », observe Bertrand, agrégé en histoire à la Sorbonne.

Choisir son camp

La discussion comme les manifestations leur semblent « *inefficaces* ». Au point que les enseignants eux-mêmes en sont parfois étonnés. A Censier, université à dominante littéraire où le débat pourrait être vif, le directeur de l'UFR de lettres affirme que tous les étudiants sont en cours et que les enseignants n'ont reçu aucun tract syndical dans leurs boîtes aux lettres. Michel Masson, professeur d'hébreu, confirme qu'il ne sent pas d'« *effervescence* » particulière parmi les jeunes. Les réactions, en revanche, sont nettement plus tendues au sein de la communauté maghrébine, importante à Paris-III.

Là comme ailleurs, les étudiants arabes se montrent farouchement hostiles à une guerre qui, comme l'explique Mustapha, « *ne s'arrête que par dégâts et meurtres* ». Debout devant l'amphithéâtre où un débat sur le Golfe vient d'être interdit, cet étudiant marocain déclare n'être « *ni pour Saddam ni pour Bush* », mais solidaire des Palestiniens. Tous n'avouent pas,

comme Fadila, leur sympathie pour le président irakien, mais la plupart se sentent pris dans une situation inconfortable. « *Au début, j'étais pacifiste, remarque Fatima, étudiante en LEA à Paris-VIII. Mais, maintenant, il est difficile de rester neutre : les questions des autres vous obligent à choisir un camp. Alors je me dis, pourquoi pas l'Irak ?* ».

D'autres, comme Zoubida, ont opté pour « *le côté des Européens* », mais tous regrettent d'avoir à se ranger dans des cases qui contredisent en partie leurs sentiments profonds. Salim, un agent technique algérien de Paris-VIII, résume bien la situation : « *J'ai toujours été anti-Saddam, mais je n'oublie pas que l'Arabie saoudite finance les intégristes en Algérie. Et puis, me ranger aux côtés des Américains, non, il ne faut pas charrier !* ». Le pacifisme est le recours de ceux qui, comme cet étudiant algérien en doctorat à Nanterre, ne veulent pas prendre de parti artificiel. « *En 1988, se souvient-il, j'ai fait la grève de la faim devant l'UNESCO pour protester contre la situation des Kurdes, dont presque personne ne parlait. Mais je reste sensible au problème palestinien* ». Plus généralement, la fac est, pour les étudiants maghrébins, le refuge contre la « *méfiante* » qui règne au dehors, la famille où se nouent des solidarités et où se construit l'espoir d'améliorer un jour la condition des immigrés.

RAPHAËLE RÉROLLE

La relance d'HEC

Depuis son arrivée en septembre 1989 à la tête du groupe HEC (École des hautes études commerciales et Institut supérieur des affaires, ISA), M. Michel Faucon se tait. Apparemment occupé à resserrer les boulons pour maintenir le prestige de la première école française de management. Cette discrétion lui aura permis, en réalité, de préparer l'avenir. En effet, le plan de bataille de grande envergure qui devait être annoncé officiellement mercredi 30 janvier vise un objectif « *stratégique* » : permettre à HEC, au moment de l'ouverture européenne, de rivaliser avec ses principaux concurrents internationaux, qui sont tous lancés dans des plans de développement ambitieux.

La première décision consista donc à renforcer les effectifs du campus de Jouy-en-Josas pour atteindre la « *masse critique* » indispensable. Pour l'école d'HEC seule, le nombre de diplômés, qui était de 300 en juin 1989 sera porté à 515 d'ici à 1995. En termes de recrutement, cela signifie qu'à la rentrée 1995, HEC accueillera 360 étudiants de classes préparatoires, mais également 100 étudiants titulaires d'une licence, d'une maîtrise universitaire ou d'un diplôme d'ingénieur, et enfin 60 étudiants étrangers titulaires d'un diplôme équivalent au niveau bac+3. Si l'on ajoute les effectifs de l'ISA qui seront portés à 200, les maîtres et les thésaurés, ce sont donc 2000 étudiants qui devraient fréquenter le campus d'ici cinq ans.

Dans le même temps, le brassage international devrait être renforcé dans tous les domaines. Ainsi le nombre d'élèves étrangers, qui représentent moins de 10 % des effectifs actuels, devrait être progressivement porté à 20 %. Les enseignements bilingues vont être multipliés. La Communauté des écoles européennes de management (CESM), lancée il y a deux ans avec la Bocconi de Milan, l'ESADE de Barcelone et l'université de Cologne (rejoins depuis par d'autres partenaires), devrait permettre, d'ici à 1995, d'offrir un double diplôme européen à la moitié des promotions. Enfin la direction d'HEC souhaite accuser en permanence une dizaine de visiting professors de haut niveau, trop rares aujourd'hui. Ajouté à un plan de croissance du corps professoral permanent ce sang neuf venu de l'étranger est destiné à accentuer un effort de recherche encore trop timide au regard des standards internationaux.

L'aide financière des entreprises

Tous ces développements supposent un renforcement très sensible des moyens d'HEC. Le budget actuel du groupe (230 millions de francs par an, abondés pour près de la moitié par la Chambre de commerce de Paris) ne permettra pas, en effet, d'assurer cette relance. Ainsi, la Chambre de commerce a décidé de financer (pour 55 millions de francs en deux ans) un certain nombre d'investissements pour agrandir et rénover le campus. Elle a d'autre part lancé un appel d'offres auprès de groupes immobiliers pour porter de 1 040 à 1 400 d'ici à 1992 le nombre de logements étudiants disponibles sur les campus.

Enfin et surtout, le Chambre de commerce de Paris devait signer, mercredi 30 janvier, un protocole d'accord avec la Fondation HEC et les associations d'anciens élèves d'HEC et de l'ISA afin de mobiliser de grandes entreprises soucieuses de soutenir l'effort de développement de l'école. L'objectif consiste à rassembler une vingtaine de partenaires économiques capables d'élimer un « *budget complémentaire de développement* » de l'ordre de 15 à 20 millions de francs par an. Comme la souligne M. Christian Vuilleux, responsable de la formation à la Chambre de commerce, « *ce partenariat était nécessaire pour changer de braquet, mais aussi pour renforcer les liens entre la communauté des affaires et le monde académique* ». Deux conditions indispensables pour étendre plus sûrement le « *calibre européen* ».

GÉRARD COURTOIS

EDUCATION

Les orphelins du syndicalisme enseignant

A la veille de son congrès de Clermont-Ferrand, la Fédération de l'éducation nationale assiste, impuissante, à la désaffection des enseignants

L y a des apparences trompeuses. Quiconque pénètre dans la salle des professeurs d'un collège ou d'un lycée pourrait s'étonner de la vigueur de l'affichage syndical. Le décor est immuable de Lille à Créteil : affiches, tracts, pétitions, coupures de presse rabattues de traits de couleur occupent toujours l'espace strictement délimité dévolu à chaque officine. Et ces dernières années, la floraison des « petits » syndicats qui grignotent patiemment les gros bataillons de la FEN a encore élargi la surface des panneaux. D'où le sentiment d'une tradition vivace comparée à la déroute syndicale que connaissent la plupart des autres catégories professionnelles.

Avec environ 40 % de syndiqués, contre à peine 10 % pour l'ensemble des actifs en France, la communauté enseignante résiste effectivement mieux que d'autres au phénomène général de désyndicalisation. Cependant, par rapport à l'âge d'or qu'il a connu au sein des années 80, avant l'arrivée de la gauche, le syndicalisme enseignant est sur la mauvaise pente. En dix ans, la puissante FEN (Fédération de l'éducation nationale) a perdu environ 250 000 adhérents. Sa principale composante, le SNI (Syndicat national des instituteurs), a semé à lui seul près du tiers de ses troupes : il ne rassemble plus, aujourd'hui, qu'à peine 170 000 instituteurs et professeurs d'enseignement général de collège (PEGC), dont 30 000 sont des retraités.

Cette paralysie du réflexe syndical se double d'une sévère crise interne. A quelques jours de son

congrès national, le colosse fait ses comptes et s'interroge. La direction socialiste de la FEN (regroupée sous la tendance UID - Unité, indépendance et démocratie) - devrait garder sa majorité de justesse, tandis que la tendance rivale, Unité et action (UA) proche des communistes, renforce ses positions. Sombre perspective pour les dirigeants de la FEN.

La FEN trop lointaine

Le congrès de Clermont-Ferrand, dont le thème central est précisément « l'avenir du syndicalisme », devrait donc marquer - du 4 au 8 février - un tournant important. Tout le monde en est persuadé dans les états-majors. Pourtant, ni la crise interne de la FEN, ni l'incertitude sur l'avenir du syndicalisme ne semblent agiter les enseignants sur le terrain. La FEN est trop lointaine, trop abstraite, répondent la plupart des instituteurs ou des professeurs. Cette enseignante certifiée du Val-de-Marne, adhérente au SNES et syndiquée « par principe » depuis son entrée dans le métier en 1964, fait valablement figure d'exception.

Elle s'est malgré tout offert, comme un certain nombre de ses collègues, un petit détour par le SGEN-CFDT dans les années 70, « la période de grâce de ce syndicat ». « Chaque établissement a ses traditions syndicales, explique-t-elle. Quand j'ai adhéré au SGEN, j'étais en poste dans un collège où les militants du SGEN étaient très actifs. Au lycée, ils n'étaient qu'une poignée. Je suis donc retournée à mes premières amours. Non pas

par conviction : je ne suis pas du tout d'accord avec la position actuelle du SNES sur la réforme des lycées. Mais il faut bien être syndiqué quelque part ».

Jean-Pierre Caboche, secrétaire général de la section FEN du Nord, voit juste quand il souligne que les enseignants ne se sentent plus « unis par les grandes valeurs qui ont fait la FEN ». « Les profs préfèrent parler points d'indice que de se mobiliser pour la défense de l'IVG ou contre la montée des nationalismes », regrette-t-il. A preuve, la prise de position - fort discrète - de la FEN sur la guerre du Golfe est ignorée de la plupart des syndicats de la base. Tout comme le thème du prochain congrès, « La recomposition syndicale, ce n'est pas un problème très accrocheur en ce moment », s'exclame presque un professeur de Créteil, adhérent au SNPDIES, le syndicat FEN des chefs d'établissement.

L'espoir déçu de la revalorisation

Avec ses quarante-neuf syndicats nationaux qui reproduisent fidèlement les corporatismes internes au milieu, la FEN apparaît à beaucoup comme « une nébuleuse formelle », pour reprendre l'expression d'un jeune instituteur de L'Havre-Les-Roses qui se proclame « adhérent au SNI, après avoir été militant ». L'adhésion à un syndicat est fréquemment présentée comme une « assurance pour la carrière » ou « l'achat d'un ensemble de services », rarement comme l'entrée dans un réseau de solidarité ou l'inscription dans un cou-

rant de « anses ». Il est symptomatique de voir que c'est le syndicat qui a le plus sûrement contribué à créer une culture collective politique et syndicale dans le milieu enseignant, le SNI, qui est actuellement le plus touché par l'érosion.

L'arrivée de la gauche au pouvoir, l'espoir puis les déceptions qui ont suivi, ont asséné le premier choc. Tous les enseignants en parlent comme de la première fracture, symbolisée par « l'échec de la rénovation des collèges » ou « l'après bataille des PEGC contre les certificats pour la réduction de leur temps de service ».

Plus récemment, l'espoir déçu de la revalorisation qui, chez les instituteurs, a surtout « profité » aux enseignants en fin de carrière et aux nouveaux arrivants, laissant le gros des troupes frustré et amer, en a fait basculer plus d'un. « Nos conditions de travail sont trop difficiles actuellement pour que nous puissions de gaieté de cœur nous contenter de perspectives de carrière à long terme, expose une institutrice parisiennaise. Même si l'attente aujourd'hui de redresser la barre, le SNI a pu de son attitude « suiviste » au moment de la revalorisation ».

Raillement au plus offrant

Reste donc, pour beaucoup, une relation au syndicat purement utilitaire, « le réflexe-MAAF », selon l'expression d'un responsable de la section FEN du Nord. « Les collègues acceptent de voter pour nous mais ils n'adhèrent pas. Ils ne sont pas hostiles mais ils ne s'attachent pas. Chez les jeunes surtout, le dés-

intérêt est frappant. » Certains enseignants, surtout dans le second degré où l'éventail de choix est large, rallient sans complexe le syndicat le plus affirmé. Cette jeune enseignante d'anglais de Créteil est de ceux-là. Professeur certifiée syndiquée au SGEN-CFDT au début de sa carrière, elle en a divorcé « par lassitude », dit-elle. Elle vient de renouer avec l'action syndicale « à titre provisoire », en s'inscrivant à FO.

Un congrès décalé

Seules la suppression de son poste et la crainte de devoir quitter un établissement où elle se sent bien et où elle exerce depuis dix ans l'ont décidée. Et elle assume parfaitement ce virage sur l'ailasse surprenant. « FO est le seul syndicat qui ait fait quelque chose pour moi alors que je n'étais pas syndiquée, explique-t-elle. Il ne faut pas se raconter d'histoires, on se syndique quand on a besoin d'être défendu ».

Dans certains lycées et collèges, la présence de nombreux enseignants non syndiqués ou « désyndiqués » modifie aussi les lignes de partage traditionnelles, bouscule les clivages classiques. « Quand on a un problème, on convoque une AG », dit une militante de l'Ecole. Émanée d'un collège du Val-de-Marne. Et lors des élections professionnelles, la constitution de listes communes, comprenant des non-syndiqués semble de plus en plus fréquente.

Au lycée Léon-Blum de Créteil, par exemple, où une moitié seulement de la centaine d'enseignants

adhère à un syndicat, le SNES et le SGEN font depuis plusieurs années front uni avec des non-syndiqués contre la liste présentée en commun par le SNLC (Syndicat national des lycées et collèges) et FO. « C'est la première fois que je vois cela », s'étonne une militante du SNES arrivée dans l'établissement il y a deux ans.

« Il n'y a plus de batailles rangées entre syndicats comme dans la période 1981-1985, raconte une enseignante non syndiquée du même lycée. Nous nous réunissons demain pour débattre du projet d'établissement et de la réforme des lycées, à l'initiative des collègues et de l'administration. Nous n'avons pas besoin des syndicats pour cela ».

Les regroupements par affinité pédagogique, ou par habitudes communes de travail ont tendance à supplanter les clivages syndicaux ou politiques traditionnels.

« Ce congrès est décalé, analyse, au collège Kimbaud de Villeneuve-d'Ascq, une enseignante syndiquée au SNES, ex-militante communiste, ex-secrétaire de section SNES, qui a « rendu son tablier » par lassitude du discours « corporiste ». « La crise au sein de la direction de la FEN survient alors que nous vivons un moment d'accalmie sur le terrain, fait-elle remarquer. D'où une incompréhension qui ne fera que s'accroître. Dans les collèges difficiles, le coude-à-coude est une question de survie. Adhérents du SNI ou du SNES, nous sommes bien obligés de travailler ensemble ».

CHRISTINE GARIN

REPÈRES

CONCOURS DE RECRUTEMENT.

La saison des concours échauffe. Le Journal officiel du 5 janvier précise la répartition, discipline par discipline, des places offertes aux concours de recrutement de professeurs agrégés pour 1991. 1010 mille places pour l'agrégation externe et deux mille pour l'agrégation interne sont prévues et l'on note, en particulier, les 732 places offertes, dans des concours, pour les futurs enseignants de mathématiques.

De plus, deux arrêtés, publiés au J.O. du 16 janvier, viennent de fixer la répartition par disciplines des 5 600 places offertes, pour 1991, aux concours internes et externes de recrutement des professeurs de lycées professionnels (PLP).

En revanche, les postes ouverts au concours du CAPES ne sont toujours pas publiés, ce qui suscite l'inquiétude échauffée des enseignants, notamment du SNES, qui escomptent le ministère de vouloir réaliser à quelques économies.

MICHEL-DE-MONTAIGNE.

Suaveuse, comme beaucoup de ses ennemis, de faire oublier la désignation technocratique par un numéro et de forger une identité plus séduisante, l'université de Bordeaux-III vient de décider de s'appeler Université Michel-de-Montaigne. Une façon pour cet établissement consacré de ses lettres et de ses sciences humaines d'afficher son « ambition humaniste », comme le souligne vaillamment son président, M. Régis Ritz.

PÉDAGOGIE.

Sous le titre Pour une bibliothèque idéale des enseignants, l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) vient de publier un guide bibliographique original. Il s'agit, en quelque trois cents références d'ouvrages, d'orienter les professeurs de collèges et de lycées - quelle que soit leur discipline - vers les savoirs de base en éducation, pédagogie et didactique, et de les aider à faire le point sur les dernières avancées de la recherche et de la pensée dans ces domaines. Les références ont été retenues pour la plupart sur la base des lectures effectuées par les enseignants, interrogés notamment dans le cadre d'une enquête auprès d'un millier de

professeurs. (Rens. : INRP, 23, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 46-34-90-00.)

RAVEL 1991.

L'opération de recensement automatisé des vœux des élèves (RAVEL) est reconduite cette année en Ile-de-France. Il s'agit, depuis l'an dernier, d'une étape indispensable pour l'inscription des futurs bacheliers dans l'enseignement supérieur. RAVEL va se dérouler en deux temps : du 9 janvier au 17 février, une première phase - facultative - de collecte d'intention ; mais surtout, du 25 mars au 12 mai, une phase obligatoire de recensement des vœux d'inscription suit par un Minitel privé, soit par le Minitel de l'établissement. La grande nouveauté 1991 est la prise en compte de tous les vœux d'inscription, à l'université mais aussi dans les filières sélectives (classes préparatoires, IUT ou STS). En outre, une relation systématique est prévue, via les établissements, pour les élèves qui ne se seront pas connectés.

UNIVERSITÉS-REGIONS.

Le Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 17 janvier vient de publier la circulaire - très attendue - qui réglemente minutieusement les conditions dans lesquelles l'Etat pourra confier aux régions, aux départements ou aux villes candidates la construction ou l'extension d'établissements d'enseignement supérieur. Pris en application de la loi du 4 juillet 1990, ce texte précise, en particulier, le montant minimal, pour chaque opération, de l'effort financier des collectivités locales : elles devront assumer au moins les deux tiers du coût total de l'investissement, soit le moitié du coût après le remboursement de la TVA. La circulaire fixe en outre la procédure de choix des opérations, de signature des conventions avec l'Etat, de financement et d'exécution des travaux. Le cadre juridique du financement des nouvelles constructions universitaires dans le cadre du plan gouvernemental Université 2000 est donc enfin tracé.

Levée en masse pour les universités

Près de cinq mille postes d'enseignants sont à pourvoir dans le supérieur pour la rentrée 1991. Un effort sans précédent depuis vingt ans

C'EST devenu le rendez-vous rituel de fin janvier : le ministère de l'éducation nationale vient de publier la liste des emplois d'enseignants du supérieur mis « au mouvement » pour l'année 1991. En fait de mouvement, il s'agit d'une lame de fond posée, au total, ce sont 4 933 postes qu'il faudra pourvoir d'ici l'automne prochain pour assurer la rentrée dans les universités. 2 719 sont des postes vacants et 2 234 des postes nouveaux créés en 1991. Quand on sait que les établissements d'enseignement supérieur, hors médecine, comptent près de 40 000 enseignants, le recrutement de 5 000 enseignants nouveaux en une seule année relève, comme le souligne M. Claude Allègre, conseiller spécial du ministre de l'éducation, d'une véritable « transfusion sanguine ».

Ces besoins considérables permettent de mesurer les mutations qui bouleversent l'université française. D'un côté, il faut commencer à faire face à la vague des départs à la retraite d'enseignants entrés dans la carrière à la fin des années 1950. Les 2 719 postes vacants cette année résultent en grande partie de ce mouvement démographique qui ira en s'amplifiant dans les prochaines années. Mais les universités doivent également affronter la poussée brutale

des effectifs étudiants depuis trois ans : 50 000 étudiants supplémentaires à la rentrée 1988, 80 000 à la rentrée 1989 et au moins autant, selon toutes les prévisions, à la rentrée 1990, même si le ministère tarde à publier les chiffres officiels.

La double nécessité de remplacer les enseignants partants et d'encadrer aussi correctement que possible les nouveaux étudiants explique la vigueur de l'effort réalisé cette année. Le nombre de postes créés (2 234) est ainsi sans précédent depuis une vingtaine d'années. A titre de comparaison 1 480 emplois ont été créés en 1990, 1 050 en 1989, 420 en 1988, 500 en 1987 et 100 en moyenne, pour la période 1975-1981. Dans dix-neuf académies sur vingt-cinq, le nombre des emplois créés en 1991 est supérieur au total des emplois créés entre 1984 et 1988.

Quels viviers de recrutement ?

En dehors de cette volonté de rééquilibrage au profit de régions jusque-là défavorisées, comme le Nord-Pas-de-Calais ou la Bretagne, la répartition de 2 234 postes nouveaux pour 1991 obéit à plusieurs critères spécifiques. Ainsi 300 emplois sont attribués aux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) qui doivent se mettre en place à la rentrée pro-

chaines dans toutes les académies pour assurer la formation des futurs professeurs des écoles, des collèges et des lycées.

De même 200 emplois sont réservés aux instituts universitaires de technologie (IUT) correspondant à la création d'une quinzaine de nouveaux départements et d'une quarantaine de nouveaux groupes. Les écoles d'ingénieurs, très sollicitées pour augmenter leurs promotions, bénéficieront d'un contingent d'une centaine d'emplois nouveaux. Enfin, sur les 1 634 postes attribués aux universités stricto sensu, 150 sont réservés au démarrage des quatre nouvelles universités de la région parisienne.

Créer des postes suppose toutefois de trouver des candidats de qualité en nombre suffisant. Or c'est bien là que le bât blesse. Le ministère a multiplié les initiatives depuis deux ans pour favoriser les vocations : forte augmentation des allocations de recherche pour les étudiants qui préparent une thèse, création du moniteur d'enseignement supérieur et des centres d'initiation à l'enseignement supérieur (CIES). Mais l'on reconnaît, rue de Grenelle, que l'augmentation du nombre de thésards est plus lente que prévue et qu'il faudra, dans l'immédiat, puiser dans d'autres viviers pour assurer les recrutements.

Le premier est déjà bien utilisé. Il s'agit des professeurs du second degré invités à enseigner dans le supérieur, en particulier en première année et dans des disciplines d'accompagnement, notamment les langues. L'économie ou les maths dans des filières dont ce n'est pas la spécialité. Ainsi, sur les 5 000 postes mis au mouvement cette année, 1 300 environ, soit le tiers, devraient être pourvus de cette manière. Le second vivier, encore largement inexploité, est celui des professeurs associés, partageant leur temps entre leur entreprise et l'université. Un texte réglementaire destiné à favoriser les vocations de professionnels tentés par l'enseignement supérieur est en préparation depuis des mois. Ce décret est passé, il y a deux

semaines, à l'examen du Conseil d'Etat et devrait être publié d'ici un mois, assure-t-on rue de Grenelle, où l'on s'attend à ce que 200 emplois supplémentaires de ce type pour la prochaine rentrée.

Le CNU embouteillé

Restent enfin à évaluer et choisir les candidatures. Chacun reconnaît, à cet égard, que les prochaines mois seront « très durs ». Avec ses procédures lourdes, le Conseil national des universités (CNU) est certainement peu préparé à un tel afflux de postes. Là encore, le ministère planche depuis des mois sur une réforme du CNU afin de renforcer l'évaluation des candidatures au niveau des commissions locales et de faciliter ainsi le travail des instances nationales.

Mais, même si ce projet est effectivement soumis aux syndicats très rapidement, comme prévu, et s'il recueillait un large assentiment, le nouveau dispositif ne pourrait être en place pour le mouvement 1991. M. Jospin sera donc vraisemblablement contraint, faute de mieux, de proroger une nouvelle fois l'actuel CNU. Perspective peu séduisante pour bien des universitaires.

G. C.

Candidatures

Les dossiers de candidature pour l'ensemble des postes à pourvoir doivent être envoyés dans les rectorsats au plus tard le 26 février.

La liste des emplois vacants ou créés peut être consultée au Journal officiel du 17 janvier et du 24 janvier (emplois de professeur), ou Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 17 janvier (maîtres de conférences et emplois de statut second degré) ou encore sur Minitel, code 3615 EDUTEL PLUS.

ETUDES EN SUISSE

- Baccalauréat français, séries A, B, C, D
- Maîtrise suisse
- Diplôme de commerce, secrétaire, secrétaire de direction
- Cours d'anglais tous niveaux
- Cours de français pour étrangers
- Aussi en Internet
- Cours de vacances fin juin - septembre

Ecole Lémania - 9, ch. de Pétrole - CH 1001 Lausanne
Tél. 021-261-20-20 ou 01 - Fax 021-491-912-912 - Telex 400 500



Jeudi 1991

Le Monde

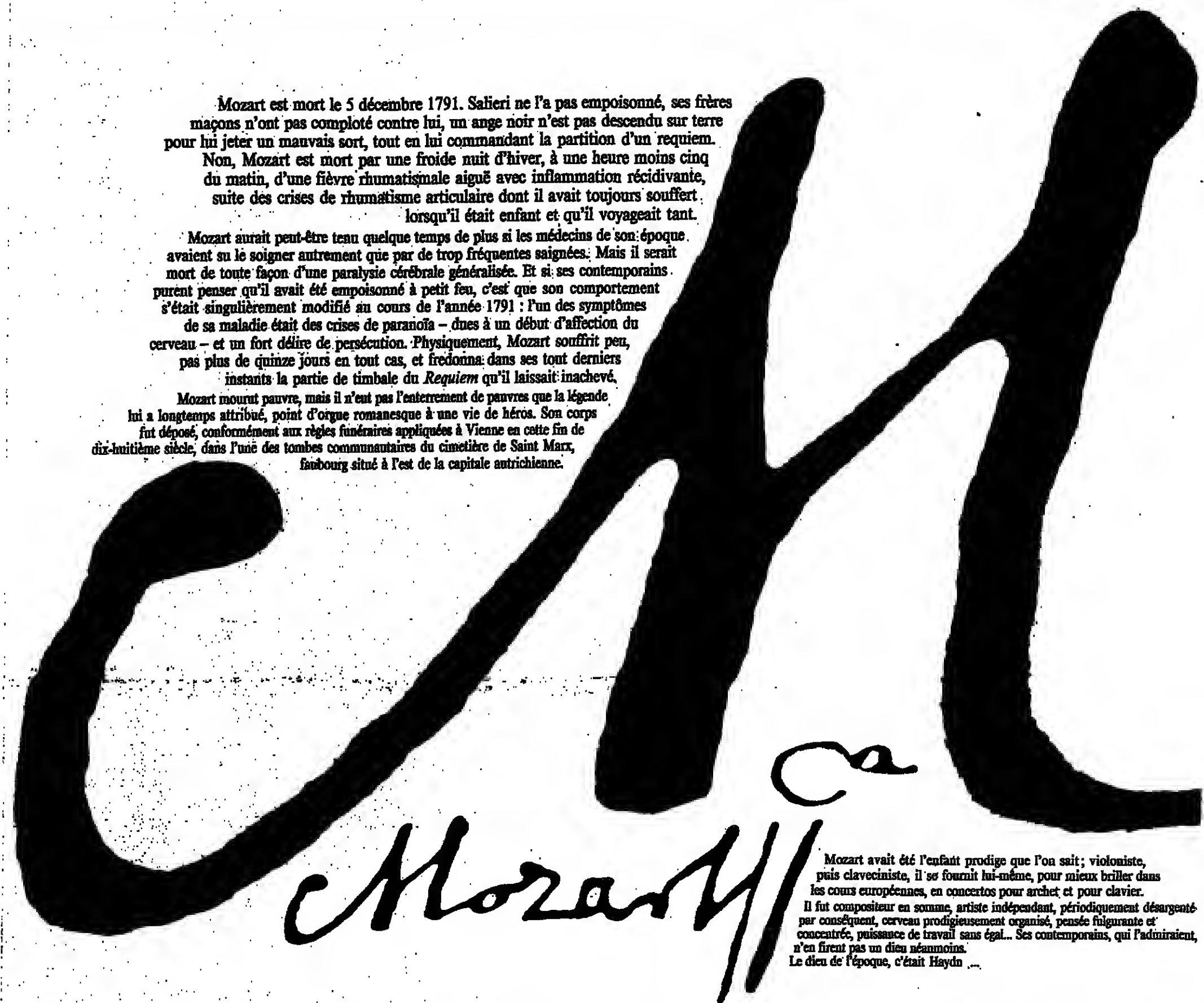
ARTS • SPECTACLES

Mozart est mort le 5 décembre 1791. Salieri ne l'a pas empoisonné, ses frères maçons n'ont pas comploté contre lui, un ange noir n'est pas descendu sur terre pour lui jeter un mauvais sort, tout en lui commandant la partition d'un requiem. Non, Mozart est mort par une froide nuit d'hiver, à une heure moins cinq du matin, d'une fièvre rhumatismale aiguë avec inflammation récidivante, suite des crises de rhumatisme articulaire dont il avait toujours souffert.

lorsqu'il était enfant et qu'il voyageait tant.

Mozart aurait peut-être tenu quelque temps de plus si les médecins de son époque avaient su le soigner autrement que par de trop fréquentes saignées. Mais il serait mort de toute façon d'une paralysie cérébrale généralisée. Et si ses contemporains purent penser qu'il avait été empoisonné à petit feu, c'est que son comportement s'était singulièrement modifié au cours de l'année 1791 : l'un des symptômes de sa maladie était des crises de paranoïa - dues à un début d'affection du cerveau - et un fort désir de persécution. Physiquement, Mozart souffrit peu, pas plus de quinze jours en tout cas, et fredonna dans ses tout derniers instants la partie de timbale du *Requiem* qu'il laissait inachevé.

Mozart mourut pauvre, mais il n'eut pas l'enterrement de pauvres que la légende lui a longtemps attribué, point d'origine romanesque à une vie de héros. Son corps fut déposé, conformément aux règles funéraires appliquées à Vienne en cette fin de dix-huitième siècle, dans l'une des tombes communautaires du cimetière de Saint Marx, faubourg situé à l'est de la capitale autrichienne.



Mozart avait été l'enfant prodige que l'on sait; violoniste, puis claveciniste, il se fournit lui-même, pour mieux briller dans les cours européennes, en concertos pour archet et pour clavier. Il fut compositeur en sonne, artiste indépendant, périodiquement déargenté par conséquent, cerveau prodigieusement organisé, pensée fulgurante et concentrée, puissance de travail sans égal... Ses contemporains, qui l'admirèrent, n'en firent pas un dieu néanmoins. Le dieu de l'époque, c'était Haydn.

Et voilà que l'on commémore pour la seconde fois l'anniversaire de la mort de Mozart. Et voilà que ce bicentenaire mobilise l'Europe musicale douze mois durant, qu'il met en effervescence les salles de concert, le marché du disque et de l'édition spécialisée, qu'on veut y intéresser le profane, les enfants, qu'on lui consacre des spectacles, des festivals, que tout est fait pour culpabiliser celui qui, par une allergie bien compréhensible au grand mort de l'année, voudrait acheter de la musique autrement qu'en métrages de disquette à prix réduit. C'est que, Mozart se vendant déjà comme des sacs Vuitton, il est bon qu'il se vende mieux encore douze mois durant. C'est que l'Année Mozart n'est pas celle des mozartiens mais celle des marchands. Le pire, c'est que tout le monde le sait.

Il y a deux façons d'aimer la musique de Mozart. Pour ce qu'elle cache - humour, tendresse, intelligence, perversité; il faut alors accepter de lui être attentif et par elle souvent désarçonné. Mais on peut aussi aimer cette musique pour son apparence d'amabilité, ce qui permet de l'entendre, sans l'écouter. Comment alors interpréter l'amour démesuré de notre époque pour cette musique « pure d'idées » ? Par une mobilisation générale contre l'idéologie ? Par un glissement généralisé vers l'électro-ophalogramme plat ? Ou par un goût plus banal de la « facilité » ?

Facile, la musique de Mozart ne l'est d'aucune façon pour ses interprètes. Pourquoi le deviendrait-elle pour ses auditeurs, sauf cas d'exceptionnelle surdité ? Aimée, la musique de Mozart ne l'a pas toujours été, il faut le savoir pour se rassurer. Rien ne serait plus inquiétant qu'une œuvre qui, deux siècles durant, aurait fait l'unanimité.

Revenons donc aux anniversaires. Le centenaire de 1891 semble s'être déroulé sans fustes particulières. On en garde comme par un fait expès le témoignage, à la fois respectueux et exaspéré, d'un Irlandais, critique et dramaturge, amoureux de Wagner et d'Ibsen. « Bien entendu, le mot d'ordre est : admirer, admirer !... Mais quel ? », interroge avec une saine brutalité George Bernard Shaw dans

l'hebdomadaire *The World* daté du 9 décembre 1891. Remarquons en passant qu'on osait, il y a cent ans, célébrer une année Mozart avec quatre jours de retard.

Bernard Shaw était un habitué de Bayreuth. Il trouvait Mozart trop facile, trop accessible, trop aisé, trop peu prémonitoire. Son opinion allait être partagée par l'intelligentsia du tournant du siècle dans sa majorité, tous wagnériens invétérés parce que Wagner incarnait, avec Beethoven, la musique « à idées », celle sur laquelle M. Verdurin avait ses nerfs ou laissait délicieusement pender son front encommé.

Proust était wagnérien et se faisait jouer à domicile les *quatuors* de Beethoven. Reynaldo Hahn, lui, était mozartien. On devine dans quel camp se situaient le sérieux et la légèreté. L'affaire était pliée.

Le dossier fut réexaminé, et Mozart peu à peu réhabilité par Paris (les beaux esprits du dix-neuvième français ne l'avaient jamais renié) dans les dix premières années de notre siècle. Soudain, on en eut assez des cycles Beethoven bisannuels obligés, salle Pleyel. On fut saturé de leitmotiv wagnériens, de pathos beethovenien, de germanisme et de *Weltschmerz*, cette douleur individuelle élargie aux dimensions de l'humanité. Vincent d'Indy, possible modèle du Vinteuil proustien, relâche la bride de son « wagnérisme rémanent » (1) et laisse exécuter à la Schola Cantorum une suite d'airs à danser d'un compositeur français du dix-huitième siècle. On vit ce jour-là Debussy sortir de sa réserve de grand fauve. On l'entendit crier « Vive Rameau, à bas Gluck ! » La cause mozartienne était contenue dans ce geste donné par l'avant-garde au contrôle de la forme et à la sublimation des sentiments.

Aussitôt, le mythe galope. On découvre le *Requiem* : c'est une « découverte mystique ». On prétend, niant Haydn, qu'avec Mozart « la symphonie moderne a été créée du jour au lendemain dans sa perfection » (2). On lui attribue sans barguigner une essence divine, des parentés ornithologiques. Mozart, à la mode post-symboliste, façon Sâr Péladan, est décrit comme un dieu descendu de l'empyrée. « La rythmique de Mozart présente un caractère

ornithologique fortement marqué », déclarait Messiaen, beaucoup plus près de nous. Et il n'est que de feuilleter quelques biographies récentes pour constater que le mythe du Mozart angélique, du divin miracle, n'est pas près de rendre les armes.

Mais étaient venu le cubisme, l'art non figuratif. Et Mozart, sur fond de canonnades allemandes, fut entendu par les précurseurs de l'art moderne, par un Stravinsky ou par un Paul Klee, comme la réponse péremptoire et épurée à un monde devenu fou. « On abandonna la région d'ici-bas pour aller construire de l'autre côté dans une région au-delà qui peut au moins exister intacte... » Quand le peintre (que Boulez allait tant aimer) écrit ces mots dans son journal, en 1915, Mozart, son « froid romantisme » et son « style sans pathos » y sont obscurément mêlés, sans plus d'explication qu'une lapidaire constatation : « abstraction ».

Mais, puisqu'il semble désormais que le miroir-Mozart soit amené par notre fin de siècle à ne plus rien refléter, sinon une frénésie de consommation et, peut-être, un lambeau de rêve européen, laissons le dernier mot à un musicien danois mort dans les années 30 auquel on doit cette jolie phrase sur son petit frère salzbourgeois : « Il lui sera pardonné de n'avoir pas été un ange. » Et Carl Nielsen de conclure, en bon Nordique, par la plus chaleureuse des métaphores domestiques (3) : « Il n'a pas démolé nos maisons devant nous pour construire des palais qui nous auraient impressionnés, mais où nous aurions eu froid. Il nous a fait don de lui-même, de son amitié, de son génie, de la pureté de ses sentiments, de son sourire chaleureux, de son sérieux, de son esprit joyeux et rayonnant, au travers de ses mélodies immortelles et de son art resplendissant. »

ANNE REY

(1) Louis Laloy, *La Musique retrouvée*, 1902-1927, Pion, 1928.
(2) Marcel Maré, *Le Dieu Mozart et le Monde des dieux*, Gallimard, 1971.
(3) Carl Nielsen, *La Musique et la Vie*, Actes Sud, 1988.

Guerre intime

SCIENCES
CONOM

BAGDA
GENERAT

Jah, l'ic, d'ic
pour les 30-40
c'est d'ic

Teled Classics

MOZART
HARNONCOURT
La Vérité



30 enregistrements disponibles en C.D.
Catalogue sur demande à Warner Classics
12, rue de Valenciennes, 75011 Paris

Dans l'atelier du génie

ALORS qu'il était encore enfant, Jean Wiener (1896-1982) fut invité par Gabriel Fauré, curieux de juger de ses dons exceptionnels, à une de ces parties de quatre mains dont le vieux maître avait le secret. Il ne s'agissait pas de déchiffrer mais d'improviser et, surtout, de saisir au vol les modulations inopinées lancées tour à tour par l'un et par l'autre en manière de défi. A la fin, Fauré avait les larmes aux yeux, d'émotion et d'admiration. A la mère qui, s'enquérant des dispositions de son fils, risqua, devant tant d'épithètes louangeuses, « Comme Mozart? », « Oh! beaucoup mieux, madame, beaucoup mieux », répondit Fauré, qui n'était pourtant pas l'homme des compliments complaisants et admirait à sa juste valeur le génie de l'auteur de *Don Giovanni*.

Avec le recul, et parce que Jean Wiener a préféré s'illustrer dans des genres mineurs, la comparaison semble extravagante. D'un certain point de vue seulement, car si, faute de posséder un témoignage de cette improvisation avec Fauré, on compare les subtilités harmoniques des mélodies que Reynaldo Hahn composait à douze ou treize ans avec ce que le jeune Mozart produisait au même âge, on est bien obligé de conclure que le premier en savait en ce domaine beaucoup plus long que le second. On pourrait multiplier les exemples à l'avantage des modernes, d'autant que le style classique dans les années 1760 est d'une simplicité extrême au regard de ce qui a suivi, comme des fastes de la période baroque qu'il supplante. Quelle distance entre les dernières œuvres de Bach ou de Rameau et les avatars de la *Servant Padrona* (1733) de Pergolèse, dont, en exagérant un peu, on pourrait dire qu'elle résume les qualités et les défauts de l'esthétique naissante : l'art de la formule opposé à l'art de la fugue.

Dans les conservatoires, de nos jours, le « style Mozart » est encore le plus facile à enseigner et, pour les élèves, à maîtriser. Composer un petit menuet, un mouvement de quatuor à la manière du maître de

Salzbourg, est un exercice qui se pratique avec un succès inquiétant. Si des étudiants moyennement doués sont capables de s'en approprier aussi bien le style et la syntaxe, en quoi la musique de Mozart se distingue-t-elle de ses imitations les plus fidèles? (1)

Il y a plusieurs réponses évidentes. D'abord, Mozart a composé des œuvres de longue haleine, ce dont ne seraient pas capables ses meilleurs épigones. Écrire une sérénade, passe encore, mais un opéra? Sait-on jamais, pourtant... En second lieu, il est sûr qu'un des éléments de notre admiration se situe dans cette obscure région où se rejoignent le culturel et l'affectif : la beauté est d'autant plus émouvante qu'elle est l'œuvre de Mozart et qu'elle a deux siècles.

Chez un certain nombre de connaisseurs, l'admiration naît également du fait que tel ou tel procédé se reconstruit pour la première fois chez le Salzbourgeois (et cela exclut la valeur éventuelle d'un pastiche, si remarquable soit-il). En relevant une singularité, on a la sensation vraie ou fautive de pénétrer tout à coup dans l'atelier du génie, au cœur même de sa fantaisie. C'est une des justifications de la pratique de l'analyse musicale, qui connaît actuellement un essor considérable.

Analyser la *Symphonie pastorale* de la même façon que la *Symphonie héroïque* renseigne davantage sur leurs différences et leurs similitudes que sur leur spécificité à l'une ou à l'autre. Ainsi, mettre en regard une sonate de Mozart et une sonate de Pleyel (le célèbre facteur de piano apprit la composition auprès de Haydn) risque de faire seulement apparaître que leur langage mélodico-harmonique n'est pas fondamentalement différent. Pierre Barbaud, qui avait tenté de le faire avec le secours de l'ordinateur, en fut réduit à conclure : « Mozart fait ce qu'on faisait en son temps. Mais il y a quelque chose en plus qui échappe à mon analyse et, probablement, à l'analyse tout court ».

Quand ses fonctions de compositeur de la cour impériale et royale obligent le musicien à écrire des menuets, des contredanses ou des valses, au cours des dernières années de son existence, il ne lui est pas nécessaire de beaucoup simplifier son langage, pas

plus que pour composer la *Flûte enchantée*, destinée à un théâtre où le public populaire côtoie les connaisseurs. De même, la réussite de la *Sonate pour piano en ut majeur KV 545*, surnommée *Facile*, ne nous semble pas plus discutable que celle de la plupart des dix-huit autres. C'est peut-être quand il cherche le moins à se distinguer du commun que le génie de Mozart apparaît de la façon la plus insolente.

L'idée selon laquelle l'intérêt d'une œuvre dépend de la quantité d'informations qu'elle contient, pour reprendre un poncif des années 60, se trouve donc sérieusement mise à mal par ce que la fraction obscurantiste et guère plus clairvoyante des commentateurs appelle le miracle mozartien. Si un chef-d'œuvre d'audace harmonique, de puissance romantique, d'émotion, de complexité polyphonique comme *Don Giovanni* (la scène finale, la mort du Commandeur, la douleur de Donna Anna, le trio des masques, la superposition des trois danses dans la scène du bal) — un chef-d'œuvre où la simplicité et la grâce ont aussi leur place — peut mettre tout le monde d'accord, on y est ébloui plus que renseigné sur la nature du génie qui a conçu tout cela. Il serait plus instructif de s'arrêter sur deux partitions exactement contemporaines et qui ne suscitent pas une si touchante unanimité : *Une plaisanterie musicale KV 522* et *Une petite musique de nuit KV 525*, dont on fait généralement peu de cas.

Le musicologue américain Alfred Einstein, frère du physicien, a suggéré que cette *Plaisanterie musicale* (indépendamment des fausses notes évidentes qu'elle contient et qui n'exigent pas pour en rire un sens critique bien affiné) présentait, par les incongruités plus subtiles de la composition, une illustration de l'esthétique mozartienne. Illustration à rebours mais très éclairante, tant il est vrai qu'une esthétique se définit autant, sinon davantage, par ce qu'elle exclut que par ce qu'elle met en œuvre. Dans le cas de

(1) Parmi les « faux » illustres, on signalera le concerto dit « Adélaïde », pastiche réalisé dans les années 30 pour le jeune Mephisto, qui se fit inopinément son propagateur et dont l'enregistrement reparait actuellement chez EMI ; l'œuvre est de Marcus Casadeus, les cadences de Paul Hindemith.

Mozart (dont l'apparente homogénéité stylistique du début à la fin recouvre en fait une évolution en spirale vers l'intérieur comme vers l'extérieur), il semble précieux de découvrir ce qu'il repousse absolument. D'autant qu'il n'hésita jamais à s'approprier ce qu'il rencontrait de bon chez les autres pour alimenter sa propre évolution.

Il se montre ainsi tour à tour novateur et conservateur à toutes les époques de sa carrière, et souvent au même degré, sans cesser d'être lui-même. Ainsi, il faut beaucoup de perspicacité et d'accoutumance pour saisir ce qui distingue, par exemple, les trois *Divergentes pour cordes KV 136 à 138*, composés à seize ans, en 1772, d'*Une petite musique de nuit*, de 1781. La difficulté s'estompe, en revanche, quand on compare *Une petite musique de nuit* et *Une plaisanterie musicale*, antérieure de deux mois ; c'est, dirait-on, la leçon du maître face aux inépties du cancre. La confrontation de ces deux œuvres pourrait bien alors nous livrer quelques clés du mystère.

Certes, au vingtième siècle, nos oreilles ont entendu tant de musiques où les règles classiques sont délibérément bafouées qu'il faut replacer la *Plaisanterie musicale* dans le contexte et le style de l'époque pour en percevoir tout le sel. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle une musique comme celle-là peut nous paraître, non seulement acceptable, mais beaucoup plus intéressante à écouter que bien des pages sérieuses et correctes des contemporains mineurs de Mozart, ou que d'autres musiques burlesques signées Leopold Mozart ou Mémel.

C'est là qu'il faut rendre justice aux théoriciens de « la quantité d'informations » : les idées abondent dans cette *Plaisanterie musicale* — d'où l'intérêt soutenu qu'elle suscite — et toutes ne sont pas intrinsèquement mauvaises, loin de là. Il y a même, au fond, que des idées, comme dans les œuvres de la plupart des jeunes compositeurs, de ceux du moins qui, ayant davantage d'invention que de savoir-faire, sont les plus prometteurs. C'est l'assemblage des motifs, la réalisation harmonique et, plus généralement, la composition, qui souffrent ici la critique. Mais l'ensemble se tient malgré tout, grâce à l'éloquence brute de l'invention, à l'énergie désespérée avec laquelle, on le sent bien, l'auteur suppose toute

PHILIPS

L'ÉDITION COMPLÈTE MOZART

DÉJÀ PARUS

VOLUME 1 : 6 disques compacts
LES SYMPHONIES DE JEUNESSE
Academy of St Martin in the Fields
Sir Neville Martinson

VOLUME 2 : 6 disques compacts
LES GRANDES SYMPHONIES
Academy of St Martin in the Fields
Sir Neville Martinson

VOLUME 3 : 7 disques compacts
SÉRIALES POUR ORCHESTRE
Academy of St Martin in the Fields
Sir Neville Martinson

VOLUME 4 : 5 disques compacts
DIVERGENTES / MARCHES
György Czerny de chambre de l'Academy of St Martin in the Fields

VOLUME 5 : 6 disques compacts
SÉRIALES ET DIVERGENTES POUR VOIX
H. Martens, H. Holliger

VOLUME 6 : 6 disques compacts
DANSES / MARCHES
Ensemble Mozart de Vienne
Wolfgang Reisinger

VOLUME 7 : 12 disques compacts
LES CONCERTS POUR PIANO
avec Alfred Brendel, H. & M. Lehmkuhl, Tori Knapman

BNP France Inter

Così parlan tutti

L'ont-ils bien compris, bien lu, bien entendu? Ou n'ont-ils voulu voir, dans Mozart, que le reflet d'eux-mêmes? Les artistes des deux siècles écoulés se sont beaucoup intéressés au « cas » Mozart. Et se sont beaucoup contredits!

STENDHAL : « Un barbare romantique. »

SCHUMANN : « Jupiter tonnant au visage serein. »

CHOPIN : « Ses andantes ont une pureté de larmes. »

HUGO (à propos du *Requiem*) : « Belle musique déjà ridée. Hélas ! la musique se ride ! »

BUSONI (à propos de Mozart) : « Jamais démodé et jamais à la mode. »

BERNARD SHAW : « Il n'a ouvert aucune voie nouvelle ni fondé d'école. »

LISZT : « Avec Mozart commence une voie nouvelle pour la musique. »

SCHOENBERG : « Quel chasseur de dissonances

il était et comme il ne s'était que trop souvent soumis à la mania d'écrire du laid. »

DEBUSSY :

« Il est du reste facile d'opposer le génie du goût, qui est le propre de Mozart, au sombre génie sans goût de Beethoven. »

F. GRILLPARZER (1791-1872) :

« Le Chaos : Beethoven. L'Homme : Mozart. »

D'INDY :

« Haydn et Mozart, abussant l'influence ultramontaine qui régnait à Vienne à leur époque, chantèrent pour chanter. (...) Beethoven, au contraire, est dans sa musique plus qu'un compositeur, il est l'homme. »

J.-F. ROCHLITZ (1779) :

« Il (Mozart) fut sinon le tout

premier, du moins l'un des premiers : qui délivrèrent les Allemands des préjugés que le siège de la vraie musique était en Italie. »

D'INDY :

« Haydn et Mozart furent-ils au art autre chose que de véritables Italiens ? »

WAGNER :

« En suivant l'histoire de l'éducation, de la formation et de la vie de cet unique Allemand, on peut lire l'histoire de tout l'art allemand, de tous les artistes allemands. »

D'INDY

(à propos de *Don Giovanni*) : « Considérée en elle-même, la forme en est pauvre. Au point de vue théâtre, c'est un recul sur l'art de Molière. »

GOUNOD

(à propos du même opéra) :

« Une sorte d'incarnation de l'impassabilité dramatique à la musique. »

BERLIOZ

(sur le dernier air de Donna Anna) :

« Mozart a commis là contre la passion, contre le sentiment, contre le bon goût, et le bon sans, un des crimes les plus odieux et les plus insensés que l'on puisse citer dans l'histoire de l'art. »

HOFFMANN

(à propos de la même scène) :

« [elle] exprime par de mystérieuses assonances, par les plus étranges corrélations toniques, cette disposition secrète de l'âme morte à toute expérience terrestre. »

EDWIN FISCHER

(à propos du musicien) :

« Dans la vie, il a vaincu la vie. »

CLARA SCHUMANN

(à propos des concertos pour piano) :

« Comme tout vit et s'entre-tue ! »

A. R.

* Ces citations sont extraites des *Écrits et propos sur Mozart*, recueillis par Jean-Victor Hocquard, Librairie Séguier, 1988.

MOZART A L'ÉCRAN

À partir du 13 mars 1991



CINEMA SAINT-GERMAIN DES PRÉS

Renseignements : (1) 46.34.75.74

L'ÉVÉNEMENT DISCOGRAPHIQUE DU SIÈCLE!
180 DISQUES COMPACTS EN 45 COFFRETS
À SUIVRE...

Les cheveux de Wolfgang

GÉRARD CONDÉ

« L'E 27 janvier 1956. Ce fut une journée mémorable à bien des égards. Saint-Eustache, l'église des Mozart, lors de leur deuxième séjour à Paris, l'église des humbles obsèques de la mère de Mozart, était pleine de ces milliers de participants accourus dans un même élan, pour un même hommage de ferveur reconnaissante.

» M. René Cauty, président de la République, empêché par le règlement protocolaire d'une crise ministérielle, avait dû se faire représenter, à son grand regret, par le directeur de son cabinet, M. Merveilleux du Vignaux. Aux rangs du corps diplomatique, on comptait cent vingt ambassadeurs présents. Monseigneur Rupp, alors coadjuteur de l'archevêque, officiait; son visage trahissait l'intense émotion qui l'avait envahi. L'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire et les chœurs du révérend père Martin étaient dirigés par un ami viennois, Alois Melichar. L'office, d'un éclat rehaussé par les ornements d'apparat du trésor de Saint-Eustache, ornements royaux du dix-huitième siècle baroque, comportait l'exécution de la Messe du couronnement. Aux grandes orgues, le maître André Marchal.

» Un groupe d'étudiants, portant des pains bénits enrubannés aux couleurs rouge et blanche de Salzbourg, passait dans les rangs de la foule qui se signait pieusement, tandis que, du haut de la chaire, le révérend père Carré interprétait le fait mozartien comme le signe du divin.

» Quelle revanche pour Mozart! Même les forts des Halles, apprenant qu'il s'agissait de Mozart, mettaient toute leur diligence à dégager les abords de l'église pour nous faciliter la tâche.

» (...) En mai 1956, j'étais allé à Prague, et j'avais remarqué, visitant le Musée de la Bertramka, une mèche de cheveux de Mozart enserrée entre deux plaques de verre. Je décidai sur-le-champ de demander cette relique pour l'exposition de Paris. « Impossible », m'est-il répondu. Malgré tout, persévérant quand je veux quelque chose, je renouvelle ma demande. Et, de nouveau, la même réponse : « Impossible. » J'en restai là quand... l'avant-veille de l'ouverture de l'exposition, l'ambassade tchèque me téléphona ceci : « Pouvez-vous aller, cette nuit à 1 heure du matin, à l'aéroport du Bourget, chercher les cheveux de Mozart, qui arrivent par avion? » J'en reste bouche bée, mais non sans répondre : « Mais naturellement. J'y serai, mille mercis. »

» Et me voilà, à une heure du matin, à l'aéroport du Bourget, lorsque s'enfile, progressivement, le bruit sourd de l'appareil merveilleux. Dans le ciel pur de la nuit, Mozart semble, avec ces cliquotants, me dire : « Me voilà, j'arrive. » L'avion descend; se pose; roule et s'arrête en face du bâtiment où je me trouve. Un homme vient vers moi, triomphant; je le connais, c'est le président de la Société des compositeurs tchèques. Il me tend le précieux paquet. On s'embrasse; il me dit : « A bientôt », et s'en va sans rien me demander en échange. Je reste ébahi et, serrant sur mon cœur les cheveux de Mozart, je remonte en voiture. La nuit est noire dans ces quartiers excentriques et déserts; j'ai hâte d'en sortir. Je n'ai plus la responsabilité de ma seule personne, j'ai celle de Mozart, que je porte chez moi comme le saint sacrement. Enfin, à la maison, je dépose la précieuse relique sur ma table de chevet. Je la contemple longuement. Mon épouse est encore à la campagne et je suis seul... avec Mozart. Le lendemain, à la Bibliothèque nationale, dès 9 heures, je remets mon illustre souvenir à qui de droit et sollicite une... décharge.

» Dans le même temps, dans le train qui m'emmenait vers Paris, M. le professeur Schenk, président de la Fondation internationale du Mozarteum, serrait sur son cœur le petit quart de violon du jeune Mozart, instrument que, de son côté, il apportait de Salzbourg. Seulement, voilà que, tout à coup, une panne de lumière dans le train le plonge dans l'obscurité, lui et son violon. On peut comprendre son épouvante et pourquoi il tremblait de tous ses membres, ainsi qu'il me l'a raconté.

* Guy Mollat du Jourdin, « L'année Mozart » 1956. Numéro spécial de la *Revue musicale*.

de se tirer des arnaques, les lesquelles son inexpérience le fait régulièrement glisser.

Mais imaginons que, par malice, un tyran mélomane assistant à la démonstration ait substitué au premier mouvement d'*Une Plaisanterie musicale* celui d'*Une petite musique de nuit*, en ordonnant à ce savant professeur, sous peine du châtiement le plus cruel, de lui prouver, exemples à l'appui, que ce qu'il a sous les yeux est très mal composé, que c'est la négation de l'art... Eh bien, soyons sans crainte, le malheureux n'aura guère de peine à démontrer qu'il n'y a pas, dans ce mouvement initial d'*Une petite musique de nuit*, de premier thème à proprement parler mais une foule d'idées courtes enchaînées; que certaines carrures sont boiteuses, que la basse rentre un temps trop tard ici, qu'il y a là une modulation inopportune... Ainsi peut-on conclure sans beaucoup d'exagération que, aux fausses notes près, *Une petite musique de nuit* est entachée précisément des mêmes défauts que son pastiche.

Ce devait être d'ailleurs l'opinion de certains magistres contemporains de Mozart. On ne reprochait pas à sa musique d'être audacieuse, comme on aurait tendance à le croire rétrospectivement, mais d'être tout simplement mal faite. L'histoire du prince Krazalkovicz, qui lacéra les partitions d'un quatuor de Mozart dont les dissonances lui semblaient une insulte au bon goût, celle des amateurs italiens qui renvoyèrent leurs parties à l'éditeur en le priant de les corriger, ont été rapportées avec complaisance. Elles ne manifestent nullement, quoi qu'on puisse penser, quelque obscurantisme borné dont le temps seul aurait en raison. Le prélude de *la Création*, de Haydn, qui surpasse en audace et en étrangeté tout

magne du Nord, soit pour le contrepoint, soit pour l'unité thématique, et produire quelques œuvres selon ces principes, des chefs-d'œuvre parfois, comme le finale de la *Symphonie Jupiter*. Puis il semble qu'il n'y pense plus; il a assimilé le style sévère comme le style français aimable et galant, comme le style italien brillant et impersonnel, mais il est chaque fois redevenu lui-même, sa nature primant à repris le dessus.

Et pourtant, à l'audition, on a rarement l'impression de sentir Mozart à travers son œuvre avec la même évidence qu'on devine l'esprit malicieux de Haydn ou le tempérament frondeur de Beethoven. L'aspect volontiers lisse de sa musique offre un visage souverain, singulièrement humain cependant,

souvent plusieurs à la fois. Il ne pouvait sans doute pas faire autrement et cela lui donnait du mal : il avait, dit-on, besoin d'être en forme pour travailler. Tant qu'à faire, il voulait aussi que cela sonne, que l'orchestre ne couvre pas les voix, que les timbres se mettent mutuellement en valeur, que tout se meuve avec naturel, que tout palpète. En un mot, que sa musique vive et, depuis deux siècles en effet, elle lui a survécu.

ce que Mozart a pu écrire, n'a pas suscité tant de résistances : quand il s'agissait d'évoquer le chaos, les oreilles de l'époque étaient ouvertes à toutes les audaces. Les hardiesses de Mozart semblaient seulement gratuites à ses contemporains.

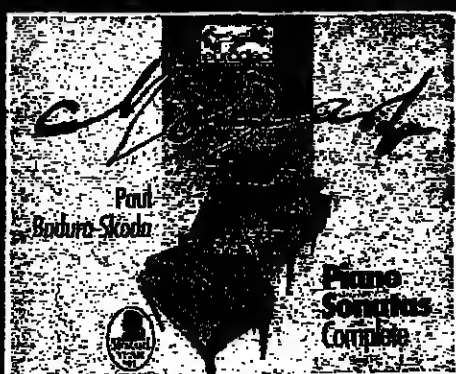
Mozart, d'une certaine façon, est inconséquent - et Leopold, qui s'en désolait, avait vu juste - mais, en véritable saltimbanque, avec l'audace et l'imagination de la jennette, il s'en tire toujours par une pirouette. Funambule, il penche d'un côté pour se rattraper de l'autre. On peut avoir l'impression, d'après la netteté du résultat, qu'il avait tout dans la tête avant de tracer la première note. On l'a beaucoup dit, mais cela ne se passait sans doute pas tout à fait comme nous pouvons l'imaginer; d'ailleurs, le musicien disait lui-même que, lors de l'exécution de ses concertos pour piano, il ne jouait jamais deux fois exactement la même chose. Pourquoi, dans la rédaction d'une symphonie, aurait-il borné son travail à la fixation pure et simple de ce qu'il avait combiné dans sa tête? Chez lui, la réflexion ne tuait pas l'improvisation, l'une était nécessaire, l'autre vitale.

Il est étonnant de voir Mozart, à plusieurs reprises, se mettre à l'école des maîtres de l'Alle-

parce que, toujours mouvant, il ne se modifie pas pour le plaisir de se modifier, ou de le montrer, mais parce que c'est sa nature. En cela, Mozart est si complètement dans sa musique, et celle-ci est tellement semblable sans doute à ce qu'il fut, que les deux se confondent. Un musicien abîmé dans son œuvre... C'est peut-être pour cela que toutes les représentations romanesques ou sérieusement documentées du personnage nous semblent sonner faux. Malgré la somme des documents, nous ignorons qui il était, mais sa musique nous a appris comment il sentait.

Là, s'il faut la désigner à tout prix, réside son actualité durable. En comparaison, la modernité de certains passages, qui apparaissent d'ailleurs d'avantage comme des gestes dramatiques ou des coups de théâtre, la richesse de la polyphonie, sont des éléments dont l'appréciation est réservée aux érudits, leur nouveauté n'apparaît plus en tant que telle, elle ne frappe l'esprit que de façon indirecte. Ce qui traverse les siècles, c'est l'éloquence de Mozart, sa façon résolument personnelle d'utiliser le langage de son époque, sans vains soucis d'originalité extérieure, mais en restant fidèle aux voix de sa fantaisie intérieure.

C'est elle qui lui dicte des modulations inopinées, des carrures irrégulières, une foule d'idées et



MOZART A LA FOLIE

EXTRAIT DE LA COLLECTION EURODISC A PRIX ECONOMIQUE

SONATES POUR PIANO
(intégrale)
Paul Badura-Skoda, piano
coffret 5 CD • VD 69169

CONCERTOS POUR VIOLON
N°1 A 7
Josef Suk, violon
Orchestre de Chambre de Prague
direction: Libor Hlavacek
coffret 3 CD • VD 69255



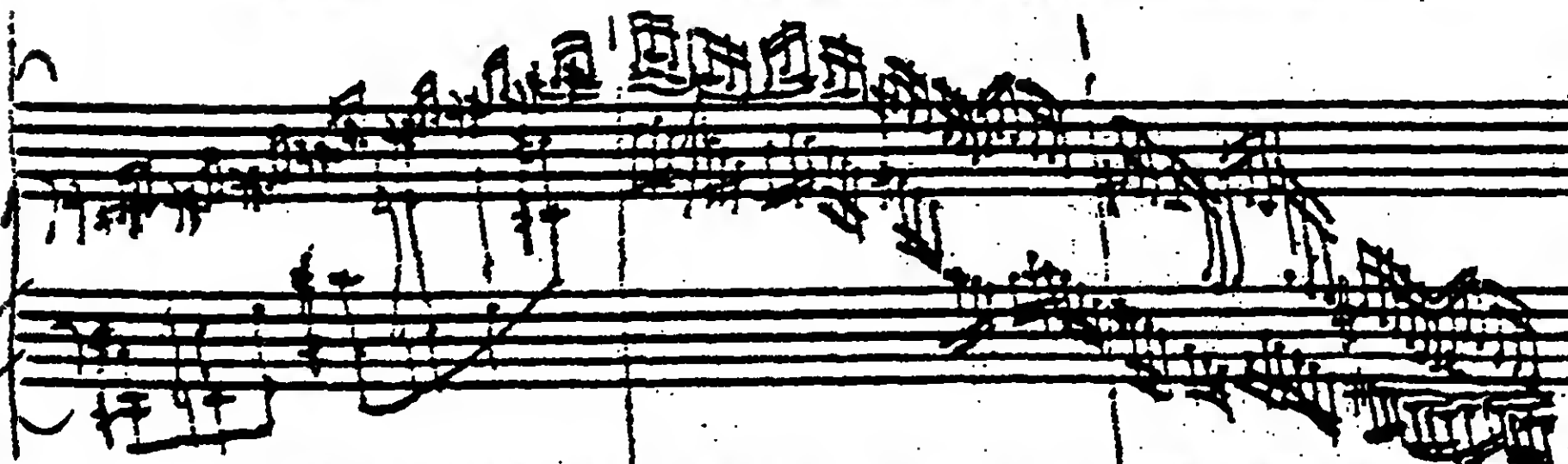
LE PERPETUEL EVENEMENT



Joseph II

Promenade initiatique à Prague

par Guy Erismann



Il faut trouver à Mozart un corps et une âme, un corps comme toute banale, à ce qu'on sait, sa vie durant à la poursuite de son âme, un « piccolo grifo russo » (petit groin russe), partie avancée d'un cerveau dont on a toujours cherché à savoir de quoi il était fait. Le surdoué, Mozart ? Peut-être, sûrement, sans doute. Mais est-ce vraiment cela qui compte, à l'heure où l'Europe le revendique comme un symbole et un drapeau ?

L'Europe, nous en reparlerons. Mais, si moderne est Mozart, il l'est avant tout dans son être, dans cette quotidienneté essentielle et contradictoire qui ne fut jamais aussi bien rendue que dans le *Voyage de Mozart à Prague*, récit rêvé, naïf et simple de Mörke, si loin et si près de la poésie. Et Prague est au bout de ce rêve, capitale de la Bohême où le compositeur des *Noëces de Figaro*, de *Don Juan*, de la *Clémence de Titus* parvint, comme jamais, à triompher de sa contradiction. Jamais autant qu'à Prague la promenade ne nous initie au mystère de ce génie du domestique et du merveilleux. On se rend compte alors à quel point l'épithète de « divin » dont on l'affuble revêt quelque chose d'imprécis, de baccé, d'impuissance de l'esthète devant le beau naturel.

Partant de l'église de l'Assomption de Strahov où il improvise au milieu des lumières colorées des stucs, passant par Saint-Vit, la cathédrale musicale, descendant vers Saint-Nicolas de Mala Strana, d'une si ostensible ontrance baroque, traversant le pont Charles, entre la sainte garde de ses statues, jusqu'au Théâtre Nostic, ou se dirigeant vers le faubourg de Smichov jusqu'à la Bertramka, aimable asile... Que d'itinéraires, parsemés de haltes obscures et enfumées, de palais colorés, nous racontent aujourd'hui le desio d'un musicien venu d'ailleurs à la rencontre de « ses chers Pragois ». Aussi contestable peut-il paraître aux biographes pointilleux, le film du Pragois Milos Forman restitue bien l'univers domestique et fabuleux de Mozart, châteaux et angheries alternés, temples et théâtres, besoin de vertu et soif de vie, diable et orgueil et faiblesse, insolence et pitié, libertin et moraliste, tant de questions que le voyage à Prague clarifie, nous montrant, déambulant sur les pavés glissants, un artiste et un homme, tout un, si habilement composé de quatre en un : Tamino, Papageno, Leporello et Don Giovanni. Quel mystère lumineux !

Dvorak, qui fut le plus simple, le plus dévot et le plus tchèque des compositeurs, aurait pu, lui aussi, en appeler à l'homme-dieu doublé d'un bon petit diable, parlant le langage double face d'une divinité terrestre. Non, Dvorak parla du soleil : « Mozart, c'est le soleil », s'est-il écrié devant ses élèves pour se faire bien comprendre. La différence entre Dieu et le soleil est plus qu'une ouance, c'est toute une philosophie qui explique, dans une certaine mesure, cette osmose entre Mozart et la Bohême. Dieu est Dieu mais le soleil

» Ancien responsable du programme musical sur France-Culture, Guy Erismann, spécialiste de la musique tchèque, a publié des études définitives sur Dvorak (Seyhens, 1966), Janáček (Seuil, 1980) et Martinů (Actes Sud, 1990).

éclairer le monde, provoquant ombres et lumières, brûlures et douceurs, chaleur et sécheresse, vie et mort.

On retrouve là, par la poésie, autant que par l'intellectualisation des mystères et du pouvoir de la nature, un peu de Rousseau, un peu de Spinoza, un peu de Herder, élève de Kant et maître à penser de Goethe. On peut, avec jubilation, jouer avec les mots : nature conduit à définir le naturel ; pouvoir, à fixer la morale. Mozart constitue, dans son comportement général, cette synthèse que l'on ressent mieux chez lui que chez n'importe qui. Et le nom de Mozart est inscrit sur le livre de pierre que constitue la belle Prague dorée.

MOUVANCES NATIONALISTES PREMIER VOYAGE

En bonne logique, l'histoire ne pouvait guère être favorable au destin pragois de ce Salzbourgeois, ger-

manique avant tout, et que l'Europe d'aujourd'hui récupère à la fois pour jouer et déjouer la politique. En cela, Mozart est un enseignement dans la mesure où il nous conduit, dans l'Europe centrale, au cœur de la complexité des nationalités, spécialement en Bohême. Nous retenons le plus souvent dans l'histoire si riche et toujours un peu fabuleuse du mythe royal, la montée encore timide, au temps de Mozart, de la culture nationale tchèque, favorisée par l'influence du siècle des Lumières, le despotisme éclairé de Joseph II et la poussée des « éveilleurs » comme Dobrovsky, Rieger, Puchmajer, fomentateurs du nationalisme tchèque. Ce nationalisme mettra longtemps à s'imposer à Prague où les Allemands, bien que minoritaires, dominaient la vie intellectuelle et administrative. Il n'était donc pas anormal qu'un certain patriotisme allemand se manifestât dans le domaine des arts et de la musique, la vie musicale à Prague comme à Vienne étant du ressort quasi exclusif des Italiens. L'empereur Joseph II, bien qu'il fût d'abord amateur de Cimarosa et de Paisiello, ne fut pas mécontent d'accueillir à Vienne une turquerie mozartienne en forme de *Singspiel*, en langue allemande, histoire de damer le pion aux Italiens. On applaudit aussi l'*Enlèvement au Sérail*, le 16 juillet 1782, au nouveau Théâtre national pragois construit par le comte de Nostic, place Karolin, face au Marché aux fleurs (1). L'alliance devint donc objective entre mélanimes allemands et tchèques. Mozart fit déjà figure de rassembleur et de synthèse, affirmant la force des nationalismes en même temps que leur cohabitation.

A cette époque, la langue allemande n'était pas encore contestée à Prague quand Joseph II, par une ordonnance du 29 juillet 1784, imposa le remplacement du latin, langue pratiquée dans l'enseignement de l'université Charles, par l'allemand, langue vivante et majoritaire dans les classes cultivées (2). Comment expliquer alors que le germanique Mozart, qui symbolisait le froit commun des Pragois - Allemands et Tchèques mélangés - contre l'italianisme, pût conquérir Prague avec un opéra écrit sur un texte de l'Italien Da Ponte, les *Noëces de Figaro* ? Comment il reçut la commande, spécialement pour Prague, d'un opéra-bouffe qui lui valut une nouvelle collaboration avec Da Ponte : *Don Giovanni* ? Et, plus étrange encore, comment il composa un opéra-*seria* pour le couronnement de Léopold II comme roi de Bohême, la *Clémence de Titus* ?

Cela confirme la grande popularité de l'opéra italien et l'incapacité des Allemands de réunir les conditions pour la mise en œuvre d'un opéra allemand. Cela tenait également au fait que le Théâtre Nostic était entre les mains, en premier de Bondini, qui avait mené au triomphe *Le Noëce de Figaro* et *Don Giovanni*, puis de son compère Guardasoni qui sut venir à bout des réticences de la cour de Vienne pour faire commander *La Clémence de Titus* à Mozart l'orgueilleux, l'insoumis, l'indépendant.

Mozart mal-aimé à Vienne, quasi suspect, avait conquis Prague, sa rivale historique. De Prague, il continuait à gêner les gens en place à Vienne, à commencer par Salieri et Leopold Kozeluh. On ne peut, à

ce sujet, omettre de remarquer que l'arrivée triomphale de Mozart à Prague se situe à une date où les plus illustres compositeurs de Bohême, exilés fante de débouchés, étaient sans espoir de retour : Myslivecek, tant fêté en Italie, plein d'admiration pour Mozart (et réciproquement) ; Benda, fixé à Gotha, dont Mozart connaissait bien les mélodrames et les *Singspiels* (3).

JOSEPH II SECOND VOYAGE

Mozart était devenu un symbole pour Prague, en deçà, au-delà ou en marge du nationalisme qui allait marquer tout le dix-neuvième siècle, d'une manière souvent violente. Pour l'heure, Pragois et Tchèques ne contestaient pas le pouvoir impérial, se contentant de la reconnaissance de la Bohême : le couronnement de Léopold II en fut la confirmation. La question linguistique commençait à peine à se poser, mais l'allemand semblait être pour toujours la langue officielle des États de Bohême, et les princes habsbourgeois, les rois de Bohême. Les travaux de ceux qu'on baptisera les éveilleurs passaient tout au plus pour des travaux d'esthètes qui ne touchaient qu'une poignée d'intellectuels. Joseph II se faisait le champion de la cohésion nationale et s'attachait au progrès social. Il ne semblait pas supposer que ses réformes libérales, notamment dans le domaine de l'instruction publique, constituaient une arme à double tranchant.

Dans ce contexte, la petite guerre des musiques entre Italiens et Allemands restait querelle de cour, on ignorait qu'une querelle linguistique couvait sous la musique. Pourtant l'empereur, bien que fasciné par les encyclopédistes, se méfiait de ces esprits nouveaux qui soufflaient sur l'Europe. Et il faut attribuer à sa mansuétude vis-à-vis du génie musical d'avoir autorisé les représentations des *Noëces de Figaro*, opéra tiré de la pièce de Beaumarchais qu'il avait interdite.

Mais Mozart n'allait pas trahir le subversif Beaumarchais. Et son opéra fut capable de rassembler l'élite avancée de l'aristocratie, la bourgeoisie et le peuple, qui applaudissait les airs de Mozart dans les cafés pragois et en redemandait. Cette musique circulait « dans toutes les rues et tous les jardins », raconte Nemecek (4).

Herr Mozart (5) vint pour la première fois à Prague à cette occasion. L'opéra, boudé à Vienne, avait été monté ici par Bondini et avait triomphé. Mozart vint pour la reprise, en 1787, à l'invitation du comte J. J. Thun à qui s'étaient joints les musiciens de l'orchestre ; ceux-ci, une fois l'exécution terminée, auraient bien recommandé. Les Thun, comme les Lobkowitz, étaient de ces nobles familles tchèques, adeptes des Lumières et protecteurs des arts, connaissant bien Mozart pour l'avoir applaudi à Vienne.

LE SÉJOUR À LA BERTRAMKA

Toutefois le véritable avocat du compositeur fut une ambassadrice rencontrée à Salzbourg en 1777 : la cantatrice Josepha Duskova, célèbre alors comme l'une des plus grandes, pour laquelle Mozart éprouva une tendre admiration (6). Epouse du pianiste compositeur Frantisek Dusek, elle créa le lien pragois. On sait que Mozart, lors de son second séjour, profita de l'hospitalité de Dusek dans leur domaine de la Bertramka, après avoir quitté le centre-ville et la maison « Aux trois lions », tout près du logement occupé par Da Ponte, ce qui permettait aux deux auteurs une collaboration quotidienne sur *Don Giovanni* - qui n'était pas encore terminé.

(1) Ce théâtre fut construit en 1781 à l'initiative du comte Nostic Rienek et portait le nom de Théâtre Nostic ou Théâtre national. Il prit le nom de Théâtre des États quand, en 1799, les États de Bohême en firent l'acquisition. En 1949, on lui donna le nom de Théâtre Tyl, en hommage à Josef Kajetan Tyl, dramaturge, fondateur du théâtre tchèque. Il fut inauguré par une pièce allemande, *Emilia Galotti*, de Lessing. Sa réouverture officielle est fixée au 21 novembre prochain, avec un *Don Giovanni* mis en scène par le Catalan Lluís Pasqual.

(2) A l'université Charles, Joseph II annula certains règlements comme le serment obligatoire devant l'Immaculée Conception, l'appartenance à la foi catholique pour prétendre aux promotions et l'interdiction de l'université aux non-catholiques et aux juifs.

(3) Josef Myslivecek a écrit un opéra célèbre : *Bellerofonte* (1767). Benda a composé, notamment, les mélodrames : *Ariane à Naxos*, *Médée*, *Pygmalion* et un *Singspiel* célèbre : *Roméo et Juliette*.

(4) Franz Xaver Nemecek fut le premier biographe de Mozart (1798). Il resta très lié à Constance Mozart.

(5) Comme l'imprimait la *Prager Oberpostamtzeitung*.

(6) Mozart avait composé pour elle, cette même année, la drame *Andromède* : Ah, lo previdi.

PROMENADES AVEC MOZART

Henri Ghéon

« Le livre qui a marqué la redécouverte de Mozart »

Michel Meyer

Le Livre de l'Édition

CML Les 115 480 pages

138 F

On a beaucoup écrit sur la vie à la Bertramka, à la fois simple et animée, où Mozart pouvait se faire valoir; sur la façon dont il faisait traîner *Don Giovanni* afin que l'archiduchesse Maria Theresia de Toscane, nièce de Joseph II, n'assistât pas à la première. Comment il composa en une nuit l'ouverture de son opéra; comment son hôte Joseph le « contrain- gnit » à composer pour elle un nouvel air de concert : *Bella mia fiamma, addio*. Ainsi prit fin le deuxième séjour de Mozart à Prague, avec la création de *Don Giovanni*, le 29 octobre 1787. A ce moment-là, il aurait pu s'établir confortablement, jouir de sa qualité d'artiste libre, loin de la jungle viennoise.

Pourtant, c'est à Vienne qu'il retourna. Pourquoi? Malgré l'amour des Pragoï, la ville était un second choix. Vienne restait la capitale à conquérir; un terrain sur lequel il voulait peut-être assouvir sa vengeance contre Colloredo, l'archevêque de Salzbourg, sur qui il avait conquis sa liberté; contre Salieri, sorte de potentat musical; contre toute la cour, sauf probablement Joseph II, qui nomma Mozart « compositeur de la chambre impériale et royale », titre surtout honorifique, accompagné, il est vrai, d'un traitement de 800 florins. Mais « c'est trop », dit Mozart, pour les services que je rends et trop peu pour ceux que je serais en mesure de rendre.

Mozart ne reprendra directement contact avec

fielles d'un bicentenaire qui devient l'affaire d'une Europe incertaine mais qui, à juste titre, constitue son symbole exemplaire. Prague, au milieu de cette effervescence, est la ville de cette exemplarité. C'est de Prague qu'il faut tirer pour l'Europe et le monde les leçons de la décennie capitale (1781-1791) du destin de Mozart.

Il avait rompu avec son état de musicien-serviteur en affrontant, avec stratégie, l'archevêque Colloredo, choisissant la liberté le 9 mai 1781 : « Aujourd'hui commence mon bonheur... » Sa révolution est culturelle, humaniste, économique, voire sociale, si l'on tient compte que sa rébellion met aussi un terme à l'autorité paternelle. Il assume cette révolution, acceptant ses aspects libérateurs mais aussi sa contrepartie contraignante. Il a refusé d'être servile et perd ses amis d'autrefois. Son train de vie doit changer, il a recours aux usages et en impose en souscription (ainsi les *Quintettes* KV 406, 515, 516). Ayant brisé les règles du jeu dictées par la haute société, il lui faut trouver un nouveau public. C'est Prague qui le lui offrira, avec un opéra d'après Beaumarchais où l'on se moque de ceux qui se sont simplement donné le mal de naître, où l'on parle d'égal à égal avec ses maîtres, où deux styles d'intelligence s'opposent, rivalisent, cohabitent pour dénouer les intrigues quotidiennes de l'amour.

dispensable divin qui éclaire le monde. On peut y voir un symbole réconfortant, et qui demande méditation, que ce soleil soit un poète des sons. Prague offrait à cet homme divers ses propres terrains de manœuvre où rien n'existerait sans doute sans les contrastes de l'histoire.

A-t-on imaginé *Don Giovanni* mis en scène dans le décor de Prague, dévalant du château où il tua le Commandeur, courant vers le nid d'amour de la Bertramka, traversant le pont Charles pour d'autres franges, pénétrant à l'Ange d'Or, rue Celestina, on à l'Auberge de l'Hôpital (7), provoquant je ne sais quelle statue au doigt inquisiteur comme on en voit surgir du mur extérieur de Saint-Nicolas de la Vieille-Ville?

LE MESSAGE DE LA SAGESSE

Ce n'est pas à Prague, il est vrai, que Mozart a conçu la *Flûte enchantée* mais il la portait en lui pendant l'entracte pragoï de la *Clémence de Titus*. Cet ultime opéra est à la fois le plus populaire et le plus dense, le plus touffu et aussi le plus militant, puisque y est introduite, sans masque et sans ambiguïté, la frano-maçonnerie, voie de lumière et de progrès dans le monde de l'obscurantisme religieux et le conservatisme conventionnel. Sagesse entre raison et nature.

liberté d'artiste, garante de toutes les autres. Réfléchir sur Mozart, c'est aussi méditer sur l'organisation de l'art dans la Nation. Il arrive que, par goût du libéralisme économique, on perde de vue le sens de l'organisation sans laquelle la liberté n'est qu'une illusion, que l'on pratique l'amalgame de l'Etat, de la nation, de la collectivité, du service public, sans tenir suffisamment à distance les marchands du temple. Le sort du musicien et l'avenir de la musique dépendent d'une saine réflexion dans laquelle la référence à Mozart n'est pas inutile.

De longue date, Prague attendait ce bicentenaire. Déjà, la Bertramka connaît sa restauration, organise son musée, sa petite salle de concert et sa terrasse accueillante. Déjà le théâtre des *Noces de Figaro* et de *Don Giovanni* tissait ses ors et remodelait ses stucs. Aujourd'hui, l'Europe lui promet un festival grandiose (9) qui ouvrira en septembre, le soir du 6, jour anniversaire de la création de la *Clémence de Titus*. Les privilégiés pourront sûrement assister à une représentation de *Don Juan* ou des *Noces* au Théâtre Nostic, qui fut Théâtre des Etats puis Théâtre Tyl. Entendront-on le *Requiem* à Saint-Nicolas de Mala Strana, celui du Tchèque Frantisek Antonio Rössler (Rosetti), donné peu de temps après la mort de Mozart, en son

Prague que l'année de sa mort, en 1791. Il travaillait alors sur la commande mystérieuse du *Requiem* et menait de front un autre travail destiné au Théâtre populaire du faubourg viennois de Wieden. Ce sera la *Flûte enchantée*. Mais l'insomnie ne refuse pas, devant la misère grandissante, de composer en trois semaines la *Clémence de Titus*, d'après un vieux livret de Métastase.

A la mi-août, Constance et Wolfgang Mozart entreprennent le voyage, et la diligence lui sert déjà de cabinet de travail. L'opéra sera créé dès le 6 septembre. Les Mozart quittent rapidement Prague, déçus par l'accueil fait à la *Clémence*, heureux malgré tout d'avoir vu la cour applaudir *Don Giovanni*, que le musicien dirige lui-même, déjà malade, à demi épuisé par le mal qui aura raison de lui trois mois plus tard.

UNE RÉVOLUTION CULTURELLE ET SOCIALE

Deux siècles après, le destin de Mozart mérite mieux que les initiatives un peu désordonnées et arti-

Il est intéressant de noter que, si le génial Mozart apprend la liberté artistique aux générations à venir, son « collaborateur » Beaumarchais leur montre la voie de la liberté économique en jetant les bases de la propriété artistique, solution obligée à l'effacement du mécénat de cour qui n'allait pas sans musiciens-serviteurs. Ceux-ci, comme c'était le cas chez Colloredo, dépendaient hiérarchiquement des « cuisines ». On constate donc, avant même 1789, un faisceau de circonstances politico-sociales. Peu importe de savoir si, oui ou non, Mozart fut un partisan de la Révolution française : il en partageait le processus et sa vie même fut traversée par la mutation révolutionnaire qui a pour oom dignité de l'homme, liberté économique, abolition des privilèges et, en filigrane, nécessité d'un statut de l'artiste et du créateur.

C'est ainsi qu'on peut percevoir Mozart, porteur du grand souffle qui secoue le Saint-Empire germanique, cette Europe qui s'en finit pas de se faire et de se défaire. L'homme, dont on ne sait pas trop à quoi il ressemblait, pour en avoir peut-être trop parlé en tous sens, pourrait bien être ce soleil, c'est-à-dire l'in-

Vertu civique, chef du bonheur collectif. Mozart eût-il à ce point habité cette œuvre viennoise, chantée en allemand, s'il n'avait eu à Prague la révélation d'un nouveau public et d'un monde accueillant (8)?

Que reste-t-il du mariage d'amour de Mozart et de Prague? Tout, précisément. Et les descendants de Dvorak ont le don de Mozart. Il reste l'insolite cosmique dont l'homme est le centre. L'histoire récente de Prague rend tout cela plus sensible encore, plus moderne, et plus concrète la leçon de Mozart, en ce qui touche à l'apprentissage de la liberté. Nous avons souligné que la vie de Mozart fut en quelque sorte la représentation d'une société en mutation, illustrant la quête du mieux, à défaut de l'idéal. Elle fut au centre d'une dialectique complexe au moment où l'Europe entraînait dans sa phase constructive des nationalités.

Dans son œuvre, Mozart sut dominer et arbitrer, sans autres heurts que ceux de sa propre révolte, les influences culturelles contradictoires, unifia les patriotismes, transforma dans la pratique artistique les contraintes en emblématiques et prit en main sa

honneur? Joseph Duskova eo chanta le solo. C'est sans doute chez elle, à la Bertramka, que nous aurons le plus d'émotion, au-delà du faubourg, dans la verdure simple.

(7) Rue Templova, appelé depuis *Cave Mozart*.

(8) En 1790 déjà, le pouvoir impérial, et ensuite Léopold II, dénoncèrent dans la frano-maçonnerie l'avant-garde d'une révolution universelle, et leurs adeptes comme les représentants du jacobinisme subversif. Mozart ne pouvait ignorer cela. Cette méfiance, en deçà de Joseph II, venait de Marie-Thérèse. La *Flûte enchantée* fait maintes fois allusion aux cabales contre les francs-maçons. On n'a pas toujours jugé le livret de la *Flûte* à sa véritable hauteur. Schikaneder ne pouvait pas en être seul l'auteur. Il est certain que l'œuvre est collective.

(9) Ce festival aura lieu du 6 au 29 septembre et comprendra notamment des représentations de la *Clémence de Titus*, de l'*Enlèvement au sérail*, un hommage à Dvorak avec plusieurs exécutions de *Rusalka*, la venue de l'Orchestre Gustav-Mahler, de celui d'Auvergne, de l'Orchestre de chambre de Lausanne, des Wiener Philharmoniker... Reus : Comité national Mozart, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris. Tél. : 42-78-28-68. Fax : 40-29-06-46.

A QUATRE MAINS AVEC AUSTRO PAULI

D'AVRIL A NOVEMBRE 1991, DES PROGRAMMES MUSICAUX EXCLUSIFS SIGNES AUSTRO PAULI

Les Opéras

Les *Noces de Figaro* dirigé par Peter EWALDT
Coeur Fan Tutti : dirigé par Hans GRAF/Wolfgang ROT
Bastien et Bastienne, Mozart et Salieri. Convive de Pierre.

Les Formations musicales

MOZARTEUM ORCHESTER : Dirigé par Hans GRAF
CAMERATA ACADEMICA : Dirigé par Sander VEGH
WIENERKAMMERORCHESTER : Dirigé depuis 1976 par Philippe ENTREMONT
MUNCHNER KAMMERORCHESTER : Dirigé depuis 1980 par Sergiu CELIBIDACHE.

Le Festival MOZART

Programme de 5 ou 6 jours : la *Flûte enchantée* au Landestheater dirigée par Sylvain CAMBRELING. Concert dans la grande salle du Mozarteum, de la Camerata Academica dirigée par Sander VEGH. Concert par le Mozarteum Orchester dirigé par Hans GRAF avec au violon Thomas Zehetmair. Et enfin l'Orchestre Philharmonique de Vienne dirigé par Riccardo MUTTI et Nikolaus HARNONCOURT.

Les lieux prestigieux pour vos concerts

MOZARTEUM : abrite la bibliothèque musicale, une partie du conservatoire, deux très belles salles de concert.

CHATEAU D'HEILBRUNN : Joyau de l'architecture italienne connu pour ses merveilleux jardins et ses soynettes mécaniques.

FESTPIELHAUS : Anciennes écuries qui accueillent chaque année le Festival.

LANDESTHEATER : Théâtre Royal où sera donné un cycle d'Opéras à l'occasion du bicentenaire de la mort du compositeur.

Renseignements chez votre Agence de voyages ou AUSTRO PAULI 3, rue du Roule 75001 PARIS
Tél. : (1) 42 21 01 53

Demande de Renseignements

M. (ou Mme) _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____

sauhaite recevoir le catalogue des programmes « bicentenaire Mozart » disponible à partir de décembre 1990

Discothèque

AIRS DE CONCERT

Ch'lo mi scordi di te?, etc.
Elisabeth Schwarzkopf (soprano), Alfred Brendel, Orchestre symphonique de Londres, George Szell (direction).

Schwarzkopf au sommet, Brendel au piano, Szell au pupitre et Walter Legge dans la cabine du producteur : jamais, sans doute, l'art d'interpréter Mozart n'a été porté à un tel point de perfection.
1 CD EMI 749502.

Con sequei con rispetto,

etc.
Jozsef Sándor (ténor), Orchestre philharmonique de Budapest, Antal Jancsó (direction).

La voix de ce chanteur hongrois est de celles qui éveillent la première fois qu'on les entend, de ces voix qui vous fascinent.
1 CD Hungaroton HCD 12 927.

ŒUVRES CONCERTANTES

Concerto pour clarinette.
François Etienne, Orchestre de chambre Maurice Hovini.

Il faut se méfier des solistes qui dirigent du clavier (ou du violon). Trop souvent, les orchestres qui leur donnent la réplique se contentent de marquer les temps. Un reproche que l'on ne fera pas à Perahia. Il établit dans ce disque un dialogue enjoué, virtuose avec les valeureux musiciens britanniques.
1 CD CBS-Sony MK 37 82A.

Concertos n° 17 et 18.
Andreas Schiff, Concerto Academica de Mozambique de Salzbourg, Sándor Vég (direction).

Qu'il peut être assommant ce Schiff lorsqu'il joue seul, toujours préoccupé de beau son, soucieux de ne pas brusquer ses auditeurs. Mais que Vég et les musiciens de Salzbourg se mettent de la partie et le voilà qui se réveille, hausse le ton, se suffit à son jeu gaieté et animation.
1 CD Decca 414 289-2.

Concertos n° 20 et 24.
Clara Haskil, Orchestre des Concerts Lamoureux, Igor Markevitch (direction).

Enregistrés quelques semaines avant la

le progrès moderne (son mono, assez bruyant, orchestre qui chavire), mais le jeu de Landowska est plus moderne que celui des plus savants « baroqueux » d'aujourd'hui ; d'apparence plus naturelle, bien que préméditée, que celui d'Edwin Fischer. L'une des plus stupéfiantes récréations mozartiennes (les cadences !) que le disque ait conservées.
1 CD AS disc, distribué par NTI.

Concertos n° 23 (et 22).
Christian Zacharias, Staatskapelle de Dresde, David Zinman (direction).

Zacharias oublie ses prédécesseurs pour mieux retrouver le texte de Mozart. Il pourra agacer les traditionalistes, il ne laissera personne indifférent.
1 CD EMI 7474282.

Concertos n° 25 et 26.
Christian Zacharias, Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, David Zinman (direction).

Plus encore que dans le disque précédent, Zacharias fait penser à ces amis que l'on accueille avec plaisir et que l'on voit partir avec soulagement. Mais rendez-vous à la cadence du premier mouvement du *Vingt-sixième Concerto*. Une surprise y attend les auditeurs.
1 CD EMI 7492282.

Concertos n° 27 (et 20).

Symphonie concertante pour violon et alto.

Gidon Kremer, Kim Kashkashian, Orchestre philharmonique de Vienne, Nikolaus Harnoncourt (direction).

Comment résister aux assauts de tendresse du violon et de l'alto dans la *Concertante* ? Cette œuvre en est presque impudique. Harnoncourt avait raison lorsqu'il affirmait que le romantisme est de toutes les époques.
1 CD Deutsche Grammophon 413 481-2.

MUSIQUE DE CHAMBRE

Trio KV 563 « à Puchberg ».
Gidon Kremer (violin), Kim Kashkashian (alto), Yo-Yu Ma (violoncelle).

Rares sont les interprètes qui osent s'attaquer à ce sommet imprenable, le moindre faux pas, la moindre incertitude sont des risques inassurables. Les trois interprètes réunis sur ce disque ne touchent pas terre.
1 CD CBS-Sony MK 39681.

Quatuors à cordes, intégrale.
Quatuor Amadeus.

Les premiers quatuors de Mozart ne valent pas ceux de Haydn, mais les dix derniers (datés à Haydn et au roi de Prusse) sont à pleurer. Dans ce répertoire, les Amadeus sont chez eux, comme les Italiens, que l'on pourra

Quintette pour clarinette.

Eduard Brunner, Quatuor Hagen.

Formé à Paris, Brunner réconcilie l'école allemande de la clarinette (son gras, vibrato large) et l'école française (son coupant, peu vibré). Cette interprétation du quintette n'a qu'une rivale, celle d'Edienne avec les Vegg (microfilm EMI).

1 CD Deutsche Grammophon 413 800-2.

Quintette pour piano et vents.

Vladimir Ashkenazy, London Wind Soloists.

Ashkenazy, avant qu'il ne se lance dans ses superproductions discographiques ruisselantes et décevantes, à l'époque (années 60) où l'on admirait sans réserve un jeu à l'écart des autres, à l'époque où faire de la musique prenait le pas sur la volonté de faire des disques pour faire des disques. Une attitude qui conduira ce pianiste à enregistrer trois fois les concertos de Beethoven, en 1972, en 1983 et en 1988.
1 CD Decca 421 181-2.

Sérénade pour 13 instruments à vent « Gran Partita ».

Membres de l'Orchestre Philharmonie, Otto Klemperer (direction).

Les vents de la Philharmonie furent dès la fondation de cet orchestre, peu après la

mi-léculle aux timbres orchestraux du piano, au médium de l'alto, à l'aigu du violon ou à la basse du violoncelle. Les interprètes réunis sur ce disque se font quantent de longue date, et cela s'est tendu !
1 CD Lyric LVR CD 044.

MUSIQUE INSTRUMENTALE

Ode funèbre maçonnique.
Orchestre Philharmonie, Otto Klemperer (direction).

Cette musique est plus religieuse que bien des masses-opéras de Mozart. Et dans ce style hiératique, Klemperer n'a pas de rivaux sérieux. Sur le même disque, il dirige *Une Petite Musique de nuit* d'une façon qui n'a rien de galant.
1 CD EMI 7636192.

Une pianistique musicale.

Quatuor Amadeus, Gard Scharf, Manfred Kierkegaard.

S'il est aisé de se planter sans le faire exprès, jouer les fausses notes de Mozart l'est beaucoup moins.
1 CD Deutsche Grammophon 400 085-2.

Sonates pour piano n° 3, 8, Fantaisie KV 397.

Ensemble Gilels.

Enregistré en public à Salzbourg, Gilels étouffe par un jeu polio à l'extrême, marmoreux, dont la perfection instrumentale ne semble pas de ce monde.



Cette interprétation n'est toujours pas disponible sur disque compact. Officiellement, elle est disponible en microfilm. La clarinette de François Etienne est une alouette qui chante dans le ciel.
1 microfilm EMI C 051-73 051 M.

Concertos pour piano n° 9 « Jeune homme » et 19.

Clara Haskil, Orchestre de la Radio de Stuttgart, Carl Schuricht (direction).

Rarement deux artistes auront été si complices. Rarement interprètes auront descendu et numérisé : Perahia, Barenboim, Curzon sont leurs enfants reconnus.
1 CD Préludio PHC 2 140, distribué par DOMI.

Concertos n° 15 et 16.

Murray Perahia, English Chamber Orchestra.

mart de Clara Haskil, à une époque (1960) où la pianiste roumaine manquait de force, ces deux concertos sont joués dans un ambitus dynamique restreint, mais avec une variété d'attaques, de couleurs, une émotion sans équivalent.
1 CD Philips 412-254-2.

Concertos n° 21 (et 27).

Daniel Barenboim, English Chamber Orchestra.

Le jeune Barenboim jouait Mozart avec charme, naturel. Dans la lignée de Clara Haskil.
1 CD EMI 7472692.

Concertos n° 22 (et 13).

Wanda Landowska, New York Philharmonic Orchestra, Arthur Rodin (direction).

Enregistrés aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale, ces deux pages ne bénéficient certes pas de tout

Clifford Curzon, English Chamber Orchestra, Benjamin Britten (direction).

Curzon était si perfectionniste (et si timide) qu'il ne se produisait que rarement en public, qu'il ne laissait publier ses disques qu'après bien des hésitations, si artiste que Britten lui-même a tenu plus d'une fois à le diriger.
1 CD Decca 417 288-2.

Concertos pour violon n° 4 et 5.

Oscar Shumsky, Scottish Chamber Orchestra, Van Pappel Tarnoff (direction).

Shumsky n'est pas une star, mais tous les violonistes l'admirent et le tiennent pour le violoniste des violonistes. Son jeu n'est ni virtuosique ni excessivement raffiné, il va droit au cœur de la musique, chante sans s'écouter.
1 CD Nimbus CD 5 009.

acquérir sans hésiter (Philips 8 CD 416 419-2).

8 CD Deutsche Grammophon 423 300-2.

Quatuors avec piano.

Mieczyslaw Horowitz, membres du Quatuor de Budapest.

Horowitz est aux pianistes ce que Shumsky est aux violonistes : une référence pour l'honnêteté, de son jeu. Reste au public à le découvrir.
1 CD CBS-Sony MPK 44 844.

Quintettes à cordes.

Quatuor Juillard, John Graham (second alto).

Des œuvres à ne pas trop écouter pour ne pas les user, il faudrait ne faire jouer ces disques, comme l'on disait autrefois, que si l'on est entièrement disponible.
3 CD CBS-Sony M3YK 45827.

seconde guerre mondiale, parfaits, chantants, délicats. Les clairs-obscurs, les mariages de timbres, la mise en perspective de ce chef-d'œuvre parmi les chefs-d'œuvre n'ont jamais été si bien recréés.

1 CD EMI 7633482.

Ensemble à vents Octophore.

Balthold Kjekshus (direction).

Plus vifs, alertes, que ceux de la Philharmonie, les vents de l'Ensemble Octophore donnent une lecture bien différente. Une version de plein air.
1 CD Accent ACC 66 642.

Trio « des Quilles ».

Karl Engel, Bruno Pasquier, Michel Ledoux.

Pierre de touche du répertoire pour clarinette, le *Trio « des Quilles »* aura une descendance de haute volée au dix-neuvième siècle. Spohr, Weber, Schumann, Bruch, Brahms, Zelenka marieront sa

1 CD Deutsche Grammophon 413 997-2.

Sonate pour piano n° 8.

Ensemble Gilels.

Cette interprétation de la *Sonate n° 8* mineur a fait dire à Maria-João Pires : « Il y a plus de contenu, plus de moments extraordinaires d'intensité dans cette sonate par Lipatti que dans toutes les sonates de Mozart par d'autres pianistes. Lui ne faisait pas de compromis. »
1 CD EMI 7698002.

Sonate pour piano n° 11 Fantaisie KV 475

Ensemble Gilels.

Aucune grâce dans ce jeu, mais une énergie, une déstabilisation du discours.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS	
<p>L'ALSACE AUX BALLES 16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24</p> <p>AU PETIT RICHE 47-70-68-69/47-70-66-50 15, rue Le Pelletier, 9^e</p> <p>LE GOURMAND CANDIDE 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17^e Paris 14^e arr. F. dim.</p> <p>RIVE GAUCHE 46-33-66-07 et 66-12 Champs-Élysées, 4^e</p> <p>YUGARAJ 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e</p> <p>RESTAURANT THOUVENOT 47-48-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e</p> <p>LES FOLIES 101, rue Saint-Maur, 11^e Restaurant cambodgien 43-38-13-61</p> <p>ENVIRONS DE PARIS LA MAIRIE AU DABLE 46-43-17-17 F. dim. 1^{er} et 14^e arr. RN 6 7750 Rive entre L'Assiette et Méditerranée.</p>	<p>DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroute, poisson, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.</p> <p>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORFAIT THEATRE, 300 F à 430 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15 Décor 1880. Salons particuliers. Parking Decaux.</p> <p>Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.</p> <p>Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.</p> <p>SPECIALITÉS INDIENNES : De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. Christian Millet (Gault-Millet).</p> <p>Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. au confit de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.</p> <p>Rosine EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère.</p> <p>Un hot de verdure de 17 ha (placine, tennis, lac...). Un restaurant gastronomique. Une splendide chemise... Salons pour repas d'affaires et séminaires.</p>
SOUPERS APRÈS MINUIT	
<p>LES GRANDES MARCHES AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES, toute l'année. POISSON DU MARCHÉ Plus traditionnelles. Vin à découvrir. DISCO : « Bonheur de l'été » T.J., de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.</p>	

Bibliothèque

LES ESSENTIELS

— Wyżewa et Saint-Foix, *Mozart, sa vie musicale et son œuvre*, Laffont « Bouquins », 2 tomes de 832 et 1012 pages, 114 F. 1^{er} : publiée à partir de 1936, la première étude exhaustive et déjà « scientifique » au point de vue musicologique ; elle fait toujours autorité.

— Jean et Brigitte Messiaen, *Mozart, Fayard « Les Indispensables de la musique »*, 1300 pages, 133 F : une étude brillante et chaleureuse qui rend crédible, en 1958, l'idée d'un Mozart révolutionnaire, mignon engagé dans tous les combats du siècle.

— Wolfgang Hildesheimer, *Mozart, Latitudes « Musiques et musiciens »*, 384 pages, 171 F : lancé en 1977 par un essayiste allemand, le pavé dans la mare des thuriféraires d'obéissance, dit-on, le film de Forman. Le mythe Mozart révisé de manière provocante, parfois exaspérante.

— H. C. Robbins-Landon, 1791, la dernière Année de Mozart, Latitudes « Musiques et musiciens », 262 pages, 114 F : en vint Robbins-Landon, avec son savoir encyclopédique, ses méthodes d'historien-enquêteur... Douze mois d'une vie furent ainsi disséqués minute par minute. Et une nouvelle ère s'ouvrit en 1988 pour la connaissance mozartienne.

— H. C. Robbins-Landon, *Mozart, l'âge d'or de la musique à Vienne, 1781-1791*, Latitudes « Musiques et musiciens », 270 pages reliées, nombreuses illustrations, 332,50 F : cette fois, l'attaque contre les thèses d'Hildesheimer se fait plus précise, avec la réhabilitation de Constance et, d'une certaine façon, celle de Colferado. Douze chapitres thématiques, décousus, passionnants eux aussi.

— *Dictionnaire Mozart*, sous la direction de H. C. Robbins-Landon, Latitudes, 712 pages reliées, 427,50 F : vingt-cinq auteurs ont réuni leur savoir

dans ce florilège sans précédent d'éclairages historiques, stylistiques, organologiques, idéologiques, alimenté de chronologies, de catalogues, d'un arbre généalogique. Mozart, ou l'âge d'or des éditions Latitudes et de Robbins-Landon...

— Jean-Victor Hocquard, *Mozart, l'amour, la mort*, Librairie Séguier/Archimbaud, 210 pages, 209 F : le musicologue français a consacré sa vie et publié plus de dix ouvrages sur le Salzbourgeois. Voici, synthétisée, la somme de ses travaux.

— Alexandre Oulitchoff, *Mozart, Librairie Séguier*, 750 pages, 250 F : avec celle d'Otto John et de Nissen, cette biographie (double d'une analyse de l'œuvre et publiée en 1943 à Moscou par un diplomate letton et polyglotte) compte parmi les tout premiers travaux sérieux sur un musicien disparu deux générations plus tôt. A lire comme un document.

ET AUSSI...

— W. A. Mozart, *Correspondance*, Flammarion « Harmoniques » ; volume I, 1756-1776, 568 pages, 189 F ; volume II, 1777-1778, 512 pages, 176 F ; volume III, 1776-1781, 416 pages, 179 F (le volume 4 sortira fin février, le volume 5 en octobre) : traduits par Geneviève Geffray, les lettres de Mozart, celles de son père, dans un texte sans corrections ni coupures, à quoi s'ajoutent, dans chaque volume, des notes, un index des personnes, un index des œuvres et une chronologie année par année.

— Pierre Petit, *Mozart, Librairie académique Perrin*, 304 pages, 120 F : « la seule biographie totalement inédite de l'Année Mozart », signale l'argumentaire. Elle est signée par le directeur de l'Ecole normale, critique au Figaro.

— André Tubeuf, *Mozart, chemins et chants*, Arthaud, 208 pages reliées en coffret et richement illustrées, 484 F : un texte lyrique, un volume « opératique », vrai spectacle en soi, avec de sublimes reproductions de tableaux et de détails architecturaux.

A. R.

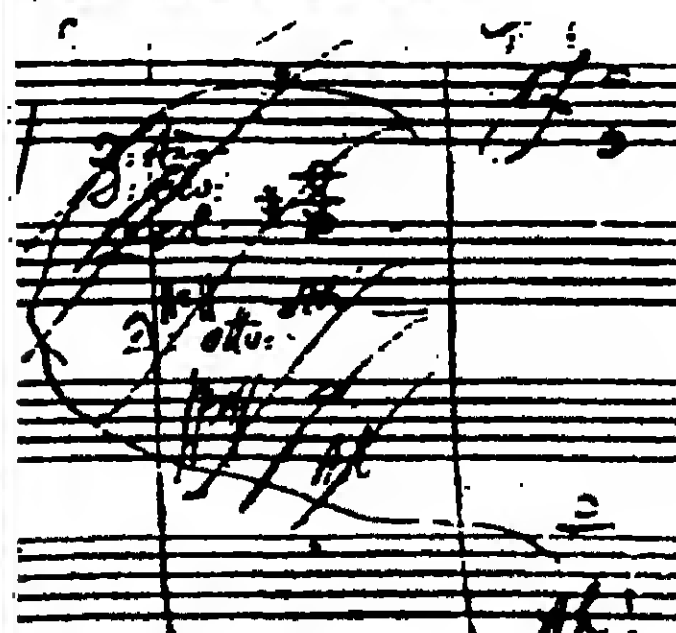
(Les prix indiqués sont ceux pratiqués dans les FNAC.)

1500/1500



Il est arrivé à Mozart de signer « Wolfgang Amadeus » ou « Wolfgang Amadé », mais jamais, semble-t-il, « Wolfgang Amadeus ». Il aimait clore son patronyme d'un coup de timbre sur le « t » final, soit qu'il l'ornât d'un paraphe compliqué, soit qu'il le développât, d'un graphisme audacieux, en une sorte de massue renversée, comme on le voit dans les premières pages de ce supplément. Même envoie dans le fragment du manuscrit autographe reproduit sur les deux pages précédentes, un extrait du second mouvement du *Concerto pour piano en ré mineur KV 466*: on y voit le musicien menant résolument les deux mains du soliste sur toute l'étendue du clavier. L'accord ci-dessous est en ré majeur, en revanche, Mozart l'avait biffé à la mesure 595 de *Don Giovanni* et reporté à la mesure antérieure du manuscrit. Le second « Ah » est celui de Leporello, lorsque Don Juan s'abîme dans les flammes. Les huit mesures reproduites dans la page ci-contre nous ramènent à l'ouverture du même *Don Giovanni*. Quant au portrait de Mozart au piano, la date de 1788; le beau-frère du musicien, Joseph Lange, l'a laissé inachevé.

Conception graphique: Claude Jaubert.



→ mozartien codifié, une folie qu'Amadeus montrera à défaut de les faire entendre.
1 CD Hungaroton HCD 12 219.

Sonate pour piano n° 12.
L. K. K.

Parfois maniéré, plein de révérences, le jeu de Lili Kraus fut longtemps considéré comme un modèle mozartien. Mais si cette pianiste est un peu démodée aujourd'hui, il faut prendre garde de l'oublier. Demain, elle redeviendra peut-être une référence.
1 CD Vogue 672 012.

Sonate pour piano n° 13.
Vladimir Horowitz.

Cette grande sonate méconne réconcilie les modernes et les anciens. Le jeu articulé, phrasé à l'ancienne d'Horowitz s'y accompagne d'une imagination et d'une liberté créatrice toute romantique.
CD Deutsche Grammophon 423 287-2.

Sonate pour deux pianos.
Radu Lupu et Murray Perahia.

En l'absence de l'enregistrement exaltant de Brendel et Kluge (VOX), l'interprétation très « duo d'opéra » de Lupu et Perahia est sans concurrence.
1 CD CBS-Sony MK 39 511.

Sonates pour piano et violon n° 25, 28, 32 et 34; 40 et 42.

Clara Haskil (piano), Arthur Grumiaux (violon).

Depuis leur enregistrement en 1956 – année du bicentenaire de la naissance de Mozart – ces deux disques sont théoriquement par les meilleurs. Une interprétation bien au-delà des modes.
2 CD Philips 412 253-2; 415 478-2.

Symphonies n° 21 à 25; 26 à 29; 30, 33 et 34; 31 « Parisienne »; 35 « Haffner »; 36 « Linz »; 39 et 41 « Jupiter »; 32, 38 « Prague » et 40.

Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Josef Krips (direction).

On ne dirait jamais assez que Krips est l'un des chefs les plus méconnus de ce siècle. Son interprétation des grandes symphonies de Mozart s'appuie sur des basses bondissantes, nerveuses, qui soutiennent un chant large, des associations de timbres inconnues dans d'autres versions.
6 CD Philips 428 973-2; 428 974-2; 422 978-2; 428 983-2; 422 974-2; 422 478-2.

Symphonies n° 35 « Haffner » et 41 « Jupiter ».

Orchestre philharmonique de Vienne, Leonard Bernstein (direction).

Longtemps considéré comme un chef à prendre avec des pincettes par des Européens (qui ne pouvaient accepter l'idée qu'il était possible de s'acquiescer avec le musicien tout en dirigeant Mozart), Bernstein a laissé des interprétations bayadiennes et mozartiennes dont on commence à mesurer qu'elles valent bien mieux que ce qu'on en a dit. Ennemis de toute grandiloquence comme de toute raideur, le Mozart de Bernstein chante et donne par sa mise en scène. A cet égard, le finale de *Jupiter* trompera plus d'un auditeur lors d'une écoute à « l'aveugle ».
1 CD Deutsche Grammophon 415 305-2.

Symphonies n° 40 et 41 « Jupiter ».

Orchestre symphonique Columbia, Bruno Walter (direction).

Walter semble convier ses musiciens à une stance de musique de chambre. Diriger ne semble pas son credo. Faire de la musique semble une expression plus appropriée pour son travail. Mais ne pas croire que ces interprétations manquent d'énergie.
1 CD CBS-Sony MK 42 028.

Symphonies n° 40 et 41 « Jupiter ».

Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).

L'anti-Walter. Szell dirigeait comme Toscanini ou Fritz Reiner, en imposant ses vues aux musiciens. Mais ce chef était aussi l'anti-Karajan. Il n'y a aucune lourdeur, aucun narcissisme dans sa façon de faire.
1 CD CBS-Sony MYK 42 538.

Symphonie n° 40.

Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Brüggen (direction).

D'une certaine façon, Brüggen est plus proche de Walter et de Krips que de Szell. Il est davantage coordinateur que chef d'orchestre. Raresment musiciens auront été si libres de jouer. Et quelle perfection.
1 CD Philips 416-329-2.

Symphonie n° 38 « Prague » et 41 « Jupiter ».

Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Nikolaus Harnoncourt (direction).

Depuis qu'ils ont joué avec Harnoncourt, les musiciens du Concertgebouw affirment qu'ils ne peuvent plus jouer Mozart comme avant, qu'ils l'ont redécouvert. Ils l'avaient pourtant joué avec Krips. Que penseront les musiciens de Berlin, si toutefois il leur est permis de jouer avec Harnoncourt, eux qui jouaient les symphonies de façon si lourde avec Karajan?
1 CD Teldec 8 482 19.

OPÉRAS

La Clémence de Titus.

Stuart Burrows, Yvonne Minton, Janet Baker, Lucie Popp, Federica von Stade, Robert Lloyd, Chœur et Orchestre de Covent Garden, Colin Davis (direction).

Une distribution impeccablement bien chantante pour l'avant-dernier opéra de Mozart, qui, s'il n'a pas encore trouvé sa place sur les grandes scènes lyriques, n'en renferme pas moins des airs d'une beauté et d'une virtuosité étonnantes qui ne laisseront pas le jeune Kossini indifférent.
2 CD Philips 420 087-2.

Così fan tutte.

Elizabeth Schwarzkopf, Nan Martin, Lisa Otto, Leopold Simoneau, Rolando Panerai, Sesto Bruscantini, Chœurs et Orchestre Philharmonie, Herbert von Karajan (direction).

An sortir de la guerre, interdit d'es-trade, Herbert von Karajan, aidé de Walter Legge – célèbre producteur de disques classiques et mari d'Elisabeth Schwarzkopf – inventait Mozart au disque. Dans le calme studieux d'Abbey Road, cette équipe réunissait l'art de la scène, faisant passer dans les seules voix l'urgence de la représentation, les transports amoureux, le drame et l'ironie.
3 CD EMI 769352.

Don Giovanni.

Cesare Siepi, Fernando Corena, Suzanne Danco, Lisa Della Casa, Hilde Guden, Anton Dermota, Walter Berry, Kurt Böhm, Chœur de l'Opéra de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Joseph Krips (direction).

Krips ne force jamais le trait et sa direction de *Don Giovanni* étienne par son côté aisé et l'on se réfère au drame romantique évoqué par Furtwängler quelques années auparavant. Ce *Don Giovanni* est caractérisé dans le dix-huitième siècle et témoigne d'un âge d'or du chant mozartien que l'on n'a retrouvé depuis que d'une façon épisodique.
3 CD Decca 411 625-2.

L'Enlèvement au sérail.

Leopold Simoneau, Gottlob Frick, Ilse Holweg, Lois Marshall, Chœur et Orchestre du Royal Philharmonic, Thomas Beecham (direction).

Mozart prouvait ici que l'Allemand pouvait, aussi bien que l'Italien, chanter les sentiments humains. En Germanie, l'opéra ne sera plus comme avant. Weber et Wagner pourront inventer le grand opéra romantique. Beecham dirige, avec vivacité et une grande mobilité psychologique, une distribution dominée par Leopold Simoneau, « le » ténor mozartien de l'après-guerre, donc du siècle.
2 CD EMI 7637152.

La Flûte enchantée.

Nicolaï Gedda, Gundula Janowitz, Walter Berry, Lucia Popp, Gottlob Frick, Franz Crass, Chœurs et Orchestre Philharmonie, Otto Klemperer (direction).

Alors, ce livret : stupide ou maçonnique? Peu importe, le merveilleux, la fièvre de cette histoire irrédigée ont per-

mis à Mozart d'inventer une musique qui associe comme jamais le savant et le populaire, la chanson au « religieux ». Cet enregistrement mérite d'être redécouvert, les chanteurs sont survolés. (Les dialogues parlés n'ont pas été retenus.)
2 CD EMI 7699712.

Idomeneo, re di Creta.

Luciano Pavarotti, Agnes Baltsa, Edita Gruberova, Lucia Popp, Chœur de l'Opéra de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, John Fritschard (direction).

Créé en 1781, cet opéra fut l'un des premiers succès publics de Mozart tout juste sorti des pattes de son père. Les airs s'enchaînent dans un son de vérité dramatique, même si le compositeur ne répugnait pas encore tout à fait à se soumettre aux exigences du beau chant. Distribution luxueuse.
3 CD Decca 411 805-2.

Les Noces de Figaro.

Cesare Siepi, Alfred Poell, Lisa Della Casa, Hilde Guden, Suzanne Danco, Fernando Corena, Hilda Rössel-Mejdan, Chœur de l'Opéra de Vienne, Orchestre philharmonique de Vienne, Erich Kleiber (direction).

Le plus beau des opéras de Mozart, le seul (avec *Così*) dont le livret soit en toute circonstance à la hauteur de la musique, le seul qui s'écoute au disque sans que le besoin d'images se fasse jamais sentir. Kleiber, l'Orchestre philharmonique de Vienne, les chanteurs sont à l'interprétation mozartienne ce que Toscanini était à Verdi, Horowitz à Scarlatti, Cortot à Schumann, Maria Callas à Bellini.
3 CD Decca 417 314-2.

MUSIQUE RELIGIEUSE

Requiem.

Terens Stich Randall, Ina Molenik, Waldemar Kment, Kurt Böhm, Chœur de l'Opéra de Vienne, Karl Böhm (direction).

Enregistré au milieu des années 50, cette version du *Requiem* a, pour elle, de réunir un quatuor vocal, un orchestre et un chœur très « opératiques », irréprochables; contre elle, de bénéficier d'une prise de son, certes claire, mais monophonique. Les inconditionnels de la stéréo choisiront le second enregistrement de Böhm (Deutsche Grammophon 413 553-2).
1 CD Philips 420-772-2.

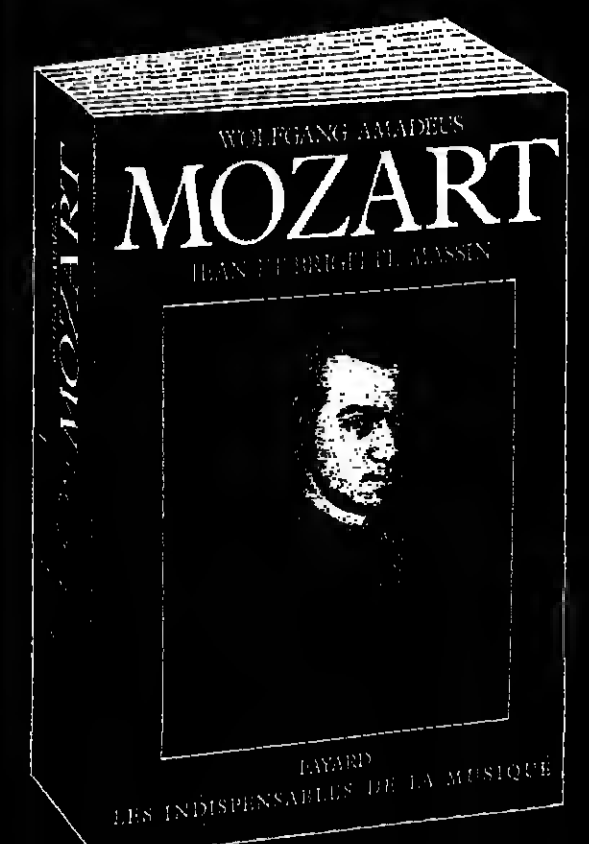
Requiem.

Emma Kirkby, Caroline Wattinson, Anthony Rolfe Johnson, David Thomas, Chœurs de garçons de la cathédrale de Westminster, Chœur et Orchestre de l'Academy of Ancient Music, Christopher Hogwood (direction).

Cette version musicologique retient le texte de Mozart, sans les ajouts de Süßmayr. Elle est bien chantée et dirigée par un Hogwood autrement moins indifférent que dans son intégrale des symphonies.
1 CD L'Oiseau-Lyre 411 712-2.

ALAIN LOMPECH

L'INDISPENSABLE MOZART DES MASSIN



Versión Brochada: 1300 p., 140 F
Versión rellena: 1300 p., + 36 p. hors-textes 300 F

L'édition "revue et augmentée" d'un grand classique de la littérature mozartienne, à la fois Biographie du compositeur et Histoire de son œuvre.

la Musique
chez
FAYARD

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les acteurs de bonne foi

de Marivaux, mise en scène de Michel Tournier, avec Isabelle Dugast et Rosaline Villemain.

Adaptation d'une pièce de Marivaux où l'on voit des paysans et des bourgeois s'essayer au théâtre, c'est-à-dire au mensonge des sentiments, à la vérité de la fable.

Musée Cognac-Jay, 8, rue Elzévir, 3. A partir de 1^{re} heure. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 15 h 30, les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 40-27-07-21. 60 F et 70 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Dumat, Christian Buché, Claude Ruddy, David Warlow, Jonathan Lathière-Asashe, Johanne Plotegher, Quentin Sijco et Benjamin Yvert.

Le grand classique de l'après-guerre, pour lequel Joël Jouanneau a retrouvé David Warlow, l'acteur magicien qui, au-delà des mots fait entendre la voix de Beckett, le rire, la tristesse, l'amour d'un homme.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 32000 Nanterre. A partir du 1^{er} février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-51. De 90 F à 120 F.

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Gilles Bourdod, avec Claire Vernet, Nicolas Siberg, Vénus Vella, Marianne Elin, Jean-Luc Siboni, Christiane Basso, Eric Frey, Philippe Turron et Caroline Appré.

Gilles Bourdod, ex-joueur de l'après-guerre, a commencé sa carrière dans le burlesque. Il n'est pas le seul, mais il a continué. Il a même écrit une mémorable farce en langage inventé de Saperleu. C'est dire que le comique clownesque de Molière ne lui fait pas peur.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. A partir du 2 février. Les mardi et mercredi à 20 h 30, les jeudi et vendredi à 15 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Mozart, minuit 54

de Christiane Marchewka, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Marc Chabry, Claire Chiron, Marie-Claire Coud, Jean-François Desgras, Christiane Marchewka, Jean-Michel Noiret et Mylène Roussel.

L'année Mozart s'achève, revient la question : comment est-il mort ? « 54 » écrit le Requiem ? Avec piano, chant et écriture en train de s'écrire.

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, 8. A partir du 2 février. Les 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 janvier. 100 F et 140 F.

Paris

La Chute de l'ange rebelle

de Roland Ficher, mise en scène de Christiane Strelsky, avec Valérie Dréville.

Une femme qui est un ange, qui se réveille, qui est une femme. Un texte, une actrice.

Théâtre national de l'Odéon (toute salle), 1, place Paul-Claudel, 6. Du mercredi au samedi à 18 h 30, la dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-25-70-32. 45 F et 85 F. Dernière représentation le 3 février.

La Dame de chez Maxim

de Georges Feydeau, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Marc Aumont, Anne Bernic, Denis Barbet-Rondelet, Philippe Bianco, Nérée Boyadoff, Elisabeth Carroux, Carlos Chelino, Charlotte Clamens, Clotis Corbille et Gilles David.

La même Crevette de Dominique Valadé est une curieuse fille, une brave fille moiteuse, encore compagne. Une fille dont la franchise et la générosité font l'effet d'une bombe dans la société comique que Feydeau se plaît à peindre. Une bombe de rires, c'est irrésistible.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 32000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-21-18-51. De 90 F à 120 F.

En conduisant miss Daisy

d'Alfred Uhry, mise en scène de Gérard Vargès, avec Talia Chelton, Patrick Raynal et Robert Ussach.

Conversations entre une vieille dame juive et son chauffeur noir. Spectacle attachant par l'ascendant des deux acteurs, émouvant et subtil.

Antioche - Simone-Barreau, 14, bd de Strasbourg, 10^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-78-88. Durée : 1 h 45. De 50 F à 250 F.

Les Hommes de neige, Trilogie allemande imaginaire

mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Cyril Rothert, Yann-Joël Collin, Catherine Faurty, Isabelle Gouard, Flora Leclercq des Noëles, Eric Loust, Gilbert Mercamogno, Alexandra Seclun, Agnès Sourillon et Nadia Vonderscheyden.

Trilogie du soldat qui revient de guerre, déboule dans un monde où il ne se reconnaît plus. Il y a la souffrance et le sourire de Brecht, l'humour désespéré de Horvath. Et il y a le monde de Stéphane Braunschweig.

Théâtre, 41, av. des Gratielles, 32000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-83-28-30. 80 F et 110 F.

Le Long Retour

d'Enrique O'Neill, mise en scène d'Yves Garau, avec Dominique Economides, Yvon Garau, Chantal Dupuy, Thomas Elk et Henri Delorme.

Des histoires de marins, d'embruns, de tours du monde. Des histoires, telles que les a vécues O'Neill, telles que les font revivre les images de l'enfance.

Barreau-Théâtre (face au 3, quai Malaquais), Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-51-94-53. Durée : 1 h 30. De 75 F à 120 F.

Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucot, avec Michel Bouquet, Juliette Céry, Jacques Spitzner, Jérôme Anger, Xavier Barrière, Valérie Varda et Isabelle Mounie.

D'après le livre de Kawabata qui raconte un combat historique entre un vieux maître de go - un jeu d'échecs japonais - et son ancien élève. Michel Bouquet, le japonais est un grand acteur qui dans ce spectacle.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-06-48-24. Durée : 1 h 50. De 120 F à 240 F.

Le Neveu de Wittgenstein

de Thomas Bernhard, mise en scène de Patrick Gubaud, avec Jean-Marc Bory et Hugues Fagot.

Deux clowns, qui sont deux malades... C'est l'humour au vitriol de Thomas Bernhard, l'auteur le plus joué actuellement.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, la dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-80-18-58. Durée : 1 h 40. 90 F et 110 F.

L'Oursse blanche

de Daniel Barenboim, mise en scène de Claude Yoran, avec Florence Giopetto, Laurent Grévy et Fabienne Mouton-Braz.

La maîtresse riche, l'amant pauvre, et l'autre, qui n'a que sa jeunesse. Ils se rencontrent dans le sud d'un bateau en partance vers le Nouveau Monde. Vers l'espérance. La pièce saute des bribes de ces espoirs, et des arrangements. Et les acteurs sont splendides.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 45. De 60 F à 120 F.

Pas là

d'après sept textes de Samuel Beckett, mise en scène de Jean-Claude Fall, avec Muriel, Daniel Emilefort, Claire Avigne, Basile Bernard, Agnès Bourgeois, Jean-Marc Edouard et Milla Gabalis.

Beckett, toujours, six petites pièces conduites par le plus étrange, le plus méphistophélique des comédiens : Daniel Emilefort.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

Une exposition de fer blanc

avec Grand Magasin.

Grand Magasin, revenu à un irrésistible duo loufoque, se penche sur la quincaillerie du Chevalier à la triste figure, dans un épousouillant délire.

Théâtre de la Bastille, 78, rue de la Roquette, 11^e. Du mercredi au samedi à 18 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 80 F. Dernière représentation le 2 février.



« Une exposition de fer blanc », au Théâtre de la Bastille.

Les Yeux d'encre

d'Alejo José G. Sison, mise en scène de Jean-Paul Wenzel, avec Françoise Berthe, Marie Guitier et Thomas Aulert.

Haine et passion entre deux sœurs dont l'une, aveugle, exige que l'autre lui raconte le monde. Empoignade de deux comédiennes un peu contantes, peut-être, mais magnifiques.

Jardin d'hiver, 48, rue de la Vierge, 94, boulevard de Clichy, 18^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-62-58-45. Durée : 1 h 20. 75 F et 95 F.

DANSE

Ballet du Bolchoï

avec le Bolchoï

Sur diverses pages flamboyantes de Prokofiev (dont le superbe cantate *Alexandre Nevski*), une grande fresque épique, tumultueuse, lyrique, comme le Bolchoï et son chorégraphe Yomi Gourovitch savent en raconter. Des souvenirs de clowns, des boyards, des « Visions de la mort » et des « Victoires » ; pas mal de tunnels, aussi.

Trois interprètes alternent dans le rôle d'Ivan IV, comme dans celui de sa bien-aimée Anastasia, où, plutôt que la fide Natalin Besmertnaya, il faut rêver de voir la divine Ludmila Semeniuk (les 1^{er} et 6 février en soirée, 3 et 9 en matinée) ou Maria Bylova, perle rare qui s'est avérée enchantée lors de la dernière visite du Bolchoï (les 2 et 6 en matinée, 8 et 10 en soirée).

Palais Garnier, 19 h 30 les jeudi, vendredi et samedi. 14 h 30 dimanche. 30 à 320 F. Tél. : 47-42-53-71.

10^e rendez-vous chorégraphiques de Sceaux

Cette semaine, Angeline Prejocaj présente son *Amer America* - l'attente et l'angoisse d'un groupe d'émigrants, dans un très beau décor - puis Sceaux nous invite à découvrir la toute jeune compagnie chorégraphique Mal Polo avec *Quarante* - une histoire d'amour fou.

Sceaux, Les Gémmeux, 1^{er} et 8 février, 20 h 30. 110 F. Tél. : 48-61-35-57.

Compagnie Josef Nadj

Comédie Turpe

La toute dernière création de Nadj : un théâtre dansé aux étranges et furtives images, où le tragique débouche sur le rire.

Nolise, La Ferme du Buisson, Le 2 février, 21 heures. 100 F. Tél. : 60-06-20-00.

Remmes

Duos

Ouvr par le duo célèbre *Welcome to Paradise*, de Joëlle Bouvier et Régis Obadia, un très appétissant week-end consacré à une dizaine de duos, contemporains, où alternent décou-

vertes et retrouvailles. Si Viviane Serry, la « petite » de la tribu Gallotta, improvise autour des clarinettes de Louis Schavis, Jean Gaudin, lui, a pour partenaire un plasticien, Roland Roure. Les initiés ont déjà l'œil sur Hila Fatoumi et Eric Lamoureux, Michèle Anne de Mey et Olga de Soto, Dominique Ancelet et Sandra Martinez dansent le fulgurant *Bal dans un couloir de fer* de Karine Saporta, Frédéric Cornet et Cathy Polo un extrait d'*Eden* de Maguy Marin.

Théâtre Jean-Vilar, 1^{er} et 2 février, 21 heures. La 3, 17 heures. Théâtre Jean-Marie-Servat, 2 février, 19 heures. La 3, 15 h 30. 90 F et 75 F. Tél. : 98-31-55-33.

Marseille

Ballet de Marseille

Roland Petit

Body

Soliste du Ballet de Marseille, Jean-Pierre Arvotte s'est déjà signalé par quelques essais chorégraphiques à la fois sensibles, concis et bien construits. Il s'attaque aujourd'hui à son « grand » ballet, d'après le roman de William Wharton - l'histoire d'un garçon qui aime trop les oiseaux, une métaphore d'écure. Avec le concours de deux brillantes étoiles invitées, Alessandra Ferri et Julio Bocca.

Opéra de Marseille, 1^{er} et 2 février, 20 h 30. La 3, 15 heures. 110 F à 150 F. Tél. : 91-47-94-88.

La sélection « Théâtre » a été faite par : Colette Godard et Bénédicte Mathien. « Danse » : Sylvie de Nassac.

MUSIQUES

Découvertes de la semaine

Berio
Un Re lo Ascolto
Donald McIntyre (baryton-basse), Graham Clark (ténor), Graham Valentine (comédien), Eddie Moser (soprano). Orchestre national et chœur de l'Opéra de Paris. Stephen Herrap (direction), Graham Vick (mise en scène).

Spectacle dans le spectacle, qui mêle le théâtre à la musique, la musique à l'opéra, le théâtre au cirque, au grand-guignol, *Un Re lo Ascolto* est un spectacle importé de Covent Garden à l'Opéra-Bastille. La musique est de Berio, l'argument tiré d'un texte de Roland Barthes, l'écrit, publié en 1976 dans l'encyclopédie *Einaudi*. *Un Re lo Ascolto* n'est pas, à proprement parler, un opéra, plutôt une action musicale qui se déroule en plusieurs lieux, sur différents niveaux. Créée à Salzbourg, en 1984, cette œuvre a déjà été représentée à Londres, Vienne, Milan, et à Düsseldorf dans une nouvelle mise en scène.

La 31 janvier et les 2 et 5 février. Opéra-Bastille, 19 h 30 (et les 31 janvier, 2, 5, 11 et 12 février). 19 h 30 : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.

Paris

Mercredi 30 janvier

Webert

Six Pièces pour orchestre op. 6

Sibelius

Concerto pour violon

Brahms

Symphonie n° 1

Günther Herbig (direction).

Il ne faudrait pas manquer le retour de Günther Herbig, à la tête de l'Orchestre de Paris. D'autant que son programme est de ceux que l'on aime. Et puis, écouter Gérard Poullet dans le *Concerto* de Sibelius, avec un chef et un orchestre à sa mesure, est une occasion bien trop rare pour que l'on se prive le luxe de ne pas faire une visite à l'Opéra. Le vendredi soir, il laissera sa place à Sergei Edelmann, qui jouera à sa façon brillante et chantante le *Premier Concerto* pour piano de Mendelssohn.

Salle Pleyel, 20 h 30 (à la 31). Tél. : 45-63-66-73. De 50 F à 210 F.

Stravinsky

Concerto pour douze instruments

Huit Miniatures instrumentales

Le Sacre du printemps

Carter

A Mirror On Which To Dwell

Anniversary

Phyllis Bryn-Julson (soprano), Ensemble InterContemporain, Orchestre Philharmonique, Pierre Boulez (direction).

Boulez et le Philharmonique, dans le Sacre, est l'assurance d'une exécution à la sauvagerie tempérée par une clarté impeccable. C'est pour cette pièce que

le public se pressera au Châtelet. En prime (1), il aura la chance d'écouter deux pièces de l'un des grands compositeurs américains contemporains.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Mozart

Sonate pour piano n° 12

Beethoven

Sonate n° 23 « Appassionata »

Chopin

Nocturne op. 15 n° 2

Ballade op. 23 n° 1

Debussy

Reflets dans l'eau

L'Isle joyeuse

Isabelle Oemichen (piano).

Isabelle Oemichen vient de sortir son premier disque. Un disque parmi d'autres qui offre l'avantage d'écouter une pianiste qui Chopin n'est pas le temps de terminer avant sa mort. Une tâche dont Milosz Magin s'est acquittée avec dévotion. Cette œuvre sera sûrement jouée en bis.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 80 F à 180 F.

Bizet

Les Pêcheurs de perles

Léonora Vachon/

Jungwon Park (soprano),

Robert Swenson/

Gérard Garino (baryton),

Marcel Vanoud (baryton),

Jacques Schwarz (basse),

Orchestre Colonne,

Patrick Fournillier (direction),

Antoine Bonnelier (mise en scène).

Mais célèbre que *Carmen*, l'opéra le plus joué du répertoire avec *Aida*, les *Pêcheurs de perles* manquent d'airs célèbres à fredonner dans sa salle de bains, mais pas de pages d'une beauté exquise rehaussée par une orchestration aérienne. Remonter cette œuvre est la bonne idée de ce début d'année.

Opéra-Comique, Salle Favart les 30 et 31 janvier et le 2 février, 19 h 30 ; le 3 février, 17 heures. Tél. : 42-86-86-83. De 40 F à 400 F.

Mozart

Quatuor à cordes n° 7, 11, 15 et 22

Quatuor Ludwig.

L'intégrale des quatuors de Mozart se poursuit à la Bastille avec le Quatuor Ludwig, l'une des jeunes formations françaises dont il se dit beaucoup de bien.

Opéra de la Bastille, 20 h 30. Tél. : 40-01-16-16. 80 F.

Samedi 2 février

Schumann

Schönberg

Fauré

Nocturne n° 8

Roussel

Six Pièces pour op. 49

Debussy

L'Isle joyeuse

Odetta Garmann (piano).

La musique de Schubert envahit la vie de la famille de Gérard Depardieu dans *Trop belle pour toi*, le film de Bertrand Blier, ses quatuors, mais aussi sa musique de piano. Une présence dont l'émouvante insistance devait beaucoup au jeu impeccable de M^{lle} Odetta Garmann, à sa sonorité moirée, son expression si triste. Cette pianiste chargée de la formation des futurs titulaires du certificat d'enseignement ne joue pas Schubert à l'ASCA, mais des pièces de Schumann et Fauré. Se peut-il qu'elle n'en salue pas les innombrables, la douleur sourde ?

ASCA, 20 h 30. Tél. : 78-44-87-84. De 70 F à 120 F.

THEATRE DE BOULOGNE BILLACOURT

ANDRÉ FALCON
PASCALE AUDRET
FANNY DELBRICE
YVES PIGNOT

DU 15 JANV. AU 17 FEV.

Six personnages en quête d'auteur

LUIGI PIRANDELLO

MISE EN SCÈNE : ARMAND DELCAMPE

Location : 46 03 60 44

Le spectacle musical de manipulations d'objets et d'images

du 29 janvier au 10 février à la Grande Halle

Représentations à 21 h, Dimanche à 18 h, relâche le lundi

Maison des Arts

18 JAN. - 13 FEV.

LE NEVEU DE WITTGENSTEIN

de Thomas Bernhard

avec Jean-Marc Bory, Hugues Fagot

Mise en scène Patrick Guinand

Création

49 80 18 88

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 5

Mozart

Sonate pour violon et piano KV 304

Prokofiev

Sonate pour violon et piano n° 2

Beethoven

Sonate pour violon et piano n° 8

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 3

Lazar Berman (violin),

Lazar Berman (piano).

Le génie n'est pas héréditaire. Les savants sont d'accord là-dessus, mais la musique souffre quelques exceptions. A Moscou, on affirme que Pavel, violoniste, est encore plus époustouflant que Lazar, son pianiste de papa. Pour la première fois, ils se produiront en sonates, à Paris. A Gaveau, « Le salon musical de Paris ».

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 120 F à 270 F.

Jazz

Laurent de Wilde

Quartet

Intello installé à New-York pour choisir sa vie (pianiste, compositeur, jazz), Laurent de Wilde est l'élégance même, la gaieté de la nouvelle génération. A chaque passage à Paris, il fait un tour en club avec les musiciens dont il se sent proche. Cette fois-ci, Eric Barret l'accompagne au saxophone ténor, tandis que Tony Rabeson et Jean-Jacques Avenel constituent le tandem rythmique. Indivisible au Sunset.

Les 30 et 31 janvier et les 1^{er} et 2^{ème} février. Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-26-46-80.

Michel Benita

Dewey Redman

Rita Marcotulli

Aldo Romano

Bassistes de l'ONU première formule, Michel Benita s'est produit avec un nombre considérable de leaders sérieux : d'Archie Shepp à Martial Solal, en passant par Porti et Enrico Rava. Son dernier disque sous son nom (Préférence, Label Bleu LC 65-32) montre ses qualités de meneur. Il rassemble pour un soir une pianiste romaine, Rita Marcotulli, un drummer très européen (Italien de Paris au long cours), Aldo Romano et le plus grave, le plus résistant des saxophonistes texans : Dewey Redman.

Le 31. New Morning, 21 h 30. Tél. : 46-23-51-41.

Rive-de-Gier (Loire)

Bill Frisell

Guitariste, producteur, chercheur de sons, petit inventeur, ami fidèle, agitateur sympathisant, deviche tourneur, empêcheur de tourner en rond, improvisateur comique, poète émuant, Bill Frisell détonne. Il déconecte le jazz de ses circuits tout faits, de ses routines, de ses obligations. Il le rend au réel. Il ne s'entoure que de casseurs. Tout cela se fait dans le rire, dans l'amitié. Pour toutes les musiques qui disent plus rien du monde actuel, rien de l'amour, rien des guerres, qui ne disent pas même le rien, celle de Bill Frisell, hors-circuit, hors-programme, ces derniers calomnieux de l'invention seule, et belle, et cassée.

Le 31 janvier, à 20h30, Salle des fêtes, Rive-de-Gier. Tél. : 77-75-05-22. 100 F.

Rock

Rachid Taha

Tout bien pesé, quelle que soit la maîtrise avec laquelle les lignes mélodiques, les couleurs instrumentales du Maghreb sont intégrées, quelle que soit la langue (français, arabe, les deux) dans laquelle il chante, Rachid Taha, c'est du rock.

Le 31. Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-26-72-40. De 50 F à 100 F.



Edwyn Collins à l'Espace Omano

Edwyn Collins

Edwyn Collins sur scène, c'est un musicien très doué, un auteur hors pair qui s'arrête pour se prendre pour un rock star. C'est une nonchalance amusée, un humour communicatif, qui mettent le rock de Collins un peu à part.

Le 4 février, Espace Omano, 19 heures. De 70 F à 90 F.

Tournées

Niagara

Hard rock de couleur pop, rythm'n'blues sucré-ye, Niagara joue à cache-cache avec l'image des débuts du groupe, ses aspirations et ses moyens.

Le 31, Montpellier, Zénith, 20 h 30. 140 F. Location FNAC : 87-64-14-00. Le 2 février, Nice, Théâtre de verdure. Tél. : 93-82-36-88. Le 3, Miramas (13), Théâtre de la Colonne. Tél. : 90-50-13-30. Le 4, Lyon, Le transbordeur. Tél. : 78-93-08-33.

Willy DeVille

Frais et dispos après une cure de remise en forme à La Nouvelle-Orléans (voir *Victory Mixture*, son album de standards made in Louisiana), Willy DeVille se lance sur les routes de France bien décidé à rendre à la gloire les pieds de nez qu'elle lui a décochés ces dernières années.

Le 1^{er} février, Toulouse, Le Pied, 21 h 30. Tél. : 62-07-88-08. Le 2, Bordeaux, Le Chant bleu, 20h15. Tél. : 58-25-19-67. Le 4, Nantes, Salle Paul-Fort, 20h30. Tél. : 40-20-31-17. Le 6, Rennes, Salle Ubu, 21 heures. 90 et 110 F. Tél. : 99-31-12-10.

Elliott Murphy & Band

Avant Willy DeVille, Elliott Murphy « aurait pu être un challenger », selon les mots immortels de Brando dans *Sur les quais*. Murphy concourait dans la catégorie Dylan/Lou Reed. Aujourd'hui, serin, il continue d'écrire et de chanter, sans promettre, mais en payant, comptant.

Le 31 janvier, Le Beuscart (33), salle des fêtes. Le 2 février, La Rochelle-sur-Yon, La Fuz'yon. Le 6, Lille, L'Aérodrome. Tél. : 20-54-55-24.

Oyster Band

Néo-folk, traditionnel hardcore, l'Oyster Band est une source d'inspiration constante pour les inventeurs d'étiquettes. C'est normal : leur musique, qui a les pieds dans la glèbe du patrimoine britannique, est tout à fait neuve.

Le 1^{er} février, Nantes, La Bouche d'air. Le 2, Saint-Nazaire, La Ténacité. Le 3, Rennes, L'Ubu. Tél. : 99-31-12-10. Le 6, Pau, Casino. Le 6, Briançon (78), A. C. L.

Musiques du monde

Cheb Mami

Où la voix d'or du raï. Le plus jeune, le plus fragile en apparence, le « môme » né à Oran affiche son plaisir de chanter. Pas révolutionnaire, et même plutôt sage, Mami trace son chemin avec patience dans cette nouvelle musique algérienne, à qui il a donné une patte américaine en allant enregistrer son dernier album à New-York avec des musiciens du cru (*Let me raï*, Tolca).

Le 2 février, Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-26-28-40. De 90 F à 100 F.

Kanté Manfila

Ex-patron des Ambassadeurs du Motel de Bamako, groupe prestigieux s'il en est en Afrique de l'Ouest, le Malien Kanté Manfila est, là-bas, une autorité musicale. Salfi Keita, son complice et alter ego, a tenté l'aventure parisienne avant lui. Plus attaché à la tradition, Manfila, arrivé en France il y a quatre ans, a dû tout recommencer à zéro. Le Théâtre de la Ville est une scène bien méritée : la voix, le souci du bel ouvrage, les rythmes, tout y est, en délicatesse.

Le 2 février, 18 heures ; le 3 février, 20 h 30. Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 65 F.

Ray Lema

Ray Lema revient d'une grande tournée en Afrique, la première depuis dix ans. Il y a retrouvé la magie de la scène, et renoué avec la musique des rues, sentie comme partie prenante des gestes quotidiens. Zélusé par les États-Unis et installé à Paris depuis longtemps déjà, cet excellent musicien pratique avec générosité l'art de la fusion.

Le 5 février, Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-26-28-40. 100 F.

La sélection

« Musiques »

a été établie

par Alain Lompech.

« Jazz » : Francis Marmont.

« Rock » : Thomas Sotinel.

« Musiques du monde » : Véronique Martigne.

ARTS

Nouvelles expositions

Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses *Britanniques dans la prière* de 1888, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration, à Pont-Aven, de la peinture « synthétique » et « cloisonnée », dont Gauguin, son élève, tira parti. L'exposition qui résume la rétrospective de l'été dernier à Mannheim et Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux (de Bretagne, d'Égypte, de Venise), une trentaine de dessins et des livres illustrés.

Fondation Mona-Diamant, 34, av. de New-York, Paris 15^e. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 18 heures. Du 1^{er} février 1991 au 18 mars 1991.

Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kahnweiler prépara l'après-cubisme. Une précieuse exposition qui s'accompagne en catalogue coproduit par le Centro Julio Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 7^e. Tél. : 47-71-12-32. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 30 janvier 1991 au 1^{er} avril 1991.

Ignacio Zuloaga

On a quelque peu oublié ce peintre basque lié à Degas, Laurec et quelques autres. Il fut pourtant fort apprécié dans les premières années du siècle pour sa capacité à assimiler le style moderne des Parisiens tout en restant fidèle à la tradition picturale espagnole.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-82-50. Tous les jours, sauf dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Du 30 janvier 1991 au 28 août 1991. 25 F.

Paris

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il a exploré la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. A preuve ses mises en perspective savantes, ses architectures déployées, ses panoramas écarts, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit, à la manière de Mondrian, de Vermeer et de Saunderson.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours, sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

L'art en Belgique

Flandre et Wallonie

Un point de vue sur l'art du vingtième siècle en Flandre et Wallonie, dans la foulée de Wierix, Rops, Kipfopf et Ensor. Où le surréalisme fait poète et toi, où dans la foule de Magritte la subversion des images est de mise.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. de Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 mars 1991. 15 F.

Les peintures au feutre

de Claude Aveline

Sei-on que l'écrivain Claude Aveline a découvert, en 1967, les vertus et les nuances du crayon feutre, et que cette technique trouble lui sert à faire quantité d'images ? Ce sont ces peintures au feutre qu'expose le Musée Bourdelle, pour fêter les quatre-vingt-dix ans de l'écrivain ami des arts et des artistes.

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15^e. Tél. : 45-46-47-27. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 février 1991.

les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 10 mars 1991. 15 F.

Arturo Martini

Cette première rétrospective en France du sculpteur italien réunit quarante-huit œuvres de 1920 à sa mort, en 1947 : des bronzes, des plâtres originaux, et beaucoup de grandes figures en terre cuite, matériau privilégié par l'artiste qui s'inscrivait dans un art ancien des Etrusques. Formé dans les cercles de la Sécession manichéiste, Arturo Martini fut le seul sculpteur du groupe Valori Plastici. Et le favori de Mussolini.

Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, parvis de la Mairie, Paris 2^e. Tous les jours, sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

SAGA 91

Créé en 1987 pour décongestionner la FIAC, le SAGA est le grand rendez-vous annuel des amateurs d'estampes et de lithographies contemporaines. On peut y trouver aussi des livres d'artistes, des objets, des sculptures... 158 galeries y exposent cette année leurs éditions originales.

Grand Palais, nef, av. Winston-Churchill, pl. Champs-Élysées, av. Général-Giscard, Paris 8^e. Tél. : 42-35-58-01. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 31 janvier jusqu'à 22 h. Jusqu'au 4 février 1991. 45 F.

Simon Vonet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vonet. L'essentiel de son œuvre décorative a disparu et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été perdus par des élèves auxquels il avait confié son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie de Vonet et son inspiration caravagesque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 42-35-58-01. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 31 janvier jusqu'à 22 h. Jusqu'au 11 février 1991. 33 F.

Nancy Wilson-Pajic

Cette Américaine fixée en France depuis 1978 campe son univers vivant, filé, tout en finesse, émaillé de traces d'actions éphémères et discrètes. Accompagnées de petits textes, ses images, de tous formats, s'agencent comme une multiplication de séquences quasi cinématographiques accompagnées du son anonyme.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 7^e. Tél. : 47-71-12-32. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 février 1991.

Galleries

Tony Cragg

Pour en savoir plus sur l'évolution de ce sculpteur anglais dans la bonne veine des années 80, qui a d'abord été tenté par la récupération d'objets de rebut picturalement orchestrés au sol ou au mur, puis s'est pris d'intérêt pour les gros volumes étranges, creux comme des pots, secrets comme des coquilles.

Galerie Croissant-Robert, 40, rue Châteauneuf, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-67. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 11 heures à 18 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 février 1991.

Philippe Favre

Une phrase : « Monsieur Vonn Trouvez-Moi Jardiner ». Sur une Nouvelle-France dégoûtée le sujet mystérieux de ses nouveaux travaux : une trentaine de peintures sur verre ; et de formats petitement moins petits que ses rébus sur papier de la série des betty's, également exposés.

Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-08-33. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 15 février 1991.

Harald Lyth

Ce peintre abstrait qui nous vient de Suède expose, pour la première fois à Paris, ses toiles subliminales, travaillées en profondeur, entre le construit et le défilé, l'opacité et la transparence, le noir et le blanc.

Galerie Di Mao, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 45-64-10-88. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 2 mars 1991.

Ralph-Engène Meatyard

Mort en 1972, à l'âge de quarante-neuf ans, cet opticien de métier a mis en scène un monde absolument angoissant qui porte en soi les prémices de sa propre disparition. Traitant de l'éternité et du mystère de la vie quotidienne, il fait

porter des masques de vieillards et d'enfants grimés à ses proches, qui se livrent à des rituels inconnus dans des endroits sinistres.

Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 58, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris-12^e. Tél. : 43-44-11-36. Tous les jours, sauf samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mars 1991.

Gérard Titus-Carmel

Ernest Pignon-Ernest

Ernest-Pignon-Ernest, depuis vingt ans, intervient dans et sur des villes, leur forme, leur couleur, leur histoire : cette fois Naples (et Le Caravage), où il a collé ses images sérigraphiques éphémères sur les murs des églises délabrées, au ras des soupentes et des trottoirs. L'exposition marque la sortie, aux éditions Henschel, d'un livre sur l'œuvre de cet artiste qui ne cède pas aux effets de la mode.

Gérard Titus-Carmel, l'autre invité de la galerie Lelong, propose des dessins récents, fusains et sanguins, sur le thème des saisons.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris-8^e. Tél. : 45-83-13-19. Tous les jours, sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février 1991.

Régions

Grenoble

Christian Boltanski

Une exposition rétrospective qui est passée par Londres et Eindhoven, mais elle comporte des pièces nouvellement conçues pour le musée de Grenoble. Boltanski y insiste sur ses recherches récentes : « monuments » à l'enfance et « ombres » de la mort. Tout un manège de souvenirs fragiles. Tout un dispositif pour énoncer.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours, sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 mars 1991.

Saint-Etienne

L'écriture griffée

Un propos, une réflexion sur l'art et la problématique de la représentation du réel dans les années 30, 40 et 50, portant de quelques individualités, par exemple Artaud, Dubuffet, Fautrier, Giacometti, Gruber, Wols. Dont le Musée de Saint-Etienne propose des peintures, des dessins, des sculptures, en des rapprochements imprévus et enrichissants.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-83-88-88. Tous les jours, sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 26 février 1991. 22 F.

Strasbourg

Vases nobles et sentimentales

Richard Baquât, Marie Bourget, L.F.P., Steven Pazzino, Adrian Schies, Felice Varini, Michel Verjux : sept artistes rassemblés par Jean Broly, un amateur d'art contemporain qui préfère l'approche souple au discours carré pour évoquer les recherches d'artistes apparus sur la scène artistique des années 80.

Andréane Douane, 1, rue de Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours, sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

Villeneuve-d'Ascq

Collages : collections des musées de province

Des expérimentations de Picasso et Braque, en 1912, aux gouaches découpées de Matisse dans les années 30, l'aventure du collage, en cent cinquante œuvres choisies dans les collections des musées de province. Cette exposition proposée à Colmar l'été dernier, marque la réouverture, après rénovation, du Musée de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-06-42-46. Tous les jours, sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

La sélection « Arts »

a été établie

par Geneviève Brevette

et Frédéric Edelmann

Sélection « Photo » :

Patrick Roegiers

24 janvier - 28 février

Pignon-Ernest

Galerie Lelong

12, rue de Téhéran, Paris 8^e

24 janvier - 28 février

Titus-Carmel

Galerie Lelong

13, rue de Téhéran, Paris 8^e

TRIFF

FIN DE COLLECTIONS

KILIMS

et

TAPIS

- 40 %

Ouvert dimanche

15 h

35, rue Jacob, 6^e

Tél. : 42-60-22-60

LE CARGO

création

Sade 120

D'après les 120 journées de Sade

de J.A.F. de Sade

adaptation et mise en scène

Louis Castel

du 5 au 13 février

Une coproduction le Cargo, le Théâtre

Informations au 76 25 75 45

TGP Pas là

DU 16 JANVIER AU 16 FÉVRIER

8 DRAMATISÉS DE

SAMUEL BECKETT

mise en scène

Jean-Claude FATH

42 43 17 17

Handwritten text in a box: "Jeudi 31 Jan 1991"

(Publicité)

Au SAGA les estampes de dix jeunes artistes français présentées par la Fondation Peter Stuyvesant



BLAIS "Tilimbon" 1990
Litho 87,5 x 62 cm - 25 ex.

Jean-Charles Blais,
"une image et un rituel"

Les usagers du métro ne manquent pas de remarquer un certain air de famille entre la lithographie "Tilimbon", exposée sur le stand Peter Stuyvesant au SAGA et la figure noire qui depuis quelques mois les accueille sur le quai de la station Assemblée Nationale. Tilimbon, du nom de la maison de l'artiste dans le Midi de la France a été choisi en souvenir d'une chanson russe, reprise par Stravinsky. Ce n'était au départ qu'un marquage, une façon de se souvenir que la toile ou le dessin avait été fait dans cette maison. Mais le repère s'est transformé en jeu et participe désormais sur des travaux qui n'ont pas été réalisés à Venise. De cette figure noire, onus o'en saurons guère plus : "elle est contemporaine de mes travaux de Tanger - thème de l'exposition il y a deux ans chez Yvon Lambert - mais elle n'est pas orientale, même si la coiffe, le chapeau évoquent l'Orient". A 34 ans, Jean-Charles Blais est déjà plus qu'un espoir de la peinture française : ses expositions depuis 1982 à la Galerie Yvon Lambert, à Paris, chez Léo Castelli à New York et dans les grands musées du monde, dont les Galeries Contemporaines de

Beaubourg en 1987 se succèdent à un rythme rapide. Mais ce peintre a aussi été l'un des tous premiers artistes à travailler la lithographie à l'Atelier Franck Bordes, le petit fils du grand lithographe Mourlot, chez qui Braque, Picasso, Chagall venaient travailler. Blais n'avait pourtant aucune prédilection particulière pour la gravure ou la lithographie. "J'avais fait quelques travaux d'édition en Suisse pour des parafolies de gravure sur bois". Mais c'est la rencontre avec Franck Bordes qui a été décisive : "Franck venait de s'équiper d'une immense presse et il m'a proposé de faire une litho, de grand format, à laquelle je pouvais ajouter des collages". Ces lithographies, tirées en très petit nombre sont donc des pièces uniques, chacune ayant été travaillée. Depuis, leur collaboration est régulière : "C'est devenu un rituel, raconte Blais, je vais travailler chez lui, régulièrement". Tilimbon n'est pas une pièce immergée, 87,5 x 62 cm "juste une image", passée sur un support très choisi, un papier jaune, sur lequel la couleur noire prend une singulière densité ; "Ce qui est particulier dans cette pièce, explique Blais, c'est l'inversion, la partie peinte qui prend toute la dimension du travail. Le papier devient comme du vent et reste en arrière du travail". Plus qu'une lithographie, Tilimbon est une réflexion sur l'édition, puisque le papier ailleurs amène à se retirer lui, en une sorte d'anti-estampe. Parmi les autres lithographies de Blais présentées sur le stand, il évoque de remarquer la main devant un visage, rehaussée de gouache rouge. Il s'agit de la première litho réalisée par Blais chez Franck Bordes en 1985 tandis que la silhouette de son sur papier d'affiche déchirée de 1987 reprend ce support original à qui Blais a donné ses lettres de noblesse, notamment avec la grande composition, de 1985 qui figure dans la collection de la Fondation Peter Stuyvesant.



GAROUSTE "Qohela II" 1990 Estampe au pochoir 50 x 65 cm - 30 ex.

Gérard Garouste :
"le pochoir, un savoir-faire précieux"

Star de la peinture contemporaine, Gérard Garouste est aussi l'homme des grands décors de théâtre, de la carte de vœux de Mielor Rocard ou de François Mitterrand. Peintre et sculpteur, il s'est récemment essayé à la technique de l'estampe au pochoir "une technique si formidable qu'aucun modernisme n'a fait mieux depuis". "Qohela", une estampe pochoir de 30 exemplaires présentée sur le stand de la Fondation Peter Stuyvesant devait figurer dans un livre que Gérard Garouste projetait de faire sur l'Ecclesiaste. Une perspective passionnante pour ce peintre qui confesse travailler lentement.

"Le pochoir permet de reproduire d'une façon extraordinairement fidèle parce que c'est une gouache. On reproduit une technique". Mais contrairement aux eaux fortes ou aux aquatintes, le pochoir nécessite un travail d'équipe et un savoir-faire que très peu d'ateliers en France possèdent : le travail de Jacomet à Paris est d'autant plus précieux qu'il est menacé. A l'heure de l'offset et des reproductions en grande série, le travail manuel nécessite par le pochoir est imposant. Mais le malheur du pochoir tient dans sa noblesse : plus les gouaches sont complexes, et riches, plus le travail est difficile. Gérard Garouste a donc dû renoncer à son titre, faisant de "Qohela" l'unique témoin de cette grande aventure.

Créée en 1960 par Alexandre Orlov, à l'époque Président de la Turmac Tobacco Company, la Fondation Peter Stuyvesant a su, en trente années de fonctionnement, se faire connaître et reconnaître par le monde de l'art. Sa collection comprend plus de 900 œuvres de Cohra à David Sallé, en passant par Hantai ou Sicilia et les accrochages au cœur même des lieux de production ont fait de l'usine de Zevenaar (Hollande), un musée national. Depuis 1980 déjà, la Fondation proposait aux employés de la Turmac Tobacco Company d'acquiescer des œuvres originales à tirage limité, signées Alechinsky, Mangold ou Morellet : elle a donc été dès sa création l'un des partenaires les plus enthousiastes du Salon de l'estampe et de l'édition d'art, le SAGA. En 1988, avec des gravures d'André Masson et l'an dernier avec "Muralenkit" de Dewasne, une sérigraphie de 14 m de long sur 2,40 m de haut. Cette année, la Fondation Peter Stuyvesant a décidé d'enrichir sa collection par l'acquisition d'œuvres originales multiples de dix jeunes artistes français et de présenter au SAGA une sélection de leurs œuvres gravées. Le choix est judicieux à plus d'un titre. D'une part parce que les artistes choisis : Alberola, Blais, Hélène Delprat, Di Rosa, Favier, Garouste, Kriki, Le Groumellec, Pincemin et Traquandi considèrent tous l'estampe comme un aspect essentiel de leur travail. Mais aussi, parce qu'ils ont profondément renouvelé le langage des techniques, lithographie, linogravure, eau-forte, gravure sur bois, pochoir ou encore, dans le cas de Traquandi, transfert photographique. Enfin, les dix "choix rétrospectifs" présentés sur le stand de la Fondation Peter Stuyvesant au SAGA permettent de souligner les nouveaux rapports qui existent entre artistes et ateliers de gravure. Ce n'est pas par hasard si depuis quelques années, le public s'enthousiasme pour les œuvres originales multiples. Il est fini le temps où le peintre laissait au graveur le soin de reproduire en lithographie une de ses œuvres. Les artistes présentés par la Fondation s'impliquent profondément dans cette technique. Alberola, Blais, Hélène Delprat, Di Rosa viennent régulièrement travailler à l'atelier Franck Bordes chez Item ou Arte. Là ils expérimentent et innovent avec l'aide des lithographes et graveurs.

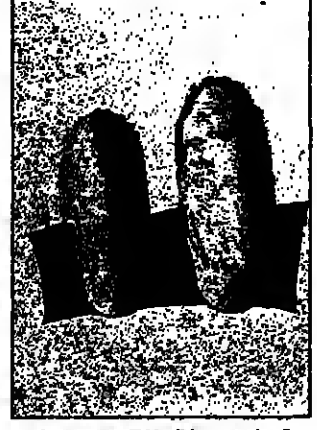
Gérard Traquandi :
transferts et décalcomanies

Spécialiste du rebond entre des écritures, des formes, des supports différents, Traquandi, 38 ans, a toujours eu le goût de la diversité, même s'il a le sentiment de faire la même chose puisqu'il travaille chaque fois le regard, la vue. Ce peintre, qui avoue n'avoir jamais vraiment fait de la peinture, mais de s'en être souvent servi, est familier de ces aller-retours. Il n'y a d'ailleurs pas de rupture pour lui entre la peinture, la gravure et la photographie. Plutôt une complémentarité : "Je crois qu'il a toujours existé un lien plus étroit qu'il n'y paraît entre la photographie et mon travail", dit-il à Bernard Blistène, dans un entretien préfacant son exposition récente au Centre d'Art Contemporain de Castres. Depuis 1973, il collectionne des photographies en tous genres, des revues, des catalogues de vente parce qu'il trouve là un autre regard, celui d'un voyeur. "Faire entrer la photographie dans l'atelier, c'est le bon moyen de faire entrer des informations extérieures et de déjouer le piège que peut constituer le lien clos où je travaille", confie-t-il. Après avoir pratiqué l'abstraction jusqu'au monochrome réalisé en terre, il revient donc à l'image. Pour montrer la surface des choses, donner à voir une représentation de la nature. Cet objectif, il l'atteint par la photographie.

D'où ces derniers travaux réalisés à l'atelier Item "transferts photographiques" sur papier arché, sorte de décalcomanie déposée à la surface d'une immense feuille de dessin, qui renvoie au visuel de l'objectif, sélectionnant un champ visuel bien déterminé dans un vaste paysage, qui restitue l'idée du cadrage. Traquandi prend pour sujet ses promenades quotidiennes aux alentours de Marseille : "Le jardin Patré" ou "Pompon", cette calanque située entre Cassis et Marseille sont des lieux familiers des marseillais. Des paysages très cultivés, presque grecs, comme tirés d'un mythe universel qui se trouve être aussi sa mythologie personnelle puisque Traquandi enfant venait s'y promener. Dans le même travail sur le regard, des lithographies plus traditionnelles sont exposées au SAGA. Cus vies de paysage, de petit format, tirées à 20 exemplaires, sont le fruit du travail de dessin d'après nature, mené par Traquandi depuis deux ans : "J'avais cette nécessité, dit-il, de me planter devant les choses".



TRAQUANDI "Pompon" 1990 - Sérigraphie transfert - 120 x 160 cm - 60 ex. Tirage



LE GROUMELLEC "Mégalithes et maison" 1990 - Litho 63 x 50 - 30 ex.

Loïc Le Groumellec
"avec la lithographie c'est raté ou gagné..."

Ce n'est pas à Carnac que Loïc Le Groumellec a découvert ces menhirs et ces mégalithes qu'il peint depuis 8 ans, mais à Rennes, dans les Archives de Bretagne, où travaillait cet artiste, né à Vannes en 1957. En voyant ces chronos de menhirs du XIXe, ce fut le choc : "J'ai compris que cette forme avait une charge potentielle beaucoup plus forte que celles que j'avais trouvées jusqu'alors". Il commença alors à peindre à la cire, des menhirs, travaillant dans l'obscurité, et c'est en allumant que les paysages apparaissent. Le mégalithe, monument érigé très souvent sexuellement participe au même esprit que ses premiers

travaux - des figures sauvages obscures dessinées au pastel gras - mais il se révèle plus riche pour le peintre. "Le menhir trébale en lui-même tellement d'énormités historiques, de spéculations plus ou moins religieuses (sexe, mystère, mort), son incongruité d'autre part est telle, que le peintre me permet de jouer avec tous ces sens là" explique Le Groumellec. C'est aussi le rocher contre lequel l'artiste se tape la tête : "Je crois être quelqu'un de brut, qui n'est pas fin... Il faut être subtil aujourd'hui, savoir nager comme un poisson dans l'eau. Moi, je ne crois pas être poisson, je crois au contraire être plutôt un éléphant qui dans un magasin de porcelaine va systématiquement tout casser". "Mégalithes et maison", un lithographie de 1990 tirée à 30 exemplaires fait partie de la trentaine de gravures réalisées depuis trois ans par Loïc Le Groumellec à l'atelier Franck Bordes. Elle résume ses deux thèmes favoris, le mégalithe et la maison, deux formes élémentaires de simplicité. Car l'essentiel pour Loïc Le Groumellec est bien cette économie de moyen que l'on retrouve dans ses lithographies comme dans sa peinture et qui s'apparente davantage aux monochromes blancs qu'à la céramique des religions celtiques : "J'aime, dit-il, la rapidité de la lithographie, proche de celle du dessin ou du lavas. Avec elle, c'est gagné ou c'est raté".

Philippe Favier :
"Je grave comme je respire"

"Pour aimer Favier, il faut aimer Callot et Grandville, Daré et Rops, Redon et Klee" écrivait dans Le Monde du 5 avril 1990, Philippe Dagen. Depuis quelques années, les amateurs de gravure ont remarqué ce jeune homme discret de 33 ans, né et toujours installé à Saint-Etienne, qui raconte avec fulgurance de petites histoires sur plaques de zinc ou de fer blanc. Contrairement à d'autres artistes pour lesquels l'œuvre gravée est annexe, Favier le privilégie au point d'en faire l'essentiel de son travail. En dix ans, pas moins de 200 gravures ont ainsi été répertoriées dans un catalogue raisonné, édité en 1990 par le Musée de Gravelines, à l'occasion d'une exposition rétrospective. Et comme s'il était de cette main qui grave des sujets minuscules sur des supports souvent invraisemblables : morceaux de verre ou couvercles de boîtes de sardines, après un déjeuner à l'atelier. Une habileté que Favier résume ainsi : "Je grave comme je respire, sauf que j'ai parfois des problèmes pour respirer". L'une des gravures exposées sur le stand Peter Stuyvesant date de février 1990. Elle annonce ses

tous derniers travaux, exposés actuellement à la Galerie Yvon Lambert sous le titre générique et, comme toujours chez Favier, ironique "Vous Trouverez Mon Jardinier Sur Une Nouvelle Planche", une phrase mnémotechnique pour situer les planètes dans le système solaire. Dans cette gravure, éditée par l'atelier Tazé, acquise par la Fondation Peter Stuyvesant, apparaît le personnage du jardinier au milieu d'un rébus où des réponses surgissent à travers le temps. "C'est un jeu d'énigmes qui, à partir du thème principal nous entraîne dans des spéculations sans fin". Car, ajoute Favier, "ce jardinier, c'est bizarre, non ?".



FAVIER : En force sur calque 50 x 33 cm 18 ex.

Jean-Charles Blais, Loïc Le Groumellec, Philippe Favier exposent à la Galerie Yvon Lambert. Gérard Garouste à la Galerie Durand Dessert, Gérard Traquandi à la Galerie Samia Scourne. Les lithographies de Jean-Charles Blais, Loïc Le Groumellec sont éditées par Franck Bordes, Garouste chez Jacomet, Traquandi chez Item. Favier chez Tazé, disponible à la Galerie La Hune.

501 100 000

30 Le Monde • Jeudi 31 janvier 1991 •



HEDA

- 8 192 000 Frs -



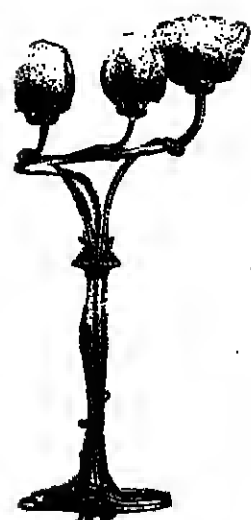
SECRETAIRE DE DUBOIS

- 7 458 000 Frs -



MODIGLIANI

- 66 133 000 Frs -



MAJORELLE ET DAUM

- 7 668 000 Frs -



MANUSCRIT DU XV^e

- 3 678 829 Frs -



JUPITER

- 3 259 000 Frs -



DROUOT
LA CONFIANCE
DANS L'ART



DROUOT - COMMISSAIRES PRISEURS DE PARIS

9 RUE DROUOT, 75009 PARIS - TEL. (1) 48 00 20 20

D.L.B. Ass.

BANQUE MONOD

LE PARTENAIRE PRIVILEGE DE L'ART ET DU PATRIMOINE

ECONOMIE

les bénéficiaires du RMI
d'origines très variées

Creeks

Les conséquences de la guerre du Golfe

L'économie mondiale souffre du pessimisme cumulé des consommateurs et des chefs d'entreprise

La durée de la récession américaine

Le tumulte de l'actualité, les inquiétudes provoquées par la guerre du Golfe ont des effets tellement importants sur la psychologie des chefs d'entreprise et des consommateurs qu'il est bien difficile de faire le point des choses. Les hostilités maintiennent déclinées vont-elles par exemple améliorer le climat des affaires ou contribuer à le détériorer ?

Les cinq mois et demi qui se sont écoulés entre l'invasion du Koweït et le début des bombardements américains ont beaucoup déprimé la conjoncture : moins de consommation de la part des particuliers, gel de nombreux projets d'investissement de la part des chefs d'entreprise.

Il semble maintenant, d'après les informations encore très partielles que l'on peut recueillir, qu'un certain soulagement se soit manifesté après le déclenchement des hostilités. Ce soulagement n'est pas seulement exprimé par les marchés boursiers et par ceux des matières premières — ceux du pétrole notamment — qui restent remarquablement stables, quand ils ne baissent pas. Il est aussi celui des chefs d'entreprise qui avancent que la période d'attente et d'inquiétude est terminée. On y voit beaucoup plus clair maintenant, assurent certains d'entre eux, même si le conflit actuel n'écarte pas le risque de dérapages catastrophiques.

Cette façon de voir les choses demeure à titre indicatif, car les enquêtes décrivent actuellement un très mauvais climat. Mais des points positifs commencent à apparaître timidement dans certaines enquêtes. Une chose est frappante tout de même : pour un certain nombre d'experts habitués à suivre la conjoncture, la guerre du Golfe n'est qu'une parenthèse qui n'aura pas beaucoup d'importance sur l'activité dans le monde. Se trompent-ils ?

De telles analyses nous renvoient à la réalité du ralentissement américain, qui a pris naissance dès l'automne 1989. La récession qui a suivi a débuté en octobre 1990. Aurait-elle été évitée sans l'invasion du Koweït ? C'est possible. Mais ce qui est maintenant important pour la santé de l'économie mondiale est de savoir combien de temps elle durera. Depuis la dernière guerre, les États-Unis ont connu six récessions dont la durée moyenne a été de dix mois. Si les choses se passent de la même façon, l'économie américaine pourrait reprendre du poil de la bête à l'automne prochain. Éventuellement que M. Bush aura intérêt à voir se concrétiser, l'échéance des élections présidentielles n'étant plus très loin (novembre 1992). Là est probablement la véritable interrogation.

PÉTROLE

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	29 jan.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate) à New York	21,85	+ 0,89
Brent à Londres	20,25	- 0,22

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Le marché à terme du pétrole brut reste depuis plusieurs jours pratiquement sans changement, les cours oscillant de quelques cents au-dessus de 20 dollars. Fugés dans l'attente de nouvelles matières concernant le conflit du golfe Persique, notamment le déclenchement de l'offensive terrestre, les spéculateurs restent prudents. Sur le marché physique du brut les échanges sont pratiquement inexistant.

L'activité économique dans le monde ne donne pas de signes de reprise. Dans plusieurs grands pays industrialisés, le moral des chefs d'entreprise et celui des consommateurs semble même particulièrement mauvais. Ces attitudes peuvent évidemment avoir une grande importance sur deux facteurs clés de la conjoncture : la décision de consommer ou d'épargner, la décision d'investir. La durée de la guerre dans le Golfe, la tumeur que va prendre cette guerre et bien évidemment l'évolution des prix pétroliers seront déterminants.

• Japon : risque de récession si la guerre se prolonge. — Le Nomura Research Institute, filiale de la

grande maison de titres Nomura, a calculé que si les hostilités dans le Golfe duraient trois mois, la croissance économique au Japon serait ralentie de 0,2 %, compte tenu de l'aide financière que fournir le pays à l'effort de guerre. La progression du PNB serait dans ce cas comprise entre 3,3 % et 3,8 % au cours de l'année budgétaire 1991 (avril 1991-mars 1992) au lieu de 3,5 % à 4 % prévus avant la guerre et après un taux de croissance effectif de 6 % environ l'année dernière. L'aide du Japon va en effet se traduire par l'émission d'obligations d'État qui réduiront les liquidités et la masse monétaire. Les taux d'intérêt auront tendance à monter et exerceront un effet déflationniste.

Si le conflit durait au moins six mois et sur la base d'un coût de guerre qui pourrait être de 86 mil-

liards de dollars financés à 20 % par le Japon, la croissance serait ralentie de 0,4 point, estime le vice-président du Nomura Research Institute, M. Yoshio Suzuki. « L'économie japonaise risquerait alors de connaître la récession ». Pourtant « si l'inflation diminue et permet un relâchement de la politique monétaire, le Japon devrait être en mesure de faire face à ce problème ». M. Suzuki estime d'ailleurs difficile l'analyse des effets de la guerre puisqu'à côté de « l'effet déflationniste psychologique », il voit certains effets expansionnistes, liés au développement des exportations.

• Grande-Bretagne : des réductions d'effectifs envisagées dans la moitié des entreprises. — Au cours des trois derniers mois, le pessimisme s'est considérablement accru dans l'industrie britannique. Selon

le CBI — Confédération de l'industrie britannique — la moitié des sociétés ont l'intention de réduire leur personnel. Il faut, selon le CBI, remonter dix ans en arrière pour trouver pareil pessimisme. Le patronat britannique qui a mené une étude auprès de mille sociétés indique que 60 % d'entre elles travaillent très en dessous de leur capacité de production et que beaucoup ont différé des projets d'investissement. Seul point positif : l'augmentation des prix de gros va se ralentir et à terme l'inflation.

• États-Unis : le moral des ménages au plus bas. — Outre-atlantique, le moral des consommateurs n'est pas meilleur. Selon le Conference Board, l'indice de confiance établi auprès de 5 000 ménages américains est tombé au plus bas depuis dix ans. Toutefois, estime

l'institut, le déclenchement de la guerre contre l'Irak a souligné l'opinion et a évité une chute encore plus forte de la confiance.

Un point positif : les commandes de biens durables passées aux entreprises américaines ont augmenté de 4,4 % en décembre après avoir très fortement chuté en novembre (de presque 11 %). Cette reprise est plus importante que prévue, et ne s'explique pas seulement par le secteur militaire : les commandes de biens civils ont progressé de 16,9 % en décembre après avoir chuté de 14 % en novembre. Ces informations sont à rapprocher des dernières statistiques qui viennent d'être publiées aux États-Unis et qui montrent que les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté en décembre au même temps que progressaient leurs revenus.

Dans son discours sur l'état de l'Union

« Nous retrouverons bientôt la croissance » déclare le président américain

NEW-YORK
de notre correspondant

Dans son message sur l'état de l'Union, le président Bush a insisté sur les quelques points qui, selon lui, incitent à l'optimisme. D'abord, le fait que les États-Unis n'ont pas à combattre une inflation à deux chiffres, ensuite, que les entreprises ne sont pas tenues de réduire sensiblement leur production dans la mesure où elles ne souffrent pas de stocks excessifs, enfin, que les exportations connaissent une forte croissance.

Revenant à son actif le bilan de son prédécesseur, le président américain a rappelé que, depuis 1981, le pays avait créé vingt millions d'emplois, diminué de moitié l'inflation et les taux d'intérêt, l'économie américaine étant actuellement, en dépit d'une interruption « temporaire » de la croissance, « deux fois plus importante que celle de nos concurrents les plus proches ». Allusion directe au Japon, dont le produit national brut est effectivement deux fois inférieur à celui des États-Unis.

« Nous retrouverons bientôt la croissance », a promis le président américain, en appelant à une baisse des taux d'intérêt. Il a rappelé par ailleurs l'engagement de réduction drastique, sur cinq ans, des dépenses budgétaires convenu lors de l'accord obtenu, à l'été 1990, entre le Congrès et la Maison Blanche. M. Bush a

proposé de réexaminer en vue de la faire adapter dans le prochain budget une réduction de la taxe d'imposition des plus-values en capital. Cette disposition, vivement combattue lors de la précédente discussion budgétaire, avait finalement été abandonnée.

Parmi les autres sujets, le président Bush a aussi proposé la création de comptes d'épargne familiaux exonérés d'impôt et le renforcement des dispositions concernant la recherche et le développement « afin de créer des emplois ». Mesure qui devrait contribuer à accroître le dépôt de brevets, un domaine où, en dépit de positions fermement tenues dans des secteurs bien précis, les États-Unis n'ont pris beaucoup de retard par rapport au Japon, voire à certains pays européens tels que l'Allemagne.

Cet aspect a été également évoqué par le sénateur George Mitchell dans sa réponse en discours présidentiel. « Nous avons démontré notre avance technologique dans la guerre, il faut maintenant l'appliquer à la paix », a indiqué le leader (démocrate) du Sénat. Puisque nous sommes capables de fabriquer la bombe la plus sophistiquée, pourquoi ne pouvons-nous pas produire le meilleur magnétoscope ? Puisque nous pouvons fabriquer un missile Patriot à grande vitesse, pourquoi ne pouvons-nous pas produire aussi un train à grande vitesse ? »

SERGE MARTI

Fortement dépendant de ses importations

Le Japon multiplie les accords de coopération avec les pays pétroliers arabes

L'approche japonaise du problème énergétique dans le contexte de la guerre du Golfe est pragmatique, sinon cynique : quel que soit le rapport de forces, il y aura du pétrole et ceux qui le possèdent devront le vendre. La seule inconnue est son prix. Et le Japon peut payer.

TOKYO

de notre correspondant

L'éloignement du conflit, le contexte régional des rapports de forces qui en est l'enjeu comme l'assurance que donnent au Japon à la fois des réserves de pétrole de cent quarante-deux jours et les ressources nécessaires pour faire face à une augmentation du prix du brut expliquent l'absence de panique avec laquelle ce pays, qui dépend pourtant à 70 % du Proche-Orient pour ses approvisionnements en pétrole, a réagi à la crise. A l'exception de quelques réflexes d'inquiétude qui ont donné lieu à des commandes soudaines de brut africain et des achats sur les marchés à terme, le Japon n'a rien changé dans sa politique d'approvisionnement.

Estimant que ceux-ci ne subiront pas de réduction importante dans l'immédiat, le gouvernement s'est pour l'instant contenté d'inciter les consommateurs au calme, d'assouplir l'obligation de stockage imposée au secteur privé, afin d'accroître de

350 000 barils par jour l'offre de pétrole sur le marché, et de renforcer, sans recourir à des mesures contraignantes, les programmes d'économies d'énergie.

Le Japon est-il pour autant à l'abri de mauvaises surprises ? Pas plus que ses partenaires. Son assurance financière se double néanmoins d'une politique énergétique qui présente assurément des faiblesses mais n'en devrait pas moins lui permettre de satisfaire ses besoins futurs.

Les responsables de la politique énergétique japonaise se placent dans la perspective d'une augmentation constante du marché énergétique asiatique. Dans un scénario de croissance moyenne du PNB nippon de l'ordre de 3,7 % jusqu'en l'an 2000, l'augmentation de la consommation d'énergie sera sur l'archipel de 2,2 % par an. Si en 1989, la demande japonaise en énergie était de 499 millions de tonnes équivalent-pétrole, elle sera en l'an 2000 de 544 millions de tonnes et de 666 millions en 2010 (la production locale restant faible).

L'espoir du gaz naturel liquéfié

Bien qu'un cours de ces quinze dernières années le Japon ait réduit la part du pétrole dans sa demande totale en énergie (de 80 % à 57,9 %), il n'en reste pas moins très dépendant du Proche-Orient : 72 % de ses importations, soit 3 millions de barils par jour, proviennent de cette région.

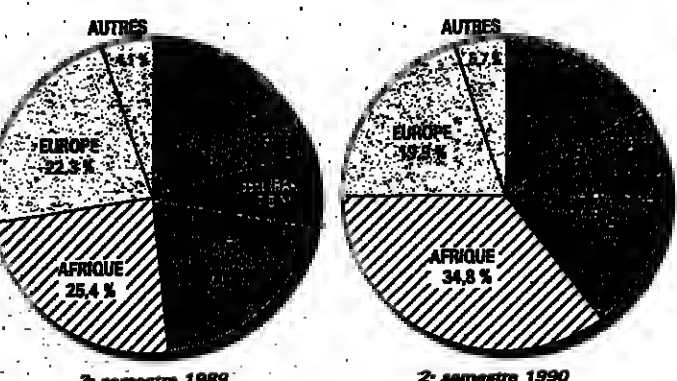
Selon les études prospectives du MITI (horizon 2010), le pétrole devrait encore diminuer dans la consommation globale d'énergie (pour passer à 45,3 %). Tandis que la part du charbon restera sensiblement la même, celles de l'énergie nucléaire et du gaz naturel devraient considérablement augmenter et représenter respectivement 16,9 % et 18 % du total (actuellement les deux sources d'énergie répondent chacune à environ 10 % de la demande). L'énergie solaire passera de 1,3 % à 5,3 %.

Les Japonais comptent beaucoup sur le gaz naturel liquéfié. Au tournant de ce siècle, celui-ci pourrait être la seconde source énergétique du Japon après le pétrole. Tokyo a commencé à acheter du gaz naturel liquéfié (LNG) il y a vingt ans. Actuellement, il importe 36 millions de tonnes par an (soit 70 % du total des importations mondiales de LNG). Ses sources d'approvisionnement sont Abou Dhabi, l'Algérie et l'Australie, Brunei, l'Indonésie et la Malaisie. En l'an 2000, le Japon se propose d'importer 64 millions de tonnes de LNG.

Malgré ces diversifications et une réduction de l'ordre de 20 % de la part du pétrole dans les approvisionnements énergétiques globaux, l'or noir et ses produits dérivés resteront la première source d'énergie de l'archipel.

PHILIPPE PONS
Lire la suite page 32

La France achète en Afrique le brut qu'elle retirait auparavant d'Irak



La provenance des importations

Depuis le début de la crise du Golfe, la France a profondément réorienté ses approvisionnements pétroliers afin de compenser la perte des importations en provenance d'Irak, qui représentaient 7,5 % du total au cours du second semestre 1989 et ont été totalement interrompues dès le mois d'août 1990 en raison de l'embargo. Si la part de l'Arabie Saoudite a augmenté dans les importations françaises totales de brut, celle du Moyen-Orient en général a diminué de près de 10 points au profit essentiellement de l'Afrique. Le Nigeria, l'Algérie, le Cameroun, la Libye ont nettement accru leurs livraisons, de même que l'Angola, qui du vingt et unième rang est passé au sixième, sa part du total atteignant 5,9 %, contre 0,4 % un an auparavant.

Selon le président d'Elf Aquitaine

Les cours devraient trouver un équilibre entre 20 et 25 dollars

« Les variations erratiques des cours du pétrole ne sont pas dues aux producteurs, mais souvent à une spéculation très largement artificielle », déclare M. Lohé Le Floch Prigent, PDG d'Elf Aquitaine, mardi 29 janvier.

Plaidant pour « un prix raisonnable » du pétrole, M. Le Floch Prigent a estimé que le prix d'équilibre était situé entre 20 et 25 dollars par baril. Au cours des prochains mois, a-t-il ajouté, se gardant toutefois de pronostics précis, le prix du baril « trouvera un équilibre dans cette zone de 20 à 25 dollars, avec éventuellement des variations spéculatives dans les prochaines semaines ». C'est en tout cas le prix retenu pour fonder la politique à moyen terme d'une « compagnie responsable » a-t-il dit.

Les compagnies, a expliqué le président du groupe pétrolier, doivent « amorcer les soutiens du marché pour les consommateurs » d'une part en garantissant l'approvisionnement, ce qui est facile pour Elf qui produit, pour l'essentiel en dehors du Golfe, plus de pétrole qu'il n'en raffine et distribue dans ses réseaux, et d'autre part en pratiquant une politique de prix « responsable ». « Depuis le mois d'août, les consommateurs français ne se sont quasiment pas aperçus des fluctuations erratiques des prix du brut sur le marché international », a assuré M. Le Floch Prigent.

600 nouveautés
ont marqué
la micro en 90.

COORDINATEUR

TROUVEZ-LES DANS NOTRE NUMÉRO SPÉCIAL
CE MOIS-CI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉCONOMIE

Les conséquences de la guerre du Golfe

Le Japon multiplie les accords avec les pays pétroliers arabes

Suite de la page 31

Les Japonais sont les deuxième importateurs de pétrole après les États-Unis et sont appelés à le rester.

La dépendance nipponne vis-à-vis du Proche-Orient restera forte. Déjà, d'ailleurs, la part des pays arabes dans les importations de produits dérivés du pétrole ne fait que croître : si, en 1985, la moitié des importations venait du Proche-Orient, il s'agissait en 1989 des trois quarts. Et ce qui concerne en outre les fournisseurs, alors que, en 1980, les pays producteurs (essentiellement arabes) et les compagnies pétrolières internationales détenaient pratiquement le même part du marché nippon (chaque 44 %), en 1989, les premiers ont affirmé leur emprise aux dépens des secondes : ils assurent 63,5 % des importations japonaises de pétrole.

Cette dépendance vis-à-vis des pays arabes et les changements qui interviennent dans l'industrie pétrolière contraignent les Japonais à réajuster leur politique énergétique. Par rapport aux États-Unis et à l'Europe, le Japon n'a pratiquement aucune production autonome de pétrole (0,3 % de la demande totale contre 58 % dans le cas des Américains et 24 % dans celui des Européens). Les accords d'exploitation qu'il a obtenus d'autre part passés avec des pays producteurs ne leur permettent d'assurer que 10 % de leurs besoins. Ils sont appelés à redéployer leur industrie pétrolière dans deux directions : accord d'exploration et de production avec des pays producteurs et

rationalisation d'un secteur jusqu'à présent hautement protégé.

Le secteur pétrolier nippon présente deux grandes faiblesses : un manque de compétitivité sur le plan international et une insuffisance en matière de coexistence des produits lourds en produits légers. L'industrie pétrolière nipponne produit ainsi trop de fuel (700 000 barils par jour pour une capacité de raffinage de 3,5 millions de barils), alors que le marché a surtout besoin de produits plus légers. Cette insuffisance tient à un sous-équipement pour le « cracking » (fabrication d'essence à partir du fuel).

La politique de dérégulation entreprise depuis quelques années par le MITI (libéralisation des importations de pétrole qui sera achevée en 1995 ; abolition du système des quotas et des restrictions mises aux activités de raffinage) vise clairement à faire disparaître les plus faibles des huit pétroliers nippons actuellement en activité, ou à les contraindre à se regrouper.

La restructuration en cours, liée aux problèmes d'investissement considérables nécessaires pour augmenter les capacités de raffinage (sans compter de difficultés qu'elles supposent en raison de la résistance des écologistes à l'implantation de nouvelles installations), conduisent les Japonais à multiplier leurs accords avec les pays producteurs. Ces derniers leur fournissent en effet une contrepartie dans les compagnies pétrolières nipponnes.

L'Arabie saoudite, mais aussi le Koweït, Abu-Dhabi et l'Irak (jus-

qu'en août dernier) sont notamment en pourparlers avec les Japonais. Tend ainsi à se renforcer dans le domaine de la production et du raffinage une coopération déjà largement amorcée entre pays producteurs exportant leur pétrole et Japonais finançant les projets de développement de ceux-ci qui risquent de mettre davantage les « majors » sur la touche.

Total présent

Pour le pétrolier français comme Total, présent depuis trente-cinq ans dans la région tant sur le plan commercial que sur celui de l'exploitation et qui réalise un peu plus de 10 % de son chiffre d'affaires global avec le Japon (où il est actif sur tous les marchés), Taiwan et la Corée, le risque est double : à la mise à l'écart des « majors » s'ajoute la possibilité d'être marginalisé sur le marché. Il est clair que parmi les pétroliers nippons qui résisteront à la politique de dérégulation du MITI figureront ceux qui sont alliés aux concurrents de Total (Shell, Mobil, Caltex) et qui par conséquent ne seront guère enclins à lui acheter du brut.

Selon M. de Mestier du Bourg, délégué général de Total en Extrême-Orient, « la seule manière de consolider notre présence au Japon est de se lancer dans des implantations industrielles afin de ne pas simplement être fournisseur de matières premières ». Autre carte de Total : ce gaz naturel liquéfié sur lequel comptent tant les Japonais. Total procède à des explorations dans le golfe du Siam ainsi qu'au Vietnam et participe aussi à trois grands projets dans lesquels les Japonais ont pour partenaires Abu-Dhabi, l'Indonésie et Qatar.

PHILIPPE PONS

La production soviétique de pétrole au plus bas depuis douze ans

La crise énergétique s'aggrave dangereusement en Union soviétique. En 1990, la production de pétrole n'a été que de 570 millions de tonnes, le plus bas niveau depuis 1978. Le 22 janvier, une explosion a entraîné la fermeture d'un important complexe pétrochimique près de Kazan, d'après le *Financial Times* du 30 janvier.

Victime de la désorganisation des industries sous-traitantes et de la baisse des investissements, la production de pétrole en Union soviétique a chuté l'an dernier de 10 %, tombant de 607 à 570 millions de tonnes, soit le niveau le plus bas depuis 1978. La publication de ces chiffres par le comité statistique de l'État à Moscou coïncide avec un appel pressant des dirigeants de la principale province pétrolière soviétique, celle de Tyoumen dans l'Ouest sibérien, au président Gorbatchev.

La situation catastrophique de l'industrie pétrolière pourrait conduire l'Union soviétique à devenir dès 1995 importateur net de pétrole, ont-ils averti, dénotant la diminution des investissements, la pénurie chronique d'équipements et la « détérioration de centaines d'entreprises en situation de monopole ».

Dans la région de Tyoumen, qui produit à elle seule les deux tiers du brut soviétique et autant que l'Arabie saoudite, des douzaines d'installations énergétiques majeures ont été arrêtées, la construction de raffineries stoppée et le rythme d'augmentation de la production de gaz cassé.

assurent les dirigeants sibériens. La production de pétrole n'est pas la seule à être affectée. Celle de charbon a également diminué de 5 % à 703 millions de tonnes, celle de gaz n'a augmenté que de 2 % (contre 7 % l'an en moyenne depuis 1985) et celle d'électricité a stagné.

Une plate-forme détruite par une explosion ?

L'industrie pétrochimique soviétique ne va guère mieux. Elle serait même menacée de paralysie. Selon des informations recueillies par le *Financial Times*, une formidable explosion aurait éclaté le 22 janvier une bonne partie des installations de la plate-forme de Nijolinsk, située non loin de Kazan (République des Tatars) au voisinage occidental de l'Oural.

Construite par la firme japonaise Toyo, cette plate-forme, dotée d'un vaporisateur d'une capacité de 450 000 t/a d'éthylène, constitue le cœur d'un des plus grands complexes pétrochimiques d'Union soviétique. Il alimentait en matières de base (éthylène, propylène, butylène, butadiène...) huit autres unités de fabrication de matières plastiques et de caoutchouc synthétique réparties sur le territoire kazakh. Les dégâts seraient estimés à 1 milliard de dollars (5 milliards de francs).

Cet accident ne serait pas le premier. Des problèmes analogues seraient survenus il y a quelques mois aux unités de Tomsk (Sibérie occidentale) et de Sourgout (Azerbaïdjan), de telle sorte que le déficit soviétique en éthylène serait de 1 million de tonnes (25 % des capacités existantes).

SOCIAL

Un rapport sur les accidents de travail

M. Querrien fait des propositions pour renforcer la sécurité dans le BTP

L'amélioration de la prévention des accidents de travail dans le secteur du bâtiment et des travaux publics nécessite des ajustements plutôt qu'un véritable bouleversement de la législation, a affirmé, mardi 29 janvier, M. Max Querrien en présentant le rapport officiel qui lui avait été commandé en mars dernier sur ce thème.

Devant la recrudescence des accidents de travail dans ce secteur (+ 40,3 % de décès en 1988 par rapport à l'année précédente, selon les statistiques de la CNAM), M. Querrien, conseiller d'État, s'était en effet vu confier par les ministres du travail et de l'équipement, une mission pour présenter une série de propositions destinées à renforcer la prévention des risques dans ce secteur.

Principale mesure préconisée par le conseiller d'État, la réforme du système de cotisation des entreprises à la branche accidents de travail de la Sécurité sociale, cotisation calculée aujourd'hui sur la base d'un taux collectif, M. Querrien propose d'instaurer un système « tendant à dispenser les entreprises qui mènent une politique de prévention sérieuse de payer pour les autres ». Une mesure similaire a été préconisée par M. François Ceyrac qui rendait public, le même jour, un rapport sur les accidents de travail commandé par la Fédération nationale des travaux publics.

La prise en compte de la sécurité doit également se traduire, aux yeux de M. Querrien, « d'un bon à l'autre de dévouement de l'acte de construire » et notamment dès le lancement de la procédure d'appels d'offres, par l'intégration de « clauses contractuelles ».

Concernant la répression, le rapport préconise, outre une nouvelle échelle des peines en cas de manquements, l'habilitation de l'inspecteur du travail à se substituer à son supérieur en danger grave ou imminent pour faire immédiatement cesser son activité jusqu'à la mise en place de protections.

V. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - OBLIGATIONS 13,70 % JANVIER 1984

Les intérêts courus du 6 février 1990 au 5 février 1991 seront payables à partir du 6 février 1991 à 616,50 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 68,50 francs (montant brut : 685 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 21,23 francs, faisant ressortir un net de 561,06 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - OBLIGATION A TAUX RÉVISABLE ANNUEL JANVIER 1984

Les intérêts courus du 6 février 1990 au 5 février 1991 seront payables à partir du 6 février 1991 à 424,80 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 47,20 francs (montant brut : 472 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,37 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,63 francs, faisant ressortir un net de 386,60 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - OBLIGATIONS 9,91 % FÉVRIER 1990 (EX-15,30 % JANVIER 1983)

Les intérêts courus du 7 février 1990 au 6 février 1991 seront payables à partir du 7 février 1991 à 445,95 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 49,55 francs (montant brut : 495,50 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 24,75 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,35 francs, faisant ressortir un net de 405,85 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - OBLIGATIONS 9,70 % JANVIER 1990

Les intérêts courus du 5 février 1990 au 6 février 1991 seront payables à partir du 7 février 1991 à 491 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 73,63 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,22 francs, faisant ressortir un net de 402,13 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR FINANCE - OBLIGATIONS A TAUX RÉVISABLE TRIMESTRIEL OCTOBRE 1989. (TRANCHE A)

Les intérêts courus du 13 novembre 1990 au 12 février 1991 seront payables à partir du 13 février 1991 à 127,30 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,09 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,94 francs, faisant ressortir un net de 104,27 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

SAPAR FILIALES - OBLIGATIONS 10,20 % FÉVRIER 1990

Les intérêts courus du 26 février 1990 au 25 février 1991 seront payables à partir du 26 février 1991 à 510 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 76,50 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,81 francs, faisant ressortir un net de 417,69 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 8,30 % JANVIER, MARS, JUILLET 1987, FÉVRIER, AOÛT ET SEPTEMBRE 1989 (TRANCHE B)

Les intérêts courus du 9 février 1990 au 8 février 1991 seront payables à partir du 9 février 1991 à 415 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 62,25 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,86 francs, faisant ressortir un net de 339,89 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 10,10 % JANVIER 1986

Les intérêts courus du 10 février 1990 au 9 février 1991 seront payables à partir du 10 février 1991 à 434,50 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 30,50 francs (montant brut : 505 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,22 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,65 francs, faisant ressortir un net de 413,63 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS TMO FÉVRIER, MARS 1987 ET 1988

Les intérêts courus du 10 février 1990 au 9 février 1991 seront payables à partir du 10 février 1991 à 516,08 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 77,41 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,99 francs, faisant ressortir un net de 422,68 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS TMO JANVIER 1986 1986/1996

Les intérêts courus du 10 février 1990 au 9 février 1991 seront payables à partir du 10 février 1991 à 470,09 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 52,24 francs (montant brut : 522,33 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 26,08 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,18 francs, faisant ressortir un net de 427,83 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS TMO JANVIER 1986 1986/1995

Les intérêts courus du 10 février 1990 au 9 février 1991 seront payables à partir du 10 février 1991 à 470,09 francs par titre de 5 000 francs, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 52,24 francs (montant brut : 522,33 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 26,08 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,18 francs, faisant ressortir un net de 427,83 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - OBLIGATIONS 8,60 % OCTOBRE 1988 FÉVRIER 1989 (TR A) MAI 1989 (TR B), JUILLET 1989 (TR A), NOVEMBRE 1989 (TR A), DÉCEMBRE 1989, FÉVRIER 1990 (TR B), MAI 1990 (TR B)

Les intérêts courus du 15 février 1990 au 14 février 1991 seront payables à partir du 15 février 1991 à 430 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 64,50 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,33 francs, faisant ressortir un net de 392,17 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Le Monde DES LIVRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIDOT-BOTTIN Fondé en 1796

Le Groupe DIDOT-BOTTIN a dirigé avec Monsieur Patrick ESQUERRE, Président de la Société LA MADELEINE, dont le siège est à DALLAS, la restructuration de son capital, afin de poursuivre sa croissance. LA MADELEINE est une chaîne de restaurants français d'un type nouveau et très apprécié (activité de traiteur et de « brunch-restauration » de qualité) à Dallas, Fort Worth, Houston, Nouvelle-Orléans, avec des ouvertures à l'étude à Washington D.C. et Atlanta. LA MADELEINE doit réaliser pour l'exercice en cours un chiffre d'affaires de l'ordre de 14 millions de dollars, dans le cadre d'une croissance annuelle supérieure à 30 %. A la suite de cette opération, les sociétés CLAIRVAL et DIDOT-BOTTIN sont entrées dans le capital de LA MADELEINE à hauteur de 40 %.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Projet de réalisation de l'autoroute A 16 liaison Paris-Boulogne-section Amiens Nord-Ouest - Boulogne AVIS DE PROLONGATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé que, par décision de la commission d'enquête du 22 janvier 1991, et en application des dispositions des articles R 11-14-12 et R 11-14-13 du code de l'expropriation, l'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de réalisation de l'autoroute A 16 section Amiens Nord-Ouest - Boulogne et sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols rendus publics ou approuvés des services communaux est prorogée d'une durée de douze jours consécutifs : du 2 février 1991 au 14 février 1991 afin de permettre l'organisation de deux réunions publiques dans les lieux suivants :

- à Montreuil-sur-Mer, théâtre de Montreuil-sur-Mer, le 7 février 1991 à 9 heures : examen des problèmes évoqués pour les secteurs de Montreuil, Etables, Tubersart, Sommes, Nests, Conchil-le-Temple, Colline-Beaumont et Tigny-Notre.
- à Abbeville, salle des conférences de la chambre de commerce et d'industrie d'Abbeville, 96, rue Lesueur, le 7 février 1991 à 15 heures : Vallées de l'Aurie, Bouchon, Mouffers - Forêt de Vignacourt.

Les dossiers d'enquête publique ainsi que les registres seront tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, dans l'ensemble des communes concernées par le projet et dans les préfectures et les sous-préfectures, lieux d'enquête, jusqu'au 14 février 1991. En outre, une permanence sera effectuée le samedi 9 février 1991 de 9 heures à 11 h 30 dans les préfectures et sous-préfectures, lieux d'enquête.

Le préfet de la région Picardie, préfet du département de la Somme, coordonnateur de l'enquête publique A 16 Bernard GRASSET

BOURSE DU 30 J.

ECONOMIE

SOCIAL

Une enquête du Comité national d'évaluation

Les bénéficiaires du RMI sont d'origines très variées

« La majorité des RMIstes ont les préoccupations de M. Tout-le-Monde » : ils souhaitent avant tout avoir de l'argent (62,6 %) et un travail (52,1 %). Ainsi, M. Pierre Varenberghe, président de la Commission nationale d'évaluation du RMI a-t-il commenté, mardi 29 janvier, les premiers résultats de l'enquête consacrée aux attentes des allocataires du revenu minimum d'insertion.

Cette enquête réalisée, en juin 1990, par le CREDOC auprès d'un panel représentatif de 1 965 RMIstes, fait apparaître « la grande hétérogénéité des publics » du RMI qui ne se limitent pas, comme on avait tendance à le penser, aux bénéficiaires sans dynamisme cumulant les handicaps sociaux.

Seuls 24,9 % des allocataires sont, selon les résultats de cette enquête, des « assistés sociaux » nécessitant avant tout une prise en charge de leurs gros problèmes de santé. Un autre quart des bénéficiaires (26,1 %)

apparaissent également très éloignés du monde du travail, considérant le RMI comme un moyen d'obtenir d'abord un logement. L'autre moitié des RMIstes interrogés visent avant tout un emploi par le biais de ce dispositif, qu'ils utilisent toutes les facilités mises à leur disposition (12,5 %), ou qu'ils les délaissent (36,3 %) parce qu'ils sont bien insérés dans la société par ailleurs. Près des deux tiers des allocataires du RMI (64 %) ont ainsi engagé seuls des démarches de recherche d'emploi.

Reste que seul un quart des bénéficiaires faisaient, en juin 1990, l'objet d'un contrat d'insertion qui est, pour 64 % des personnes interrogées, perçu comme le début du processus de retour à l'emploi. Si une majorité des allocataires (60,8 %) considèrent le RMI comme une bonne chose, les autres estiment qu'il n'est pas suffisant dans le cadre d'une réinsertion professionnelle.

Assurance-chômage : baisse en décembre du nombre d'allocataires. - Avec 2 211 500 allocataires recensés en décembre, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par le régime d'assurance-chômage a diminué, en données corrigées, de 3,9 % en un mois (2 263 500 allocataires recensés en novembre), selon les résultats diffusés, mardi 29 janvier, par l'UNEDIC. En données brutes, l'UNEDIC a relevé une diminution de 2,3 % en un mois, soit une baisse de 1,1 % sur un an. Les allocataires du mois de décembre se répartissent entre 1 870 000 demandeurs d'emploi

(+2,4 % sur un an), 61 800 stagiaires en formation (+10,5 %) et 279 700 préretraités (-17,5 %).

RATP : la justice annule des préavis de grève. - Saisi en référé par la RATP, le tribunal de grande instance de Paris a annulé, le 28 janvier, des préavis de grève qui avaient été postés. Le 16 janvier, en effet, la direction de la RATP avait reçu des préavis de grève émanant de divers services, dont certains étaient datés des 17, 18, 20, 21 et 22 janvier. Le juge des référés a considéré que cette utilisation d'un droit rétroactif à néant l'un des buts du préavis qui est de permettre une négociation.

TRANSPORTS

La CEE propose à Washington un compromis sur les aides à la construction aéronautique

Dans la querelle qui oppose les Européens et les Américains au sujet des aides à la construction aéronautique civile, Bruxelles va faire un pas en direction de Washington qui accuse Airbus de concurrence déloyale parce que le consortium européen reçoit des gouvernements européens avances remboursables et garanties de change.

La Commission propose de réserver l'octroi d'avances remboursables aux appareils de plus de cent places et de limiter leur montant à 45 % des dépenses de lancement d'un avion. Actuellement, ce pourcentage peut atteindre 74 % selon les Américains, qui déclarent financer leurs

propres appareils seulement avec des fonds propres et des prêts bancaires.

Les Européens demanderont à Washington - qui ne veut pas que les avances dépassent 25 % du coût d'un appareil - d'abandonner ses poursuites devant les instances du GATT et d'accepter les garanties de change accordées par le gouvernement allemand à l'avionneur MBB pour sa participation au programme Airbus. Ils souhaitent que les nouvelles règles de financement ne concernent pas les programmes en cours et font valoir que, dans le cas de l'Airbus A-321, aucune avance publique n'a été consentie.

Virgin Atlantic accuse British Airways de concurrence déloyale. - La compagnie Virgin Atlantic, unique concurrent britannique de British Airways en long-courrier, accuse celle-ci de concurrence déloyale. Elle affirme que British Airways a mal entretenu l'un de ses Boeing-747, immobilisant l'appareil pendant trois semaines. Elle déclare que British Airways vend cer-

tains de ses billets vers les Etats-Unis plus cher au départ de Londres-Heathrow qu'à partir de Londres-Gatwick d'où Virgin Atlantic fait partir les vols concurrents. Cette offensive de Virgin est vraisemblablement destinée à influencer les autorités britanniques au moment où celles-ci révisent les règles d'accès à l'aéroport de Londres-Heathrow, le plus convoité par les compagnies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Creeks

RÉSULTATS AU 31/8/90 (exercice de 8 mois)

Le conseil d'administration réuni le 14 janvier 1991 sous la présidence de Jean-Claude FABIANI a arrêté les comptes de la Société mère et du Groupe CREEKS au 31 août 1990 afin d'harmoniser la date de clôture d'exercice avec celle du Groupe ANDRE qui détient environ 80 % du capital de CREEKS.

Sur cet exercice exceptionnel de huit mois, le C.A. H.T. du Groupe s'élève à 484 MF auquel s'ajoutent 3,3 MF de redevances de licences et de franchises.

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est de 8,8 MF. La modification de la date de clôture d'exercice, compte tenu de la saisonnalité des ventes CREEKS, n'est pas neutre sur la présentation de ces résultats qui ne peuvent être comparés de manière significative à ceux des 12 mois passés.

Le conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera convoquée le 25 février 1991 à 11 heures à l'Automobile Club de France, 6, place de la Concorde à Paris 8^e, la distribution d'un dividende de 3,80 F par action assorti d'un avoir fiscal de 1,75 F, soit un revenu global de 5,55 F par action.

COMMUNICATION

Aux Pays-Bas

Les chaînes publiques ne parviennent pas à s'entendre face au privé

AMSTERDAM
de notre correspondant

La tornade CNN s'est aussi abattue sur les Pays-Bas qui lui tendaient les bras, avec leurs 80 % de ménages raccordés à un réseau de câble-distribution. Grâce au conflit du Golfe, la chaîne de Ted Turner a vu le nombre de ses téléspectateurs néerlandais potentiels passer en quelques jours de 1,2 à plus de 3 millions, une expansion fulgurante, sans doute unique dans les annales de la télévision mondiale. La raison en est purement technique : de nombreux gestionnaires de réseaux avaient en effet décidé de ne pas faire de proposer CNN à leurs abonnés, alors qu'ils avaient jusqu'à présent refusé de céder aux conditions financières imposées par la société d'Atlanta.

Celle-ci a en effet pour habitude de demander des royalties alors même que les câblo-distributeurs néerlandais tendent d'ordinaire leur solde aux télévisions privées. En l'occurrence, toutefois, l'agent de CNN aux Pays-Bas a fait preuve de bon sens : il a autorisé la diffusion gratuite de son programme... tout en espérant à voix haute que le succès de la chaîne handicaperait les autres stations. Rien n'est moins sûr puisque, après avoir suscité un vif attrait dans les trois premiers jours du conflit, la télévision américaine a vite vu son audience péricliter.

Les chaînes traditionnelles du pays ont, en revanche, profité de la guerre pour sortir de la torpeur dans laquelle les plongeait depuis quinze mois la progression fulgurante de la télévision commerciale (RTL-4). La crise du Golfe n'a pas été favorable à la dernière offre de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion. Elle n'est certes pas restée inactive, mais les téléspectateurs, qui avaient pu, grâce à elle - et à elle seule - suivre en direct la chute du mur de Berlin en novembre 1990, l'ont cette fois délaissée, semblant la cantonner dans son rôle premier de canal de divertissement.

Les Néerlandais n'ont littéralement pas lâché leurs chaînes classiques. Ayant tiré les leçons des dramatiques ratages de l'année passée (événements de la place Tiananmen et écoulement de l'Europe de l'Est), elles avaient

envisagé, avant le 15 janvier, de mettre en commun leurs moyens rédactionnels et techniques. Deux semaines durant, les rédactions ont travaillé main dans la main, assurant même pendant les premiers jours du conflit un programme d'information en continu de 7 heures à 24 heures. La chaîne publique NOS, qui a le monopole des journaux télévisés, s'est mise à produire des bulletins à 7 heures, 8 heures et 13 heures, découvrant ainsi les charmes de la télévision du matin, et chassant du même coup sur les plates-bandes de RTL-4 qui a fait de la « breakfast TV » un de ses créneaux favoris.

Différend financier

Mais un différend financier, semble-t-il, portant sur le partage des coûts de l'opération (6 millions de francs) a brisé cette union. Les chaînes néerlandaises, après s'être évertuées pendant des semaines à traiter l'information de façon désordonnée et avoir découvert que l'union faisait la force et l'efficacité, ont décidé mardi 29 janvier de valoir à nouveau chacune de leurs propres ailes.

Ainsi s'achève, pour une histoire de gros sous - comme souvent aux Pays-Bas - une aventure audacieuse dont les enjeux n'étaient pas minces. Menacé par RTL-4, qui chaque soir recevait plus d'audience que chacune des trois canaux traditionnels et dont le succès amputé de 30 % les recettes de la régie publicitaire publique pour les deux premiers mois de cette année, le système audiovisuel néerlandais devait rapidement se réformer. Les études avaient été commandées à cet effet au bureau McKinsey qui, à la fin de l'an dernier, avait indiqué la recette : harmonisation des programmes, regroupement des moyens, souplesse de fonctionnement. Acceptés par les présidents des chaînes, juste avant le déclenchement des hostilités dans le Golfe, les principes de cette réforme semblaient vivre avec la guerre... leur baptême du feu. Mais le poids des habitudes s'est fait tel que la réforme, pour indispensable qu'elle soit, pourrait bien ne rester qu'un vœu pieux.

CHRISTIAN CHARTIER

Larousse et Gallimard lancent « Découvertes Junior »

Destiné à un public jeune, *Découvertes Junior* est en vente chaque mercredi dans les kiosques depuis le 14 janvier. Il s'agit d'une encyclopédie par fascicules, largement illustrée et qui a pour ambition, en cent vingt numéros chronologiques ou thématiques, de raconter l'aventure de l'humanité dans les domaines de l'histoire, des sciences, de la technique, des arts et des écrits.

Dirigée par Pierre Marchand, directeur de Gallimard-Jeunesse et créateur de la collection « Découvertes-Gallimard », qui connaît un énorme succès, cette encyclopédie est née de l'association de Larousse et de Gallimard, le premier appor-

tant sa compétence en matière de savoir-faire encyclopédique, le second sa réputation dans l'exploitation pédagogique des relations entre l'image et le texte.

Les premiers numéros parus - « La création de l'univers », « La naissance de la Terre », « Les origines de la vie » - soutiennent une page graphique : donner en seize pages une information riche et précise tout en étant immédiatement compréhensible. Chaque numéro est vendu 19,50 Francs, mais il est possible de s'abonner.

Société des périodiques Larousse, 17, rue du Montparnasse, 75298 Paris Cedex 06.

Cent mille abonnés pour Canal Plus Espagne

Lancée officiellement en septembre 1990, Canal Plus Espagne, version ibérique de la chaîne payante française, compte cent mille abonnés, 2 098 personnes seulement ayant décidé jusqu'ici de se désabonner. Son audience est estimée à quatre cent mille personnes environ.

Fin 1990, ses pertes s'élevaient à 3,7 milliards de pesetas (200 millions de francs environ). Selon le conseiller délégué de la chaîne, M. José-Luis Cebrian, ce déficit est inférieur aux prévisions budgétaires. Les ressources publicitaires représentent 10 % des revenus.

Les principaux actionnaires de la chaîne sont Canal Plus (25 %), le groupe éditorial Prisa (El País notamment, 25 %), la banque Bilbao-Vizcaya (15 %) et le groupe March (15 %).

Fortes progrès des abonnés au câble en Allemagne. - Fin 1990, 16,45 millions de foyers allemands pouvaient recevoir la télévision par câble, soit 1,77 millions de plus que l'année précédente, selon le câblo-opérateur public Telekom. 60 % des foyers des onze états de l'ancienne Allemagne de l'Ouest sont connectés aux réseaux câblés (15,9 millions de foyers sur un total de 26,3 millions). L'ex-RDA progresse elle aussi : 550 000 des 7 millions de foyers recensés sont déjà câblés. Telekom prévoit la connexion de 1,3 million de foyers de plus d'ici à 1993.

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minute, en un instant, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les Entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectif),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Pour prévenir difficultés et impayés, consultez systématiquement le 36 29 11 11.



La Source de l'Information sur les Entreprises
1, quai de Course - 75181 PARIS CEDEX 04
TEL. (1) 43 29 06 75

GRATUIT Découvrez les "trucs" des Communicateurs Efficaces

Demandez le premier numéro de la Lettre d'Information confidentielle "Communicateurs Efficaces"

- Pour écrire vos lettres avec plein de "punch", rédiger des mémos qui marchent, des rapports qui sont lus, pour donner des conférences et organiser des réunions réussies, pour convaincre, évaluer, convaincre, motiver les autres, voici des idées pratiques qui vous aideront à agir.
- Un exemplaire du premier numéro ainsi qu'une offre de lancement seront offerts tous les lecteurs de ce magazine qui en feront la demande.
- Au sommaire du 1^{er} numéro :
- 3 étapes pour rédiger un mémo efficace.
- Comment prendre la parole à l'improviste.
- 5 méthodes pour influencer les autres.
- Comment mener un entretien d'embauche.
- Plus sûr moyen de saper votre confiance en vous... et comment l'éviter.
- Comment écrire un livre... et que faire si l'on est "sec" devant une page blanche.
- L'art de raconter des histoires drôles.
- Réussir une réunion : les pièges à éviter.

Pour recevoir votre exemplaire gratuit, découpez ce bon, et adressez-le à :

Editeurs Godfrey, 119 94, 69515 Chantilly Cedex.

BON POUR UN ÉCHANTILLON GRATUIT

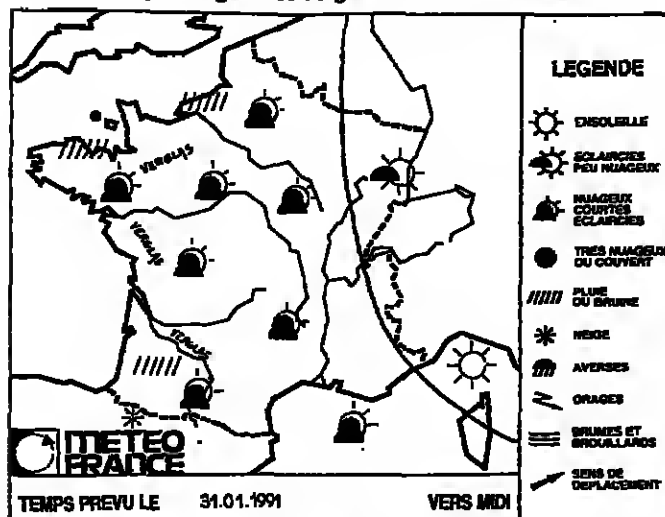
Retourner à : Editeurs Godfrey, 119 94, 69515 Chantilly Cedex

Votre lettre d'information m'intéresse. Envoyez-moi un échantillon gratuit - le numéro 1 - ainsi qu'une proposition d'abonnement à prix d'initiation sans engagement à l'adresse suivante :

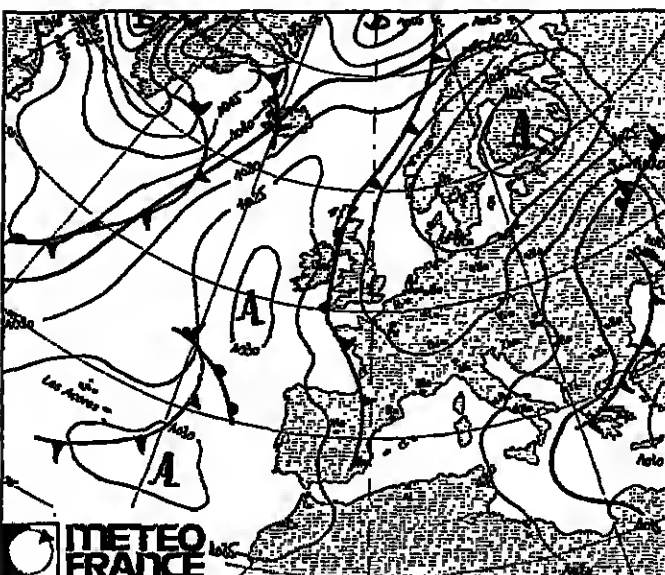
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code : _____
Ville : _____

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 31 janvier
Temps nuageux et verges sur la moitié ouest.

SITUATION LE 30 JANVIER 1991 À 0 HEURE TU



Les passages de nuages alternent avec les éclaircies. Les précipitations seront faibles, mais dans l'intérieur il faudra faire attention aux pluies verges ou aux petites chutes de neige.

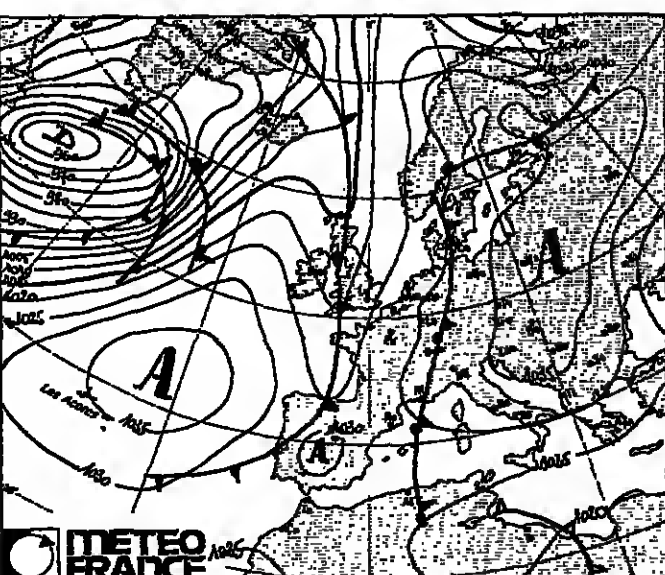
Vendredi 1^{er} février : beaucoup de nuages sur l'Est et l'Ouest. Des Ardennes à la Lorraine, à l'Alsace, à la Bourgogne, à la Franche-Comté, ainsi que de Rhône-Alpes à la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le temps sera très nuageux et brumeux. Il pleuvra un peu près de la Méditerranée. Sur les Alpes du Sud il neigera à basse altitude.

Sur la Bretagne, la Basse-Normandie, les Pays de Loire, le Poitou-Charentes et l'Aquitaine, les nuages seront également très nombreux. Il pleuvra dès le matin sur la Bretagne. L'après-midi, les pluies gagneront le reste de ces régions, mais, attention, elles pourront être précédées de neige ou de verges.

Entre ces deux zones de mauvais temps, du Nord au bassin Parisien, au Centre, au Massif Central, au Midi-Pyrénées et au Languedoc-Roussillon, il y aura des brumes ou brouillards le matin puis le soleil se montrera.

La nuit, il n'y a guère que les régions côtières qui auront des températures légèrement positives. Dans l'intérieur elles seront de -2 à -4 degrés et même -5 à 6 degrés sur le Nord-Est et l'Est.

L'après-midi, les températures resteront négatives, 0 à -2 degrés sur le Nord-Est et l'Est. Ailleurs, elles seront légèrement positives, 1 à 3 degrés. Elles atteindront 6 à 8 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TUTEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
le 29-01-1991 à 6 heures TU et le 30-01-1991 à 12 heures TU

le 22-01-1991 à 5 heures TU et le 30-01-1991 à 1										heures TU																																																				
FRANCE										ETR/NGER																																																				
ALGER	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	LOS ANGELES	15	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BARCELONE	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	LUXEMBOURG	2	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31	
BELLEVILLE	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MADRID	5	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31		
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MARSAKUR	15	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MILAN	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTECARLO	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
BRESCIA	13	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	TOULOUSE	1	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	MONTREAL	1	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4	-5	-6	-7	-8	-9	-10	-11	-12	-13	-14	-15	-16	-17	-18	-19	-20	-21	-22	-23	-24	-25	-26	-27	-28	-29	-30	-31
B																																																														

AGENDA

CARNET DU MONDE

Décès

M. René Aubecq, née Bastide, conseiller à la cour d'appel, son épouse. Sa famille, ses amis, ont le douleur de faire part du retour à Dieu du

colonel (R.E.) René AUBECQ, officier de la Légion d'honneur,

décédé le 29 janvier 1991 à Aix-en-Provence.

« La Miette », Aux-Trois-Bons-Dieux, 13100 Aix-en-Provence.

— François et Lucette Chèque, Remond, Isabel et Aurélie, ont le douleur de faire part du décès de

Lamont,

survenu à l'âge de sa trente et unième année.

— Sylvie Descomps, sa fille, Pierre et Denise Descomps, Odile et Jean Peyronnet et leurs enfants, Le professeur et Brigitte Descomps et leurs enfants, sa sœur,

Marthe Drouard, sa cousine, et ses fils, Les familles Alenspach et Thibaud, ses parents, ses amis, font part du décès de

M^{me} Paulette DESCOMPS, docteur en médecine, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, médaille de la Libération de la Ville de Paris,

survenue le 26 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Il n'y a pas de funérailles, Paulette Descomps ayant fait don de son corps à la science.

15, rue Molère, 75001 Paris, 19, rue Guyton-de-Morveau, 75013 Paris.

[Paulette Descomps était combattant volontaire de la Résistance. Elle et son mari, le docteur Hector Descomps, fondèrent le Comité central de la Résistance, l'hebdomadaire de nombreux responsables de la Résistance. C'est dans leur appartement qu'il fut tenu la première réunion du Comité central. Paulette Descomps était capitaine de réserve des sapeurs-pompiers de l'Armée de terre (AFAT).]

— Biarritz.

M. Jean-Renaud Estrade et ses enfants, Xavier et Camille, M^{me} Ake Stockman, et ses enfants, Jean et Gabriel, M^{me} et M^{me} Pierre Estrade et leurs enfants, Martin et Thomas, M^{me} et M^{me} Alain Estrade et leurs enfants, Philippe, Antoine, Arnaud et Laura, M^{me} Madeleine Estrade, M^{me} Marcelle Eyraud, Parents, alliés et amis, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean ESTRADE, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général honoraire des Ponts et Chaussées, inspecteur général honoraire au ministère de la Défense, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 28 janvier 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 janvier, à 10 h 15, en l'église Saint-Martin de Biarritz.

« Gerence », 48, avenue du Maréchal-Juin, 64200 Biarritz.

— M. et M^{me} Jean-Marie Perreau, M. et M^{me} Thomas Mathis et leur fils Nicolas, M^{me} Chantal Perreau, M^{me} Jacques Massin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Francis Descaud, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. Pol FRANÇAIS,

leur beau-père, grand-père et arrière-grand-père, frère, oncle, grand-oncle et arrière-grand-oncle,

survenu à Genève, le 29 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont été célébrées à Reims dans la plus stricte intimité.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-05-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 92 F
Abonnés et abonnés : 80 F
Communications diverses : 95 F

Messes anniversaires

— Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

M^{me} Micheline VILLETTE, née Delamant,

survenue le 3 février 1981, une messe sera célébrée le dimanche 3 février 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin de Noanvancourt (Eure).

De la part de M. Gérard Villette, son époux, qui demande à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir de s'associer à lui par une prière.

19, rue du Stade, 52240 Breuvannes-en-Basainy.

— L'École des parents et des éducateurs d'Ille-de-France, Tous les amis et collègues de

Marthe RABOISSON,

ont le douleur de faire part de son décès, le 17 janvier 1991, à l'âge de trente-huit ans.

Elle restera vivante dans nos mémoires.

— M. et M^{me} Jean-Louis Ricci et leurs enfants, M. et M^{me} Gilles Fuchs, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Arlette Mitchell et ses enfants, ont le très grande douleur d'annoncer la mort de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M^{me} Raymond SCHEKEVITCH,

survenue le 27 janvier 1991.

La messe sera chantée pour elle tout au long de la cérémonie religieuse qui aura lieu en l'église Saint-Germain-des-Prés, le vendredi 1^{er} février, à 20 heures.

— La maison Nina Ricci et son président, M. Gilles Fuchs, ont le tristesse de faire part du décès de

M^{me} Raymond SCHEKEVITCH,

survenue le 27 janvier 1991.

La messe sera chantée pour elle tout au long de la cérémonie religieuse qui aura lieu en l'église Saint-Germain-des-Prés, le vendredi 1^{er} février, à 20 heures.

— M. et M^{me} Alexandre Marcovici-Simionescu, ses enfants, M. et M^{me} Michel Goulier et leurs enfants, son frère, sa belle-sœur et ses nièces, Les familles Bercey, Finvian, Kamitz, Marian, Schein, Segal, ses cousins, cousines, neveux et nièces, ont le regret et la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Sofia UNGUREANU-MARCOVICI,

survenue le 26 janvier 1991.

L'incinération aura lieu le mardi 5 février 1991, à 15 h 30, au columbarium du Père-Lachaise, où une cérémonie sera célébrée à son intention.

— M. Said Zulficar, son fils, Jéhane et Tariq Zulficar, ses petits-enfants, ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Fatia ZULFICAR,

survenue subitement à Londres, le 28 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées, le 13 février, au Caire (Egypte).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

3 bis, rue Chevreul, 92150 Suresnes.

Remerciements

— Alice et Ernest MONTILLET sont déçus le 16 janvier 1991.

Claire, Michel, Claude et Pierre Grossier, Les familles Montillet, Ortoland, Vidon, très touchés des témoignages de sympathie qu'ils ont reçus, remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

— Cusset, Vichy.

M^{me} Noëlle Péronnet, Et toute sa famille, ont souhaité aux nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

M. Gabriel PERONNET, et dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence, messages et envois de fleurs, leur expriment leurs plus vifs remerciements ainsi que l'assurance de leur profonde gratitude.

Mots croisés

PROBLÈME N° 5446

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. N'est pas très bonne quand elle est pâle. — II. Un homme vraiment pas fidèle. — III. Ce qu'il y a de mieux. Pronom. — IV. Mancure pour vivre. — V. Bien élaboré. — VI. Pas ennuyeux. Niche sur les côtes scandinaves. — VII. Grande, dans les Pyrénées. — VIII. Donne le prix. Fait circuler. — IX. Machine de légende. Peut décrire une crise. — X. Uille quand on a peur des piqures. Quand on est mort, on est tout rouge. — XI. Préposition. Un peigne qui n'a pas de dents.

VERTICALEMENT

1. Peut faire fuir des demoselles. — 2. Donné pour faire baisser le tension. Dans l'alternative. Pas innovants. — 3. Comme une justice à laquelle on ne peut pas échapper. — 4. Chinois. À la cuisine. Peut faire une chute. — 5. Complètement développée. Comme une rose. — 6. Disposition à fonder. Langue ancienne. — 7. En y allant vraiment fort. — 8. Un endroit boisé. Une séparation dans le Vexin. — 9. Une conversation sérieuse.

Solution du problème n° 5445

Horizontalement

I. Attention. — II. Routard. — III. Mise. lère. — IV. Us. los. At. — V. Round. Vus. — VI. In. Devise. — VII. Bruina. — VIII. Rouera. Et. — IX. Ut. S.O.N. — X. Iels. Uéid. — XI. Ems. Celn.

Verticalement

1. Armurier. le. — 2. Tolson. Oust l. — 3. Tus. Run. — 4. Eusidre. Sa. — 5. Na l Odeurs. — 6. Tria. Viduc. — 7. Iels. Vio. Né. — 8. Nausée. Li. — 9. Naisse. Tien.

GUY BROUTY

AUTOMOBILE

Nissan Sunny : pour occuper tout le front

Alors que la Primera, le redoutable concurrent des productions européennes, fait un tabac (5 000 commandes en trois mois), Nissan annonce l'arrivée sur le marché français de la nouvelle gamme Sunny, les voitures populaires de la marque, qui situent ce type de véhicules dans le segment milieu de gamme inférieure. Il s'agit, en vérité, d'une série de modèles très complètes puisqu'elles couvrent trois types de carrosseries (trois et cinq portes, deux et trois volumes) trois niveaux de finition, quatre motorisations, toutes à 16 soupapes et double arbre à cames en tête dans les versions à essence (de 82 ch à 143 ch au moteur) et un diesel (75 ch). S'y ajoutent break et coupés. Viendra plus tard, et pour finir, un bolide baptisé GT-R qui devrait être commercialisé dans quelques semaines. Les quatre roues motrices et le moteur de 2 litres turbo-compressé (220 ch) dont est dotée cette version sportive devraient en faire un concurrent sérieux dans les rallyes au programme de 1991.

A vrai dire, on est en droit de se demander si ces Sunny, en instance de diffusion en France, ne vont pas quelque peu souffrir du succès des Primera — tous jours du Nissan, repêlons-le —

qui ont le même type de motorisation et une silhouette plus européenne (le Monde du 20 septembre). Mais qui peut le plus peut le moins, sans doute, pouvoir le moins. Alors, aux yeux du constructeur nippon, occuper le terrain, surtout dans les périodes incertaines qui attendent la construction automobile. Les prix sont, par ailleurs, des arguments de poids. Ainsi peut-on envisager l'acquisition de l'un de ces nouveaux modèles à partir de 71 500 francs.

Il faut noter, toutefois, que la direction assistée n'est montée en série qu'en deuxième finition (SLX) avec dans le « pack » des bouillottes de carrosserie, un volant réglable, des vitres électriques avant et arrière, un siège réglable en hauteur, etc. Le prix passe pour le plus petit moteur (1 400 cm³) à 78 100 francs pour une trois portes, 80 300 francs pour une cinq portes. Quant à la GTI, qui prend l'ABS mais pas le turbo, réservé pour le sport, il faut prévoir 121 000 francs. Selon quoi, tout se paye. Notons, enfin, que ces Sunny arrivent peu de temps avant les ZX de Citroën et ont avec les dernières-nées de la marque aux chevrons des dimensions comparables (3,97 mètres de long).

C. L.

PARIS EN VISITES

« Cherdin ou la vie silencieuse », 9 h 30, Louvre, passage Richelieu (Association Palatine).
« Merveilles du monde », 12 h 45, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).
« Un hôtel du parc Monceau et son maître d'hôtel », 14 h 30, 14, rue de la Harpe (Paris Passion).
« L'église du Val-de-Grâce », 14 h 30, entrée, en bas des marches (S. Rojón-Kam).
« De la rue Haute-Seine au quartier Saint-André-des-Arts », 14 h 30, 14, rue de la Harpe (Paris Passion).
« L'hôtel Donon, un nouveau cadre pour les collections dix-huitième siècle du Musée Cognacq-Jay », 14 h 30, entrée, en bas des marches (S. Rojón-Kam).

JEUDI 31 JANVIER
(20 personnes), 14 h 45, 8, rue Elzévir (Paris livre d'histoire).
« Trésors de la cathédrale russe », Les différences de tradition et de dogme entre les Églises de Rome et de Constantinople. La grammare et la facture des icônes, 15 heures, 12, rue Daru (J. Heuland).
« Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes », Informations pratiques. Les commissaires-priseurs et leur statut, les experts, etc. 15 heures, sous la grande horloge, entrée méro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

CONFÉRENCES

270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « L'esthétique musulmane », par

LETTRES

Deux disparitions

Le romancier japonais Yasushi Inoue

Le romancier japonais Yasushi Inoue est mort d'une pneumonie, mardi 29 janvier, dans un hôpital de Tokyo. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Yasushi Inoue était parmi les écrivains japonais contemporains l'un des plus célèbres et des plus prolifiques. Son nom fut plusieurs fois mentionné pour le prix Nobel de littérature.

TOKYO

de notre correspondant

« Mon problème est celui du temps qui reste », nous disait-il au cours d'un entretien en octobre 1986. Et jusqu'au bout, le vieil homme infatigable s'assit chaque jour à sa table pour écrire. Des poèmes surtout, les derniers temps. Il venait d'achever l'un de ses grands récits où se mêlent l'histoire et la fiction qui marquèrent les vingt dernières années de sa vie : un long roman sur la vie de Confucius (*Koshi*) qui a été l'« événement » littéraire de l'année dernière. Inoue admirait chez le penseur chinois une inébranlable volonté de chercher à résoudre les problèmes de l'homme par la Raison plutôt que de prier le Ciel.

Yasushi Inoue avait en outre publié ces dernières années la première partie de ses « notes de guerre » sous le titre *Wadausumi*. Alors journaliste à Osaka pour le quotidien *Mainichi*, il avait notamment été envoyé en Chine.

A mi-chemin entre l'histoire et le présent, Inoue semblait sur le soir de sa vie attacher une particulière importance à cette réflexion sur la période de la guerre et de son lendemain : « Je voudrais continuer à vivre car j'ai encore tant de choses à écrire sur l'après-guerre », avait-il dit à sa femme sur son lit d'hôpital. Inoue qui travaillait volontiers à plusieurs ouvrages en même temps, avait aussi commencé une grande saga sur l'histoire des immigrants japonais aux États-Unis.

Né en Hokkaido, Yasushi Inoue se précipita tout d'abord à une carrière médicale mais, agissant sous les états pour se consacrer au jado, il renoua. Diplômé en philosophie de l'université de Kyoto, il publia la même année (1936) un premier roman *Ruten* (Métempsychose). Il devint par la suite journaliste et exerça ce métier pendant quinze ans. Après guerre, il poursuivit une carrière littéraire d'une extraordinaire fécondité. Son œuvre colossale est caractérisée par l'extrême variété des thèmes traités.

On peut distinguer deux grandes périodes dans son œuvre. Au cours de la première, il écrivit des romans et des nouvelles qui ont pour cadre la société contemporaine : c'est par exemple le cas de *Fusil de chasse* (1949) (1) ou de *Mer de glace* (1957). Au cours de la seconde période (en gros ces vingt dernières années), Inoue publia essentiellement des grandes fresques historiques, à l'exception d'un beau texte consacré au vieillissement : *Histoire de ma mère* (1).

Parmi les grands romans histori-

ques de Inoue, plusieurs ont été traduits en français tels que : *Les Chemins du désert* (1); *In Taile de Tempyo* (2); *la Geste des Samuraïs* (3) et *le Loup bleu*. Ce dernier roman consacré à Genghis-Khan, dont le soit inassouvi de conquête intriguait le romancier, vient de paraître en traduction (3). Il devrait être adapté au cinéma par le metteur en scène Bertolucci.

Le souci du détail et le méticulosité des recherches menées par l'auteur lors de la préparation de ses ouvrages se conjuguent chez Inoue à une perception de l'histoire imprégnée à la fois du bouddhisme et d'une confiance en un Temps qui avance à son rythme.

Parallèlement à son travail d'écrivain, Inoue mena une grande activité dans le domaine des relations culturelles internationales. Notamment lorsqu'il assumait la fonction de président de la section japonaise du Pen Club.

Il présida également l'Association pour les échanges culturels sino-japonais. Dans le cas de relations avec la France, Yasushi Inoue participa notamment à la publication en 1986 de *l'Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines* (deux tomes) publiée par Gallimard avec le concours du Centre national des Lettres, dont il écrivait la présentation (4). Il préfa également une *Anthologie de la poésie japonaise contemporaine* (même éditeur).

Après

Hiroshi Noma...

L'année 1991 commence décidément sous le signe du deuil pour le monde littéraire japonais. La disparition de Yasushi Inoue suit en effet de quelques semaines celle d'un autre grand écrivain : Hiroshi Noma.

Romancier, essayiste et poète, Noma fut au lendemain de la défaite de 1945 le tenant du courant artistique qui liait politique et littérature et l'un des écrivains qui dénonça la guerre avec le plus d'aplomb. Une extraordinaire présence d'évocation conjuguée à un style novateur pour l'époque, sont perceptibles dans *Sensation de destruction* (1948) et surtout dans son grand roman *Zane de ride* (1957) (5), qui pose la question de la responsabilité des intellectuels dans la guerre. Noma publia en 1971 un colossal récit en cinq volumes *Le Cerveau de l'adolescence*, fruit de sa théorisation sur le roman, couronné par le Prix Tanizaki et un essai critique sur *les Chemins de la liberté* de Jean-Paul Sartre.

PHILIPPE PONS

- (1) Editions Stock.
- (2) Publications orientalistes de France. Chez le même éditeur *Une voie dans la nuit*.
- (3) Editions Piquier.
- (4) Une oeuvre de Yasushi Inoue figure dans cette anthologie : *Notes sur ceux qui prirent la mer en quête de la terre pure*.
- (5) Le *Syconore*, Deux nouvelles de Hiroshi Noma ont été publiées dans des anthologies : *Et la lune rouge se leva dans son visage* (Gallimard) et *Corps à corps* (Les Altes, la Grenade, les Chevreux blancs, éditions Le Calligraphe-Piquier).

L'écrivain américain Jack Schaefer

Le romancier américain Jack Schaefer est mort, jeudi 24 janvier, à Santa-Fe (Nouveau-Mexique). Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Né à Cleveland le 19 novembre 1907, reporter à l'Associated Press puis publicitaire à New-Haven, Schaefer n'avait rien d'un homme de l'Ouest ou d'un pionnier de la nouvelle frontière. C'est pourtant un western qu'il doit sa renommée,

et notamment à son premier roman, *Shane*, paru en 1949 et qui connut un succès considérable avant même d'être adapté au cinéma, avec dans le rôle-titre Alan Ladd (titre français : *L'Homme des vallées perdues*). L'argent qu'il gagna alors lui permit de se retirer dans un ranch au Nouveau-Mexique et de se consacrer entièrement à l'écriture de ses romans : *First Blood* (1953), *Monte Walsh* (1963) qui inspirèrent également le cinéaste d'Hollywood, et une dizaine d'autres titres qui n'obtinrent jamais l'immense succès de *Shane*. Aucun des livres de Jack Schaefer n'est disponible dans une traduction française.

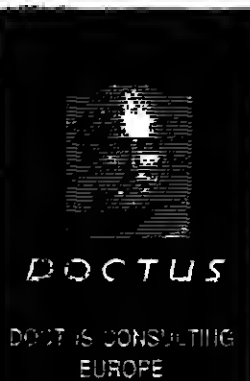
o Jean-Jacques Pauvert, prix des Deux-Magots pour sa biographie de Sade. — Le prix des Deux-Magots a été décerné mardi 29 janvier dans le célèbre café de Saint-Germain-des-Prés à l'écrivain et éditeur Jean-Jacques Pauvert pour sa biographie en trois volumes du marquis de Sade intitulée *Sade vivant* (Robert Laffont). Le prix n'est attribué au septième tour par 6 voix contre 4 à Frédéric Vitoux pour son roman « Sérénissime » (Seuil).

Jeudi 1.50

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 31 janvier 1991

Le Monde International



AIDER LES
ENTREPRISES
EUROPÉENNES
À ATTEINDRE
LEURS
OBJECTIFS
STRATÉGIQUES

Lorsque vous êtes arrivé en haut de l'échelle, il est difficile de ne plus avoir envie de chercher à élargir ses horizons. C'est pourquoi ceux qui aspirent à la réussite sont parvenus à de nouveaux sommets en rejoignant Doctus. En tant que consultants en management, nous avons déjà acquis une position brillante au tournant décisif de changement stratégique. Nous avons affirmé notre réputation auprès d'entreprises de rang mondial. Et pour inspirer nos clients d'une approche innovatrice d'avant-garde.

Ni solutions toutes faites, ni poignées tout prêts. Nous disposons plutôt d'équipes dont les membres sont engagés et conjuguent aptitudes techniques et compétences les plus efficaces leur permettant de coopérer avec nos clients. Ce sont des équipes qui utilisent leurs talents exceptionnels pour comprendre une entreprise et réagir de manière sensible à sa culture, pour gagner sa confiance et évaluer ses facteurs critiques de réussite, pour faire apparaître non pas des symptômes, mais les véritables causes fondamentales. Un procédé qui prend souvent du temps.

C'est alors que nous pouvons identifier des solutions durables et leurs impacts sur le bénéfice et les membres de l'entreprise. En coopération avec nos clients, nous mettons en œuvre un changement stratégique, un changement qui amène des résultats mesurables et une amélioration des bénéfices. Nous gardons une perspective unique au cours de ce procédé. C'est un double engagement en travaillant sur « l'intérieur » et en faisant preuve de l'objectivité attendue de cette position privilégiée. Il n'est pas surprenant que notre approche exige une attention particulière. C'est pourquoi nous devons développer nos ressources en consultants.

Outre les consultants confirmés, nous avons besoin de personnes qui travaillent déjà au sein d'un réseau de contact de haut niveau et sont à l'aise dans les salles de conférence des plus grandes entreprises d'Europe. Elles possèdent l'expérience nécessaire et font preuve d'une crédibilité personnelle pour lier des associations durables avec les leaders de l'industrie.

Vous avez donc une expérience réussie dans les ventes conceptuelles de haut niveau et vous l'avez probablement acquise dans les domaines du conseil, des services financiers ou de l'informatique stratégique.

Si vos qualifications, carrière et revenus répondent à ces critères exigeants, envoyez votre C.V., y compris vos renseignements, à : M. Michael Turnbull, Doctus Consulting Europe, 18, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

**POUR LES GRANDS RÉALISATEURS Tournés
VERS DES SOMMETS TOUJOURS PLUS HAUTS**



L'OFFICE EUROPEEN DES BREVETS à Munich
recherche plusieurs

JURISTES

pour sa direction Droit des brevets (référence EXT/518)
et Affaires juridiques internationales (référence EXT 519)

Ces deux directions s'occupent principalement de questions relatives au droit des brevets, l'accent étant mis sur la pratique de l'OEB, l'évolution du droit et la collaboration avec les États signataires de la CBE. Ces activités exigent, outre l'aptitude à travailler de façon largement autonome dans le cadre d'une équipe, l'engagement dans le travail ainsi que d'esprit d'initiative. L'Office serait particulièrement intéressé par les candidatures de juristes ayant une expérience professionnelle dans le domaine du droit des brevets et connaissant le droit européen des brevets et la Traité de coopération en matière des brevets.

Qualifications: Sont requis un diplôme universitaire de droit ou - dans des cas exceptionnels - des connaissances équivalentes acquises au cours de nombreuses années d'une activité conférant les qualifications voulues, ainsi qu'une excellente connaissance d'une des langues officielles de l'Office (l'allemand, l'anglais et le français) et l'aptitude à comprendre les deux autres.

Conditions: Nous offrons un traitement exonéré d'impôt national, supérieur à la moyenne, comparable aux rémunérations versées par d'autres organisations internationales, ainsi qu'un système complet d'assurances sociales (assurance-maladie, retraite, etc.).

Candidatures: Veuillez adresser votre candidature, en utilisant les formulaires à retirer auprès de l'OEB et en rappelant la référence ci-dessus, la 4 mars 1991 au plus tard à la Direction principale du personnel, Office européen des brevets, Erhardstrasse 27, D-8000 Munich 2, Tél. 89/2399-4318.

Vous êtes INFIRMIÈRE/IER D.E.

Vous aimez les nouveautés et souhaitez 1 an de dépassement.
Le travail en équipe et les soins personnalisés vous intéressent.

Ces aspects, vous les trouverez au CHUV,
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois,
situé à Lausanne, Suisse, au bord du lac Léman.

Dés postes sont disponibles dans le secteur de

**MÉDECINE - CHIRURGIE
GYNÉCOLOGIE - OBSTÉTRIQUE - PÉDIATRIE
SOINS INTENSIFS ADULTES ET ENFANTS**

Condition : être âgé de 22 à 30 ans.

Nous offrons : salaire mensuel brut : 3.800 FS minimum
+ 13^e salaire. Restaurant d'entreprise. Possibilités de logement.

Engagement : dès août 1991.

Adressez-nous votre dossier complet jusqu'au 15 février 1991 à :

COORDINATION DES SOINS INFIRMIERS
Mont-Paisible 16 CHUV CH - 1011 LAUSANNE

Des entretiens de candidatures seront organisés dans le courant
du mois de mars 1991. Vous serez renseigné personnellement.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de

PROFESSEUR DE PHYSIQUE EXPÉRIMENTALE

Le nouveau professeur, qui sera rattaché à l'Institut de physique expérimentale, développera une recherche fondamentale et appliquée dans le domaine des

PHÉNOMÈNES DE SURFACE ET/OU MATÉRIAUX GRANULAIRES

Il donnera des enseignements de base en physique à des étudiants de diverses sections d'ingénieurs, ainsi que des enseignements dans son domaine de spécialité.

Début d'inscription : 31 mai 1991.

Entrée en fonctions : Printemps 1992 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander les
formules de candidature au :

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE**
CE - Ecublens - CH 1015 LAUSANNE/Suisse

**845 000 LECTEURS
CADRES,
le Monde
est
le premier titre
d'information
des cadres.**

(IPSON 90)

Le Monde

des
Cadres

De la production aux relations humaines dans l'univers industriel



1 700 personnes,

3 usines, sur le

marché

des emballages

industriels,

de la verrerie de

table (Verreco,

Crescendo...) et

des bocaux à

conserves

(Le Parfait),

réalise 1 Md

de F de CA dont

30% à l'export.

Responsable du projet industriel

Le Directeur de l'usine de Givros souhaite
s'adjointre un chargé de mission dans le
cadre du nouveau plan d'organisation de
son unité.

Vous assisterez les opérationnels dans la
mise en œuvre des actions visant à
optimiser l'organisation. Vous participerez à
l'élaboration et à la mise en œuvre d'un
important plan de formation, faciliterez le
dialogue à tous les niveaux et encouragez
les démarches participatives afin de
fédérer les énergies autour des objectifs
de l'entreprise.

Cette mission vous permettra de valoriser
votre solide expérience industrielle,
d'enrichir vos compétences dans le
domaine des relations humaines et
sociales pour évoluer ensuite dans l'une
des unités du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre
manuscrite et CV en précisant votre
rémunération actuelle, sous réf. 549/M2) à
BSN Service Recrutement des Cadres, 7 rue
de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



CENAS

NOTRE MISSION, NOTRE VOCATION : LOGER LES HOMMES LE MIEUX POSSIBLE

Associer vos compétences à nos objectifs : tel est le défi qui vous
est proposé.
Rejoignez notre organisme à vocation départementale de 10 640
logements, un chiffre d'affaires de 678 MF, 233 personnes.

SECRETAIRE GENERAL

Votre aisance relationnelle s'appuie sur de réelles qualités
humaines. Pour vous, le sens du service implique : efficacité,
rigueur, organisation.
De formation juridique, vous avez acquis votre première
expérience, dans un milieu associatif, une coopérative ou un
établissement public.

Directement rattaché au Directeur Général, vous serez
responsable de la vie sociale de l'entreprise et de la bonne marche
du Conseil d'Administration (organisation des réunions, rédaction
des rapports). Vous participerez à toutes les instances de décision
(syndical, intercommunal, commission d'attribution...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
CV et références) à notre Conseil CENAS, Philippe VINCHON,
Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

La ville d'Argenteuil (Val-d'Oise), 96 000 habitants

recherche

1 CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Il sera chargé de l'implantation (études, réalisation) de projets
informatiques dans les services municipaux.
Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de 3^e cycle universitaire en
informatique motivé par les relations avec les utilisateurs.
Environnement : BULL DPS 7000 (G. COS 7) avec atelier de génie
logiciel, bases de données, télétraitement, micro-informatique.
Recrutement au grade d'ingénieur.

Pour ces postes, envoyer lettre, C.V. + photo à :
M. le député, maire d'Argenteuil, BP 721, 95107 Argenteuil Cedex.

Le Monde

OPÉRATION
SPÉCIALE

**JEUNES DIPLOMÉS,
CADRES,**

**DÉCOUVREZ LA DIVERSITÉ
DES MÉTIERS PROPOSÉS PAR LE
SECTEUR DES ASSURANCES**

**Les Métiers
de l'Assurance**

5 daté 6
FÉVRIER

100150

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES		
4^e ARRONDISSEMENT			STUDIO			90 m²		
4/5 PIÈCES			8-9, rue Adolphe-Mélie			12, place des Dominicains		
110 m², 1^{er} étage			SAGGEL - 42-66-61-05			SAGGEL - 47-78-15-85		
Possib. parking			Frais de commission			Frais de commission		
9 300			+ 444			+ 1 862		
+ 1 900			2 PIÈCES			GARCHES		
6 988			5-9, rue Adolphe-Mélie			70, rue du Docteur-Dabert		
			SAGGEL - 42-66-61-05			CIGIMO - 48-00-89-89		
			Frais de commission			Honoraires de location		
			+ 4 670			3 525		
			+ 859					
			3 PIÈCES					
			5-9, rue Adolphe-Mélie					
			SAGGEL - 42-66-61-05					
			Frais de commission					
			+ 5 689					
			+ 702					
			4 048					

MARCHÉS FINANCIERS

Numéro deux du leader mondial des cosmétiques

M. Marc Ladreit de Lacharrière quitte L'Oréal

Le numéro deux de L'Oréal, M. Marc Ladreit de Lacharrière, quitte, à compter du 30 avril, le groupe leader mondial des cosmétiques. S'il conserve des liens avec L'Oréal - il reste administrateur du groupe et est nommé conseiller auprès du président, M. Lindsay Owen-Jones, - il cède cependant ses fonctions opérationnelles à MM. Pascal Castres Saint-Martin et Guy Landon. Un communiqué de L'Oréal, rendu public mardi 29 janvier, indique que M. Castres Saint-Martin devient directeur général de l'administration et des finances du groupe et que M. Landon est nommé directeur général adjoint.

Enarque atypique - il entre immédiatement dans le privé à la sortie de l'ENA - M. Marc Ladreit de Lacharrière a donc décidé, à cinquante ans, de changer de vie. Financier (il avait commencé sa carrière dans la banque) et industriel, le stratège eclectique quitte L'Oréal, M. François Dalle et M. et Mme Bettencourt après quinze ans de bons et loyaux services. Il reste en très bons termes avec les uns et les autres. Et il continuera à collaborer avec eux. Mais, désormais, l'homme va s'occuper de ses propres intérêts. Financiers et intellectuels.

L'ex-numéro deux de L'Oréal va d'abord s'impliquer davantage dans la gestion de ses affaires familiales. Il pourra y exercer ses talents de financier en étant plus présent au sein du groupe du Centenaire Blancy, que préside toujours M. Frédéric Oubak, mais aussi en assistant davantage le patron de la Banque de la mutuelle industrielle, M. Roussillon. Il y a là beaucoup d'argent à gérer et de business à suivre. Mais il compte aussi beaucoup s'investir dans l'édition, sa passion. Ou plutôt, l'une de ses passions.

Après avoir placé des fonds personnels dans la constitution d'un véritable groupe d'édition autour de Masson (avec les Editions Belfond, Armand Colin...), il veut maintenant y investir de son temps. « Je vais assister davantage mon cousin Jérôme Talamon dans l'animation de ce groupe », explique-t-il sans pouvoir masquer son enthousiasme. La politique et l'économie seront les deux domaines dont il assurera la coordination éditoriale.

Mais M. Marc Ladreit de Lacharrière compte aussi consacrer

une partie de son temps « libéré » au service de la cité et d'intérêts généraux. Souvent consulté par les pouvoirs publics - par M. Balladur comme par M. Bérégovoy, - il veut soutenir l'action d'organismes de réflexion comme l'IFRI (l'Institut français des relations internationales), dont il est déjà administrateur. Mais, surtout, il entend se faire l'actif défenseur des revues, « l'une de ces espèces rares qui risquent de disparaître faute d'un intérêt commercial limité ». Il préside déjà la Revue des deux Mondes - « 6 000 abonnés dans le monde » - et la Revue de politique industrielle qu'il a rachetée à M. Christian Brégon, président de CEF-Communication.

Comme lui, beaucoup de financiers ne jurent plus que par la communication. Mais alors qu'ils pensent audier, lui rêve de l'écrit. « La guerre du Golfe aura peut-être une conséquence positive, elle réhabilitera l'écrit », estime-t-il. En quittant L'Oréal, ses parfums, ses déodorants et ses autres produits de beauté pour s'occuper de ses affaires familiales, M. Marc Ladreit de Lacharrière change donc de monde. Un changement qui n'est pas cosmétique.

E. I.

Regroupement dans l'industrie du caoutchouc synthétique

Les américains Exxon et Monsanto s'allient

Afin de profiter de la croissance rapide (+ 10 %) de la consommation de thermoplastiques élastomères (TPE), les groupes chimiques américains Exxon Chemical et Exxon Chemical ont décidé de regrouper leurs forces dans cette branche d'activité industrielle et de créer en joint venture (50/50) une nouvelle société, Advanced Elastomer Systems (AES), promise à devenir le numéro un mondial de la spécialité.

Cette nouvelle société disposera de toutes les usines de TPE de ses actionnaires. Son chiffre d'affaires dépassera 110 millions de dollars (555 millions de francs) pour une production estimée entre 35 000 et 40 000 tonnes par an.

Les TPE sont des caoutchoucs synthétiques dont les performances et les propriétés fonctionnelles sont similaires aux produits à base de caoutchouc naturel et trouvent leur application dans des domaines nombreux et variés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9,80 % 1979

Les intérêts courus du 26 février 1990 au 25 février 1991 seront payables à partir du 26 février 1991, à F 176,40 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 19,60 (montant brut : F 196,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 9,79 auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 6,07, faisant ressortir un net de F 160,54. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 21 décembre 1990 ont paru au Journal officiel du 6 janvier 1991.

S.A.P.A.R.

Obligations TMO août 1982

Les intérêts courus du 17 février 1990 au 16 février 1991 seront payables à partir du 17 février 1991, à F 495,00 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 55,00 (montant brut : F 550,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 27,47 auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 17,05, faisant ressortir un net de F 450,48. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9 % (ex-12,50 %) 1963

Les intérêts courus du 10 février 1990 au 9 février 1991 seront payables à partir du 10 février 1991, à F 26,10 par titre de 290 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 3,14 (montant brut : F 29,24).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 1,25 auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 0,71, faisant ressortir un net de F 23,95. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 5,75 % 1966

Les intérêts courus du 25 février 1990 au 24 février 1991 seront payables à partir du 25 février 1991, à F 20,70 par titre de 400 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 2,30 (montant brut : F 23,00).

En cas d'option pour le règlement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 1,14 auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 0,71, faisant ressortir un net de F 18,85. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Tous ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1988 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

NEW-YORK, 29 janvier ↑

Petite reprise

Une légère reprise s'est produite mardi à Wall Street. Le mouvement de hausse, amorcé le 24 janvier dernier, au début du nouveau mois boursier, a repris mercredi Rue Vivienne. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 s'est ramené à progresser (+ 0,51 %). Son avance devait ensuite, tantôt à l'ascenseur, tantôt à la descente, pour atteindre 1,27 % dans la journée.

La proposition américano-russe faite au président Irakli Sedidam Hussein de mettre immédiatement un terme à la guerre en échange d'une évacuation du Koweït n'a pas eu de répercussion sur le marché. Selon un courtier, le marché semble surtout avoir réagi au focus économique. La situation n'est certes pas brillante, et la dernière enquête réalisée par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise français témoigne d'un pessimisme embêtant.

Malgré cela, la Bourse a pu s'apaiser. C'est d'abord, elle a été sensible aux assurances fournies par le président américain George Bush dans son discours sur l'état de l'Union. Le chef de la Maison Blanche a, en substance, réaffirmé la récession doit être circonscrite aux États-Unis. Ce qui semblerait confirmer à l'espoir d'une reprise de la croissance à la mi-91 et ce qui est bon pour le Nouveau Monde pourrait l'être pour l'Ancien. A condition, bien sûr, que la guerre du Golfe ne devienne pas une condition, aussi, que le système bancaire américain tienne le coup. Cela fait beaucoup de « mais ».

Malgré les places financières, et Paris en particulier, se refusent à broyer systématiquement du noir. En attendant, au Palais Brongniart, le maelstrom des courants d'échanges, la Société des Bourses françaises a décidé d'abaisser de 10 % la redevance institutionnelle et de 5 % le prix du point d'accès au système CAC, deux coûts fixes supportés par les investisseurs.

La Société a demandé avoir obtenu de l'Armée française stationnée dans le Golfe un contrat exclusif de restauration. Ce communiqué, fait aux nouvelles, qui avaient circulé à ce sujet et fait récemment bondir le titre.

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi en légère baisse. L'indice Nikkei a cédé 50,51 points, soit un recul de 0,22 % à 23 409,61. Le volume d'affaires a été, une fois encore, très faible. Seulement 280 millions de titres ont été échangés au cours de la séance, « le montant des échanges de la deuxième section est le plus faible depuis le début de l'année ». On est intéressé par les petites sociétés dont les cours sont élevés, mais les transactions ont été dominées par la recherche de valeurs à faible capitalisation, au cours élevé et susceptibles de procéder à des attributions gratuites d'actions en mars. Les opérateurs pensent que cet intérêt sélectif pourrait se prolonger en l'absence de tendance à l'ensemble de la cote.

Les banques ont terminé dans le rouge, tout comme les assurances qui ont aussi baissé après la publication du rapport annuel de l'Institut de London Underwriters (Association des souscripteurs d'assurances londoniennes), annonçant des résultats et des pertes pour les assureurs maritimes et aériens.

Le Stock Exchange a été plus préoccupé par les statistiques inquiétantes sur l'économie intérieure que par le statut des États-Unis. En effet, une étude de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) vient de révéler un accès de pessimisme sans précédent depuis 1980 des industriels annonçant de nombreuses suppressions d'emplois pour les prochains mois.

Les banques ont terminé dans le rouge, tout comme les assurances qui ont aussi baissé après la publication du rapport annuel de l'Institut de London Underwriters (Association des souscripteurs d'assurances londoniennes), annonçant des résultats et des pertes pour les assureurs maritimes et aériens.

Le groupe Générale des canaux a acheté des sociétés américaines dans le domaine de l'eau, du BTP, de la propriété et de la santé.

Kikkoman (Japan) prend 20 % des Vins Amman (France). - Le Japon, après de la saignée de la Kikkoman a annoncé, lundi 28 janvier, une prise de participation de 20 % dans la firme française des Vins Amman, spécialisée dans le beaujolais et les vins de Bourgogne. L'investissement, d'un montant d'un peu plus d'un milliard de francs (28 millions de dollars), permet à Kikkoman de placer un cadre japonais dans l'équipe dirigeante des Vins Amman. Cette société, qui réalise 160 millions de francs de chiffre d'affaires, contrôle le Domaine du Chapitre, le Château Bonny et les vins Jean-Marc Aujoux dans le Beaujolais. En Bourgogne, elle produit le Chateau Pichot le Grand et le Paul Sédent. Kikkoman, firme de 3 400 salariés, fondée en 1917, tire 55 % de ses revenus de la sauce de soja. Le reste vient en majeure partie du jus de fruit.

L'AFP : prise de contrôle par M. Maxime Laurent. - Le capital de la société Innovation et Gestion Financière-IGF va passer sous le contrôle de M. Maxime Laurent demeurant en Suisse, a indiqué, lundi 28 janvier, la Société des Bourses françaises. M. Maxime Laurent se propose d'acquiescer 86,96 % du capital d'IGF détenus par M. Jean-Louis Bouchard et deux sociétés holdings, Gestion de participations Cammarillo et Blackmore, également contrôlées par M. Bouchard. Cette acquisition doit être réalisée au prix de 47,25 francs l'action. M. Laurent se porte acquiescer du 30 janvier au 9 février inclus des actions IGF qui seront présentées à la vente sur le second marché de la Bourse de Paris. Créée en 1982, IGF est une société d'investissement effectuant des prises de participation dans des entreprises cotées.

PARIS, 30 janvier ↑

Raffermissement

Interrompu vingt-quatre heures, le mouvement de hausse, amorcé le 24 janvier dernier, au début du nouveau mois boursier, a repris mercredi Rue Vivienne. Dès l'ouverture, l'indice CAC 40 s'est ramené à progresser (+ 0,51 %). Son avance devait ensuite, tantôt à l'ascenseur, tantôt à la descente, pour atteindre 1,27 % dans la journée.

La proposition américano-russe faite au président Irakli Sedidam Hussein de mettre immédiatement un terme à la guerre en échange d'une évacuation du Koweït n'a pas eu de répercussion sur le marché. Selon un courtier, le marché semble surtout avoir réagi au focus économique. La situation n'est certes pas brillante, et la dernière enquête réalisée par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise français témoigne d'un pessimisme embêtant.

Malgré cela, la Bourse a pu s'apaiser. C'est d'abord, elle a été sensible aux assurances fournies par le président américain George Bush dans son discours sur l'état de l'Union. Le chef de la Maison Blanche a, en substance, réaffirmé la récession doit être circonscrite aux États-Unis. Ce qui semblerait confirmer à l'espoir d'une reprise de la croissance à la mi-91 et ce qui est bon pour le Nouveau Monde pourrait l'être pour l'Ancien. A condition, bien sûr, que la guerre du Golfe ne devienne pas une condition, aussi, que le système bancaire américain tienne le coup. Cela fait beaucoup de « mais ».

Malgré les places financières, et Paris en particulier, se refusent à broyer systématiquement du noir. En attendant, au Palais Brongniart, le maelstrom des courants d'échanges, la Société des Bourses françaises a décidé d'abaisser de 10 % la redevance institutionnelle et de 5 % le prix du point d'accès au système CAC, deux coûts fixes supportés par les investisseurs.

La Société a demandé avoir obtenu de l'Armée française stationnée dans le Golfe un contrat exclusif de restauration. Ce communiqué, fait aux nouvelles, qui avaient circulé à ce sujet et fait récemment bondir le titre.

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi en légère baisse. L'indice Nikkei a cédé 50,51 points, soit un recul de 0,22 % à 23 409,61. Le volume d'affaires a été, une fois encore, très faible. Seulement 280 millions de titres ont été échangés au cours de la séance, « le montant des échanges de la deuxième section est le plus faible depuis le début de l'année ». On est intéressé par les petites sociétés dont les cours sont élevés, mais les transactions ont été dominées par la recherche de valeurs à faible capitalisation, au cours élevé et susceptibles de procéder à des attributions gratuites d'actions en mars. Les opérateurs pensent que cet intérêt sélectif pourrait se prolonger en l'absence de tendance à l'ensemble de la cote.

Les banques ont terminé dans le rouge, tout comme les assurances qui ont aussi baissé après la publication du rapport annuel de l'Institut de London Underwriters (Association des souscripteurs d'assurances londoniennes), annonçant des résultats et des pertes pour les assureurs maritimes et aériens.

Le Stock Exchange a été plus préoccupé par les statistiques inquiétantes sur l'économie intérieure que par le statut des États-Unis. En effet, une étude de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) vient de révéler un accès de pessimisme sans précédent depuis 1980 des industriels annonçant de nombreuses suppressions d'emplois pour les prochains mois.

Les banques ont terminé dans le rouge, tout comme les assurances qui ont aussi baissé après la publication du rapport annuel de l'Institut de London Underwriters (Association des souscripteurs d'assurances londoniennes), annonçant des résultats et des pertes pour les assureurs maritimes et aériens.

Le groupe Générale des canaux a acheté des sociétés américaines dans le domaine de l'eau, du BTP, de la propriété et de la santé.

Kikkoman (Japan) prend 20 % des Vins Amman (France). - Le Japon, après de la saignée de la Kikkoman a annoncé, lundi 28 janvier, une prise de participation de 20 % dans la firme française des Vins Amman, spécialisée dans le beaujolais et les vins de Bourgogne. L'investissement, d'un montant d'un peu plus d'un milliard de francs (28 millions de dollars), permet à Kikkoman de placer un cadre japonais dans l'équipe dirigeante des Vins Amman. Cette société, qui réalise 160 millions de francs de chiffre d'affaires, contrôle le Domaine du Chapitre, le Château Bonny et les vins Jean-Marc Aujoux dans le Beaujolais. En Bourgogne, elle produit le Chateau Pichot le Grand et le Paul Sédent. Kikkoman, firme de 3 400 salariés, fondée en 1917, tire 55 % de ses revenus de la sauce de soja. Le reste vient en majeure partie du jus de fruit.

L'AFP : prise de contrôle par M. Maxime Laurent. - Le capital de la société Innovation et Gestion Financière-IGF va passer sous le contrôle de M. Maxime Laurent demeurant en Suisse, a indiqué, lundi 28 janvier, la Société des Bourses françaises. M. Maxime Laurent se propose d'acquiescer 86,96 % du capital d'IGF détenus par M. Jean-Louis Bouchard et deux sociétés holdings, Gestion de participations Cammarillo et Blackmore, également contrôlées par M. Bouchard. Cette acquisition doit être réalisée au prix de 47,25 francs l'action. M. Laurent se porte acquiescer du 30 janvier au 9 février inclus des actions IGF qui seront présentées à la vente sur le second marché de la Bourse de Paris. Créée en 1982, IGF est une société d'investissement effectuant des prises de participation dans des entreprises cotées.

Le groupe Générale des canaux a acheté des sociétés américaines dans le domaine de l'eau, du BTP, de la propriété et de la santé.

Kikkoman (Japan) prend 20 % des Vins Amman (France). - Le Japon, après de la saignée de la Kikkoman a annoncé, lundi 28 janvier, une prise de participation de 20 % dans la firme française des Vins Amman, spécialisée dans le beaujolais et les vins de Bourgogne. L'investissement, d'un montant d'un peu plus d'un milliard de francs (28 millions de dollars), permet à Kikkoman de placer un cadre japonais dans l'équipe dirigeante des Vins Amman. Cette société, qui réalise 160 millions de francs de chiffre d'affaires, contrôle le Domaine du Chapitre, le Château Bonny et les vins Jean-Marc Aujoux dans le Beaujolais. En Bourgogne, elle produit le Chateau Pichot le Grand et le Paul Sédent. Kikkoman, firme de 3 400 salariés, fondée en 1917, tire 55 % de ses revenus de la sauce de soja. Le reste vient en majeure partie du jus de fruit.

L'AFP : prise de contrôle par M. Maxime Laurent. - Le capital de la société Innovation et Gestion Financière-IGF va passer sous le contrôle de M. Maxime Laurent demeurant en Suisse, a indiqué, lundi 28 janvier, la Société des Bourses françaises. M. Maxime Laurent se propose d'acquiescer 86,96 % du capital d'IGF détenus par M. Jean-Louis Bouchard et deux sociétés holdings, Gestion de participations Cammarillo et Blackmore, également contrôlées par M. Bouchard. Cette acquisition doit être réalisée au prix de 47,25 francs l'action. M. Laurent se porte acquiescer du 30 janvier au 9 février inclus des actions IGF qui seront présentées à la vente sur le second marché de la Bourse de Paris. Créée en 1982, IGF est une société d'investissement effectuant des prises de participation dans des entreprises cotées.

PARIS

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	2850	2881	Groupe Origny	480	480
Arnold Assurances	230	222	Guinot	520	560
Ayrol	105	105	LCC	238	223
B.A.C.	188	188	IDA	280 50	288
B.C.M.	820	820	Idemsa	123	125
Bolton (L)	380	383	IP.S.M.	284	276
Bolton (Lyon)	176	176	Loca Invest.	82	83 50
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	951	952	Locomac	127 80	127
Calsonic	380	377	Mata Comm.	112	110
Cedif	484	478	Mater	600	599
CEGEF	176	176	Oliver Logis	75	75
C.F.P.I.	265	262	Publi-Press	380	385 70
CLIM	785	785	Ramel	480	450
Codetour	278	278	Rhone-Alp. (L)	303	304
Comar	224 50	231	S.H. Matignon	180	181
Confarma	785	783	Solent Invest (L)	40	41
Cosels	201	201	Solent Invest (L)	411	411
Dapfin	328	328	S.M.T. Goupil	104	105
Dalme	631	633	Sopra	161	167 40
Danachy Worms Co.	282	282	Thomson H. (L)	215	220
Danachy et Cie	228	228 80	Unilog	145	150
Develley	825	825	Val et Co	88 80	88
Deville	338	338	Y. St-Laurent Group	848	848
Dollars	188	185			
Edisons Belfond	245	238			
Europ. Propulsion	313	315			
Finacor	140	140			
Frankfort	157 80	152			
FFI (group. L)	254	258			
Grand Unis	350	350			
Gavignoli	171	171			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 janvier 1991

Nombre de contrats : 64 585.

COURS	Échéances	Options d'achat	Options de vente
	Mars 91	Jun 91	Sep 91
Dernier	182,58	182,84	182,92
Précédent	182,48	182,74	182,72

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat	Options de vente
Mars 91	Jun 91
Mars 91	Jun 91
102	1,04
2,01	0,48
1,12	1,12

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 6 956.

COURS	Janvier	Février	Mars
Dernier	1 585	1 566	1 581
Précédent	1 584	1 575,9	1 581

CHANGES

Dollar : 5,067 F ↑

Ni l'évolution du conflit dans le Golfe, ni le message sur l'état de l'Union, optimiste, du président Bush à propos de la sortie prochaine de la récession n'ont vraiment touché mercredi matin le marché des changes. Le dollar était en très légère hausse tant vis-à-vis du yen (il a gagné 0,30 yen à Tokyo, terminant à 131,70 yen) que vis-à-vis des devises européennes. A Paris, il valait, dans les premiers échanges entre banques, 5,0650 F, contre 5,0615 F la veille au soir.

FRANCFORT 29 janv. 30 janv.

Dollar (en DM) 1,405 1,4035

TOKYO 29 janv. 30 janv.

Dollar (en yen) 131,28 131,70

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 janvier) 9 1/16-13/16

New-York (29 janvier) 6 7/8 - 7 %

BOURSES

PARIS (MSE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises 182,58 182,48

Valeurs étrangères 98,28 98,48

(SBF, base 100 : 31-12-89)

Indice global CAC 413,86 414,18

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 565,65 1 554,49

NEW-YORK (indice Dow Jones)

28 janv. 29 janv.

Industriel 2 654,46 2 662,62

LONDRES (indices Financial Times)

28 janv. 29 janv.

100 valeurs 2 118 2 113,28

30 valeurs 1 660 1 656,80

Mines d'or 140,76 140,80

Fonds d'Etat 84,84 84

FRANCFORT

28 janv. 29 janv.

Dax 1 382,68 1 388,26

TOKYO

29 janv. 30 janv.

Nikkei Dow Jones 23 409,62 23 409,61

Indice global 1 717,44 1 711

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	sur ctp.	Rep.	sur ctp.	Rep.	sur ctp.
E.-U.	5,0395	5,0415	+ 120	+ 135	+ 245	+ 265	+ 760	+ 8
£ can.	4,3362	4,3416	- 41	- 77	- 113	- 143	- 27	- 28
Yen (100)	3,3936	3,3941	+ 61	+ 22	+ 77	+ 137	+ 413	+ 4
DM	3,3966	3,3995	+ 19	+ 43	+ 46	+ 73	+ 126	+ 1
Flarin	3,0114	3,0143	+ 14	+ 32	+ 35	+ 59	+ 165	+ 1
FR (100)	16,0824	16,0998	- 92	+ 91	- 34	+ 165	+ 165	+ 6
FRS	4,0076	4,0123	+ 48	+ 69	+ 102	+ 131	+ 350	+ 0
£ (1 000)	4,5238	4,5296	- 135	- 62	- 215	- 177	- 522	- 3

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 JANVIER

Réglement mensuel										Cours relevés à 14 h 26									
VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%
2720 C.A.E.R.	3754	3725	+29	+0.08	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	43	40.80	39.40	+1.40	+3.53
925 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	168	175	170	+5	+2.94
1228 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	255	260	250	+10	+3.85
1440 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	325	330	320	+10	+3.03
1800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	430	435	425	+10	+2.33
2000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	520	525	515	+10	+1.92
2200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	610	615	605	+10	+1.64
2400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	700	705	695	+10	+1.43
2600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	790	795	785	+10	+1.27
2800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	880	885	875	+10	+1.14
3000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	970	975	965	+10	+1.03
3200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1060	1065	1055	+10	+0.94
3400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1150	1155	1145	+10	+0.87
3600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1240	1245	1235	+10	+0.81
3800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1330	1335	1325	+10	+0.75
4000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1420	1425	1415	+10	+0.70
4200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1510	1515	1505	+10	+0.66
4400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1600	1605	1595	+10	+0.62
4600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1690	1695	1685	+10	+0.59
4800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1780	1785	1775	+10	+0.56
5000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1870	1875	1865	+10	+0.53
5200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	1960	1965	1955	+10	+0.51
5400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2050	2055	2045	+10	+0.49
5600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2140	2145	2135	+10	+0.47
5800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2230	2235	2225	+10	+0.45
6000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2320	2325	2315	+10	+0.43
6200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2410	2415	2405	+10	+0.42
6400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2500	2505	2495	+10	+0.40
6600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2590	2595	2585	+10	+0.39
6800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2680	2685	2675	+10	+0.37
7000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2770	2775	2765	+10	+0.36
7200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2860	2865	2855	+10	+0.35
7400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	2950	2955	2945	+10	+0.34
7600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3040	3045	3035	+10	+0.33
7800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3130	3135	3125	+10	+0.32
8000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3220	3225	3215	+10	+0.31
8200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3310	3315	3305	+10	+0.30
8400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3400	3405	3395	+10	+0.29
8600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3490	3495	3485	+10	+0.28
8800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3580	3585	3575	+10	+0.27
9000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3670	3675	3665	+10	+0.26
9200 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3760	3765	3755	+10	+0.26
9400 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3850	3855	3845	+10	+0.25
9600 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	3940	3945	3935	+10	+0.25
9800 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	4030	4035	4025	+10	+0.24
10000 B.M.P.T.	328	327	+1	+0.31	Comptant	227	225	+2	+0.9	220	222	220	+2	+0.9	4120	4125	4115	+10	+0.24

COMPTANT (sélection)

Obligations				Etrangères													
VALEURS	% du port.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
Collège			258			Midi Député	597		A.A.A.	946 73	923 64	Ford	37 19	38 64	Reiner	952 48	929 25
Capit.			370		375	Mort	116	116	Accia	195 46	195 46	Ford-Cap.	12688 154	12686 154	Reiner	117 96	114 05
Comptoir			466		467	Navigant (Midi)	219	219	Agropar	726 324	726 324	Genève	508 524	508 524	Reiner	117 96	114 05
Ch Industrielle			380			Orléans	275	270	Agropar	714 70	714 70	Genève	26 94	26 92	Reiner	115 01	113 00
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	751 89	733 39	Reiner	108 16	108 16
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390			Orléans (C)	230	225	Agropar	714 70	714 70	Genève	72 20	72 20	Reiner	200 75	200 75
Ch Lyons-Allem.			390														

Changement à l'état-major communiste

M. Zarka remplace M. Gayssot au poste de numéro deux du PCF

Le Parti communiste réunira son comité central, jeudi 14 février, pour le deuxième fois depuis le vingt-septième congrès du mois de décembre dernier. M. Pierre Zarka, nouveau membre du bureau politique et du secrétariat du comité central, présentera un rapport introductif sur « la situation politique et les tâches du parti ». Chargé de l'organisation du PCF, M. Zarka devient le numéro deux du parti en remplacement de M. Jean-Claude Gayssot.

La direction du Parti communiste a choisi de réunir son « parlement » le jour de la saint Valentin, le 14 février. Dans son édition du mercredi 30 janvier, l'Humanité annonce cette deuxième session du comité central depuis le vingt-septième congrès en décembre - la première réunion, « extraordinaire », le 11 janvier, avait été consacrée à la crise du Golfe avant le déclenchement de la guerre -

et l'organe central du PCF publie « la répartition des responsabilités » au sein de la direction dont les membres du bureau politique ont pris connaissance, mardi, lors de la réunion hebdomadaire de cette instance.

Cette nouvelle distribution des tâches constitue, en vérité, un événement. Malgré l'habillage ordinaire qu'en fait l'Humanité, le nouvel organigramme révèle une chute brutale et une ascension sans précédent depuis l'époque de la Résistance. Considéré comme le dauphin de M. Georges Marchais qui avait assuré sa promotion depuis le vingt-quatrième congrès en 1982, M. Jean-Claude Gayssot perd la responsabilité de l'organisation du parti, celle-là même qui propulse d'habitude son titulaire vers le secrétariat général, comme ce fut le cas pour M. Marchais. M. Gayssot, qui garde la troisième place dans l'ordre alphabétique de présentation des dirigeants, prend en charge le secteur des « fédérations et comités régionaux du Parti » dont s'occupait Paul La-

rent jusqu'à son décès, l'an dernier. Il sera efficacement secondé, dans ses nouvelles fonctions, par M. Madeleine Vincent qui n'est plus membre du « BP ».

Bénéficiaire de cette réorganisation, M. Pierre Zarka enregistre une promotion unique dans les annales. Membre du comité central depuis 1979, il entre en bureau politique ainsi qu'au secrétariat du « CC » en décembre 1990 et il se voit, dans la foulée, confier « l'org ». Une responsabilité essentielle si l'on s'en tient à une définition communément admise dans le parti : « Quand la ligne est floue, tout est question d'organisation ». Plus que jamais la ligne est floue, au moment de la chute du mur de Berlin, à un « Egon Krenz français » prêt à remplacer M. Marchais (le Monde du 13 décembre 1989).

M. Gayssot prend le même chemin que son éphémère « modeste » est-allémand. La nomination de M. Zarka, en revanche, constitue, en quelque sorte, un prolongement de la série documentaire télévisée du réalisateur Mosco D'Amico récemment sur la SEPT (le Monde daté 13-14 janvier) illustrant l'effondrement électoral du PCF.

Ancien secrétaire général de l'Union des étudiants communistes (1971-1973) et du Mouvement de la jeunesse communiste (1979-1984), M. Zarka, qui est né le 16 septembre 1948, a entretenu, dans les années 70, des relations dépourvues de sentimentalités avec les gauchistes. Elles n'ont pas été bien meilleures, et elles ne le sont toujours pas, dans son département de « parachutage », la Seine-Saint-Denis, dont il a été le jeune député de 1978 à 1986, dans la circonscription qui était détenue par M. Marcelin Berthod.

OLIVIER BIFFAUD

A propos du plan de réduction des dépenses de santé

Les relations se tendent entre M. Evin et M. Durieux

On s'attendait à une difficile mise en œuvre du plan de réduction des dépenses de santé. Dégrager 10 milliards de francs d'économie en 1991 sur l'assurance maladie et faire accepter aux professions de santé de nouveaux mécanismes régulateurs, l'objectif était - est toujours - à tout le moins ambitieux. Mais de là à ce que tout cela dégénère en un conflit entre M. Claude Evin, le ministre des affaires sociales, et son ministre délégué, M. Bruno Durieux, il y avait un pas... qui vient d'être franchi ces derniers jours.

Dans cette affaire aux multiples implications - il s'agit à la fois d'une tentative de sauvegarde du système de protection sociale et de la mise en pratique de la politique dite « d'ouverture » voulue par le président de la République -, il est bien difficile de faire la part entre ce qui relève des problèmes de personnes et ce qui touche au fond, aux véritables divergences politiques.

Historiquement, les rapports entre les ministres des affaires sociales et leurs ministres délégués, en général égarés de la santé, n'ont jamais été bons. On se souvient des frictions entre M. Georges Dufoix et M. Edmond Hervé, ou encore entre M. Philippe Séguin et M. Michèle Barzach. Pourtant, rarement ces désaccords, portant le

plus souvent sur des conflits de pouvoirs - notent émettant sur le champ d'action de l'autre - ne s'élevaient sur la place publique. Or, voici que, chaque jour ou presque, la presse médicale professionnelle se délecte des tiraillements entre M. Evin et Durieux.

Au point que mardi 29 janvier, dans Le Quotidien du médecin, on pouvait lire dans un éditorial intitulé « La pétardière » des phrases du genre : « Rarement l'élaboration de la politique de santé et les relations entre le gouvernement et les professionnels auront donné lieu à une situation aussi abracadabrante. Car enfin, voici que coexistent deux négociations qui semblent s'ignorer ».

Lorsque M. Bruno Durieux prend ses fonctions de ministre délégué à la santé, le 2 octobre 1990, il accepte, non sans un certain courage, de prendre en charge le plan de régulation des dépenses de santé. Quelques semaines plus tard, dans une interview au Monde (du 18 décembre), il abat ses cartes en indiquant « qu'il ne peut laisser l'assurance maladie dériver à un rythme de 10 milliards de francs de déficit chaque année ». Et il ajoute qu'il compte « cogérer au plus vite des négociations avec les professionnels de santé de manière « à introduire une régulation contractuelle sur un objectif global d'évolution des dépenses ».

Mauvaise greffe

En clair, il se prononce ce jour de l'instauration d'un système « d'enveloppe globale », consistant à déterminer chaque année un pourcentage maximal d'augmentation des dépenses de santé. Le corps médical, et tout particulièrement les médecins, n'ont pas vu de bon ce plan de régulation des dépenses de santé. D'autant que le gouvernement fait savoir qu'il n'est pas question de réduire le niveau de remboursement des assurés, ni d'augmenter les cotisations d'assu-

rance-maladie. Les cabinets des deux ministres se livrent alors à un bien curieux spectacle par journalistes interposés, chacun renvoyant à l'autre la responsabilité d'un plan qui décidément s'avère difficile à mettre en œuvre. Finalement, les négociations contractuelles ont particulièrement avec les radiologues ayant échoué et M. Durieux ayant refusé d'appliquer arbitrairement le 1^{er} janvier dernier, comme cela avait été pourtant prévu lors d'une réunion présidée par M. Michel Rocard, la nouvelle nomenclature concernant les actes de radiologie, les deux ministres ont décidé, mardi 29 janvier, à l'issue d'une réunion, de conduire désormais en commun la mise en œuvre du plan de réduction des dépenses de santé. Dorénavant, les responsables syndicaux représentants les différentes professions de santé n'auront donc plus un, mais deux interlocuteurs en face d'eux, un représentant de chaque cabinet ministériel.

Dans l'entourage de M. Evin, on cherchait à minimiser, mercredi 30 janvier, l'importance de l'incident : « Dans la conduite d'une politique à deux, expliquait-on, il y a toujours des frictions entre cabinets. Les deux ministres ont des personnalités un peu fortes qui, c'est vrai, s'opposent, voire se supportent difficilement. Mais si Claude Evin a décidé de reprendre les choses en main, c'est clairement parce qu'il y avait un risque d'enlèvement. Aucun résultat concret n'aurait été obtenu... » D'autres conseillers du ministre des affaires sociales vont plus loin en affirmant que le problème est avant tout politique et que, décidément, la greffe ne prend pas entre socialistes et barbares, surtout dans un domaine aussi sensible que la protection sociale et la santé.

Dans l'entourage de M. Durieux, on réfute ces arguments. En revanche, on se plaint des « peaux de bananes » incessantes que certains membres du cabinet de M. Evin s'acharnent à lui faire sous le pas du ministre délégué à la santé.

FRANCK NOUGHI

EN BRIEF

■ M. Iliescu en Italie et M. Romsis à Strasbourg. Le président roumain, M. Ion Iliescu, est attendu, jeudi 31 janvier, à Venise puis à Rome où il doit rencontrer le chef du gouvernement, M. Giulio Andreotti, le président de la République, M. Francesco Cossiga, et le pape Jean-Paul II. Pour sa part, le premier ministre, M. Petre Roman, qui a tenu mardi à Strasbourg de convaincre l'Assemblée du Conseil de l'Europe du « caractère irréversible » des réformes, devait être reçu mercredi 30 janvier à Paris par M. Dumas puis par M. Mitterrand.

■ ISRAËL : échec d'une tentative d'infiltration de commando. - Un membre d'un commando portant un uniforme de l'armée israélienne a été tué, mercredi 30 janvier dans la nuit, près du pont Damia qui coïncide le Jourdain après avoir réussi à franchir la ligne de cessez-le-feu israélo-jordanienne.

MUSEE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris

M^{re} Montparnasse-Bienvenue

LES PEINTURES AU FEUTRE DE CLAUDE AVELINE

30 JANVIER AU 10 MARS

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 30

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Guerre intime

PAS plus tard que vendredi dernier, mon Mimi accorde, à sa demande, une audience à son ministre de la défense :

- Qu'est-ce qu'il y a encore, mon petit Jean-Pierre ? On a des états d'âme ?

- Ben, oui, quand même un peu, M'sieur le Président. Elle me stressa, cette guerre du Golfe, ces raids, tout ça, je supporte pas.

- Allons, allons, un peu de courage ! C'est une affaire de quelques semaines.

- Au Pentagone, ils parlent de plusieurs mois.

- Et après ? Rue Saint-Dominique, c'est pas comme si vous étiez en première ligne.

- Non, mais je suis obligé de me taper des aller-retour à Ryd, et ça me casse le moral de relever celui des troupes. Je suis un républicain, pas un démocrate, moi, M'sieur le Président, et il me courent sur le haricot, ces intégristes saoudiens. J'ai pas le droit de me mettre en short. Je suis obligé de noyer mon whisky dans le Coca. Franchement, là, ras-le-bol !

- Si c'est pour me refaire le

coup de la lettre de démission que vous êtes venu, vous pouvez le remettre dans votre poche, avec votre drapsu blanc per-dessus.

- Enfin, je comprends pas, M'sieur le Président, pourquoi est-ce que vous voulez absolument que je reste ?

- Parce que ce roquet de Rocard veut absolument que vous partiez. Il manquerait plus que le premier ministre se mêle de la composition de son gouvernement !

- Mettez-vous à ma place, tant que ça se limitait au Koweït, nos bombinettes, passe, mais si ça risque de faire bobo à Saddam, moi, en tant que président des Amis franco-irakiens, j'ai l'air de quoi ? D'un faux frère.

- D'un vrai, au contraire ! Dès qu'on sera entré dans la logique de paix, vous allez pouvoir lui renvoyer tous les Mirages, les Exocet et les missiles qu'on est en train de lui foutre en l'air. Et puis, c'est pas au ministre des armées de répondre à l'appel à la désertion lancé par Gilles Perret.

- A qui, alors ? Il n'y a per-

sonne d'autre.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « Les mauvais calculs de l'OLP », par Alain Dieckhoff ; « Le chef des armées », par Raphaël Hadas-Lebel..... 2

La guerre du Golfe et la démission de M. Chevènement..... 3 à 11
Le durcissement en URSS
La PC relève la tête..... 11

Nouveau pouvoir en Somalie

La président Ali Mahdi Mohamed a prêté serment..... 14

Le statut du Québec
Les libéraux se repellent des thèses indépendantistes..... 14

Les comptes de Nica-Communication
Les emba et les protégés de M. Médou..... 15

Sûreté nucléaire
Les risques humains demeurent..... 16

Ski alpin
Ulrike Meier, championne du monde..... 16

ÉDUCATION

La guerre au programme « Les étudiants perdus dans le désert » Les orphelins du syndicalisme enseignent « Levée en masse pour les universités..... 17 à 18

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

Le bicentenaire de la mort de Mozart « La sélection hebdomadaire des nouveaux spectacles..... 19 à 30

SECTION C

Les accidents du travail dans le BTP
Cinq propositions du rapport Quémener..... 32

Paris-Ile-de-France
Vers une extension des axes rouges dans la capitale ?..... 36

Changement chez L'Oréal
Le départ de M. Ladrèit de Lacharrière..... 40

Services

Abonnements..... 16
Annonces classées..... 37 à 39
Automobile..... 35
Cartes..... 35
Marchés financiers..... 40-41
Météorologie..... 34
Mots croisés..... 35
Radio-Télévision..... 34

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 janvier 1991 a été tiré à 641 504 exemplaires.

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affections... ISD-FRANCE-FENETRES vient pour dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste permet de gagner aussi en qualité d'isolation acoustique. Devis gratuits. Magasin d'exposition, 111, rue La Fayette (10^e) - M^{re} Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE

BAGDAD GENERATION

Job, fric, stress, pour les 30-40 ans c'est dépassé.

Avec le conflit du Golfe, l'Histoire a brutalement rattrapé les 30-40 ans. Soudain, leurs propres histoires de travail, d'argent ou de carrières prennent un autre sens. SCIENCE & VIE ÉCONOMIE publie une grande enquête sur les aspirations des jeunes cadres.

ET AUSSI :

ITALIE : LES VERTUS DU DILETTANTISME

HYPERS ET DISQUAIRES RIVALISENT DE CULTURE

MARKETING : POURQUOI LES CHRMISES ONT DES RAYURES

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE LE MAGAZINE EXPLORATEUR DE L'ÉCONOMIE

10^e RENDEZ-VOUS CHOREOGRAPHIQUES du 26 janvier au 12 février 1991

Angelina PRELJOCAJ AMER AMERICA

Vendredi 1^{er} février - 20h30

Compagnie Mal PELO

QUARERE

Mardi 5 février - 20h30

Nicole MOSSOUX - Patrick BONTE

SIMULATION

Samedi 3 février - 20h30

Représentations : 11, 28, 29, 30

LES GEMEAUX

Représentations : 11, 28, 29, 30